

CENTRE INTTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 63 Bijdragen

MARIE LEROY

LA PRESSE BELGE EN BELGIQUE LIBRE
ET
A L'ÉTRANGER
EN 1918

1971

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

**PUBLICATIONS DU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
UITGAVEN VAN HET INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS**

ARCHIVES ECCLESIASTIQUES — KERKELIJKE ARCHIEVEN

- A. Simon**, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. (Cahiers-Bijdragen 2.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. Simon**, Inventaires d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957. (Cahiers-Bijdragen 3.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. Simon**, Inventaires d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique, Verviers) 1958. (Cahiers-Bijdragen 5.)
fr. 80 (abonnement fr. 70).
- A. Simon**, Inventaires d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiessy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêché de Liège.) 1960. (Cahiers-Bijdragen 14.)
fr. 100 (abonnement fr. 85)
- A. Simon**, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux. 1960. (Cahiers-Bijdragen 10.)
fr. 260 (abonnement fr. 215)
- A. Simon**, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux. 1961. (Cahiers-Bijdragen 17.)
fr. 270 (abonnement fr. 230)
- A. Simon**, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940). Sources d'Archives. 1961. (Cahiers-Bijdragen 21.)
fr. 160 (abonnement fr. 135)
- Sources de l'histoire religieuse de la Belgique. — Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België. 1968. (Cahiers-Bijdragen 54.)
fr. 330 (abonnement fr. 280)
- Marc Walckiers**, Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. (1919-1925). 1970. (Cahiers-Bijdragen 61.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- Wouter Rombauts**, Het Paasverzuim in het Bisdom Brugge (1840-1911). Bijdrage tot de geschiedenis van het kerkelijk leven in West-Vlaanderen. (Bijdragen-Cahiers 62.)
fr. 460 (abonnement fr. 390)

PRESSE — PERS

- A. J. Vermeersch en H. Wouters**, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers, 1830-1848. 1958. (Bijdragen-Cahiers 4.)
Uitverkocht
- M. De Vroede**, De Vlaamse Pers in 1855-1856. 1960. (Bijdragen-Cahiers 12.)
fr. 120 (abonnement fr. 100)
- Jacques Willequet**, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1877-1914. 1961. (Cahiers-Bijdragen 16.)
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- Romain Van Eenoo en Arthur J. Vermeersch**, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. (Bijdragen-Cahiers 23.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- J. Lory**, Panorama de la presse belge en 1870-1871. 1963. (Cahiers-Bijdragen 32.)
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. Leroy**, La presse belge en Belgique libre et à l'étranger, en 1918. 1971
(Cahiers-Bijdragen 63.)
- J. Leclercq-Paulissen**, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. (Cahiers-Bijdragen 6.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- Romain Van Eenoo**, De Pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961. (Bijdragen-Cahiers 20.)
fr. 370 (abonnement fr. 315)
- Lode Wils**, De liberale Antwerpse dagbladen : 1857-1864. 1962. (Bijdragen-Cahiers 26.)
fr. 100 (abonnement fr. 85)
- M. De Vroede**, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. (Bijdragen-Cahiers 28.)
fr. 350 (abonnement fr. 300)
- E. Voordeckers**, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. (Bijdragen-Cahiers 35.)
fr. 1020 (abonnement 870 fr.)
- H. Liebaut**, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst (1840-1914). 1967. (Bijdragen-Cahiers 41.)
fr. 290 (abonnement fr. 245)
- Arthur J. Vermeersch**, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (A-K) 1965. (Cahiers-Bijdragen 42.)
fr. 740 (abonnement fr. 630)
- Helmut Gaus en Arthur J. Vermeersch**, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. - Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). 1968. (Cahiers-Bijdragen 50.)
fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- E. Voordeckers**, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914). 1965. (Bijdragen-Cahiers 43.)
fr. 320 (abonnement fr. 270)

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 63 Bijdragen

MARIE LEROY

LA PRESSE BELGE EN BELGIQUE LIBRE
ET
A L'ÉTRANGER
EN 1918

1971

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

INTRODUCTION

La guerre 1914-1918 évoque surtout pour nous, Belges, l'héroïque résistance de notre armée, la figure de proue du Roi-Chevalier, les souffrances matérielles et morales de la population belge. Une nombreuse littérature a popularisé ces images d'Epinal. Cependant, si ces quatre ans de guerre qu'on a tendance à considérer comme un bloc sans fissures, ont pesé lourdement, leur poids n'a pas été égal pour tous. Tandis que les uns, la majorité, subissaient l'humiliation d'une occupation étrangère et des privations de tous genres, les autres, s'ils connaissaient la tristesse de l'exil, jouissaient d'une plus grande sécurité et de conditions matérielles bien meilleures. Entre les deux blocs, l'armée formait une entité à part.

Pour les Belges en pays occupé, l'absence de contacts avec le monde libre, le manque de nouvelles, le poids de la propagande allemande s'ajoutaient aux rigueurs de la guerre ; les Belges vivant à l'étranger faisaient au contraire connaissance avec d'autres manières de vivre, côtoyaient des personnes qui pouvaient avoir des idées différentes de celles auxquelles ils étaient habitués, avaient l'occasion de lire d'autres journaux. En un mot, ils subissaient cette épreuve dans un contexte différent. Or ces Belges ne représentaient pas l'exception parmi la population, la plupart des évaluations arrivent au chiffre de près d'un million de Belges échappant à l'occupation allemande, c'est-à-dire pas loin d'un septième de la population et parmi eux, le roi et le gouvernement. Il nous a semblé que de chercher à mieux connaître leur mentalité présentait un intérêt certain, d'autant plus que, si on est relativement bien informé sur la vie en Belgique occupée, on l'est beaucoup moins sur les Belges de l'extérieur.

Il nous était naturellement impossible, dans le cadre restreint de ce travail, d'inventorier toutes les sources possibles et d'arriver à une synthèse. Nous avons donc dû borner nos ambitions et nous nous sommes assigné comme but d'établir un élément de connaissance limité mais valable.

Parmi les sources offertes à l'historien de l'opinion publique, la presse occupe une place de choix et nous avons opté pour elle parce qu'elle nous paraissait la plus apte à nous fournir un large éventail de points de vue. Nous avons éliminé immédiatement les journaux dits « des tranchées » ou « du front » qui s'adressaient exclusivement

aux soldats puisque ce que nous cherchions à connaître, ce n'était pas l'état d'esprit de l'armée mais l'opinion de tous les Belges de l'extérieur. Malgré cela, nous nous sommes aperçu, dès nos premières recherches, que la presse ne se limitait pas à la douzaine de journaux connus de tous mais qu'au contraire, il y eut une véritable éclosion de feuilles belges dans tous les pays d'accueil. Nous avons dressé l'inventaire de ces périodiques et devant l'impossibilité de les voir tous, nous en avons choisi six suivant des critères que nous exposons dans le premier chapitre. Nous nous sommes efforcé d'en faire une analyse objective en suivant une méthode que nous expliquons plus loin.

Nous avons dû également limiter notre travail dans le temps en nous bornant à un an. Chaque année de guerre est intéressante à des titres divers ; nous avons choisi 1918 pour un double motif. D'abord, c'est elle qui nous offrait les meilleures possibilités au point de vue des sources. En effet, beaucoup de journaux sont perdus et la plupart des collections sont incomplètes, spécialement pour les premières années de guerre ; l'année 1918 est la mieux représentée dans les archives belges. D'autre part, elle est intéressante parce qu'elle représente à la fois un aboutissement et un point de départ : après trois ans de guerre, les courants d'idées se sont stabilisés et, en lisant les journaux, on voit apparaître en filigrane les étapes de leur évolution ; cette période permet en même temps de cerner l'état d'esprit des Belges de l'extérieur juste avant leur rencontre avec ceux restés au pays.

Dans un premier chapitre, nous donnons des indications générales sur les Belges vivant en Belgique libre et à l'étranger et sur la presse belge, nous dressons l'inventaire des journaux et nous expliquons notre choix, nous exposons la méthode que nous avons suivie et nous faisons un bref historique des événements de 1918 permettant de mieux saisir les commentaires des journaux. Les six chapitres suivants sont consacrés à l'analyse de chaque journal. Dans un dernier chapitre, nous nous sommes efforcé de synthétiser les éléments obtenus et de les situer à la place qui leur revient dans le cadre général de l'opinion publique.

Il nous reste un devoir particulièrement agréable à accomplir : celui de remercier Monsieur le Professeur Haag qui a bien voulu nous guider et nous encourager au cours de notre travail. Ses précieux conseils nous ont permis entre autres d'éviter plus d'une fois le piège

de la subjectivité subtilement tendu sous les pas de qui étudie la presse, car le lecteur d'aujourd'hui, comme le contemporain, est exposé à subir l'influence du journal et des sentiments qu'il éveille en lui.

INDEX DES SIGLES

A. G. R.	Archives générales du Royaume
B. R.	Bibliothèque royale
B. S.	Belgische Standaard
B. Soc.	Belgische Socialist
c.	colonne
I. B.	L'Indépendance belge
N. B.	La Nation belge
O. V.	Ons Vaderland
O. W.	L'Opinion wallonne
p.	page
S. B.	Le Socialiste belge
ss.	article non signé
U. C. L.	Bibliothèque de l'Université catholique de Louvain
XX ^e S.	Le XX ^e Siècle

Les notes de référence aux journaux sont composées :

- de la date du journal (les dates sans indication d'année se rapportent toutes à l'année 1918),
- de la page ou des pages occupées par l'article visé,
- de ou des colonnes occupées par lui,
- de son titre,
- de l'auteur ou des lettres « ss. » si l'article n'est pas signé.

BIBLIOGRAPHIE

A. SOURCES

I. JOURNAUX ET PERIODIQUES

Belgisch Dagblad	B. R.
Belgische Standaard	U. C. L.
Dageraad	B. R.
Het Vaderland	B. R.
La Belgique	U. C. L.
La Belgique indépendante	B. R.
La Belgique industrielle	B. R.
La Chronique	B. R.
La Métropole	B. R.
La Nation belge	B. R. complété par U. C. L.
La Patrie belge	B. R.
La Renaissance belge	B. R.
La Revue belge	B. R.
La Tribune belge	B. R.
La Tribune congolaise	B. R.
Le Beffroi — Het Belfort	B. R.
L'Echo belge	U. C. L.
L'Echo de Belgique	B. R.
Le Courrier belge	B. R.
Le Courrier de la Meuse	B. R.
Le Courrier de l'Armée	B. R.
Le franco-belge	U. C. L.
Legerbode	U. C. L.
Les Chants de l'Aube	B. R.
Les Nouvelles	U. C. L.
Le Socialiste belge — De Belgische Socialist	Bibliothèque de la Ville d'Anvers complété par U. C. L.
Le XX ^e siècle	B. R.
L'Heure belge	U. C. L.
L'Indépendance belge	B. R.
L'Opinion wallonne	B. R. complété par U. C. L.
Neptune	B. R.
Notre Avenir	U. C. L.
Notre Belgique	U. C. L.
Nouvelle Revue wallonne	B. R.
Ons Vaderland	U. C. L. complété par B. R.
Ons Vlaanderen	U. C. L.

Stem uit België
The Anglo-Belgian-Exports
Vlaamsch Belgisch Verbond

B. R.
B. R.
Bibliothèque de l'Université de
Gand
U. C. L.
U. C. L.

Vlaamsche Stem
Vrij België

2. PUBLICATIONS OFFICIELLES

Le Moniteur belge

Publications du Bureau documentaire belge du Havre:

- *Les Informations belges* B. R.
feuille quotidienne donnant diverses informations notamment sur la situation en Belgique occupée.
- *Bulletin de documentation particulière* B. R.
dépouillement de journaux, revues et livres ayant un rapport avec la Belgique, effectué par le B. D. B. ; d'abord photocopié, puis imprimé, il était envoyé à certaines personnes à titre confidentiel.
Une partie de ces informations sont reprises dans les :
- *Cahiers documentaires* B. R.
Recueil méthodique de documents sur la guerre européenne rassemblés et publiés avec le concours du B. D. B. 60 livraisons de 16 pages parues de 1915 à 1918.
- *L'œuvre du gouvernement belge pendant la guerre*
Etude, sans nom d'auteur, de l'activité des divers départements ministériels pendant la guerre. 1918, 64 p.
- VAN LANGENHOVE, F., *Le dossier diplomatique de la question belge, 1917.*

Rapports dactylographiés du Bureau de documentation et de Propagande à Londres, 1915 à 1917, 4 vol. (Collection de la bibliothèque de l'Université libre de Bruxelles).

Bulletin de documentation économique B. R.
Royaume de Belgique; Ministère des Affaires économiques; Office des Etudes économiques et de la documentation (Publication officielle). Hebdomadaire. 42 numéros publiés au Havre du 12 février à décembre 1918. En supplément : tous les actes officiels de 1914 à 1918.

3. BROCHURES ET ECRITS DE CIRCONSTANCES

BEYENS, baron E. : *Questions belges, Bruxelles-Paris 1918* (articles sur la neutralité et sur la question flamande parus dans la *Revue des deux Mondes* en 1918).

COLLEYE, Raymond : *Le nationalisme français de la Belgique*, Paris, s.d.

DAVIGNON, H. : *La Belgique en Angleterre*, s.d.

- DE SCHAEFDRIJVER, Karel, CHARPENTIER, Julius : *Ontwikkelingsgang der Vlaamsche Frontbeweging*, Brussel, s.d. Contient deux lettres ouvertes au Roi Albert de juillet et août 1917, une lettre aux Alliés de décembre 1917, une lettre au Cardinal Mercier, la déclaration de principe du Frontbeweging intitulée *Vlaanderen's Dageraad aan de IJzer* rédigée par DE PILLECIJN et BORGINON en octobre 1917 et le *Catechismus der Vlaamsche Beweging* rédigé par Cyriel VERSCHAEVE en mars 1918.
- DES OMBIAUX, M. : *Un royaume en exil. La Belgique du dehors*, Paris, 1917.
- DESTREE, J. : *Les socialistes et la guerre européenne 1914-1915*, Paris, 1915.
- Frans Van Cauwelaert et la question des langues en Belgique*. Texte du rapport demandé par le gouvernement anglais par l'intermédiaire de sa légation à La Haye, brochure imprimée à Molenbeek, s.d.
- GERLACHÉ DE GOMERY, Commandant de : *La Belgique et les Belges pendant la guerre*, Paris, 1916.
- HEYMAN, H. : *La Belgique sociale*, Paris, 1916.
- HUYSMANS, C. : *Discours prononcés en Hollande du 9 au 31 janvier 1916*, brochure imprimée en Belgique, s.d.
- La Neutralité garantie*: brochure anonyme, diffusée en juin et juillet 1918. L'auteur en est E. Carton de Wiart.
- La vérité sur le mouvement flamingant*: brochure sans indications.
- Les Cahiers belges*: publication d'études sur la Belgique par la librairie G. VAN OEST de Paris. Une vingtaine de cahiers ont paru en 1917 et 1918 parmi lesquels :
- N° 15 : RYCKMAN DE BETZ, F. de : *Le baron Nothomb et la question luxembourgeoise*.
- N° 16 : DESTREE, J. : *La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg*.
- N° 17 : VAN PUYVELDE, L. : *Le mouvement flamand et la guerre*.
- Mémoire du P. O. B. juillet 1917*: brochure imprimée à Londres en 1918.
- NEURAY, F. : *La Belgique nouvelle*, Paris, 1918.
- NOTHOMB, P. : *Histoire belge du Grand-Duché de Luxembourg*, Paris, 1918.
- Opinions socialistes belges sur la guerre et l'Internationale*: brochure imprimée à Amsterdam, s.d.
- PASSELECQ, F. : *La question flamande et l'Allemagne*, Paris, 1917.
- STRUYE, P. : *Flamands et activistes*, Lausanne, 1918.
- VANDERVELDE, E. : *La Belgique*, Paris, 1915. *Le socialisme contre l'Etat*, Paris, 1918.
- VAN PUYVELDE, L. : *Een keerpunt in de Vlaamsche Beweging*, brochure éditée à Amsterdam, s.d.
- WAXWEILLER : *La Belgique neutre et loyale*, Paris, 1915. *Le procès de la neutralité belge*, Paris, 1916.
- ZEVAES, A. : *Les manœuvres du Kamarade Huysmans*, extrait du *Républicain socialiste* du 1 juin 1916.

4. MEMOIRES ET SOUVENIRS

- BELPAIRE, E. : *Gestalten in 't verleden*, Bruges, 1947.
- CARTON DE WIART, Comte : *Souvenirs politiques (1878-1918)*, Bruges, 1948.
- HYMANS, P. : *Mémoires* publiés par F. VAN KALKEN et J. BARTIER, Institut de Sociologie Solvay, Bruxelles, 1958.
- NEURAY, F. : *Portraits et souvenirs*, Bruxelles, 1934.
- VAN OVERSTRAETEN, général R. : *Les carnets de guerre d'Albert I, Roi des Belges*, Bruxelles, 1953.
- VAN PUYVELDE, L. : *Voor mijn land in oorlogsnoed*, Gent, 1920. Articles sur la question flamande parus dans la presse hollandaise 1916-1918.

B. TRAVAUX (1)

I. OUVRAGES GENERAUX

- BARTIER, J. : *België tijdens de Eerste Wereldoorlog*, dans *Algemeen geschiedenis der Nederlanden*, deel XII, p. 1 à 47.
- BASSE, M. : *De vlaamsche beweging van 1905 tot 1930*, Gent, 1933.
- BAUDHUIN, F. : *Histoire économique de la Belgique 1914-1939*, Bruxelles, 1944.
- BERGER, M. et ALLARD, P. : *Les Secrets de la Censure pendant la guerre*, Paris, 1932.
- BERNARD, H. : *Terre commune. Histoire des Pays de Benelux microcosme de l'Europe*, Bruxelles, 1961.
- BEYENS, baron E. : *Deux politiques*, Le Flambeau, mai 1922.
- CHATELLE, A. : *La paix manquée?* Paris, 1936. *L'effort belge en France pendant la guerre (1914-1918)*, Paris, 1934.
- CLAEYS-VANHAEGENDOREN, M. : *De antwerpse socialistische federatie van 1914 tot 1921; de evolutie van haar positie in een verhouding tot de BWP*, Res publica 1967/1, pp. 29 à 85.
- CORDEMANS, Dr. A. : *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren 1914-1918*, Wetteren, 1963.
- DE PAEUW, L. : *Albert, troisième Roi des Belges*, Bruxelles, 1934.
- FENAUX, R. : *Paul Hymans*, Bruxelles, 1946.

(1) Ce travail touchant différents aspects de la guerre 1914-18, il ne nous est naturellement pas possible de donner une bibliographie complète. Nous nous bornons donc à signaler ici les ouvrages et articles qui nous ont été de quelque utilité, comme d'ailleurs pour les ouvrages concernant la méthode d'analyse. Pour la presse, nous ne citons que ceux donnant quelques indications sur les journaux belges en 1918.

- GOTOVICH, J. : *Contribution à l'histoire de la presse censurée 1914-1918*, Mémoire de licence, faculté de philosophie et lettres, Histoire, Université libre de Bruxelles, année académique 1960-61.
- HAAG, H. : *Le comte Charles de Broqueville (1860-1940)*, Revue générale belge, mai 1965 ; *Les origines du tripartisme*, Revue générale belge, février 1954 ; *Albert I devant la guerre et la paix*, Industrie, août 1964.
- HOJER, C. H. : *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Upsala-Stockholm, 1946.
- La Belgique et la guerre :*
- T. I. RENCY, G. : *La vie matérielle de la Belgique*, Bruxelles, 1921.
- T. II. CUVELIER, J. : *L'invasion allemande*, Bruxelles, 1921.
- T. III. TASNIER et VAN OVERSTRAETEN : *Les opérations militaires*, Bruxelles, 1923.
- T. IV. DE RIDDER, A. : *Histoire diplomatique*, Bruxelles, 1922.
- LAUNAY, J. de : *Histoire contemporaine de la Diplomatie secrète 1914-1945*, Lausanne-Bruxelles, 1965.
- LIEBMAN, M. : *La révolution russe, origines, étapes et signification de la révolution russe*, Verviers, 1967.
- LUYKX, Theo Dr. : *Politieke geschiedenis van België*, Brussel-Amsterdam, 1964.
- MOYERSOEN, L. : *Prosper Poulet en de politiek van zijn tijd*, Brugge, 1946.
- NOTHOMB, P. : *La déclaration de Ste Adresse*, Le Flambeau, mai 1922.
- OLBRECHTS, R. : *La Population dans MAHAIM, E., La Belgique restaurée*, étude sociologique publiée sous la direction de E. Mahaim, Institut de sociologie Solvay, Bruxelles, 1926.
- PIERSON, M.-A. : *Histoire du Socialisme en Belgique*, Institut E. Vandervelde, Bruxelles, 1953.
- PIRENNE, H. : *La Belgique et la guerre mondiale*, Publication de la Dotation Carnégie, Paris, New-Haven, U.S.A., 1928.
- RENKIN, J. : *Le gouvernement de Ste Adresse*, Illustration de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de la Colonie, septembre 1924.
- RENOUVIN, P. : *La crise européenne et la première guerre mondiale*, Peuples et civilisations, n° 19, Paris, 1962.
- ROOSE, B. A. : *De wijze vrouw van Vlaanderen (Het leven van Marie-Elisabeth Belpaire)*, Antwerpen, 1948.
- ROSMER, A. : *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'union sacrée à Zimmerwald*, Paris, 1936.
- RUDIGER : *Un livre noir sur la trahison activiste*, Bruxelles, 1920 ; *Flamenpolitiek*, Bruxelles, 1921.
- RYELAND, D. : *Charles de Broqueville*, Industrie, avril 1965, pp. 246-249.

- SEGERS, P. : *L'éclargissement du gouvernement du Havre*, Revue générale, décembre 1939, pp. 733 à 750.
- VAN KALKEN, F. : *Entre deux guerres. Esquisse de la vie politique en Belgique de 1918 à 1940*, Institut Solvay, Bruxelles, 1944.
- VAN LANGENHOVE, F. : *L'action du gouvernement belge en matière économique pendant la guerre*, Publication de la dotation Carnegie, Paris, New Haven, 1927.
- VAN OVERSTRAETEN, général R. : *La politique de guerre du Roi Albert*, Revue générale belge, C. 1964, pp. 1-26.
- VAN ZUYLEN, baron P. : *Les mains libres. La politique extérieure de la Belgique 1914-1940*, Bruxelles, 1950.
- VELGE, H. : *La Belgique économique pendant et après la guerre*, Revue générale, février 1921, pp. 157-179.
- VERDEYEN, R. W. R. : *België in Nederland 1914-1919*.
- VERMEYLEN, P. : *La guerre 1914-1918 dans Les Fastes du P. S. B. 1885-1960*, Bruxelles, 1960.
- WALLON, J. : *Une cité belge sur la Tamise*, Londres, Bruxelles, s.d.
- WEILL, G. : *Les gouvernements et la presse pendant la guerre*, Revue d'histoire de la guerre mondiale, 11^e année n° 2, avril 1933.
- WULLUS-RUDIGER, Prof. J. A. : *La Belgique et la crise européenne 1914-1945'* Agen, 1945 ; *En marge de la politique belge 1914-1956*, Bruxelles, 1957.

2. OUVRAGES CONCERNANT LA PRESSE

- BERTELSON, L. : *Tableau chronologique des journaux belges*, Bruxelles, 1960.
- Catalogus van de tentoonstelling stille getuigen 1914-1918, kunst en geestesleven in de frontstreek*, Brugge, 1964.
- GYSELEN, G. : *Verantwoording*, pp. 9-15.
- SCHEPENS, L. : *Het cultureel leven aan het front*, pp. 17-50.
- CORDEMANS, Dr. M. : *Met de vluchtelingen naar Engeland dans PRIMS Kan. Dr., Gedenkboek, Antwerpen, 1957, (De Stem uit België).*
- HILDEBRAND, Pater : *De Belgische Standaard, 1915-1919*, Antwerpen, 1957.
- Index des publications périodiques existant dans les Bibliothèques de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg*, Fondation universitaire de Belgique, 1935.
- JACOB, A. : *De Vlaamse Stem*, Antwerpen, 1920.
- MANEVY, R. : *Histoire de la presse 1914-1939*, Paris, 1945 (journaux français).
- MASSART, J. : *La presse clandestine dans la Belgique occupée*, Paris, 1917 (liste très incomplète de journaux publiés à l'étranger par des Belges).

OOMS, A. : *La presse belge depuis ses origines jusqu'au centenaire de notre indépendance nationale*, dans *La Presse*, livre commémoratif édité par la Section bruxelloise de l'Association générale de la Presse belge à l'occasion de son LX^e anniversaire (1888-1948), Bruxelles, 1949.

THOMAS, A. : *La Presse belge pendant la guerre dans l'Illustration de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de la colonie*, août 1924.

VAN SINT-JAN, Dr. R. : *Die politische Presse Belgiens*, *Zeitungswissenschaft*, IV^e année, 1929, n^o 1 à 6 (particulièrement n^o 4, pp. 206-208).

3. METHODE D'ANALYSE

DUVERGER, M. : *Méthodes des sciences sociales*, Paris, 1961.

KAYSER, J. : *L'étude du contenu d'un journal. Analyse et mise en valeur*. *Études de Presse*, vol. XI, n^o 20-21, Paris, 1959.

MEYNAUD, J. : *Introduction à la science politique*, Paris, 1959.

RANULF, S. : *La méthode de « content analysis »*, Bruxelles, 1951.

CHAPITRE I

PRELIMINAIRES

LES BELGES EN TERRITOIRE LIBRE

Leur Nombre

Les chiffres cités varient. Il semble qu'aucun recensement global n'a jamais pu être effectué parce que les Belges étaient trop dispersés et qu'ils voyageaient. En 1918, *La Nation belge* cite le chiffre d'environ 900.000 Belges expatriés (1), BAUDHUIN les estime à près d'un million (2), OLBRECHTS parle de 500.000 Belges non compris l'armée (3). Cependant, des recensements partiels ont été faits.

Armée

Si le 4 août 1914, l'armée belge comprend 117.000 hommes (4), après la bataille de l'Yser, elle est réduite à 65.000 hommes. Mais au début de 1917, ce chiffre passe à 130.000 hommes à cause des volontaires arrivant par la Hollande et des miliciens levés en zone non occupée ou à l'étranger (5). OLBRECHTS donne comme nombre total des hommes mobilisés pendant la durée de la guerre le chiffre de 365.000 (6).

(1) N. B., 10 août 1918, p. 2, c. 5, O. DE PAUW.

(2) F. BAUDHUIN, *Histoire économique de la Belgique, 1914-1939*, Bruxelles, 1944, t. I, p. 63.

(3) R. OLBRECHTS, *La Population*, dans E. MAHAIM, *La Belgique restaurée*, étude sociologique publiée sous la direction de E. MAHAIM, Institut de sociologie Solvay, Bruxelles, 1926, p. 63.

(4) F. VAN KALKEN, *Histoire de la Belgique et de son expansion coloniale*, Bruxelles, 1954, p. 673.

(5) R. VAN OVERSTRAETEN, *Les carnets de guerre d'Albert I^{er}, Roi des Belges*, Bruxelles, 1953, p. 11 et p. 135.

(6) OLBRECHTS, *op. cit.*, p. 4.

Belges en Belgique non occupée

Au 15 novembre 1917, la Belgique non occupée comptait encore 72.225 personnes, d'après un recensement fait uniquement dans 33 communes de l'arrondissement Furnes-Dixmude et 18 communes de l'arrondissement d'Ypres, mais, en avril 1918, la population diminua fortement à cause des évacuations et de l'occupation de villages par les Allemands (1).

Hollande

En 1914, la Hollande accueillit un grand nombre de réfugiés belges, un million d'après H. BERNARD (2), 600.000 après l'exode d'Anvers d'après P. HYMANS (3), mais la plupart rentrèrent au pays par la suite. On cite habituellement le chiffre de 100.000 Belges séjournant en Hollande pendant la durée de la guerre (4). OLBRECHTS donne les chiffres de 95.521 en juillet 1917 et 101.332 en juillet 1918 (5). Il faut ajouter de 30 à 35.000 soldats belges internés dans des camps (6).

France

Des statistiques françaises donnent les chiffres suivants :

1 ^{er} janvier 1915 :	115.000
16 :	230.000
17 :	250.000
18 :	275.000
19 :	290.000

Il faut considérer ces chiffres comme des minima car, dans bien des cas, on ne tient compte que des réfugiés assistés.

Un recensement opéré par le Comité belge de secours aux réfugiés, fin novembre 1918, arrive au chiffre de 325.298 (7).

(1) B. S., 15 juin 1918, p. 1, c. 1, et 2, s.s.

(2) H. BERNARD, *Terre commune*, Bruxelles, 1961, p. 669.

(3) P. HYMANS, *Mémoires*, publiés par F. VAN KALKEN et J. BARTIER, Institut de Sociologie Solvay.

(4) I. B., 25 mai 1918, p. 2, c. 1-2-3, M. TERWAGNE.

M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *De antwerpse socialistische federatie van 1914 tot 1921 ; de evolutie van haar positie in een verhouding tot de B.W.P.*, in *Res Publica*, 1967/1, pp. 29 à 85.

H. BERNARD, *op. cit.*, p. 669.

(5) R. OLBRECHTS, *op. cit.*, p. 6.

(6) I. B., 30 juillet et 7 septembre 1918.

(7) R. OLBRECHTS, *op. cit.*, pp. 7, 8.

Angleterre

de GERLACHE estime à plus de 180.000 le nombre de Belges réfugiés en Angleterre en 1915-16 (1); *L'Indépendance belge* donne le chiffre de 200.000 (2). Cependant, d'après OLBRECHTS, si ce chiffre est exact à la fin de 1915, il n'est plus que de 162.676 en novembre 1916 et de 110.000 en novembre 1918 (3).

Suisse

Il existe aussi un nombre relativement important de Belges en Suisse.

En tenant compte de toutes ces données, il semble que le chiffre de 900.000 Belges en territoire non occupé ne soit pas exagéré, ce qui représenterait en gros 1/8^e de la population belge, estimée à 7.639.000 habitants en 1913 (4).

Milieu Social

Il semble que ces réfugiés appartenaienent à tous les milieux. On trouve notamment parmi eux assez bien d'hommes politiques. En effet, le gouvernement s'était replié avec l'armée belge, puis s'était établi à Ste-Adresse entraînant avec lui un certain nombre de fonctionnaires. De plus, 76 parlementaires se trouvaient à l'étranger.

Un nombre assez important d'hommes d'affaires et d'industriels avaient quitté la Belgique pour l'Angleterre notamment. Des journalistes aussi résidaient à l'étranger.

En Angleterre, on trouve environ 4.000 ouvriers métallurgistes qui fondèrent la *Centrale van de Belgische Metaalbewerders* et éditèrent un journal *Le Métallurgiste belge* bilingue (5).

En France, en 1916, 22.000 ouvriers belges travaillent dans l'industrie française, 13.500 dans les usines de guerre du Havre et de la région, 1.680 dans l'administration des chemins de fer (6).

En France aussi, on trouve 15.000 ouvriers agricoles (6) et les

(1) Commandant de GERLACHE DE GOMERY, *La Belgique et les Belges pendant la guerre*, Paris, 1916.

(2) I. B., 18 avril 1918, p. 3, c. 2.

(3) R. OLBRECHTS, *op. cit.*, p. 7.

(4) BAUDHUIN, *op. cit.*, p. 62.

(5) M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *op. cit.*, pp. 34, 35.

(6) F. VAN LANGENHOVE, *L'action du gouvernement belge en matière économique pendant la guerre*, Histoire économique et sociale de la guerre mondiale (série belge), publication de la dotation Carnégie, Paris, New Haven, 1927, p. 39.

Belges restés en territoire belge non occupé sont en grande majorité des agriculteurs.

Région d'origine

OLBRECHTS affirme que 1/8 environ des réfugiés viennent des provinces flamandes (1).

Quant à l'armée, elle est en grande majorité flamande à l'exception des officiers. En temps normal, la proportion des Flamands à l'armée était de 67 % (non compris les officiers). Cette proportion a augmenté parce que lors de l'appel de la classe 14, les provinces wallonnes étaient déjà occupées et parce que les jeunes gens flamands, plus proches de la frontière hollandaise, pouvaient la passer plus facilement et s'enrôler comme volontaires (2), de telle sorte qu'on arrive à 80 % de soldats flamands au front (3).

LA PRESSE BELGE EN TERRITOIRE LIBRE

A. GENERALITES

En 1914, au fur et à mesure de l'occupation du territoire, les journaux belges cessèrent de paraître, quitte pour certains, de tenter de revivre sous la censure allemande (4), ou tentèrent résolument l'aventure de l'émigration en territoire non occupé d'abord, puis à l'étranger. C'est le cas, par exemple, de l'*Indépendance belge* qui parut à Gand, puis à Ostende, ensuite à Folkestone pour s'établir définitivement à Londres. D'autres journaux également se fixèrent à l'étranger et continuèrent à paraître pendant toute la durée de la guerre, comme *La Métropole* à Londres, le *XX^e Siècle* au Havre.

(1) R. OLBRECHTS, *op. cit.*, p. 63.

(2) *La Belgique*, 16 janvier 1917.

(3) C. H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Upsala-Stockholm, 1946, p. 13.

(4) J. GOTOVITCH, *Contribution à l'histoire de la presse censurée 1914-1918*, mémoire de licence, Faculté de Philosophie et Lettres, Université libre de Bruxelles, année académique 1960-1961, pp. 4 à 10.

Une fois le front stabilisé, les Belges à l'étranger se regroupèrent et très vite, de nouveaux journaux furent créés. Certains n'avaient pour objectif que de favoriser le contact entre Belges échoués sur la même terre et de soutenir leur moral. Les uns disparurent rapidement comme *Le Courrier belge* à Derby, d'autres se limitèrent à cet objectif pendant toute la guerre comme *Le Courrier de la Meuse* à Maestricht, mais les plus nombreux ajoutèrent au but premier, la défense de certaines idées comme *Stem uit België* à Londres. De nouveaux journaux se créèrent petit à petit au service d'une cause comme *Ons Vaderland* ou *Le Socialiste belge*.

On peut donc classer les journaux en trois groupes :

- 1^o les journaux qui existaient avant guerre et continuèrent dans la même voie. Ils jouissaient déjà d'une armature solide, d'une réputation, de moyens financiers ;
- 2^o les journaux qui se bornaient à être un lien entre des Belges ;
- 3^o les journaux créés pour défendre une cause ou ayant évolué dans ce sens.

Une chose intéressante à noter, c'est que, malgré les difficultés matérielles, il y eut assez bien de journaux quotidiens.

Ces journaux n'étaient pas totalement libres, deux exigences limitaient leur liberté d'expression. L'une acceptée librement et non rigide résultait de l'engagement pris au début de la guerre par tous les partis de respecter l'union sacrée; c'était une sorte de trêve, une convention de suspendre, pendant la durée de la guerre, les querelles partisans et, dans le même esprit, les critiques du gouvernement, pour ne distraire aucune force à l'essentiel, c'est-à-dire la lutte pour la victoire. Les journaux la respectaient dans une certaine mesure.

Une limitation beaucoup plus importante était introduite par la *censure*.

Organisation de la Censure

Les journaux belges paraissant à l'étranger étaient soumis à la censure conjuguée des gouvernements belge et du pays où ils paraissaient. Les journaux paraissant au Havre ou en Belgique libre étaient soumis directement à la censure *belge*.

Le *Contrôle supérieur de la presse belge*, dirigé par le Major MARSILY, avait dépendu longtemps de Broqueville directement. Celui-ci rédigea même un projet de loi sur la censure, mais l'arrêté

ne vit jamais le jour (1). Une note manuscrite de Broqueville nous donne des indications intéressantes. Elle est intitulée : *Directives générales pour le contrôle de la Presse*.

- 1) Arrêter toute polémique d'ordre personnel entre Belges.
- 2) Eviter toute critique des Belges du pays occupé.
- 3) S'abstenir de tout ce qui peut jeter la division ou suspicion entre Belges et tout particulièrement à l'armée.
- 4) Ne parler des questions linguistiques que dans un sens d'apaisement et de justice.
- 5) Ecarter toute discussion quant aux annexions ou non-annexions territoriales.
- 6) Pour le Grand-Duché de Luxembourg, ne pas aller au-delà des constatations historiques.
- 7) Ne rien dire de désobligeant pour nos alliés.
- 8) Economie : rester dans le cadre de la conférence de PARIS.
- 9) S'abstenir d'attaques méchantes contre la politique du Gouvernement d'union nationale, de même que contre le Haut-Commandement.
- 10) Eviter tout ce qui est de nature à être utile à l'ennemi et tout spécialement en matière militaire (indications, renseignements, ...).
- 11) Ne rien dire de ce qui pourrait favoriser la conclusion d'une paix prématurée.

Pour 2. Exception pour les activistes et les wallingants (2).

A. CHATELLE nous dit qu'à Calais, la censure belge devait spécialement surveiller quatre points dont deux ne figurent pas dans la note de Broqueville : ne pas laisser critiquer la conduite de la Hollande et d'un autre pays neutre, ne pas parler d'annexion du territoire hollandais (3).

En novembre 1917, la censure passa dans les mains de PULLET et, les journaux eux-mêmes en convinrent, elle fut allégée. Elle resta l'objet de nombreuses discussions entre les ministres, certains voulant la renforcer, notamment après les incidents au front belge de 1918. CARTON DE WIART, relatant le Conseil des ministres du 9 août 1918, signale un débat sur la censure, « thème inépuisable » (4).

(1) J. GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 187.

(2) A. G. R., papiers Broqueville, n° 485, cité par GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 323.

(3) A. CHATELLE, *L'effort belge en France pendant la guerre (1914-1918)*, Paris, 1934, p. 209.

(4) Comte CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques (1878-1918)*, Bruges, 1948, pp. 333 et 340.

En Angleterre, existait un *Press Bureau* dont la 4^e section, la *Military Room*, était chargée de la censure générale; elle examinait tout ce qu'on venait lui soumettre mais s'appliquait à ménager les journaux en les prévenant à temps pour éviter les blancs.

En France, une loi du 4 août 1914 interdisait de publier toute information concernant les opérations militaires ou diplomatiques de nature à favoriser l'ennemi et à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et de la population. En pratique, les journaux soumettaient les morasses des journaux à l'examen préalable du Bureau de Presse. En province, il y avait une double censure, militaire et civile par l'intermédiaire des préfets. La censure suscita de nombreuses protestations, surtout la censure politique, notamment de Clémenceau. Cependant, une fois celui-ci au pouvoir, il refusa de la supprimer mais la rendit plus libérale (1). On peut résumer ses directives données en décembre 1917 en trois points principaux :

- 1^o être très sévère pour les articles pacifistes ;
- 2^o comme d'habitude, consignes militaires et diplomatiques ;
- 3^o être large pour les articles politiques et les informations (2).

Tous les journaux belges protestèrent épisodiquement contre la censure. Certains, spécialement ceux dont les opinions se rapprochaient de celles du gouvernement, s'en arrangeaient et en tenaient suffisamment compte de telle sorte qu'il était rare qu'un blanc apparaisse dans le journal. D'autres par contre, surtout les journaux flamands, accusaient la censure de les empêcher de s'exprimer et paraissaient avec de nombreux blancs, parfois des articles entiers dont il ne restait que le titre ; c'était d'ailleurs un procédé qui pouvait frapper efficacement le lecteur.

L'information

Les informations n'étaient pas très variées d'un journal à l'autre. Elles reposaient sur les communiqués officiels des différents fronts, les télégrammes d'agence, les nouvelles reprises à des journaux étrangers. Certains journaux avaient des correspondants à l'étranger.

(1) G. WEILL, *Les gouvernements et la presse pendant la guerre*, Revue d'histoire de la guerre mondiale, 11^{ème} année, n^o 2, avril 1933.

(2) M. BERGER et P. ALLARD, *Les secrets de la censure pendant la guerre*, Paris, 1932, p. 237.

Dans un but de propagande et d'information, le gouvernement avait créé, en février 1915, le *Bureau documentaire belge* au Havre et en avait confié la direction à F. PASSELECQ. Un bureau annexe s'était ouvert à Londres et un autre à La Haye, intitulé *Office belge Patrie et Liberté*, dirigé par M. TERWAGNE. Ces bureaux alimentaient la presse émigrée en nouvelles belges. Le bureau du Havre éditait entre autres une publication appelée *Informations belges* qui paraissait quasi quotidiennement et donnait beaucoup de renseignements sur la situation en Belgique occupée, puis, à partir du 26 juillet 1916, un *Bulletin de documentation particulière* qui groupait des extraits de journaux, revues et livres concernant la Belgique et était adressé à certaines personnes « à titre confidentiel » (1). Certains ministères avaient aussi leurs publications, tel le Ministère des Affaires économiques qui publia, à partir du 12 février 1918, un *Bulletin de documentation économique* hebdomadaire.

Vente des Journaux au Front

L'acheminement des journaux vers le front suscitait des contestations à cause du traitement de faveur réservé à certains journaux. Ainsi le *XX^e Siècle* et son « succédané » flamand, *Het Vaderland*, furent longtemps distribués gratuitement ; d'autres journaux jouirent d'avantages momentanés, par exemple, *l'Indépendance belge* : le 17 mai 1915, le département de la guerre accepta de prendre ferme 2.000 numéros par jour pour être vendus dans les cantonnements, mais fournis à 4 centimes pour être revendus à 5 centimes, alors que le prix réel était de 10 centimes ; il semble qu'à partir du 1^{er} mai 1916, les journaux ne touchèrent plus que le montant des numéros vendus, augmenté de 20 % (2).

D'autres journaux se plaignaient de retards ou de numéros saisis en cours de route.

Une statistique de vente des journaux belges au front en janvier 1917 se trouve dans les papiers Broqueville :

(1) Une bibliographie du Bureau documentaire belge se trouve dans le *Journal des Tribunaux*, 9 mars 1919.

(2) I. B., 11 avril 1918.

Le XX ^e Siècle	108.601 exemplaires	
Het Vaderland	46.466	«
Ons Vaderland	26.162	«
L'Indépendance belge	14.993	«
Belgische Dagblad	14.896	«
Notre Belgique	8.632	«
Belgische Standaard	6.787	«
La Métropole	2.474	«
De Wekker	1.128	«
Vrij België	570	« (1).

Tirage et Lecteurs

Nous n'avons que très peu d'indications quant au tirage des journaux et au public qu'ils touchaient. Nous pouvons cependant nous rendre compte de l'influence de certains journaux en notant s'ils étaient fréquemment cités ou attaqués par les autres journaux. Cependant cela ne donne qu'un indice parce que certains journaux défendant des idées diamétralement opposées s'attaquaient très souvent sans qu'on puisse en déduire qu'ils étaient tous les deux très répandus. Cependant, si des articles d'un journal étaient repris, blâmés ou louangés par plusieurs autres journaux, on peut considérer que ce journal était lu et exerçait une influence. Au contraire, des journaux qui n'étaient quasi jamais cités peuvent être classés comme des journaux de seconde main et d'intérêt local.

Conservation des Journaux

Que reste-t-il de ces journaux aujourd'hui? Certains ont été conservés et peuvent être consultés dans différents fonds d'archives; cependant beaucoup de collections sont incomplètes. D'autres existent probablement encore chez des particuliers, mais leur trace n'a pas encore été retrouvée. D'autres encore semblent avoir complètement disparu. Un inventaire complet n'a pas encore été fait, la liste même de ces journaux n'a pas encore été dressée. Pour beaucoup nous n'avons eu vent de leur existence que par une allusion dans un journal ou dans un ouvrage.

(1) A. G. R., papiers Broqueville, n° 486 à 490, cité par J. ГОТОВИЧ, *op. cit.*, p. 7, note 10.

La liste que nous nous sommes efforcé d'établir n'a pas la prétention d'être exhaustive. Les quelques renseignements que nous donnons ont été puisés dans le journal même quand nous en avons retrouvé des exemplaires (1), ou glanés au cours de nos lectures et nous donnons notre source en note, ou déduits de la polémique d'autres journaux à son égard.

B. LISTE DES JOURNAUX ET PERIODIQUES PARUS EN BELGIQUE LIBRE ET A L'ETRANGER PENDANT LA GUERRE 1914-1918

1. En Belgique Libre

De Belgische Standaard (2)

De Kleine Vaderlander.

Rédigé à Calais, imprimé à La Panne.

Paru au début de la guerre, remplacé par *Ons Vaderland* fin décembre 1914.

Il semble qu'il n'en reste aujourd'hui aucun exemplaire (3).

Vrijheid

La Panne, dernier trimestre de 1914.

Il semble qu'il n'en reste aujourd'hui aucun exemplaire (3).

2. En France

De Legerbode

Edition flamande du Courrier de l'Armée.

(1) Voir p. VII.

(2) Voir p. 108

(3) L. SCHEPENS, *Het cultureel leven aan het front*, dans *Catalogues van tentoonstelling Stille getuigen 1914-1918 kunst en geestesleven in de frontstreek*, Brugge, 1964.

Het Vaderland

Le Havre, depuis août 1915, puis Paris, depuis le 12 août 1916 jusqu'au 1^{er} avril 1919.

Fondé par LEO DE PAEUW et KUYPERS comme rédacteur en chef, avec des fonds (40.000 frs) avancés par Broqueville; propriété de la Société *Concordia* comme le *XX^e Siècle*. Son objectif principal était la lutte contre le flamingantisme. En 1916, De Paeuw démissionna et Kuypers fut remercié; ils voulaient tous deux une plus grande indépendance (1). Ils furent remplacés par L. VAN GOETHEM. Le journal jouissait de l'appui du gouvernement et était considéré comme « la décoction flamande du *XX^e Siècle* ».

La Belgique industrielle

Paris, à partir de septembre 1918.

Bi-mensuel.

La Chronique (2)

Paris, à partir du 15 septembre 1918.

Hebdomadaire.

Dirigé par F. Rotierd, avec la collaboration de J. d'Ardenne et L. Souguenet.

Politique d'union nationale.

La Nation belge (3)

La nouvelle Belgique (4)

Paris, 1915-1916.

Hebdomadaire.

Dirigé par un comité formé entre autres de Dumont-Wilden, M. Barrès, G. Hanotaux et Mgr. Baudrillart.

Catholique, annexioniste, proche de l'Action française.

(1) A. CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren 1914-1918*, Wetteren, 1963, pp. 508-518.

(2) Voir le programme dans le premier numéro.

Voir aussi :

N. B., 27 août, p. 2, c. 5, 1 septembre, p. 1, c. 1-2, 15 septembre, p. 1, c. 4.

O. W., 1 octobre, p. 2, c. 2.

(3) Voir p. 58.

(4) R. VAN SINT-JAN, *Die politische Presse Belgiens*, *Zeitungswissenschaft*, IV^e année, 1929, n^o 4.

La Patrie belge

Paris, depuis 1914.

Hebdomadaire, bihebdomadaire du 10 janvier au 28 juillet 1918.

Directeur : Jean Steens.

Journal politique et littéraire indépendant. Le 5 mai 1918, il déclara qu'il voulait devenir un organe d'opposition ouvert à tous les démocrates belges, qu'ils soient libéraux, radicaux ou socialistes, et publia depuis une tribune libre politique.

Le 22 juin 1919, il annonça un changement de direction et se proclama « organe de l'entente franco-belge ».

La Renaissance belge

Le Havre, à partir d'avril 1917.

Revue mensuelle, économique, commerciale et industrielle.

La Tribune belge

Paris, à partir du 15 septembre 1918.

Hebdomadaire.

Directeur : Paul A. F. Motte.

Indépendant, apolitique.

La Wallonie (1)

Paris, de 1915 à début janvier 1916 où il fut interdit par la censure française à la demande du gouvernement belge.

Probablement bi-mensuel.

Directeur : Raymond Colleye.

Pour l'autonomie de la Wallonie dans le cadre de l'Etat belge et l'alliance franco-belge.

Le Courrier de l'Armée

Anvers, depuis le 1^{er} septembre 1914, puis Le Havre, depuis le 14 octobre 1914 jusqu'au 30 novembre 1918.

Paraissait trois fois par semaine.

Publication décidée par le Ministère de la Guerre fin août 1914 et distribuée au front aux frais du gouvernement.

(1) R. VAN SINT-JAN, *op. cit.*, p. 258. *L'Heure belge*, 5 avril 1916.

Le Droit des Peuples (1)

Paris, depuis le 17 janvier 1918.

Hebdomadaire.

Fondé par des socialistes belges et français pour défendre les intérêts des travailleurs des pays occupés par les Allemands.

Parmi les collaborateurs : de Brouckère, M. Sembat, J. Destrée, A. Thomas, G. Hubin.

Le Petit Belge de Normandie

Caen, à partir de novembre 1914.

Le Peuple belge — Het Belgisch Volk (2)

Paris, de 1915 au 25 novembre 1917.

Hebdomadaire.

Organe de l'Union des Socialistes belges résidant en France.

Rédacteurs : A. Pauly, V. Volckaert, C. Mahlman, Dejong.

Disparut probablement à la suite d'un conflit avec Vandervelde.

Les Chants de l'Aube

Paris, à partir du 1^{er} juin 1918.

Revue belge d'art et de littérature.

Directeurs : Ch. Conrardy et J. Flamand.

Le XX^e siècle (3).

L'Heure belge

Paris, 17 mars au 26 décembre 1916.

Trois fois par semaine, puis quotidien à partir du 6 juillet.

Une page du quotidien français *L'Heure*.

Dirigé par E. Royer avec la collaboration d'E. Brunet.

Après le décès de Royer, le 18 mai 1916, il fut dirigé par Louis Maurice.

En 1917, une chronique « Nouvelles de Belgique » continua à paraître irrégulièrement dans *L'Heure*.

(1) I. B., 17 janvier, 23 janvier.

O. W., 28 février.

S. B., 9 mars.

La Patrie belge, 6 juin.

(2) S. B., 2 et 10 février, 13 avril.

(3) Voir p. 58.

L'Invalide belge — De Belgische Gebrekkelijke (1)

Édité à l'Institut de rééducation professionnelle organisé par le gouvernement belge à Port-Villez près de Vernon (Eure) à partir du 1^{er} septembre 1917.

Bi-mensuel.

Organe de défense des intérêts des mutilés.

L'Opinion wallonne (2).

Notre Avenir

Le Havre à partir du 10 mars 1918, puis à Paris à partir du 31 août 1918.

Hebdomadaire.

Edition française de *Onze Toekomst*, puis de *Ons Vlaanderen* après la fusion de ces deux journaux.

Organe des *Ouvres sociales chrétiennes belges*.

Notre Belgique (3)

Calais, du 16 novembre 1916 au 28 novembre 1918.

Quotidien.

Fondé et dirigé par les abbés Gribomont et Louis Leusch, tous deux aumôniers militaires.

Catholique, destiné surtout aux soldats wallons, régionaliste mais nationaliste belge convaincu, il s'occupa peu de politique avec cependant un penchant annexioniste.

Nouvelle Revue wallonne

Paris, à partir de janvier 1918.

Mensuel.

Dirigé par Paul Magnette avec la collaboration d'O. P. Gilbert, A. Mockel, M. Wilmotte, L. Lobet.

Littéraire, artistique, régionaliste.

Ons Vaderland (4).

(1) O. W., 15 janvier, p. 2, c. 3.

(2) Voir p. 207

(3) Voir le dernier numéro du journal.

O. W., 7 mars, p. 2, c. 2, 5 avril, p. 1, c. 3, 1 octobre, p. 1, c. 5.

(4) Voir p. 138

Ons Vlaanderen (1)

Paris, du 28 février 1915 au début de l'année 1919.

Hebdomadaire.

Dirigé par l'abbé F. Seyssens et l'avocat E. Ronse, il fut d'abord l'organe des réfugiés flamands en France. Le 4 août 1918, il fusionna avec *Onze Toekomst* et devint l'organe des *Belgische Christene Sociale Werken*, dirigé par le Père Rutten; il a un bureau supplémentaire au Havre.

Onze Toekomst

Le Havre, jusqu'au 1^{er} août 1918.

Hebdomadaire.

Organe des travailleurs chrétiens, il fusionna avec *Ons Vlaanderen* et disparut.

Revue belge (2)

Paris, à partir du 15 janvier 1918.

Mensuel.

Fondé et dirigé par M. des Ombiaux et E. Meuris.

3. En Hollande

Belgisch Dagblad (3)

La Haye, du 15 septembre 1915 au 31 décembre 1918.

Quotidien.

Dirigé par L. du Castillon avec la collaboration de Terwagne et C. Herbiet.

Flamand belgiciste.

Bulletin financier (4)

La Haye.

Edité par des industriels et des hommes d'affaires belges.

(1) Voir en particulier les numéros du 24 février, du 2 juin et du 4 août.

A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 555.

(2) O. W., 24 janvier, p. 2, c. 2.

(3) S. B., 16 février.

I. B., 20 juin, p. 2-3.

(4) S. B., 12 janvier, p. 2, c. 4.

De Klok uit België — Cloche de Belgique (1)

Maestricht, depuis le 1^{er} avril 1917.

Hebdomadaire — Bilingue.

Collaborateurs : Dr. Uitterhoeven, Arth. Coussens, Dr. Muyldermans, E. P. Calbrecht, A. Janssens.

Catholique, patriote.

La Belgique

Leyde, Rotterdam, depuis le 15 octobre 1914.

Quotidien.

Directeur : G. Landoy, puis J. Wappers depuis janvier 1915.

Sans appartenance politique ou religieuse mais violemment opposé à la tendance socialiste internationaliste et à la tendance flamingante.

L'Echo d'Anvers (2)

Bergen-op-Zoom, en 1914 et 1915 et peut-être plus tard.

L'Echo belge

Amsterdam, 23 octobre 1914 au 31 décembre 1918.

Quotidien.

Fondateur et rédacteur en chef : G. Jaspaers du *Matin* d'Anvers.

Collaborateurs : Charles Bernard, C. Herbiet, R. Chambry, E. Painparé, L. Piérard.

Sans couleur politique, pour soutenir le moral des Belges en Hollande et cimenter entre eux l'Union sacrée. Opposé au flamingantisme et au socialisme internationaliste.

Le Courrier de la Meuse

Maestricht, depuis le 23 septembre 1914 jusqu'en novembre 1918.

Quotidien.

Journal local sans couleur politique.

Le Socialiste belge — De Belgische Socialist (3).

(1) B. Soc., 2 février et 29 juin.

Stem uit België, 20 avril 1917.

(2) J. MASSART, *La presse clandestine dans la Belgique occupée*, Paris 1917.

Commandant de GERLACHE DE GOMERY, *La Belgique et les Belges pendant la guerre*, Paris, 1916.

Ces deux auteurs citent le journal sans aucun détail.

(3) Voir p. 171

Les Nouvelles

Fondé à Maestricht, Administration et rédaction à La Haye.

Depuis le 20 septembre 1914 jusqu'à la fin de la guerre.

D'abord hebdomadaire puis quotidien.

Directeur : François Olyff.

Jusqu'aboutiste, défenseur de l'Union sacrée.

Vlaamsch Belgisch Verbond

La Haye, depuis janvier 1918.

Probablement mensuel.

Directeur : Van Cauwelaert avec la collaboration de J. Hoste.

Vlaamsche Stem (1)

Amsterdam, de février 1915 au 31 janvier 1916.

Quotidien.

Fondé grâce à l'influence de F. Van Cauwelaert, avec A. Deswarte comme rédacteur en chef et un comité de rédaction composé de R. De Clercq, C. Buysse, A. De Ridder, J. Hoste.

En juillet 1915, Gerretson, un hollandais germanophile, rassembla 60 % des actions ; L. Dosfel, J. Eggen et A. Jacobs entrèrent à la rédaction. Van Cauwelaert, Buysse Deswarte et J. Hoste démissionnèrent et le journal accentua sa tendance activiste. Il disparut rapidement.

Vrij België (2)

Scheveningen, du 27 août 1915 à 1919.

Hebdomadaire.

Fondateurs : F. Van Cauwelaert et J. Hoste après qu'ils eurent démissionné du *Vlaamsche Stem*.

Rédacteurs : A. Janssens et G. Opdebeek.

Flamand minimaliste.

(1) RUDIGER, *Flamenpolitiek*, Bruxelles, 1921, p. 153, 210. *La Belgique*, 19 août 1915.

(2) RUDIGER, *op. cit.*, p. 106, 211.

Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 405.

Catalogus van de tentoonstelling stille getuigen 1914-1918, Brugge, 1964, p. 29.

4. En Angleterre

De Dageraad

Londres, du 15 juin 1918 au 15 février 1919.

Hebdomadaire.

Directeur : F. Burton. Rédacteurs : L. Clauwaert, S. Weller, A. Monet, G. Hambronckx.

De tendance libérale mais officiellement apolitique, partisan de l'Union sacrée, opposé au flamingantisme.

De Stem uit België (1)

Hebdomadaire.

Bilingue jusqu'au 11 février 1916, puis flamand uniquement avec une édition française séparée *L'Echo de Belgique* jusqu'en octobre 1916. Fondé et dirigé par l'abbé F. Prims, son but initial était de soutenir le moral des Belges en Angleterre et de faire de l'apostolat religieux. Il prit ensuite une coloration plus flamingante bien que très modérée.

La Belgique nouvelle (2)

Londres, du 30 mai 1915 au 29 janvier 1916.

Hebdomadaire, puis quotidien pendant deux mois.

Neutre.

La Métropole

Londres, depuis le 22 octobre 1914 jusqu'à la fin de la guerre.

Quotidien.

Il parut d'abord grâce à l'appui de *The Standard*, puis indépendamment depuis le 5 avril 1916.

Edité par T. Claes.

Journal de droite, anversoïse avant et après la guerre.

L'Echo de Belgique

Londres, du 10 février à octobre 1916.

Hebdomadaire.

Même direction que *De Stem uit België*.

(1) RUDIGER, *op. cit.*, p. 106.

Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 508 à 517.

Dr. A. CORDEMANS, *Met de vluchtelingen naar Engeland*, dans Kan. Dr. PRINS, *Gedenkboek*, Antwerpen, 1957.

(2) *De Stem uit België*, 18 février 1916.

Le Courrier belge — De Belgische Koerier

Hebdomadaire. Hampshire. Rédaction : P. Pauly, A. Schoutissen.
Organe édité pour les réfugiés belges.

Le Cri de Londres

Du 17 août 1914 à février 1916.
Quotidien, puis hebdomadaire, puis mensuel.

Le franco-belge

Folkestone, du 7 septembre 1914 au 20 janvier 1915.

Le Métallurgiste belge — De Metaalbewerker (1)

Mensuel.

Organe de la Centrale des Métallurgistes belges et des ouvriers organisés en Angleterre.

L'Indépendance belge (1).

Neptune

Londres, du 5 février 1915 au 20 février 1919.
Hebdomadaire, se composait habituellement de trois feuilles dont une en anglais.
Journal anversois de tendance libérale conservatrice, neutre pendant la guerre.

The anglo-belgian-exports

Londres, novembre 1917 à février 1919.
Mensuel, bilingue (anglais-français).
Édité par une firme privée pour développer les relations avec l'Angleterre.

(1) *La Patrie belge*, 14 juillet et 6 novembre.
S. B., 26 janvier.

M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *De antwerpse socialistische federatie van 1914 tot 1921*, Res publica 1967/1, p. 35 : aucune trace de ce journal n'a pu être retrouvée.

(2) Voir p. 84.

Tribune congolaise

Londres, 1915-1918.

Directeur : Jean Pauwels.

5. En Suisse

Het Belfort — Le Beffroi

Depuis le 15 août 1918.

Mensuel.

Pour les internés et la colonie belge en Suisse. Neutre.

La Belgique (1)

Probablement à Genève en 1916.

Organé de la section suisse de la *Ligue des Patriotes de Belgique*, présidée par C. Nottebaert. Annexioniste.

La Belgique indépendante

Genève, du 15 février 1916 à 1918.

Bi-mensuel, les numéros ont de 30 à 60 pages.

Directeur : Jean Bary, ancien rédacteur de la *Flandre libérale*, président de l'Association des journalistes libéraux de Belgique.

C. CHOIX DES JOURNAUX ETUDIÉS

Pour ce choix, nous avons tenu compte de certains critères :

- le rayonnement supposé d'un journal,
- sa tendance, en cherchant à donner un éventail assez large des différentes opinions,
- sa localisation géographique.

Nous avons été ainsi amené à choisir :

- un journal catholique francophone: *Le XX^e Siècle* suivi de *La Nation belge* s'imposait tant par ses idées que par son rayonnement.

(1) O. W., 1 novembre 1916.

Il fut considéré comme un des journaux les mieux informés des affaires belges à cause de ses accointances avec le gouvernement du Havre où il paraissait, et il propageait une doctrine originale quant à l'organisation future de l'Etat belge.

- un journal libéral: *L'Indépendance belge* qui avait la réputation, avant la guerre, d'être le journal le mieux au courant des affaires étrangères et était un des seuls journaux belges lus à l'étranger. Il conserva une bonne part de sa réputation pendant son exil à Londres où il parut pendant toute la durée de la guerre.
- un journal socialiste: en 1918, le seul journal socialiste belge était *Le Socialiste belge* — *De Belgische Socialist*, journal bilingue paraissant à La Haye. Il était l'organe de la tendance socialiste restée fidèle aux principes de l'Internationale. Les socialistes « nationaux » ont fait paraître *Le Peuple belge* à Paris, mais il n'a tenu qu'un an (1917). Avant lui, *L'Heure belge* avait fait une brève apparition en 1916. En 1918, un nouvel essai franco-belge fut tenté avec *Le Droit des Peuples*.

Parmi les journaux flamands, quasi tous catholiques, nous en avons choisi deux :

- *De Belgische Standaard* paraissant à La Panne, représentant une tendance flamande modérée dite minimaliste,
- *Ons Vaderland* paraissant à Calais, organe du mouvement flamand extrémiste.

Nous avons laissé tomber les journaux flamands dits unitaristes parce qu'ils se bornaient à contrer le mouvement flamand sans apporter quelque chose d'original. L'un d'eux d'ailleurs, *Het Vaderland*, était en fait une simple décoction du XX^e Siècle à l'usage des Flamands.

Nous avons choisi aussi un représentant du mouvement extrémiste wallon *L'Opinion Wallonne*. Les promoteurs bien que peu nombreux faisaient parler d'eux et ont réussi à maintenir un journal tout au long de la guerre. En effet, quand leur premier organe *La Wallonie* fut interdit par la censure française, ils l'ont remplacé immédiatement par *L'Opinion wallonne*. Leur essai de rapprochement avec les extrémistes flamands présentent aussi un certain intérêt.

D'autres choix étaient possibles. On aurait pu se guider non pas sur les oppositions de tendance mais sur les similitudes. Ainsi assez bien de journaux ont des tendances proches ; on peut dire, en grossissant, qu'ils sont patriotards, jusqu'au-boutistes et unionistes

et ils représentent une part importante de l'opinion. Il aurait pu être intéressant de voir si, sous ce vernis, ils ne laissaient pas apparaître d'autres conceptions. Nous les avons délibérément laissés de côté, une lecture rapide ne nous ayant pas convaincu de leur intérêt, et nous leur avons préféré ceux qui, affichant leurs convictions, se livraient en même temps à du prosélytisme pour leurs idées. Ils représentent des tendances souvent minoritaires influençant néanmoins l'opinion de deux manières : en faisant des adeptes et en contraignant les opposants à renforcer leur position.

On aurait pu choisir les journaux en fonction de leur localisation géographique, l'opinion des Belges en Hollande ou en France par exemple, ce qui, à l'issue de notre travail, nous paraît un choix valable encore que très restrictif, car il semble que l'isolement dans lequel la guerre confinait ces entités artificiellement créées ait fini par susciter dans une certaine mesure, un esprit et des préoccupations propres à chacune d'elles. De plus, la limitation apportée par la censure jouait à des degrés divers suivant les pays.

Nous manquons de données pour apprécier la place des journaux. Théoriquement à la fois reflet et moteur de l'opinion publique, les jeux étaient faussés par les circonstances de guerre ; un petit journal sans importance a pu paraître pendant toute la guerre parce qu'il jouissait de contributions financières bénévoles et qu'il était un des seuls journaux belges qu'on pouvait se procurer aisément dans la région. Même donc les chiffres de tirage, les rares fois où nous les possédons, n'apportent qu'un indice.

La position socialiste est représentée, dans ce travail, par le *Socialiste belge* alors que nous savons par ailleurs qu'il ne correspondait qu'à une minorité parmi les socialistes belges ; mais, en 1918, aucun autre journal socialiste ne paraît, le *Peuple belge* vient de disparaître à la suite sans doute d'un différend, un nouveau journal socialiste franco-belge, *Le Droit des Peuples*, est bien créé fin janvier, malheureusement nous n'avons pu le retrouver. Nous nous gardons donc de confondre le *Socialiste belge* et l'opinion socialiste. De même, nous ne mettons pas les six journaux sur le même pied, égaliser par exemple *La Nation belge* et *l'Opinion wallonne* irait totalement à l'encontre des faits.

Nous développerons plus longuement ces points de vue dans un dernier chapitre, mais nous avons voulu déjà les aborder en préliminaires pour situer précisément ce travail. Nous nous sommes

efforcé d'analyser objectivement le fait public que constitue ces six journaux apportant ainsi, nous l'espérons, un élément valable parmi tous ceux dont il faut tenir compte pour apprécier l'opinion publique belge à l'étranger, nous n'avons pas la prétention ici d'aller plus loin.

METHODE DE TRAVAIL

A. DIVISION ET REGROUPEMENT DE LA MATIERE JOURNALISTIQUE EN THEMES

Comme nous le disions dans l'introduction, il nous a paru intéressant d'étudier d'abord chaque journal individuellement, puis de procéder à des comparaisons et des recoupements pour arriver à des conclusions plus générales sur la presse et, de là, sur l'opinion des Belges à l'étranger.

Une première lecture des journaux nous a permis de faire différentes remarques :

- 1^o La matière habituellement traitée par les journaux en 1918 s'articule autour d'une série de *thèmes*. On les retrouve dans tous les journaux mais avec des nuances d'intensité différentes selon leurs opinions. Il nous a paru qu'une méthode simple et claire consistait à regrouper notre étude de tous les journaux autour de ces thèmes.
- 2^o L'information est assez semblable de journal à journal. Elle se borne aux communiqués officiels, aux dépêches d'agences, aux nouvelles de Belgique dont beaucoup sont connues par les *Informations belges*. La seule différence notable c'est que, selon le but du journal, on donne peu ou beaucoup de place à l'information, on insiste davantage sur certaines nouvelles, on les présente sous des titres significatifs. Nous avons donc laissé tomber l'étude des informations comme telles, mais nous retenons leur présentation ou les commentaires qu'elles suscitent en les englobant dans l'étude des thèmes.
- 3^o Certains thèmes apparaissent dans tous les journaux. Nous ne les avons cependant pas étudiés particulièrement parce qu'ils ne donnent lieu à aucune controverse.
- 4^o Des thèmes sont propres à certains journaux. Nous les signalons ou les analysons séparément suivant leur importance.

B. METHODE D'ANALYSE

Notre but étant d'atteindre le maximum d'objectivité, nous avons choisi une double méthode d'analyse, ce qui nous permettait de recouper les résultats donnés par chacune d'elles.

1. La Méthode Classique

Elle consiste à noter, en cours de lecture, les opinions exprimées par le journal, à regrouper ces notes, les synthétiser, remarquer l'évolution éventuelle d'une opinion, son intensité, ses raisons d'être.

Cette méthode, simple et juste en apparence, est cependant très subjective. Il est en effet impossible de supprimer tout préalable dans l'esprit du lecteur, causé soit par ses idées, soit par l'impression reçue au début du dépouillement. D'autre part, l'opinion du journal n'est pas toujours clairement exprimée, ne serait-ce qu'à cause des limitations imposées par l'union sacrée et la censure, souvent aussi le journal se borne à une technique de présentation d'un fait, à une brève allusion dans un article traitant d'un autre sujet, toutes choses qui risquent d'échapper à une lecture trop rapide ou inconsciemment orientée.

C'est pour ces raisons que nous avons voulu contrôler notre dépouillement par une seconde méthode plus rigoureuse, dotée de règles strictes applicables par n'importe quel lecteur et donc plus objective. Nous l'avons intitulée « analyse du contenu ».

2. Analyse du Contenu

L'analyse du contenu se propose de relever systématiquement :

- 1° la fréquence d'apparition de chaque thème, ce qui permet d'évaluer la place que ces thèmes occupent respectivement dans les préoccupations du journal ;
- 2° l'opinion du journal sur chaque thème ;
- 3° les dates de ces deux relevés, ce qui donne un élément d'explication de l'intérêt du journal pour tel thème et de ses fluctuations d'opinion.

Règles

- 1° L'unité d'analyse est le numéro du journal.

- 2° Toute apparition du thème est notée, peu importe le nombre de lignes qui lui est consacré (une ligne ou cent).
- 3° Si plusieurs thèmes apparaissent dans un même article, ils sont tous notés à condition qu'ils soient nettement distincts, c'est-à-dire qu'ils ne se recouvrent pas totalement. La cotation semble parfois difficile mais le problème est soluble si on se rapporte à la définition du thème et aux conventions que nous établissons à ce moment.

Exemples :

- Une déclaration du gouvernement sur l'activisme est notée à la fois à « gouvernement » et à « activisme » parce que cela engage le gouvernement d'une part, et touche directement à la question linguistique d'autre part ; les deux points touchent à deux thèmes qui convergent accidentellement.
 - Un article sur la question linguistique peut être coté à la fois à « activisme », « fédéralisme » et « minimalisme » si les trois aspects de la question sont évoqués.
« La conférence socialiste interalliée de Londres souhaite une paix négociée » est coté uniquement à « socialisme international » parce que la paix constitue l'essentiel du thème « socialisme international » et que, par convention, nous avons dissocié cet aspect du thème général consacré à la paix.
 - Une déclaration d'un socialiste réclamant la poursuite de la guerre si elle est faite en tant que socialiste est cotée à « socialisme international » ; par contre, un article signé d'un socialiste, mais où il n'est fait aucune mention ou aucune allusion à sa qualité de socialiste et où le journal lui-même n'indique pas sa qualité de socialiste, est coté à « paix » (le cas est rare).
 - Les actes posés par Vandervelde en tant que ministre sont cotés à « gouvernement », en tant que socialiste à « socialisme international ». Une appréciation visant à la fois sa qualité de socialiste et de ministre est cotée aux deux thèmes.
- 4° Les thèmes sont définis très précisément et sans équivoque. La cotation employée est :
- + quand l'opinion du journal apparaît comme positive par rapport au thème,
 - quand l'opinion du journal apparaît comme négative par rapport au thème,

o quand rien ne permet de déceler l'opinion du journal.

Il s'agit par exemple :

- d'informations
- de textes de discours ou de proclamation
- d'articles présentés comme reflétant l'opinion d'un autre journal (tel journal écrit...) ou d'un correspondant occasionnel (on nous écrit...) ou présentés en tribune libre
- d'articles chèvrechoutistes où deux ou plusieurs éventualités sont envisagées sans mentionner la préférée
- des suggestions sans qu'elles impliquent un blâme (parce que cela n'a pas encore été fait) ou un éloge (on croit un tel capable de réaliser cela).

5° Si, dans un même numéro, le thème apparaît plusieurs fois, il n'est noté qu'une fois.

S'il apparaît avec des cotes différentes,

- la cote +, ou la cote —, l'emporte sur la cote o ;
- si les cotes + et — apparaissent simultanément, la cote est o puisque le journal n'a pas une opinion tranchée.

6° Pour établir l'opinion du journal, il faut tenir compte :

- des titres, même s'ils n'émettent pas directement un jugement. En effet, le titre est choisi par le journal en fonction de la manière dont il veut faire réagir le lecteur ; il faut donc l'interpréter d'après ce que l'on sait de l'opinion du journal.

Ex. : — dans *Le Socialiste belge*, une série de dépêches regroupées sous un grand titre « 100.000 chômeurs réclament l'ouverture de négociations » ; cela sonne différemment que « grèves en Autriche », par exemple, surtout quand on sait le journal favorable à une paix négociée ; un élément favorable à la thèse a été mis en évidence par le titre.

- « C'est la guerre jusqu'à la victoire », dit M. Roosevelt, titre suivi du texte de sa déclaration. En choisissant ce passage comme titre, *Le XX^e Siècle* émet une opinion.
- des qualificatifs employés dans la présentation d'un texte n'émanant pas directement du journal. Certains qualificatifs,

tout en étant élogieux, s'adressent uniquement à la forme (éloquent, clair) ou à la réaction de l'auditoire (discours très applaudi) ou au degré d'intérêt du problème traité (important) sans qu'il faille en tirer une conclusion sur l'opinion du journal.

Ex. : « Importante déclaration de M. Huysmans sur la possibilité d'une conférence socialiste internationale », cela ne veut pas dire que le journal en est partisan, ce sera coté 0. Par contre, « M. Huysmans attire judicieusement l'attention sur la possibilité d'une conférence socialiste internationale », sera coté +.

— de la tonalité générale du journal. Par exemple, un article sur la poursuite de la guerre qui, dans *Le XX^e Siècle* paraîtrait tiède, sera considéré comme chaud dans *Ons Vaderland*.

7° Les articles présentés comme des articles du journal avec simplement la mention, sous la signature, du journal ou de la revue où ils ont préalablement paru, sont considérés comme faisant partie du journal.

C. CHOIX DES THEMES ET HISTORIQUE DES THEMES RETENUS

a) Thèmes Abandonnés

Comme nous le disions précédemment, nous avons abandonné certains thèmes en cours d'analyse parce que, bien qu'étant souvent traités, ils ne présentaient en fait que peu d'intérêt. Parmi eux, notons particulièrement : *La Russie, la révolution et les traités de paix*. Il en est certes souvent question dans les journaux, surtout au début de 1918. Seulement, les nouvelles sont fragmentaires, souvent inexactes et semblables dans tous les journaux et les commentaires similaires. Tous les journaux condamnent la paix séparée et déplorent les excès de la révolution. Seul *Le Socialiste belge* leur cherche des excuses.

Le roi et l'armée belge

Le lecteur actuel qui est habitué à lier intimement dans son esprit la figure du Roi Albert et l'« héroïque » résistance de l'armée belge sur l'Yser à la participation belge à la guerre 14-18 est frappé par le peu de place que tiennent ces deux éléments dans les journaux belges. On peut vraisemblablement l'attribuer à une certaine lassitude

en cette quatrième année de guerre, au fait qu'il ne se passe rien de neuf au front belge, à la censure qui interdit les critiques ou les commentaires considérés comme démoralisants ou toute allusion aux opinions du Roi. Les journaux se bornent à relater les réceptions de personnalités au front, les visites royales à certains secteurs du front, un déplacement du Roi en Italie, un autre en Angleterre (en avion), des déclarations élogieuses pour le Roi faites par des personnalités ; à l'occasion de la fête du Roi ou de la fête nationale, ils proclament leur attachement à la personne royale. En octobre-novembre, les articles se multiplient dans l'euphorie de la victoire et à cause des réceptions dans les villes libérées.

Notons cependant la sympathie des journaux flamands pour le Roi parce qu'il lui est arrivé de s'exprimer en flamand, et un appel pour qu'il intervienne dans la question linguistique.

b) Thèmes Retenus

Nous avons retenu :

- trois thèmes se rapportant à la politique générale :
 - la paix
 - l'action socialiste internationale
 - l'action du pape.
- deux thèmes concernant la politique extérieure de la Belgique :
 - le futur statut international de la Belgique
 - l'annexionisme
- un thème se rapportant à l'action du gouvernement belge et de ses ministres.
- trois thèmes analysant le problème linguistique. En effet, cette question étant particulièrement complexe comme nous l'expliquons plus loin, nous l'avons subdivisée selon trois aspects :
 - activisme
 - fédéralisme
 - minimalisme
- enfin, dans un dernier thème, nous avons réuni tout ce qui concerne l'avenir de la Belgique après la guerre.

Pour chaque thème, nous donnons d'abord un résumé des événements qui concernent chacun d'eux. Ce résumé est fait d'après les journaux, en recoupant éventuellement des informations données par différents journaux ; ce n'est donc pas un historique à proprement

parler. En effet, notre but étant d'étudier les journaux, nous n'avions à tenir compte que de ce qui était effectivement connu d'eux et de leurs lecteurs et non de l'histoire telle qu'elle apparaît après les événements.

Nous donnons ensuite la manière dont nous avons réduit le problème à une question forcément très schématique pour permettre la cotation simple et objective voulue par l'analyse du contenu.

1. La Paix

Historique

L'année 1918 s'ouvre dans l'incertitude. C'est la quatrième année de guerre, les offensives de 1917 ont fait de nombreuses victimes sans obtenir de résultat. La révolution russe est accomplie et le nouveau gouvernement a proclamé, le 9 novembre 1917, la volonté de commencer immédiatement des pourparlers de paix : le 21 novembre, il demande aux représentants diplomatiques de l'Entente de s'associer à des pourparlers d'armistice, le 26 novembre, une offre d'armistice est adressée aux Puissances Centrales qui l'acceptent, le 15 décembre, la convention d'armistice entre en vigueur entre la Russie et les Puissances Centrales et le 20 décembre, la négociation de paix s'engage à Brest-Litovsk. La défection de la Russie aura pour conséquence de libérer de nombreuses troupes allemandes qui viendront fortifier le front occidental.

D'autre part, un espoir pointe, engendré par l'arrivée de troupes américaines. Celles-ci ne commenceront toutefois à agir efficacement qu'à partir du mois de juillet. On s'attend donc à une puissante offensive allemande dès le printemps et on redoute le pire.

Devant cette situation, certains se demandent s'il ne faudrait pas chercher à éviter cet affrontement sanglant et aléatoire en cherchant à conclure une paix de compromis. Des ouvertures en ce sens ont eu lieu en 1917 mais elles sont restées quasi ignorées du public, sauf l'appel de Benoît XV, le 15 août 1917, et celui du gouvernement russe du 21 novembre; les Alliés y ont riposté par une demande au commandant en chef, le général Doukhonine, de continuer la lutte contre l'ennemi commun. Ils font néanmoins une ouverture sous forme d'une proclamation solennelle de leurs buts de guerre.

Le 5 janvier 1918, le premier ministre anglais, Lloyd George fait un grand discours aux délégués des Trade-Unions. Il déclare parler au

nom du gouvernement et avec l'assentiment des gouvernements français et japonais.

Le 8 janvier, dans un message au Congrès, le président Wilson établit les « *Quatorze points* » qui constituent les bases d'une paix « juste et durable ». Ils concordent avec les propositions de Lloyd George sauf sur un point : la liberté des mers.

Les six premiers points définissent des principes généraux : rejet de la diplomatie secrète, liberté de navigation, suppression des barrières économiques, réduction des armements, règlement des questions coloniales en tenant compte des vœux des populations, latitude laissée aux Russes de déterminer leur organisation politique.

Les sept suivants traitent des problèmes territoriaux : évacuation de la Belgique sans aucune tentative de limiter l'indépendance dont elle jouit, restitution de l'Alsace Lorraine, rectifications des frontières en Italie et dans les Balkans sur la base des nationalités, la possibilité d'un développement autonome accordée aux peuples de la Double Monarchie et aux nationalités sujettes du gouvernement ottoman, reconstitution d'un Etat polonais indépendant.

Le dernier point prévoit la formation d'une Société des Nations qui aura pour but « de procurer à tous les Etats des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale ».

De part et d'autre, on affirme que les Alliés ne visent ni la destruction ni le démembrement de l'Allemagne ni même sa situation mondiale de grande puissance. On ne lui impose aucun changement dans ses institutions, bien que l'avènement d'un régime démocratique serait une preuve d'un changement de ses visées impérialistes ; il est nécessaire cependant de savoir si ses représentants parlent au nom de la majorité du Reichstag ou au nom du parti militariste. De même, personne ne vise la destruction de l'Autriche-Hongrie.

Le 24 janvier, Czernin pour l'Autriche et Hertling pour l'Allemagne, répondent dans un discours aux propositions Wilson. Ils déclarent qu'un accord pourrait intervenir sur les premiers points qui ont une portée générale, mais émettent des réserves quant aux règlements territoriaux. Czernin précise qu'il défendra les positions de ses alliés comme les siennes. Hertling déclare qu'il ne peut être question de restituer l'Alsace-Lorraine, que l'Allemagne n'a jamais demandé l'incorporation par la violence de la Belgique et que c'est une question à traiter au moment du règlement de la paix. Ils demandent que les Alliés fassent de nouvelles propositions.

Vers la mi-janvier, les chefs syndicalistes décident, en Autriche, une grève générale de vingt-quatre heures ; à la fin du mois, plusieurs centaines de milliers d'ouvriers des usines de guerre en Allemagne font grève ; le mot d'ordre a été lancé par les socialistes indépendants qui réclament la « paix sans annexions ». Mais l'agitation finit par se calmer.

Fin janvier, une conférence inter-alliée se réunit à *Versailles*. Elle publie une déclaration disant notamment que le *Conseil Suprême de la Guerre* a examiné les déclarations récentes du Chancelier allemand et du ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, mais n'a pu y reconnaître aucun indice de rapprochement réel vis-à-vis des conditions modérées établies par les gouvernements alliés ; il a décidé que l'unique devoir des Alliés est de poursuivre leur effort militaire.

Le 11 février, *Wilson*, dans un discours au Congrès, constate le ton conciliant de *Czernin* et estime que l'accord pourrait intervenir si ce n'était la dépendance de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne ; il réaffirme les principaux points de son message du 8 janvier et insiste particulièrement sur le droit des petites nationalités.

Le 25 février, *Hertling*, dans un discours au Reichstag, reconnaît que le message de *Wilson* du 11 février constitue un léger progrès vers un rapprochement mais que les buts de l'Angleterre restent impérialistes. Il affirme « que nous ne pensions pas garder la *Belgique*, mais que nous devons nous préserver du danger de voir ce pays... être l'objet de machinations ennemies ou de servir à l'adversaire de base pour une avance. Si donc un des partis adverses, par exemple le gouvernement du Havre, faisait une proposition, nous ne refuserions pas une discussion même si les participants ne pouvaient pas d'abord se considérer comme liés ».

Le 9 février, l'*Ukraine*, et le 3 mars, la *Russie*, signent le *traité de paix* avec les Puissances Centrales à Brest-Litovsk.

Le 21 mars, l'*offensive allemande* est déclenchée et remporte rapidement des succès appréciables.

Le 26 mars, *Foch* est chargé de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest ; le 3 avril, les gouvernements britannique, français et américain lui confie la direction stratégique des opérations militaires et enfin, le 17 avril, il est nommé général en chef des armées alliées.

Le 12 avril, *Clémenceau* rend publique la *lettre de l'empereur Charles* à Sixte de Bourbon, communiquée le 31 mars 1917 à *Poincaré*, lettre dans laquelle il reconnaît le droit de la Belgique et la légitimité

des revendications françaises sur l'Alsace-Lorraine. Clémenceau agit ainsi pour répondre à Czernin qui, dans le discours du 2 avril, s'est vanté d'avoir refusé une offre française de négociation, voulant ainsi ébranler l'autorité de Clémenceau. Celui-ci se contente d'abord d'affirmer « Czernin a menti », puis, Czernin insistant, Clémenceau se décide à divulguer cette lettre. Czernin est forcé de démissionner et est remplacé par le comte Burian.

Les offensives allemandes se succèdent remportant des succès importants mais coûteux et non décisifs.

Le 24 juin, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères *von Kühlmann* déclare au Reichstag qu'une solution absolue ne peut être obtenue par des décisions militaires seules, sans négociations diplomatiques, mais il doit démissionner le 9 juillet et est remplacé par *von Hintze*.

Le 15 juillet, une offensive allemande échoue en Champagne et le 18 juillet, l'armée française contre-attaque avec succès. Progressivement les Alliés reprennent du terrain et l'offensive allemande est définitivement stoppée. Si la possibilité d'une victoire complète de l'Allemagne devient de plus en plus improbable, personne n'ose encore espérer que la guerre se terminera en 1918 par la défaite des Centraux. La question de l'action diplomatique en vue d'une paix de compromis reste donc d'actualité; cependant, on a tendance à durcir les exigences vis-à-vis de l'Allemagne.

En septembre, les journaux font état d'une offre allemande de conclure une paix séparée avec la Belgique, faite par l'intermédiaire du comte Törring, beau-frère du Roi Albert, ce que les journaux ignorent. Elle fit l'objet d'une déclaration du ministre des Affaires étrangères se bornant à réaffirmer les droits de la Belgique et son accord avec les Alliés. Il est question aussi de la guerre économique à imposer ou non à l'Allemagne. Quelques journaux se soucient du danger de destructions pour la Belgique si un armistice n'intervient pas avant le repli des Allemands sur la Meuse ou sur le Rhin.

Enfin, le 4 octobre, l'Allemagne adresse une demande de négociation au président des Etats-Unis. Wilson répond par deux notes successives; le 27, l'Allemagne accepte les conditions posées par le Président qui, alors seulement, consulte ses Alliés. L'armistice est signé le 11 novembre.

Analyse du Contenu

Il s'agit de déterminer l'opinion du journal sur la manière d'arriver à la paix.

Grosso modo, deux courants se partagent l'opinion :

- 1^o une paix stable ne peut être conclue qu'après une victoire *militaire* permettant aux Alliés d'imposer aux Centraux des conditions telles que la possibilité d'une nouvelle guerre serait écartée;
- 2^o une telle victoire coûterait si cher qu'il vaut mieux essayer de terminer la guerre en cherchant un arrangement avec les Centraux.

La cotation est :

- + quand le journal estime que la solution peut être *politique*.

Est considéré comme favorable à cette thèse et donc côté + :

- les suggestions aux Alliés de définir leurs buts de guerre considérés a priori comme modérés et donc, l'approbation des discours de Lloyd George et de Wilson parce qu'ils vont dans ce sens;
- l'insistance pour que les Alliés exploitent toutes les occasions de négociation, même si elles n'ont que très peu de chance d'aboutir;
- l'insistance sur le désir de paix de tous les peuples (dans un contexte sans équivoque);
- l'insistance sur les difficultés ou la lenteur d'une victoire militaire, les commentaires pessimistes de la situation militaire;
- l'insistance sur un changement de ton dans les déclarations allemandes ou autrichiennes, si le journal suggère par là que les possibilités de négociation s'accroissent (la cotation serait — si le journal n'y voyait qu'un indice d'affaiblissement et donc un facteur propice à une victoire militaire);
- le regret que les ouvertures de paix n'aient pas abouti.

La cotation est :

- quand le journal estime que la solution sera toujours et en premier lieu *militaire*.

Est considéré comme favorable à cette thèse et donc coté — :

- les réserves quant aux discours de Lloyd George et de Wilson considérés comme trop libéraux;
- l'approbation sans réserve de la déclaration de Versailles qui mettait pratiquement un terme aux tentatives de négociation;

- l'insistance sur la solidité du régime en Allemagne, sur les visées pangermanistes des Allemands, sur leur mauvaise foi ;
- l'insistance, dans un contexte où il est question de la paix, sur la nécessité pour les Belges d'obtenir non pas uniquement l'indépendance et des réparations raisonnables mais des « garanties » c'est-à-dire en fait, un accroissement territorial.

Remarques

Il nous a semblé nécessaire de détailler l'explication de ce thème car, si son énoncé est clair, son application aux journaux est assez délicate. En effet, il est rare que les journaux expriment leur opinion d'une manière aussi nette. Il y a la crainte de la censure qui coupe tout propos jugé démoralisant, il y a aussi le fait que certains journaux n'ont pas une opinion tranchée ou qu'elle fluctue au gré des événements.

Il faut toujours tenir compte du contexte. Par exemple : la position du journal insistant pour que les Alliés soutiennent le mécontentement du peuple allemand n'est pas cotée en elle-même, il faut que le lecteur puisse savoir sans équivoque possible pourquoi le journal soutient cette position. Deux éventualités sont effectivement possibles : un succès populaire :

- 1^o hâterait la démocratisation du régime et faciliterait ainsi l'ouverture de négociations ; dans ce cas, la cotation est + ;
- 2^o affaiblirait le régime et faciliterait une victoire militaire ; dans ce cas, la cotation est —.

Il s'agit de l'attitude des Alliés ; l'attitude des Centraux ne sera cotée que si elle est mise en rapport avec la possibilité pour les Alliés de conclure la paix ou l'obligation de continuer la guerre ; il s'agit aussi d'une action concertée des Alliés, l'action de l'un d'eux ne sera cotée que si elle est en rapport avec l'action générale.

Il s'agit de la paix générale ; les pourparlers avec les Russes ne seront cotés que s'ils sont mis en rapport avec la paix générale.

Ce qui regarde uniquement l'action socialiste ou l'attitude du Pape fait l'objet d'un thème propre et n'est donc pas coté ici.

2. Le Socialisme International

Historique

Au début de la guerre, partout le sentiment national submerge l'idéal de solidarité internationale des classes ouvrières. Cependant des contacts se rétablissent entre de petits groupes de militants dont certains, réunis à Zimmerwald en septembre 1915, publient un Manifeste conviant les socialistes à lutter pour arriver à la paix « sans annexion ni indemnités de guerre ». La même idée est reprise à la réunion de Kienthal en avril 1916. En 1917, les socialistes hollandais, scandinaves et russes convoquent une *Conférence socialiste internationale* à Stockholm ; plusieurs fois postposée, puis fixée au mois d'août, elle ne peut finalement se réunir, la plupart des gouvernements ayant refusé les passeports aux participants.

Au début de 1918, les socialistes restent divisés :

- certains restent totalement opposés à tout contact avec les socialistes allemands,
- d'autres veulent réparer l'échec de Stockholm.

Comme première étape, ces derniers préconisent la réunion d'une conférence socialiste interalliée où les partis socialistes des puissances alliées se mettraient d'accord sur les buts de guerre et demanderaient aux partis socialistes des Puissances Centrales de définir les leurs ; on obtiendrait ainsi une base de discussion, ce qui pourrait faciliter la réunion d'une conférence internationale.

Cette position est adoptée au *Congrès du Labour Party*, tenu à Nottingham les 23 et 24 janvier. C. Huysmans, représentant le Comité exécutif de la Conférence de Stockholm et arrivé en Angleterre peu de temps avant, déclare s'y rallier ainsi, entre autres, que Van der Velde, Renaudel et Litvinoff représentant les partis socialistes étrangers, et une conférence socialiste interalliée est convoquée à Londres pour le 20 février.

La déclaration sur les buts de guerre donne lieu, dans la plupart des pays de l'Entente, à des réunions nationales des partis socialistes où des points de vue parfois divergents sont exprimés.

La *Conférence socialiste interalliée* s'ouvre à Londres, le 20 février 1918. Tous les pays alliés y sont représentés sauf l'Amérique ; M. Gompers, président de la Confédération américaine du Travail, fait connaître les motifs de cette abstention dans un télégramme qu'il adresse à M. Henderson, président du parti travailliste anglais ;

les travailleurs américains, dit-il, croient que des influences allemandes ont inspiré la conférence et ils sont décidés à ne jamais rencontrer « ceux qui se sont alliés contre nous dans cette guerre mondiale pour la liberté ». La conférence publie une déclaration commune sur les buts de guerre et demande la réunion d'une conférence internationale à bref délai, à condition que toutes les organisations participantes aient formulé leurs conditions de paix basée sur les principes de la paix sans annexions ni indemnités punitives et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, et qu'elles travaillent auprès de leur gouvernement pour que ces principes soient appliqués lors du règlement de la paix. Elle envoie C. Huysmans aux Etats-Unis pour négocier avec les socialistes américains.

Les conclusions de la Conférence de Londres sont loin d'être unanimement approuvées et, pendant les mois suivants, de nombreuses tractations ont lieu entre les socialistes, dont les journaux publient des échos souvent fragmentaires ou tendancieux.

En bref, les efforts tentés, entre autres par le Hollandais Troelstra et par C. Huysmans, n'aboutissent pas et une nouvelle conférence socialiste *interalliée* se réunit à Londres du 17 au 19 septembre 1918. La déclaration finale regrette que l'attitude des socialistes majoritaires allemands soit un obstacle à la réunion d'une conférence internationale et annonce la nomination d'un comité chargé d'organiser une conférence mondiale du Travail devant se réunir à la fin des hostilités parallèlement au Congrès de la Paix.

Repères Chronologiques

- 23, 24 janvier : Congrès du Labour Party à Nottingham.
- 20, 22 février : Conférence socialiste interalliée de Londres.
Discours d'E. Vandervelde où il se rallie à l'idée d'une conférence internationale et où il fait état d'un Manifeste signé de 44 militants du P. O. B. résidant en Belgique occupée; parmi eux, 26 sont opposés à une réunion internationale et 16 en sont partisans.
- 24 février : Meeting de Bexley Heath organisé par la Centrale des Métallurgistes belges en Angleterre.
- mars : Les marins anglais refusent de transporter C. Huysmans aux Etats-Unis.

- 24 avril : Réunion de militants du P. O. B. résidant en Angleterre. Ils déclarent qu'ils ont tous adhéré aux conclusions de la Conférence de Londres.
- 9 mai : Article de G. Hubin publié dans plusieurs journaux, protestant contre le manifeste du 24 avril.
- mai : Une délégation travailliste américaine séjourne en France; elle déclare à diverses reprises que les travailleurs américains refusent de se rencontrer avec les Allemands.
- mai : Formation au sein des socialistes français, du « Groupe des Quarante » qui se déclare solidaire des travailleurs américains dans leur opposition à une conférence internationale.
- 26/28 juin : Conférence du Labour Party à Londres. Kerensky y assiste. Le gouvernement britannique refuse d'accorder un passeport à Troelstra. Celui-ci a eu, aux environs du 20 juin, une entrevue avec Seitz et Ellenbogen, socialistes autrichiens, et probablement avec Scheidemann (à Leeuwarden?).
- mi-juillet : Discours d'Henderson aux travaillistes anglais à Northampton disant que, dans leur réponse, les socialistes de Bulgarie, d'Autriche, de Hongrie et les minoritaires allemands se conformaient dans leurs grandes lignes au memorandum de Londres, tandis que les majoritaires allemands, dont on n'avait encore reçu qu'un résumé de leur réponse, se déclaraient prêts à discuter sur la base des propositions faites par les socialistes neutres de Stockholm.
- 26 juillet : Troelstra adresse une lettre ouverte à Henderson où il demande aux socialistes alliés de ne mettre aucune condition à leur rencontre avec les socialistes allemands et d'agir en vue de l'octroi des passeports.
Il part ensuite pour la Suisse où il rencontre des socialistes allemands et autrichiens.

- début août : Les socialistes anglais demandent des passeports pour permettre à leurs délégués d'aller conférer avec Troelstra en Suisse. Le gouvernement anglais refuse.
- vers le 15 août : Interview d'Henderson disant que son discours de Northampton était une interprétation de ce que lui avait dit Troelstra.
Interview de Troelstra à *L'Humanité* qui confirme que les déclarations de Huysmans et d'Henderson au sujet d'un changement d'attitude des socialistes allemands sont fantaisistes.
- 14 août : Lettre de Vandervelde et de Brouckère à Henderson disant que l'attitude des socialistes allemands ne correspond pas aux conditions émises par la Conférence de Londres à la convocation d'une conférence internationale et demandant la réunion d'une nouvelle conférence interalliée.
- 4/5 septembre : Congrès des Trade Unions. La résolution finale est un compromis : elle affirme la confiance dans le principe de l'Internationale.
- 17/19 septembre : La Conférence socialiste interalliée à Londres constate l'impossibilité d'une rencontre internationale avant la fin des hostilités.
- septembre : Gompers fait une tournée de propagande en Angleterre.
- 26 septembre : Troelstra déclare à des journalistes suisses que les chefs des trois partis allemands de la majorité auraient proposé une rencontre en Suisse avec les représentants des courants pacifistes anglais, en janvier 1918, et que cette proposition a été refusée. Le *Vorwärts* de Berlin confirme.

Analyse du Contenu

Il s'agit de connaître l'opinion du journal sur :

- 1° la possibilité, pour le socialisme international, d'exercer une influence favorisant la conclusion de la paix sans pour autant nuire à la cause des Alliés.

2° sur l'action actuelle du socialisme international.

Il s'agit toujours d'une action concertée ; les actes ou options d'un parti socialiste national ne sont retenus que s'ils sont en rapport avec l'action internationale.

La cotation est :

- + quand le journal { — admet que les socialistes ont un rôle à jouer ;
— approuve des actes, des discours... même avec restrictions (par exemple, que cela n'aboutira à rien).
- quand le journal { — n'admet pas le rôle que les socialistes entendent jouer ;
— condamne leur action.

3. Le Pape

Historique

Le 15 août 1917, Benoît XV publie une *note sur la paix* qu'il adresse aux gouvernements belligérants. Il y propose entre autres :

- de reconnaître la force morale du droit, la nécessité d'un arbitrage et la réduction des armements,
- d'affirmer le principe de la liberté des mers,
- de renoncer complètement et réciproquement aux indemnités de guerre,
- de revenir au « statu quo ante »,
- de régler par des compromis raisonnables les revendications françaises et italiennes,
- de restaurer la pleine indépendance politique, militaire et économique de la Belgique.

Cette tentative n'aboutit pas. Le gouvernement belge y répond le 24 décembre 1917, en réaffirmant son accord complet avec les Alliés et la nécessité absolue de la restauration complète de la Belgique comme condition de paix.

Il est intéressant de remarquer que cette initiative cadre parfaitement avec toute l'attitude du pape pendant les hostilités et que, bien

qu'elle ait eu lieu en 1917, on y fait fréquemment allusion en 1918. Grosso modo, on peut déduire du fait qu'un journal approuve ou rejette l'attitude pontificale, qu'il est ou non partisan d'une paix de compromis, compte-tenu de sa tendance philosophique et politique évidemment.

En fin février 1918, a lieu, à la Chambre italienne, un débat au sujet du traité secret du 26 avril 1915 entre l'Italie et l'Entente, plus particulièrement de la *clause XV* du dit traité qui stipulerait que « la France, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à appuyer l'action de l'Italie en vue de ne pas permettre aux représentants du Saint-Siège d'engager une action diplomatique en vue de la conclusion de la paix et de la solution des questions se rattachant à la guerre ». Le texte exact est contesté.

Il est question aussi incidemment de certaines initiatives du Vatican en faveur des prisonniers italiens et des réfugiés, du manque d'énergie dans ses protestations contre les bombardements aériens, d'une demande d'épargner la Rhénanie pendant les fêtes de la Fête-Dieu (juin 1918), d'une cérémonie à Saint-Pierre de Rome où le Pape prie publiquement pour la paix (début juillet), de sa non-intervention auprès des catholiques irlandais dans leur campagne contre la conscription (avril 1918), etc.

Analyse du Contenu

Il s'agit de l'opinion du journal sur l'attitude du pape vis-à-vis de la guerre et de la paix.

La cotation est

- | | |
|--------------------|---|
| + quand le journal | { — estime que le pape a un rôle à jouer ;
— approuve son attitude, ses actes. |
| — quand le journal | { — estime que le pape ne doit pas intervenir ;
— désapprouve son attitude, ses actes. |

Remarques

Il s'agit uniquement de l'attitude du pape et non de son entourage.

Il s'agit uniquement de l'attitude du pape vis-à-vis de la guerre et de la paix ; les articles parlant du pape à d'autres points de vue ne sont pas cotés (par exemple : le pape et la question flamande).

4. Le Statut International de la Belgique

Historique

Le traité des XXIV Articles confirmé par les traités de Londres du 19 avril 1839 avait imposé à la Belgique le régime de la neutralité perpétuelle, armée et garantie par les cinq puissances siégeant à Londres, l'Angleterre, la France, la Prusse, l'Autriche et la Russie. En 1914, les troupes allemandes pénétrant en Belgique violent notre neutralité et nos garants se portent immédiatement à notre secours. Le 14 février 1916, par la déclaration dite de Sainte-Adresse, la France, l'Angleterre et la Russie renouvellent les engagements qu'elles avaient pris envers notre pays et dans la déclaration remise au ministre de Russie à Sainte-Adresse, le 22 mars 1918, le gouvernement belge considère que la parole de la Russie reste engagée vis-à-vis d'elle et se réserve le droit de lui réclamer l'exécution de ses obligations.

Cependant, la question de la neutralité suscite des discussions entre Belges.

Le statut de la Belgique *pendant la guerre* est mis en question. Est-elle encore liée par la neutralité ou bien la violation du statut de notre neutralité par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie a-t-elle délié la Belgique de ses engagements en vertu du fait que la Belgique avait conclu un traité avec cinq puissances solidaires et non pas avec chacune d'entre elles isolément ?

Quel sera le statut de la Belgique *après la guerre*? Tous sont d'accord pour refuser le statut de la neutralité *imposée*. Certains penchent pour une neutralité *librement* proclamée avec l'accord du Parlement belge. D'autres veulent que la Belgique reste *indépendante* pour pouvoir conclure ou révoquer des alliances au gré des circonstances. D'autres enfin préconisent une *alliance* avec les Alliés, ou avec l'un d'entre eux, certains préférant la France, d'autres l'Angleterre.

Au début de 1918, on ne trouve que peu de traces de ces discussions mais elles rejaillissent à partir de juillet, probablement à cause de la situation militaire.

Un article du baron Beyens, dans la *Revue des deux-Mondes* du 1^{er} juillet 1918, est repris et commenté. Il estime que la Belgique reste liée par les traités de 1839, suggère que le gouvernement belge les dénonce au Congrès de la Paix; tout en n'étant pas favorable à cette solution, il n'écarte pas l'éventualité d'un retour à une neutralité volontaire si le Parlement en décidait ainsi.

Une brochure anonyme intitulée *La neutralité garantie* circule, surtout parmi les Belges d'Angleterre, et suscite de nombreuses réactions. L'auteur suggère le retour à la neutralité garantie par les cinq puissances de 1839 plus les Etats-Unis et l'Italie. Il n'écarte donc pas l'Allemagne, à condition qu'elle fasse une déclaration solennelle reconnaissant son erreur et la correction du gouvernement belge au point de vue du maintien de sa neutralité, et qu'elle accepte les réparations matérielles indispensables vis-à-vis de nous. Cette solution présenterait l'avantage de rendre tolérable l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations et offrirait à l'Allemagne la certitude que la Belgique ne deviendrait pas un Etat plus ou moins vassal de l'Angleterre et de la France et leur servant d'avant-poste contre elle. Ce serait, somme toute, un compromis acceptable des deux côtés si la force des armes ne permettait pas d'imposer une autre solution à l'Allemagne.

Cette brochure date du 15 mars 1918 mais on ne commence à en parler dans les journaux qu'en août 1918. De même, le statut futur de la Belgique préoccupe sérieusement le Roi et le gouvernement et donne lieu à diverses démarches diplomatiques mais elles n'apparaissent pas dans les journaux (1).

Analyse du Contenu

Tous les journaux condamnent le retour à la neutralité imposée par les autres puissances, mais ils diffèrent d'opinion sur le statut futur de la Belgique : pleine indépendance, neutralité choisie librement ou alliances.

La cotation est :

+ si le journal

- 1° estime que la Belgique doit, lors du traité de paix, conclure une alliance militaire avec ses Alliés ou avec l'un d'entre eux.
- 2° condamne sans restriction la neutralité d'avant-guerre.

(1) Voir à ce sujet :

P. HYMANS, *Mémoires*, publiés par F. VAN KALKEN et J. BARTIER, Institut de Sociologie Solvay, Bruxelles, 19 p. 152 à 183. Cette brochure anonyme est l'œuvre du Chevalier Edmond Carton de Wiart.

Comte CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques (1878-1918)*, Bruges, 1948, pp. 363-364.

Général R. VAN OVERSTRAETEN, *Les carnets de guerre d'Albert 1^{er}, Roi des Belges*, Bruxelles, 1953, pp. 24, 62, 70, 83-85, 102-104.

— si le journal estime

- 1° que la Belgique ne peut être liée par le traité de paix mais doit être laissée libre, quitte à conclure dans la suite les alliances qu'elle pourrait souhaiter et à les révoquer comme elle l'entend.
- 2° que la Belgique peut choisir librement de redevenir neutre.

Remarque

Il s'agit d'alliances politiques et militaires; ce qui regarde des accords économiques ou des traités de commerce fait partie du thème « Après-guerre ».

Il s'agit du statut futur de la Belgique. Le fait de savoir si, pendant la guerre, la Belgique conserve son statut de neutralité ou est belligérante n'est pas coté.

5. Annexionisme

Historique

La question des frontières de la Belgique après la guerre suscita des courants d'opinion divergents (1). Si l'Allemagne était vaincue, la Belgique n'aurait-elle pas droit à des compensations territoriales? Celles-ci pourraient porter entre autres sur le retour à la Belgique des anciennes provinces belges qui lui avaient été enlevées par les traités de 1831 et 1839, c'est-à-dire le Grand-Duché de Luxembourg et le Limbourg hollandais. De plus, certaines garanties étaient estimées nécessaires à notre défense, tant du côté de la Prusse rhénane que des bouches de l'Escaut.

Ces questions furent soulevées à diverses reprises au Conseil des ministres en 1915 notamment. Les revendications territoriales étaient soutenues par certains, combattues par d'autres; le Roi n'en était pas partisan ni le ministre des Affaires étrangères, le baron Beyens. Ces revendications se justifiaient au point de vue stratégique, mais il n'y avait pas trace d'irrédentisme parmi les habitants du Limbourg hollandais ni du Luxembourg et, à l'époque où on affirmait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on ne pouvait en aucun cas les contraindre à faire retour à la Belgique.

(1) Voir à ce sujet entre autres :
Baron P. VAN ZUYLEN, *Les mains libres*, Bruxelles, 1950, pp. 17 à 29.
H. BERNARD, *Terre commune*, Bruxelles, 1961, pp. 670-672.
Général R. VAN OVERSTRAETEN, *op. cit.*, pp. 24, 26, 67, 79.

Les divisions du gouvernement belge s'étendirent bientôt à son entourage et à la colonie belge en exil. Deux clans se formèrent : les partisans de la « grande Belgique » et les « petits Belges » ; chacun plaida sa cause dans les journaux et les brochures. Le gouvernement des Pays-Bas finit par s'en alarmer et demanda des explications à la France et à l'Angleterre qui désavouèrent les revendications territoriales et firent pression sur la Belgique pour qu'elle en fasse autant. Le gouvernement belge se soumit et le baron Beyens remit au ministre hollandais du Havre une note désavouant les annexionnistes. Cette mesure ne calma pas les esprits mais les incita à la prudence. La censure se montra plus sévère ne voulant pas « que l'on pût faire à un journal belge le reproche d'impérialisme » (1). En 1918, il y a peu d'articles traitant ce sujet et des blancs apparaissent dès qu'il en est question. Cependant, des allusions sont faites « à nos frères séparés du Luxembourg » où à la nécessité de « garanties ».

La question rebondit avec l'approche de la victoire et la censure se montra plus large à ce moment.

Analyse du Contenu

La cotation est :

- + quand le journal est favorable à des annexions ou exige des garanties,
- quand le journal y est opposé.

6. Le Gouvernement

Historique

COMPOSITION DU MINISTÈRE FIN DÉCEMBRE 1917

Président du Conseil	Broqueville
Finances	van de Vijvere
Colonies	Renkin
Agriculture et travaux publics	Helleputte
Sciences et Arts	Pouillet
Affaires étrangères	Broqueville
Intérieur	Berryer
Chemins de fer, Marine, P.T.T.	Segers

(1) *La Nation belge*, 21/10/1918, p. 1, c. 1.

Justice	Carton de Wiart
Affaires économiques	Hymans
Intendance	Vandervelde
Industrie et Travail	Hubert
Guerre	De Ceuninck
Ministre d'Etat	Cooreman
Ministre d'Etat, membre du Conseil	Goblet d'Alviella

LES MODIFICATIONS MINISTERIELLES

Le 2 janvier 1918, Paul Hymans est nommé ministre des Affaires étrangères et déchargé des Affaires économiques, Broqueville, tout en restant chef de Cabinet, est nommé ministre de la Reconstitution nationale et déchargé des Affaires étrangères, Emile Brunet devient membre du Conseil des ministres. Un A. R. crée un ministère de la Reconstitution nationale et trois Comités de guerre et de reconstitution.

Le 1^{er} juin 1918, de Broqueville offre sa démission au Roi qui fait appel à Gérard Cooreman, ministre d'Etat et ancien président des Chambres. Les treize autres ministres restent en fonction. Le ministère de la Reconstitution nationale est supprimé.

REPONSE DU ROI AU PAPE

En janvier, les journaux publient la réponse du Roi Albert, datée du 24 décembre 1917, au message du Pape aux chefs des pays belligérants, du 1^{er} août 1917. La note du gouvernement belge qui l'accompagne réaffirme que « la Belgique ne se prononcerait sur les conditions générales de paix... qu'en plein accord avec les Alliés » et que « les conditions indispensables d'une paix juste en ce qui concerne la Belgique » restent « l'intégrité du territoire belge, ..., l'indépendance politique, économique et militaire..., la réparation pour le dommage subi, des garanties contre le renouvellement de l'agression de 1914 ».

DECLARATION REMISE AU MINISTRE DE RUSSIE A STE-ADRESSE EN MARS 18.

« Par le traité du 19 avril 1839, la Russie a placé sous sa garantie l'indépendance et la neutralité de la Belgique... Les pouvoirs issus de la révolution russe viennent de signer des traités par lesquels ils mettent bas les armes... La Belgique... considère que la parole de la Russie... reste engagée vis-à-vis d'elle... se réserve de lui réclamer l'exécution (de ses) obligations ».

REUNION DES PARLEMENTAIRES

En mars 1918, un télégramme de Paris annonce qu'une réunion des parlementaires belges résidant en France, en Angleterre et en Hollande aura lieu le mois suivant à Paris. La nouvelle est inexacte mais les journaux s'interrogent sur cette éventualité et sur la portée d'une telle réunion. Elle est finalement décidée et a lieu à Sainte-Adresse, du 22 au 27 juillet. Elle réunit la plupart des parlementaires belges à l'étranger, septante environ; les ministres assistent aux séances en qualité de parlementaires.

Au déjeuner offert par le gouvernement, Cooreman annonce la constitution de deux Commissions, l'une chargée de l'étude de la réforme du système électoral, l'autre de l'étude de la question linguistique. Ces Commissions seront composées de 21 membres dont les 2/3 seront nommés parmi les personnalités restées au pays; le tiers restant sera nommé prochainement et constituera une Commission préparatoire.

Les parlementaires écoutent et discutent différents exposés et se séparent après avoir voté une protestation contre l'activisme.

NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUR LES PROPOSITIONS DE PAIX

En septembre, le ministre des Affaires étrangères publie une note reconnaissant que « le gouvernement belge a reçu par voie indirecte des communications qui l'ont éclairé sur les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Belgique. Ces communications ont été transmises de Berne au Ministère des Affaires étrangères qui les a immédiatement communiquées aux gouvernements alliés ». La note ajoute : « les nouvelles publiées par la presse sont inexactes... les communications... ne font mention ni d'une suspension éventuelle des hostilités entre la Belgique et l'Allemagne ni de l'évacuation du territoire belge... Elles ne peuvent servir de base à aucune discussion sérieuse ».

COMMISSION CHARGÉE DE L'ETUDE DE LA REORGANISATION DU CORPS CONSULAIRE

créée par P. Hymans, début octobre 1918.

A. L. SUR LES DOMMAGES DE GUERRE

En date du 23 octobre, il consacre le principe du droit à la réparation par la nation.

N. B. L'activité du gouvernement en ce qui concerne la question flamande est décrite dans l'historique des thèmes relatifs à la question linguistique (1).

Analyse du Contenu

Il s'agit de connaître l'avis du journal sur le gouvernement belge.

La cotation est :

- + pour l'approbation
- pour la désapprobation.

Remarques

Tout ce qui relève du gouvernement est coté, par exemple :

- la ligne politique qu'il représente, c'est-à-dire l'Union sacrée,
- les actes et déclarations du gouvernement,
- les actes et déclarations de chaque ministre,
- les actes de l'administration belge sous la responsabilité d'un ministre,
- la réunion parlementaire du Havre, en juillet, parce qu'elle s'est tenue avec l'approbation du gouvernement,
- la censure puisqu'elle relève du gouvernement.

N'est pas coté :

- ce qui regarde les ambassadeurs ou les chargés d'affaires, sauf s'ils agissent officiellement au nom du gouvernement,
- ce qui regarde le domaine militaire, sauf si le ministre de la Guerre ou son administration est manifestement visé,
- ce qui regarde les parlementaires, sauf s'il y a un rapport avec le gouvernement ou sa politique.

(1) Voir p. 53.

7. La Question Linguistique

Historique

1. *L'activisme en Belgique occupée*

Le 21 mars 1917, la séparation administrative de la Belgique en deux régions linguistiques distinctes avait été décidée, mais le Conseil des Flandres espérait aller plus loin avec l'aide de l'Allemagne. Dans une assemblée plénière, le 12 décembre 1917, il décide la complète autonomie de la Flandre et nomme des ministres de l'Etat flamand.

Le 15 janvier 1918, une délégation du Conseil des Flandres présente une adresse au secrétaire d'Etat allemand Wallraf lors de sa visite à Bruxelles, lui demandant le soutien de l'Allemagne en invoquant la promesse faite par le chancelier von Bethmann Hollweg, le 3 mars 1917, à la réception des représentants du Conseil des Flandres, suivant laquelle l'empire allemand favoriserait le libre développement de la race flamande.

Le 19 janvier, un message est placardé dans la plupart des villes et communiqué à la presse. Signé d'une quinzaine de noms, il proclame, au nom du Conseil des Flandres, l'autonomie des provinces flamandes et la séparation du pays en deux Etats, et annonce que le Conseil des Flandres se démet des fonctions à lui confiées par le Congrès national du 4 février 1917 et se soumet à une réélection.

Le 20 janvier, un grand meeting a lieu à Bruxelles, à l'Alhambra ; Borms confirme que la Flandre redevient une nation composée des provinces d'Anvers, de Limbourg, de Brabant et des deux Flandres, puis Lambrecht déclare qu'à partir du 20 janvier, la Flandre n'a plus rien de commun avec le gouvernement du Havre, le Conseil des Flandres entamera des négociations de paix et traitera avec l'Allemagne. On élit ensuite par acclamations 22 députés au Conseil des Flandres et 52 conseillers provinciaux.

Des réunions ont lieu dans d'autres grandes villes. A Anvers, le 3 février, elles suscitent des incidents ; à Gand, Anseele sollicite, refuse d'y participer ; des manifestations ont lieu, le 10, à Malines et à Bruxelles.

De nombreuses protestations s'élèvent dans tout le pays. La plus importante est celle du 1^{er} février, signée par tous les sénateurs et députés résidant en Belgique occupée. Ils envoient en même temps une lettre à la Cour d'Appel de Bruxelles lui demandant d'ouvrir des poursuites contre les activistes.

Le 7 février, la Cour d'Appel de Bruxelles se réunit ; à l'unanimité des 46 conseillers présents, elle enjoint au Procureur général de procéder à une instruction contre les activistes responsables de la séparation de la Flandre et de la Wallonie. Le lendemain, le Procureur général fait arrêter Borms et Tack. Les Allemands les font relâcher et arrêtent le 1^{er} Président de la Cour d'Appel et deux présidents des Chambres. Le 11 février, la Cour de Cassation et d'autres tribunaux décident de ne plus siéger.

Parmi les autres protestations, notons celles

- de nombreux conseils communaux de tout le pays,
- des associations flamandes de Belgique,
- de l'Académie royale flamande de Belgique,
- des socialistes belges dans un manifeste envoyé le 30 janvier à Vandervelde et de Brouckère et signé par 44 militants responsables de tout le pays.

Les Belges à l'étranger protestent aussi, notamment :

- les députés résidant en Hollande,
- le bureau du *Vlaamsch Belgisch Verbond* à Londres.

Enfin, les membres du gouvernement réunis en conseil à Sainte-Adresse, le 15 février, publient une déclaration flétrissant les traîtres et rendant hommage aux patriotes.

Un télégramme de Rome à l'agence Havas donne l'opinion probable du Vatican : Le Saint-Siège doit rester en dehors de ces questions... Toutes interventions de l'occupant dans le régime gouvernemental d'un pays risquent d'être considérées comme des violations du droit des gens.

Parallèlement, il existe un activisme wallon, mais qui fait peu parler de lui. Le gouverneur général allemand s'est efforcé de mettre sur pied un *Conseil de Wallonie* et soutient un journal *L'Avenir wallon*. En février, Oscar Colson accepte les fonctions de secrétaire général du ministère wallon des Sciences et des Arts et des fonctionnaires sont nommés par le gouverneur allemand. Dans la suite, un *Comité de défense de la Wallonie libre* a été créé.

Une fois la séparation politique du pays réalisée et condamnée à l'unanimité par tous les journaux belges, les nouvelles concernant l'activisme en Belgique se font rares. Seules de temps à autre des allusions à des différences de vue ou même, des scissions au sein des activistes :

- un groupe dit « nationaliste » réclamant le retour de la Flandre à la Hollande sous le sceptre des Orange;
- un groupe de « Jeunes Flamands » partisans de l'érection de la Flandre en un Etat flamand distinct feudataire de l'empire allemand. Ce groupe vote en juin un manifeste d'adhésion complète à la politique de guerre de l'empire allemand. Il est représenté par un journal d'Anvers *Het Laatste Nieuws*;
- un groupe « unioniste » partisan d'un Etat belge fédéralisé.

La désertion de de Schaepdrijver et Charpentier pour prendre contact avec les activistes est ignorée par la plupart des journaux (10 mai).

N. B. En Hollande, des Flamands favorables à l'activisme réussissent, en juillet 1915, avec l'aide d'un Hollandais germanophile Gerrelson, à s'emparer du journal *Vlaamsche Stem*, qui avait été fondé en février 1915. La plupart des fondateurs démissionnent. Le journal disparaît six mois plus tard.

2) La tendance fédéraliste

Nous groupons sous ce nom la tendance wallonne se déclarant ouvertement fédéraliste et la tendance flamande la plus avancée.

Ces deux tendances, bien que fort différentes, ont en commun l'idée qu'à la différence de mentalité existant entre les deux groupes linguistiques devrait correspondre une distinction au plan des institutions, seule solution permettant l'épanouissement des deux entités au sein de l'Etat belge. Elles se séparent nettement des activistes en ce qu'elles récusent tout appui allemand. Elles ont leur organe : l'*Opinion wallonne* et *Ons Vaderland*.

Le terme « fédéralisme » est utilisé fréquemment par l'*Opinion wallonne* qui accuse cependant la censure d'interdire, en 1918 spécialement, tout développement de cette idée. Du côté flamand par contre le terme « fédéralisme » est extrêmement rare mais les nombreux « blancs » dans *Ons Vaderland* suggèrent que la censure est particulièrement sévère à son égard. Il semble aussi que les idées de ce groupe « extrémiste » soient loin d'être nettes et unanimes à ce sujet. Une chose est certaine, c'est que de nombreux Flamands veulent aller plus loin que les ambitions « minimalistes » du groupe Van Cauwelaert.

C'est donc cette double tendance extrémiste tant wallonne que flamande que, faute d'un terme plus adéquat, nous avons qualifiée de « fédéraliste » mais nous tenons à faire des réserves quant au contenu

même de ce terme. Tant du côté wallon que du côté flamand, il ne semble pas qu'une doctrine ou un plan fédéraliste ait été nettement conçu. Si du côté wallon l'idée est lancée avec insistance, il ne semble pas qu'une théorie sérieuse ait réellement été élaborée et que les partisans du fédéralisme soient clairement conscients de tout ce qu'implique la réalisation d'un tel système. De même du côté flamand, on semble plus près d'une position idéologique réclamant une certaine autonomie du peuple flamand que d'une doctrine nette et concrète (1).

Il aurait peut-être été plus sage de choisir le terme « extrémiste » ou « maximaliste » (par opposition à la tendance minimaliste) pour les Flamands mais ce terme ne s'applique pas aux Wallons : comme nous avons groupé pour l'analyse les tendances wallonnes et flamandes dans un même sous-thème, nous avons finalement choisi le terme « fédéraliste » en insistant sur la signification restrictive que nous lui donnons tout au long de ce travail.

3) *Les Flamands « minimalistes »*

A côté des fédéralistes plus ou moins avoués, il y a une tendance flamingante plus modérée dont le chef de file est Frans Van Cauwelaert.

Celui-ci fonde le *Vlaamsch Belgisch Verbond* en mars 1917, en Hollande. Ce mouvement proclame son attachement à la Belgique, réprovoque l'action des activistes et toute compromission avec les Allemands. Il veut soutenir après la guerre la réalisation du programme des revendications flamandes existant avant la guerre.

Ce programme, assez vague au début, est précisé lors d'un meeting à La Haye, le 4 mars 1918. Une motion y est adoptée et envoyée au gouvernement belge exigeant entre autres :

- 1^o une promesse solennelle, au besoin faite sous réserve de ratification par les Chambres belges, qu'afin de réaliser l'égalité de droit et de fait entre Flamands et Wallons, l'enseignement, l'administration et l'armée pour et dans la Flandre seront flamandisés ; que, notamment l'Université de Gand, sera rouverte, après la guerre, en tant qu'université flamande ;
- 2^o la désignation immédiate d'une Commission d'Etat afin d'étudier et d'appliquer les réformes nécessaires ;

(1) Voir l'analyse du thème « fédéralisme » dans *Ons Vaderland*, p. 160-164

- 3° la réorganisation sans délai de l'armée sur la base d'unités flamandes et wallonnes distinctes ;
- 4° la cessation du régime de suspicion auquel les flamingants sont exposés et la réhabilitation des soldats flamands qui, du chef de leurs faits et gestes flamingants, ont subi des peines disciplinaires ;
- 5° la suppression de la censure politique.

Dans le discours qui accompagne la proclamation de cette motion, Van Cauwelaert précise que, dans une Belgique libre, la Flandre obtiendra son autonomie culturelle et son unité spirituelle.

Frans Van Cauwelaert a divers contacts avec le gouvernement belge. Un projet de voyage en Suisse avec H. Heyman pour y étudier la question des langues ne se réalise finalement pas.

Au début d'août 1918, il envoie un mémoire sur la question flamande au gouvernement anglais qui se contente de le transmettre au gouvernement belge. C'est tout au moins la version des journaux francophones ou belgicistes. D'après Van Cauwelaert, il aurait tout simplement remis au Consul d'Angleterre à Rotterdam, un rapport d'un entretien fortuit qu'il aurait mis à profit pour éclairer le consul sur la question flamande (1). Ce rapport a été édité en brochure par *De Vlaamsche Leeuw*, un journal de Bruxelles qui indique que ce rapport a été demandé par le gouvernement anglais.

Cette tendance qu'on a appelée « minimaliste », du fait que leur programme constitue le « minimum » à garantir au peuple flamand, est plus ou moins celle du *Belgische Standaard*. Elle dispose d'un hebdomadaire paraissant en Hollande « *Vrij België* » et gagne à sa cause l'hebdomadaire *Ons Vlaanderen* paraissant à Paris ; à l'origine, journal des réfugiés belges en France, il fusionne le 4 août 1918 avec *Onze Toekomst* et devient l'organe des travailleurs chrétiens. A Londres, *De Stem uit België* défend une position similaire, mais plus modérée.

4) Les Flamands « belgicistes »

S'opposant tant à l'activisme qu'au minimalisme, il existe une tendance de Flamands « belgicistes » qui fondent en Hollande, en 1917, le *Vaderlandsche Vlaamsche Bond* en réponse au *Vlaamsch Belgisch Verbond* de Van Cauwelaert.

(1) B. S., 20 octobre 1918, pp. 1 et 2, *Mijn nota aan den Britschen Konsul-generaal, F. VAN CAUWELAERT.*

Pour eux, la question flamande est une question intérieure belge qui ne peut être résolue qu'après la guerre, entre Belges. Ils rejettent tout examen de la question pendant la guerre et notamment la revendication de régiments flamands et wallons distincts.

Les animateurs de cette tendance sont surtout du Castillon et Terwagne. Dans un grand meeting à La Haye, le 13 février 1918, ils réaffirment leur position et apportent leur soutien au gouvernement. Les Flamingants les considèrent comme traîtres à la cause flamande et les accusent de jouir de l'appui financier du gouvernement.

Ils disposent d'un quotidien à La Haye, le *Belgisch Dagblad*. *Het Vaderland*, dirigé par Léo Van Goethem, relève de la même tendance; c'est une copie du *XX^e Siècle* distribué gratuitement au front.

5) *L'attitude du gouvernement belge*

Le 15 février 1918, le gouvernement publie une déclaration condamnant l'activisme. Quant à la question flamande elle-même, le gouvernement donne l'impression de ne pas vouloir s'engager et de reporter toute décision à l'après-guerre. En 1917, il interdit les « *studiekringen* », cercles organisés par le *Sekretariaat der Katholieke Vlaamsche Hoogstudenten* dans un but religieux et culturel, mais qui devenaient les foyers du mouvement flamingant au front, et renforce la censure des publications flamandes.

Néanmoins, il est obligé d'étudier la question de plus près après les incidents insurrectionnels au front en avril et mai 1918, incidents qui sont ignorés par les journaux. Broqueville instaure une Commission chargée de l'étude du problème flamand dans le cadre du Ministère de la Reconstitution nationale. Cette Commission est purement consultative, elle est vivement critiquée par les journaux flamands et wallons qui lui reprochent son manque de représentativité. Elle disparaît avec la démission de Broqueville le 31 mai.

Une autre Commission a été créée par l'A. R. du 12 avril 1918; elle est chargée de contrôler l'application stricte de la loi du 2 juillet 1913 sur l'usage des langues à l'armée, et placée sous l'autorité directe du Ministre de la Guerre.

Enfin, Cooreman, dans son discours du 21 juillet, annonce la décision de créer une nouvelle Commission linguistique composée de 21 membres, dont les deux tiers seront nommés à la fin des hostilités

parmi les personnalités restées au pays occupé et un tiers, dès maintenant. Cependant, il faut attendre le 13 octobre pour que paraisse l'A. R. la créant.

En mai, Hellepute, Ministre des Travaux publics, déclare, dans une interview, qu'on assurera l'unité nationale en instaurant l'égalité parfaite en droit et en fait entre les deux groupements nationaux et que si ce programme avait triomphé plus tôt, beaucoup de difficultés auraient été évitées au pays.

En juin paraît un A. R. créant une école d'officiers flamande.

Lors des cérémonies du 21 juillet, des orateurs s'expriment en français et en flamand, notamment à Londres où cela suscite des réflexions désagréables.

L'assemblée des parlementaires à Sainte-Adresse, fin juillet, se contente d'une déclaration flétrissant l'activisme.

Le 6 octobre, paraît un A. R. réglant l'emploi des langues en procédure pénale militaire, basé sur le principe que tout prévenu a le droit absolu d'être jugé dans sa langue.

Analyse du Contenu

Nous avons subdivisé le thème général en trois sous-thèmes pour mieux cerner les divers aspects de la question et pour résoudre le problème créé par la disparité des journaux analysés ; en effet, les thèmes doivent servir à la fois à des journaux qui simplifient à outrance la question linguistique et à des journaux qui en font un point essentiel de leurs préoccupations ou même, leur raison d'être.

Il arrive que, dans un article, on touche aux trois thèmes, donc que cet article soit coté trois fois. La question wallonne n'est cotée qu'à « fédéralisme » ou « activisme », puisqu'il n'y a qu'un mouvement wallon fédéraliste, et non un programme de revendications minimales, la seule distinction étant que certains Wallons ont admis la coopération allemande, tandis que la plupart d'entre eux la rejetait.

L'activisme

Il s'agit de toutes les réalisations au point de vue linguistique, tant flamandes que wallonnes, qui se passent en Belgique occupée avec la collaboration ou l'autorisation allemande.

En général, tous les journaux les condamnent, ils ne peuvent agir autrement à cause de la censure. Cependant, des journaux flamands laissent entendre que ces Flamands activistes, s'ils se trompent en

acceptant l'aide ennemie, sont cependant de bons Flamands, que le programme qu'ils réalisent correspond à l'idéal flamand; certains publient des articles largement censurés dont on peut déduire qu'ils défendent dans une certaine mesure l'activisme.

Les informations sont souvent présentées sous des titres significatifs, par exemple, « le fiasco activiste », « la manœuvre activiste ».

La cotation est :

- + si le journal excuse l'activisme ou si l'article est largement censuré.
- si le journal condamne l'activisme.

Le fédéralisme

Ici aussi, la censure empêche les fédéralistes de s'exprimer librement; assez coulante pour l'*Opinion wallonne* qui ne cache pas son programme fédéraliste, elle est sévère pour les journaux flamands. Il faut donc interpréter certains indices tels que les « blancs » dans un contexte propice aux développements fédéralistes puisque la censure laisse passer ce qui concerne le programme minimaliste. De même il faut tenir compte de certains mots-clés fréquents dans les écrits extrémistes et rares ou inexistant dans les écrits minimalistes; nous pouvons donc considérer qu'ils expriment symboliquement un idéal « dur » différent de celui des minimalistes; tels sont par exemple le slogan « een vrij Vlaanderen in vrije België », la devise AVV-VVK, la revendication de la reconnaissance du peuple flamand en tant que peuple, le droit des petites nationalités, l'internationalisation de la question des langues en Belgique, l'exaltation de la race flamande, de l'amour de la Flandre considérée comme la patrie bien au-delà de la Belgique pure entité politique, etc... Les troubles qui eurent lieu au front belge ont été inspirés par les flamingants les plus durs; nous rattachons donc ce qui s'y rapporte au thème « fédéralisme ».

La cotation est :

- + si le journal est partisan du fédéralisme
- si le journal s'y oppose.

Remarque importante: nous attirons à nouveau l'attention sur l'ambiguïté du terme « fédéralisme » et sur le sens restrictif que nous lui avons donné (1).

(1) Voir p. 50.

Le minimalisme

Les revendications minimalistes sont exprimées dans le programme du *Vlaamsch Belgisch Verbond*. Nous cotons ici, non seulement tout ce qui s'y rapporte directement, mais tout ce qui touche à son idéologie et à ses options. Par exemple : certains points de ce programme doivent être réalisés sans attendre la fin de la guerre, donc quand des journaux francophones prétendent que la question se règlera après la guerre, ils s'opposent à ce programme, même s'ils en admettent certains points; de même, s'ils prônent le bilinguisme, le slogan « Vlaanderen Vlaamsch, Wallonie Waalsch » étant essentiel pour les minimalistes; a fortiori, s'ils estiment que le problème flamand se résume à la réparation de certaines injustices.

Quand on parle du mouvement flamand sans préciser, nous classons à « minimalisme ». De même la revendication de l'autonomie purement culturelle ainsi que la dénonciation d'injustices à l'égard des Flamands (à l'armée, par exemple).

La cotation est :

- + quand on approuve le programme minimaliste, ou certains points de ce programme, ou l'idéal qui le sous-tend.
- quand on le récuse même partiellement, quand on minimise l'importance du problème flamand.

8. L'Après-Guerre

Une question qui nous a paru intéressante à étudier, c'est de déterminer jusqu'à quel point les journaux se soucient de l'avenir de la Belgique. Comment envisagent-ils la restauration de la Belgique, la reconstruction, le rétablissement de son potentiel agricole, industriel économique? Prévoient-ils des réformes de l'appareil politique, de la vie sociale et culturelle du pays, de la vie des partis?

Sous la dénomination générale « Après-guerre », nous cotons donc les articles et les informations se rapportant à ces sujets. Ce n'est pas un thème à proprement parler, le sujet beaucoup trop vaste ne s'y prêtant pas, mais un simple relevé permettant de voir quelle place occupe l'avenir de la Belgique dans les préoccupations des

journaux. Nous développerons ensuite, s'il y a lieu, les idées défendues par le journal.

Il est évident que les points déjà traités dans les autres thèmes n'apparaîtront pas ici, comme par exemple tout ce qui regarde la question linguistique ou le statut international de la Belgique.

CHAPITRE II

LE XX^e SIÈCLE — LA NATION BELGE

A. HISTORIQUE

Le *XX^e Siècle* est un journal de droite fondé en 1895 sous l'impulsion d'industriels, entre autres le baron Empain, et d'hommes politiques, comme d'Ursel, Helleputte, Broqueville. Il eut comme directeur Fernand Neuray.

Après une brève interruption au début de la guerre, il reparut au Havre dès le 14 novembre 1914, toujours sous la direction de F. Neuray; il eut un bureau à Paris à partir du 1^{er} juillet 1916. Il fut considéré par les autres journaux comme le mieux informé des affaires belges, à cause de la proximité du siège du gouvernement et de ses accointances avec Broqueville, dont il fut loin cependant de refléter toutes les idées (1).

Il faisait preuve d'un « patriotisme outrancier et agressif », nota le Roi Albert en 1916, « encouragé par certains ministres... La monarchie est évidemment dans leur chemin, aussi cherchent-ils à répandre des interprétations désavantageuses des actes du Monarque » (2) et plus tard, le Roi insista auprès de Broqueville « afin qu'il use de son influence pour amener le *XX^e Siècle* à garder le silence sur les questions du Luxembourg et de l'Escaut » (3).

Le 16 mars 1918, le *XX^e Siècle* se dédoubla. Il y eut désormais un *XX^e Siècle* hebdomadaire et un nouveau journal baptisé *La Nation Belge*, quotidien qui fut servi aux anciens abonnés du *XX^e Siècle*; tous les deux étaient sous la direction de F. Neuray.

(1) Si les journaux analysés ci-après se montrent discrets, la *Belgique indépendante* de Genève, nomme couramment le *XX^e Siècle* « l'organe de M. de Broqueville ».

H. HAAG, *Les origines du tripartisme, Revue générale belge*, mai 1965, n° 5 : « Helleputte s'imaginait à tort que les articles de Neuray étaient inspirés par Broqueville ».

(2) R. VAN OVERSTRAETEN, *op. cit.*, p. 82, 27 février 1916.

(3) R. VAN OVERSTRAETEN, *op. cit.*, p. 115, 20 octobre 1916.

Pourquoi ce changement ? Dans le dernier numéro du *XX^e Siècle* quotidien, F. Neuray précisa : « Le programme ne change pas ; le but reste le même... un changement de titre n'était pas inutile pour assurer l'unité de la doctrine et l'entière liberté d'action » (1). C'était là, semble-t-il, la vraie raison de ce changement, Neuray voulait se libérer des attaches à un parti car « un trop grand nombre de Belges ont été... plus de leur parti que de leur pays » et la *Nation belge* voulait être « une presse nationale... indépendante de tout groupement politique » (2). P. Hymans parlant de la création de la *Nation belge*, nota que « F. Neuray s'y dégageait de l'esprit « helleputien » que les propriétaires du *XX^e Siècle* tendaient à maintenir » (3).

La *Nation belge* se constitua en société anonyme au capital de 500.000 francs. La direction du journal et de la société fut assumée par F. Neuray qui était en même temps président du conseil d'administration (4).

Le *XX^e Siècle* hebdomadaire parut pendant toute la guerre. Il redevint quotidien lors de son retour à Bruxelles en novembre 1918.

Dans le cadre de ce travail, nous considérons comme un tout le *XX^e Siècle* quotidien continué par la *Nation belge* et nous n'analysons pas le *XX^e Siècle* hebdomadaire ; nous avons choisi d'utiliser comme terme général le titre *XX^e Siècle* pour désigner l'ensemble journalistique constitué par le *XX^e Siècle* et la *Nation belge*.

Le changement de titre n'entraîna aucune innovation dans la présentation du journal. Il comprenait quatre pages (rarement deux), dont la dernière était occupée par de la publicité. Un roman-feuilleton occupait un tiers de page et une demi-page était consacrée à la rubrique « Ce qu'il y a dans les journaux de Paris ou ailleurs » groupant des extraits de journaux tant alliés que neutres ou ennemis, le plus souvent sans commentaires ; nous n'en avons pas tenu compte dans cette analyse. En première page, il y avait généralement un ou deux articles de fond signés ou non. Il y avait très peu de passages censurés.

Parmi les signatures fréquentes, citons : deux pseudonymes revenant presque tous les jours et camouflant sans doute la direction du journal : Percy et Stylo, Julien Flament, Jacques Bainville, L.

(1) *XX^e S.*, 15 mars 1918, p. 1, c. 6, Avant de tourner la page, *Le XX^e Siècle*.

(2) *N. B.*, 16 mars 1918, p. 1, c. 1-2, La « *Nation belge* » paraît aujourd'hui pour la première fois, *La Nation belge*.

(3) P. HYMANS, *op. cit.*, p. 880.

(4) *N. B.*, 10 avril 1918, p. 1, c. 4, Note sans titre et non signée.

Dumont-Wilden, Raoul Narsy, Gutt (correspondant à Londres), Charles Stienon, Bruzio Romano (correspondant à Rome), A. Matagne (envoyé au front), L. S. et J. (correspondants à Genève et à Zurich), Ormont (commentateur militaire).

Du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918, il y eut 315 numéros du *XX^e Siècle* — *Nation belge*.

B. ANALYSE DES THEMES

1. La Paix

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
												315
+												
0	6		1	2	2	1		2	6	1		21
—	20	7	7	15	5	13	10	13	12	17		119
Totaux												140

Le thème est fréquent : il apparaît 140 fois sur 315 numéros, ce qui représente un taux de 44,4 %.

La position du journal est absolue : il n'y a pas un seul signe plus, et elle est fréquemment affirmée : 119 signes moins contre 21 zéros. Le *XX^e Siècle* veut donc la victoire totale et cherche à persuader le lecteur de sa nécessité et à lui faire partager le dynamisme qui l'anime.

Commentaire

Tous les arguments sont bons pour amener le lecteur à partager les vues du journal qui les utilise habilement en fonction des circonstances. Voyons donc comment il réagit à l'actualité.

Les discours de Lloyd George et de Wilson

Même à ce moment, l'analyse du contenu n'indique aucun signe positif. Le *XX^e Siècle* trouve sans doute ces discours trop modérés

mais il se garde de le dire ouvertement, ce qui n'aurait probablement pas été admis par la censure ou aurait déplu à un certain nombre de lecteurs; il s'arrange néanmoins pour influencer indirectement le lecteur. Il publie les textes en les qualifiant d'« important », avec des éloges pour la forme ou pour certains points particuliers, ce qui fait croire à une approbation, mais dans d'autres articles apparemment sans lien avec ces discours, il défend des idées opposées, par exemple, la nécessité d'exiger de l'Allemagne des indemnités telles que celles que l'Allemagne imposa à la France en 1871, les dangers de l'application du principe des nationalités, le rêve utopique que constituent le désarmement, la liberté des mers ou la Société des Nations. Parfois même sous couvert d'éloges, il déforme la pensée de Lloyd George comme dans ce texte de J. Bainville : « Ce qui fait la haute portée du discours de M. Lloyd George, c'est son réalisme... Il pose en principe que les conditions d'un ordre juste et durable en Europe ce sont des garanties territoriales et politiques. Ce principe a la même valeur pour la Belgique que pour la France » (1).

Le jour même où il publie le discours de Wilson, le *XX^e Siècle* publie un article intitulé « Les pangermanistes, maîtres de la situation, veulent des annexions à l'Ouest » dans lequel nous trouvons ces lignes : « Il y a longtemps que les gens sensés de l'Entente sont convaincus que la paix n'est possible que par la défaite totale de l'Allemagne... toutes ces rodomontades allemandes prouvent qu'il faut vaincre avant de songer à négocier » (2).

On constate donc un travail de sape méthodique et prudent.

Les mouvements de grève chez les Centraux, fin janvier

Loin d'y voir un espoir d'amener l'Allemagne à une attitude plus conciliante, le *XX^e Siècle* prêche la prudence parce que « l'Allemand... est toujours redoutable pour ses voisins » (3), « socialiste ou bourgeois ou junker, il veut toujours vaincre » (4), l'Allemagne pourrait « utiliser l'agitation ouvrière pour fomenter un réel mouvement politique parallèle dans les masses prolétariennes de l'Entente » (5).

(1) *XX^e S.*, 8 janvier, p. 1, c. 1-2, *Le choix de Guillaume II*, J. BAINVILLE.

(2) *XX^e S.*, 10 janvier, p. 1, c. 4, PERCY.

(3) *XX^e S.*, 1 février, p. 1, c. 6, *La véritable Allemagne*, ss.

(4) *XX^e S.*, 6 février, p. 1, c. 5, PERCY.

(5) *XX^e S.*, 31 janvier, p. 1, c. 6, PERCY.

Dans l'attente de l'offensive de printemps

Sans doute pour galvaniser les énergies que l'échec des amorces de pourparlers Wilson-Hertling aurait déçues, *Le XX^e Siècle* met l'accent sur la Belgique que l'Allemagne convoite (comme le Congo d'ailleurs), qui ne peut être considérée comme un gage, pour laquelle la question des indemnités est vitale, etc.

Pendant les offensives allemandes

Comme la plupart de ses confrères, la *Nation belge* relève la relativité et le prix des succès allemands, mais surtout elle insiste sur le danger que représenterait pour les Alliés l'offre de négociations : le peuple allemand n'y verrait qu'une preuve de faiblesse, les Allemands profiteraient de la situation militaire pour imposer leurs prétentions qui restent énormes, s'ils feignent la modération, c'est pour attirer les Alliés dans le piège des négociations avant le poids décisif de l'intervention américaine ; surtout, il est indispensable d'abattre l'Allemagne économiquement et la *Nation belge* entame la campagne qu'elle poursuivra jusqu'à l'armistice pour qu'après la guerre, l'Entente élève une barrière économique contre les puissances centrales.

Pendant les contre-offensives alliées

Tout en se réjouissant des succès alliés, la *Nation belge* ne croit pas à la victoire prochaine ; le 6 octobre encore, elle écrit : « Si c'était sincère, ce serait la capitulation. Mais est-ce sincère?... le prince de Bade... use... du camouflage démocratique... la manœuvre est faite uniquement pour l'usage interne de l'Allemagne. C'est le coup de fouet... pour tenter de relever le cheval fourbu et obtenir de lui l'effort suprême » (1). Dès lors, elle continue à prêcher la méfiance vis-à-vis des ouvertures de paix, use et abuse des termes « comédie », « manœuvre », « camouflage démocratique », insiste sur la nécessité d'une reddition sans condition de l'Allemagne, sur le danger d'un armistice qui ne serait qu'une trêve. « Il est nécessaire, écrit-elle, que l'Allemand ne se croie plus invincible... qu'il se sache humilié » (2). Quinze jours avant l'armistice, elle doute encore : « nous ne nous trouvons pas devant une démarche sincère, une demande de paix faite par un vaincu à ses vainqueurs, mais une offensive pacifiste destinée

(1) N. B., 6 octobre, p. 1, c. 1 à 6, PERCY.

(2) N. B., 10 octobre, p. 1, c. 1 à 6, PERCY.

à relever le moral allemand et à exciter le désir de paix des Alliés ; le but est... de retirer, grâce à l'armistice, les armées d'Hindenburg de leur position critique actuelle... Kaiser, chancelier généraux et peuple allemand portent en commun la responsabilité de ces quatre années de crimes... La sanction doit les atteindre tous... » (1). Elle rappelle « la thèse si humaine et si juste du cardinal Mercier proclamant que la vindicte publique est une vertu chrétienne », et elle l'oppose à une déclaration de Vandervelde réclamant indemnités et réparation totale mais pas de punition (2).

La paix

Quelles sont donc les conditions de paix exigées par la *Nation belge*? Pour la Belgique, elle insiste sur la nécessité de « garanties », nous en reparlerons en commentant le thème « Annexionisme ».

Il faut exiger de l'Allemagne le paiement d'énormes indemnités, que les Alliés la traitent « comme un débiteur retors et de mauvaise foi » (3) pour éviter qu'elle fasse « le coup du commerçant véreux qui, se déclarant en faillite, repasse son affaire à sa femme » (4).

Pour la *Nation belge*, « c'est l'empire allemand qui doit disparaître » (5), il faut se méfier de « l'exploitation de l'idée de démocratie » car « Bismarck s'était servi de l'idée... démocratique mariée à l'idée de nationalité pour fonder... l'Empire allemand... Si on veut que l'Empire allemand reste intact... il n'y a qu'à se laisser tromper par sa nouvelle étape vers la démocratie » (6). Le journal revient fréquemment sur la question autrichienne pour éviter qu'en vertu du principe des nationalités, les Allemands d'Autriche rejoignent l'Allemagne. Il écrit entre autres : « Ca nous est bien égal... que le principe des nationalités exige l'annexion à l'empire germanique de huit millions d'Autrichiens allemands et de neuf millions de Hongrois germanophiles. Nous ne nous sommes pas battus... pour cette idole... le principe des nationalités... Nous nous flattons... de n'avoir pas attendu 1918 pour ouvrir les yeux... ce que nous prévoyions... s'est réalisé. L'Allemagne vaincue essaie de se payer sur l'Autriche... Un homme s'est rencontré, dès octobre 1914, qui a vu clair et qui a agi en conséquence,

(1) N. B., 24 octobre, p. 1, c. 6, PERCY.

(2) N. B., 6 octobre, p. 1, c. 3. Le châtimeut pour les barbares, STYLO.

(3) N. B., 14 octobre, p. 1, c. 4, F. NEURAY.

(4) N. B., 11 novembre, p. 1, c. 1, F. NEURAY.

(5) N. B., 18 octobre, p. 1, c. 1-2, PERCY.

(6) N. B., 15 octobre, p. 1, c. 1-2, J. BAINVILLE.

de son chef, à ses risques et périls, sans crier son secret sur la place publique » (1).

Le journal insiste pour que le gouvernement agisse : « Il ne se fera pas un changement de frontières... que nous n'en ayons à en subir... les conséquences. En fermant les yeux à cette évidence ou en se réfugiant dans une abstention facile, notre gouvernement stériliserait le sang de nos soldats... : nous prenons la liberté de le lui dire » (2).

Un autre point cher à Neuray, c'est la nécessité de représailles économiques contre l'Allemagne. Abattre sa puissance économique est une condition indispensable à la paix du monde et le journal précise : « l'espérance qu'avait la diplomatie américaine de terminer les hostilités de telle manière que l'égalité commerciale complète puisse régner entre toutes les nations est affaiblie par ce qu'on connaît des desseins allemands en Belgique et ailleurs » (3).

En rappelant que le XX^e Siècle a exprimé à différentes reprises son scepticisme pour une Société des Nations, on peut conclure en disant que les idées de Neuray sont loin de celles du Président Wilson.

2. Le Socialisme International

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
	315											
+												0
0	3	1	1		3	3	1	3	7	3		25
-	8	16	8	5	5	7	17	7	4	3		80
Totaux	11	17	9	5	8	10	18	10	11	6	0	105

(1) Le journal fait allusion à l'initiative prise par Broqueville avec l'acquiescement du Roi, d'envoyer NEURAY et L. DE PAEUW à Rome; ils devaient rencontrer le Pape et lui suggérer, dans l'intérêt de la catholicité, d'intervenir auprès de François-Joseph pour qu'il se retirât de l'alliance avec l'Allemagne en faisant valoir que l'Autriche, certaine de perdre la Hongrie, la Galicie et la Bohême, pouvait espérer reconstituer avec les Allemands catholiques, un Saint-Empire plus homogène, barrière contre le luthérianisme et le militarisme prussien. La réponse du Pape fut dilatoire : il trouvait immoral de conseiller d'abandonner une alliance, mais si une personnalité le suggérait à l'Autriche, il l'appuyerait. L'affaire resta sans suite.

Voir à ce sujet : L. DE PAEUW, *Albert, troisième Roi des Belges*, Bruxelles, 1934, p. 90-91.

(2) N. B., 27 octobre, p. 1, c. 1-2, Les Belges et la question d'Autriche, F. NEURAY.

Voir aussi les 21, 22 et 28 octobre. L'I. B. a une tout autre opinion, voir p. 95.

(3) N. B., 7 juin, p. 2, c. 2, L'Amérique favorable aux représailles contre l'Allemagne industrielle, PERCY.

Voir aussi les numéros des 17 juin, 4, 13 et 14 juillet.

Le thème est abordé fréquemment : 105 fois sur 315 numéros, soit un taux de 33,3 % ou dans un journal sur trois.

La position du journal est nette : il n'y a que des signes négatifs et elle est affirmée : 80 moins contre 25 zéros.

Il y a deux pointes qui s'expliquent aisément par l'actualité : en février à cause de la *Conférence de Londres* et de ses préparatifs, en juillet où après la *Conférence du Labour Party* fin juin, il y eut de nombreuses déclarations au sujet des réponses des socialistes des pays centraux aux propositions de Londres et des contacts de Troelstra avec Scheidemann et des socialistes centraux et neutres.

Commentaire

Etant donné la position du *XX^e Siècle*, journal de droite luttant pour la victoire totale, il est évident qu'il est totalement opposé à toutes les initiatives socialistes. Ce qui est plus étonnant, c'est l'assez grande fréquence du thème, ce qui ne se justifie pas totalement par l'actualité. *L'Indépendance belge*, par exemple, qui informe très complètement ses lecteurs et qui se trouve en Angleterre où les socialistes s'agitent le plus, ne s'intéresse au thème que dans un numéro sur quatre contre un sur trois au *XX^e Siècle*. On n'explique pas totalement cet acharnement par le désir de convertir le lecteur, la clientèle du *XX^e Siècle* étant sans doute déjà acquise à ses idées. Alors ? Nous pouvons, en nous appuyant sur les arguments employés par le journal, imaginer une double motivation :

1^o Désamorcer une tentation de pacifisme tout en galvanisant les énergies au front belge.

Il faut en effet tenir compte du fait qu'en dehors de sa clientèle régulière, le *XX^e Siècle* distribuait des exemplaires gratuits au front et qu'ainsi, il était de loin le journal le plus répandu. La statistique de vente de journaux en janvier 1917, dont nous avons déjà parlé (1), donne pour le *XX^e Siècle* et son alter ego *Het Vaderland* le chiffre de 155.067 exemplaires, alors que le journal qui le suit *Ons Vaderland* n'arrive qu'à 26.162 exemplaires. A cette optique répondent, nous semble-t-il,

(1) Voir p. 8.

- les très nombreux articles représentant les socialistes comme « vendus » à l'Allemagne, (exemple des socialistes russes acceptant le traité de Brest-Litovsk) ou travaillant pour l'Allemagne en sapant le moral des combattants (exemple de l'Italie et de la défaite de l'Isonzo) ou montrant les responsabilités des socialistes allemands dans la guerre puisqu'ils en ont voté les crédits, ou même, qualifiant de « manœuvres » les marques de bonne volonté de la tendance minoritaire ;
- les articles suscitant la crainte que les socialistes ne reconnaissent pas les droits de la Belgique, danger entre autres de la formule de « paix sans indemnités » et de celle du « gage » défendue par Scheidemann ou de l'internationalisation des colonies appliquée au Congo belge ;
- les articles plus haineux où on récuse tout contact avec les « Boches » ;
- les articles insistant sur les divisions des socialistes, en France notamment.

2^o Sous couleur de condamner le socialisme, faire de la propagande pour les idées de F. Neuray au sujet de l'Etat.

Nous les développerons plus loin en commentant le thème « Après-guerre » mais, dès à présent, signalons les articles allant dans ce sens :

- les articles présentant l'Internationale ouvrière comme un rêve, une utopie, au même titre que la Société des Nations ;
- les articles opposant l'internationalisme au sens de la nation et au patriotisme dont la guerre a démontré que ce sont des sentiments ancrés dans le cœur des hommes ;
- les articles opposant l'autorité de l'Etat à celle d'une faction qui veut devenir « un Etat dans l'Etat » et se substituer aux gouvernements pour discuter avec l'ennemi.

Remarquons que le ton du *XX^e Siècle* est souvent dur et polémique ; il multiplie les attaques contre C. Huysmans, puis contre Troelstra à partir du mois de juillet surtout. Il est plus modéré pour E. Vandervelde.

3. Le Pape

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 315
+	1				1		1			1		4
0	4	3	4	9	5	9	1	1		1	1	38
-	2											2
Totaux												44

Le thème n'est pas très fréquent, il n'apparaît que 44 fois sur 315 numéros, soit un taux de 13,9 %.

Apparemment, le XX^e Siècle n'a pas d'opinion : 38 zéros, 4 plus et 2 moins.

Commentaire

Le XX^e Siècle, même si, devenu *Nation belge*, il a pris ses distances vis-à-vis du parti catholique, s'affiche comme catholique, sa neutralité envers le pape cache donc une nette désapprobation. Et comment ne serait-il pas hostile à Benoît XV, étant donné sa position jusqu'au boutiste outrancière ? Seulement parce que catholique, il reste discret, d'autant plus facilement que le pape ne lui donne, en 1918, aucune occasion de le désavouer. Le XX^e Siècle glisse simplement deux phrases désapprobatrices sur un ton respectueux, le 1^{er} janvier en parlant de l'année écoulée, et à l'occasion de la réponse du gouvernement belge : « le manifeste... n'a pas répondu... aux espérances des fils fidèles de l'Eglise romaine, qui se considèrent à bon droit comme les victimes des Austro-Allemands. S. S. a voulu se tenir sur le terrain d'une impartialité absolue. Elle s'est tue délibérément sur la responsabilité des crimes commis... » (1); « les termes du message pontifical ayant été pour certains l'occasion de combinaisons où nos titres n'étaient pas entièrement respectés... » (2).

Seules les interventions humanitaires du Saint Père sont louées et encore, fort rarement.

(1) XX^e S., 1 janvier, p. 1, c. 1, Srvlo.

(2) XX^e S., 25 janvier, p. 1, c. 1, *La réponse belge au Saint-Siège*, ss.

4. Le Statut International de la Belgique

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
	315											
+	4	4	2				4	3	6	4	1	28
0										2		2
-												
Totaux												30

Le thème est rare : 30 fois sur 315 journaux, soit un taux de 9,5 %.

La position est nette et affirmée : 28 plus contre 2 zéros et aucun moins.

Remarquons qu'il y a deux périodes où le thème est plus fréquent : au début et dans la seconde partie de l'année.

Commentaire

L'opinion du *XX^e Siècle* est bien connue de ses lecteurs. Depuis le début de la guerre, il tonne contre la « funeste neutralité » qui a livré le pays sans défense à l'Allemagne. En 1918, l'intérêt du débat semble temporairement épuisé, le journal se contente d'y faire quelques allusions liées à l'éventualité de négociations de paix pour prêcher la méfiance vis-à-vis de « l'Allemagne du chiffon de papier » (1) qui « voudrait voir rétablir ce traité impliquant notre neutralité obligatoire qui nous livrait sans défense à son agression » (2), et vis-à-vis des socialistes qui « veulent imposer à la Belgique le carcan de la neutralité » (3).

En juillet, le débat rebondit à cause de l'article du baron Beyens que la *Nation belge* conteste sur un point : pour elle, la Belgique n'est plus liée par les traités de 1831-39 et son droit particulier à des réparations découle du fait que la rupture du pacte s'est faite à son détriment et sans qu'il y ait eu faute de sa part (4).

(1) *XX^e S.*, 25 janvier, p. 2, c. 2-3, *Czernin et la Belgique*, PERCY.

(2) *XX^e S.*, 27 février, p. 1, c. 1, *Le chancelier Hertling et la Belgique*, PERCY.

(3) *XX^e S.*, 8 février, p. 1, c. 5, *Forces et tendances des socialistes allemands*, ss.

(4) *N. B.*, 14 juillet, p. 1, c. 1, *Les idées qui marchent*, ss.

Fin août, elle se décide à parler de la brochure « La Neutralité garantie » parce que l'*Indépendance belge* en a révélé l'existence, elle avait jusqu'alors sacrifié son désir d'exprimer sa désapprobation à « l'union patriotique » (1).

Enfin, le 25 septembre, elle annonce triomphalement le décès de la neutralité et ajoute : « la nouvelle est certaine, voire même officielle, mais on ne nous permettrait pas de nous expliquer avec plus de précision » (2). Elle fait probablement allusion aux instructions que, le 2 septembre, Hymans donnait aux chefs de légations de faire savoir aux gouvernements alliés, si ceux-ci revenaient sur la question, que la Belgique renonçait à la garantie des puissances et à la possibilité de pratiquer après la guerre une politique de neutralité volontaire ; cette communication fut faite, dans le courant du mois de septembre, tant à Londres qu'à Paris (3).

Par quoi remplacer la neutralité ? Le *XX^e Siècle* ne parle pas de la possibilité de conclure des alliances mais réclame continuellement des garanties. Il semble qu'il faille donner une double implication à ce terme. Pour la Belgique, il vise les garanties territoriales indispensables pour mieux asseoir sa défense ; nous en parlons dans les pages suivantes. Pour l'Europe, il vise la certitude que l'Allemagne ne recommencera pas et donc la nécessité de l'humilier et de l'abattre totalement, puis de l'empêcher de se fortifier à nouveau ; ainsi s'expliquent les réticences du journal au programme wilsonien visant le désarmement, le maintien d'une grande Allemagne, l'absence de représailles économiques, etc., et son insistance pour que les garanties territoriales soient étendues à la France également.

(1) N. B., 25 août, p. 1, c. 6, *Un étrange plaidoyer*, ss.

(2) N. B., 25 septembre, p. 1, c. 4, *Un acte de décès*, ss.

(3) R. FÉNAUX, *Paul Hymans*, Bruxelles, 1946, p. 155.

5. L'annexionisme

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
	315											
+	3		1	2	2	1	1	3	1	9	4	27
0		1						1	1			3
-												
Totaux												30

Le thème n'apparaît que 30 fois, soit un taux de 9,5 %.

La position est nette et affirmée : 27 plus contre 3 zéros et aucun signe moins.

Le thème est particulièrement fréquent en octobre et novembre.

Commentaire

Les convictions annexionistes du *XX^e Siècle* sont connues, mais il ne peut les exprimer qu'au moment où la censure se relâche dans l'euphorie de la victoire (1). Tenant compte de ce fait, nous avons coté comme exprimant les visées annexionistes du journal, le terme « garanties », dont nous avons indiqué plus haut la double implication, quand il se trouvait dans un contexte où il était question de la Belgique ; nous avons coté également les articles concernant le Grand-Duché présentés sous le titre « Chez nos frères séparés ».

Les annexions doivent comprendre des rectifications de frontière à l'Est et au Nord, elles sont légitimes en droit et motivées par les exigences de la défense du pays qui sont différentes de ce qu'elles étaient en 1831-39 quand il fallait se garder des visées françaises. Ces idées sont exprimées à diverses reprises mais jamais avant le mois d'octobre. Pour le Grand-Duché, nous trouvons déjà ces mots au mois d'avril : « Le Luxembourg et la Belgique ont été séparés par la force. Leur réunion est fatale et nécessaire parce que la Belgique ne peut pas plus avoir de sécurité militaire sans le Grand-Duché, que le Luxem-

(1) N. B., 21 octobre, p. 1, c. 1, *Et le Luxembourg? F.* « Tout ce que la censure... ne nous a pas empêché de dire, nous l'avons dit ».

bourg ne peut avoir d'indépendance économique et politique sans la Belgique. Mais ce sont deux Etats indépendants, leur réunion ne peut avoir lieu que sur la base d'un libre consentement » (1).

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

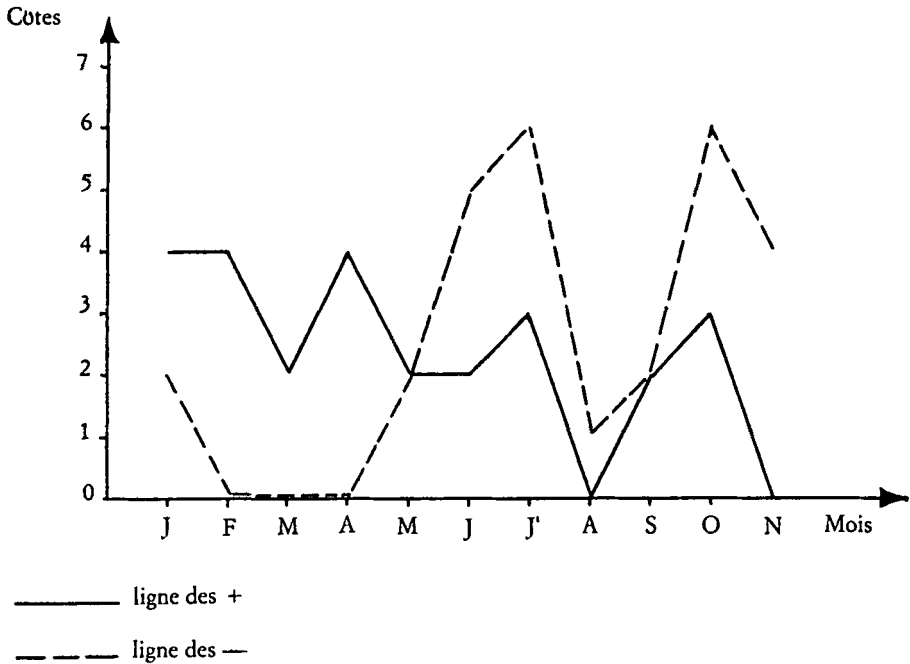
	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
	315											
+	4	4	2	4	2	2	3		2	3		26
0	8	3	3	3	6	10	9	9	10	13	2	76
-	2				2	5	6	1	2	6	4	28
Totaux												130

Le thème est fréquent : 130 apparitions sur 315 numéros, soit un taux de 41,2 %.

Le XX^e Siècle, à première vue, semble avoir une position neutre : beaucoup de zéros, les « plus » contrebalançant les « moins ». Un examen plus attentif fait apparaître deux correctifs :

- 1^o Si on groupe les « plus » et les « moins », la disproportion entre les apparitions « neutres » et les apparitions « engagées » est beaucoup moins forte : 76 contre 54 ;
- 2^o la répartition par mois fait ressortir que les signes positifs sont plus nombreux au début de l'année et les signes négatifs en fin d'année. Le diagramme ci-dessous le montre nettement : jusque fin mai, la ligne des moins reste en-dessous de celle des plus, elle la rejoint en mai, puis la dépasse et ne redescend plus en-dessous. Or le 1^{er} juin, Broqueville est remplacé par Cooreman à la tête du gouvernement ; connaissant les accointances du XX^e Siècle avec Broqueville, on devait s'attendre à une modification de son opinion sur le gouvernement, ce que l'analyse du contenu fait ressortir, en même temps qu'un troisième élément : si l'opposition du journal est réelle, elle est nuancée et discrète ; en effet, les signes négatifs ne sont pas tellement nombreux et il reste toujours des signes positifs même s'ils sont en plus petit nombre.

(1) N. B., 23 avril, p. 1, c. 5, *Le Luxembourg et nous*, ss.



Commentaire

Quel que soit le chef du gouvernement, la critique fondamentale du XX^e Siècle subsiste car il n'a pas suffi de faire tomber Broqueville pour « désembourber le char » (1) : fait pour un temps de paix et non de guerre, le gouvernement offrait « le spectacle d'un ministère de 14 membres, divisé en groupes et en sous-groupes, n'ayant de force que pour la parole et pour la discussion... paralysé par les divisions politiques et les querelles de personnes... le vice congénital était encore aggravé par l'absence de Parlement, l'arbitraire de la censure, la disparition de tout organe de contrôle » (1). Quand on connaît les idées politiques de Neuray, on conçoit son peu d'estime pour un tel gouvernement.

Cependant deux éléments échappent à sa critique : d'abord les actes posés par le gouvernement en 1918 qui sont tous approuvés, ensuite Broqueville lui-même dont il va jusqu'à affirmer : « Chaque fois que nous écrivons ici des articles sur le règne expirant des par-

(1) N. B., 9 juin, p. 1, c. 5, *Regrettable réquisitoire*, ss.

leurs et sur l'inévitable avènement des hommes d'action... nous ne pouvons nous empêcher de penser à M. de Broqueville » (1). Il admet cependant sa démission comme « inévitable » à cause « d'incidents récents... inconnus du public » et reconnaît que Cooreman est « le seul homme politique qui, le cabinet demeurant tel quel, pût être invité... à conduire le char » (1). Ceci dit, il ignore désormais superbement Cooreman et chante les louanges de Broqueville comme il ne l'avait jamais fait tant qu'il était chef de cabinet, répondant, semble-t-il, aux vives critiques dont il était l'objet dans les milieux belges et dont deux journaux au moins s'en font l'écho : *La Métropole* à Londres qui, dans une forme assez modérée, est accablant pour Broqueville (2) et *Les Nouvelles* à La Haye qui, n'étant pas soumis à la censure, attaque ouvertement ; son correspondant havrais lui envoie plusieurs articles sur les pourparlers Lancken-Briand « dont le seul but était de dissocier les Alliés », sur la nomination du chef d'état-major, le général Gillain, qui intervint sans que Broqueville en avertisse les membres du gouvernement et qui fut à l'origine de sa démission comme l'affaire Lancken, menée également par Broqueville seul, lui coûta la perte des Affaires étrangères, sur la désignation éventuelle d'un général en chef de l'armée belge qui pourrait, plus facilement que le Roi Albert, être sous les ordres du généralissime français (3).

Comment le XX^e Siècle répond-il à ces critiques partiellement fondées ? La perte du ministère des Affaires étrangères est présentée comme une affaire partisane : « ... le chef du cabinet a vu... se dresser contre lui au moins un ministre de gauche qui n'a pas craint, en 1917, de réclamer pour son parti... le portefeuille des affaires étrangères... » (4). Un article de *La Métropole* est expédié d'une formule lapidaire « aussi tendancieux qu'inexact » (5), la même formule valant pour *Les Nouvelles* en ajoutant que son correspondant du Havre est « inspiré pour quelqu'un et contre quelqu'un » à cause d'« ambitions deux fois déçues en six mois » (6). Or ce correspondant qui signe VENI est

(1) N. B., 6 juin, p. 1, c. 5-6, *La démission de M. de Broqueville*, F. NEURAY.

(2) *La Métropole*, 5 juin, p. 1, c. 5-6, *Démission de M. de Broqueville*; 1 juillet, p. 2, c. 1-2, *L'Allemagne et ses propositions de paix à la Belgique*.

(3) *Les Nouvelles, Lettres du Havre*, signées VENI, paraissant en première page les 19, 21, 23 mai, 9, 10 juin, 11 et 21 juin.

(4) N. B., 6 juin, p. 1, c. 5-6, *La démission de M. de Broqueville*, F. NEURAY.

(5) N. B., 9 juin, p. 1, c. 5, *Regrettable réquisitoire*, ss.

(6) N. B., 27 juin, p. 1, c. 5-6, *Discussions byzantines*, FARFADET.

E. Patris (1), qui passait pour le confident de Renkin (2), et, dans le *XX^e Siècle* hebdomadaire de la même semaine (3), Neuray désigne nominalement Renkin comme étant l'homme qui espérait être nommé chef de cabinet, avait l'appui de certains ministres et, après avoir torpillé Broqueville, reportait sans doute une partie de sa hargne sur son successeur. De plus, nous savons que Renkin avait soutenu Hymans au moment de l'affaire Lancken. Neuray n'a, on le voit, pas complètement tort d'attribuer la chute de Broqueville à des querelles de personnes. Il ajoute que ces articles dénotent une ignorance des événements diplomatiques de l'année 1917 qui aurait pu être décisive, affirmation critiquée entre autres par l'*Indépendance belge* (4).

Au sujet de pourparlers de paix en 1918, la *Nation belge* a une attitude ambiguë. Le 25 juin, elle déclare : « Nous ne nous sentons pas le courage... d'emboîter le pas aux journaux qui conseillent à l'Entente de publier... ses buts de guerre ou d'entrer en conversation avec l'ennemi » et après avoir rappelé que deux fois, en 1917 et au début de 1918, notre pays aurait pu jouer « un rôle aussi éminent dans la paix que celui qu'il a joué dans la guerre », elle conclut : « On causera, s'il faut causer un jour, quand le canon se taira » (5). Mais le 7 juillet, elle publie un article qualifié de coup de sonde que le *Times* reprend d'un journal allemand passant pour être inspiré par Kühlmann et traitant des conditions de paix. Remarquons que la *Nation belge* publie cet article sans le soumettre à la censure, ce qui lui vaut de voir la distribution de ce numéro interdite au front belge, mesure contre laquelle elle proteste les 10 et 11 juillet, et que, dans son commentaire, elle demande d'entrer en conversation avec l'ennemi : « les dirigeants de l'Allemagne se persuadent... que la guerre est perdue pour eux. C'est leur crime contre la Belgique qui a soulevé le monde civilisé contre eux. C'est ce crime qu'ils songent maintenant à réparer... Tel est le fait auquel nous souhaitons de voir nos hommes d'Etat attentifs. Ne leur donne-t-il pas l'occasion de faire, d'accord avec nos Alliés, une manœuvre utile?... La Belgique peut être l'instrument de la paix européenne et le définitif du droit... agir... avec

(1) Edmond Patris est un ancien rédacteur du *Soir* à Bruxelles, Vice-Président de l'Association de la Presse belge. CORDEMANS (*op. cit.*, p. 614) note qu'il est avec NEURAY „de grote stokebrand van St.-Adresse" (le brandon de discordes) et que RENKIN et HYMANs subissaient son influence.

(2) O. V., 20 septembre 1918, p. 2, c. 2, *Uit De Stem uit België*, ss.

(3) *XX^e S.*, 30 juin, p. 1, c. 1-2, *Une campagne indécente*, SUNLIGHT.

(4) I. B., 6 juillet, p. 2, c. 1-2-3, *Politique nationale*, A. DE LAVAUX.

(5) N. B., 25 juin, p. 1, c. 1-2, *Est-ce le moment?* F. NEURAY.

audace... le ou les hommes d'Etat belges qui sauront comprendre cette nécessité inscriront leurs noms dans l'Histoire... » (1).

Elle revient sur la même idée : « la *Nation belge* considère comme un devoir de dire à nos dirigeants que notre politique extérieure doit être originale et active... la Belgique... ne joue pas le rôle international qu'elle devrait et qu'elle pourrait jouer... Entre la passivité et une activité éclairée, les sympathies de nos Alliés ne balanceraient pas un seul instant... » (2); elle reprend le même thème à l'occasion de la fête nationale (3). Enfin, le 21 septembre, après la déclaration du gouvernement sur des propositions officieuses de paix, le journal s'explique : « Nous connaissions l'ambassade impériale auprès de notre ministre en Suisse (4)... nous avons craint... que, se croyant engagé par l'attitude qu'il avait estimé devoir prendre avant son arrivée aux Affaires étrangères, il ne repoussât jusqu'à l'idée d'entrer en conversation... M. Hymans n'a pas hésité à se risquer dans la voie épineuse où il avait critiqué son prédécesseur de s'être aventuré... » (5).

Cette comparaison entre Hymans et Broqueville est évidemment jugée de très mauvais goût par *La Métropole* et *Les Nouvelles* pour qui l'attitude de Hymans agissant en accord avec le gouvernement et les Alliés est totalement différente de celle de Broqueville (6). *La Nation belge* conteste à nouveau cette rectification mais rejette sur la censure son incapacité de s'expliquer davantage (7). Remarquons que les articles de la *Métropole* du 26 septembre et des *Nouvelles* du 9 octobre sont identiques, l'un et l'autre sans mention de source. Il y avait déjà une parenté entre les articles précédents. Or nous savons que le pseudonyme VENI cache E. Patris, il faut donc supposer que celui-ci fait campagne dans les deux journaux.

L'attitude du XX^e Siècle laisse un certain malaise dans l'esprit du lecteur attentif qui voit mal comment concilier son jusqu'aboutisme fanatique et son acharnement à défendre les pourparlers Lancken, qui,

(1) N. B., 7 juillet, p. 1, c. 1-2-3, *Un coup de sonde*, ss.

(2) N. B., 10 juillet, p. 1, c. 6, *Echos*, ss.

(3) N. B., 23 juillet, p. 1, c. 6, *Notre vingt et un juillet*, F. NEURAY.

(4) Il s'agit des démarches tentées par l'intermédiaire du comte TÖRRING qui rencontre le ministre belge à Berne déjà en mars 1918; HYMANs en avertit les Alliés et sur leurs conseils fait traîner l'affaire, puis finit par refuser catégoriquement en septembre, le tout en accord avec le gouvernement.

(5) N. B., 21 septembre, p. 1, c. 1-2, *Le manœuvre de Berne*, F. NEURAY.

(6) *La Métropole*, 26 septembre, p. 1, c. 3, *Une rectification qui s'impose*, ss.

Les Nouvelles, 9 octobre, p. 1, c. 1 à 4, *Lettres du Havre*, VENI.

(7) N. B., 1 octobre, p. 2, c. 2, *Deux poids, deux mesures*, ss.

N. B., 31 octobre, p. 2, c. 2, *Echos*, ss.

en cas de succès, n'auraient abouti qu'à un compromis, et à pousser les hommes politiques belges dans la voie des contacts avec l'ennemi. La défense de Broqueville ne semble pas une explication suffisante, on peut y joindre une autre possibilité : Neuray, entraîné par son nationalisme, visait à faire jouer à la Belgique un rôle sur l'échiquier international plutôt qu'à obtenir un résultat, ou même c'était dans la mesure où il était certain d'un résultat négatif et donc sans danger qu'il poussait la Belgique dans cette voie. On peut voir un reflet du même idéal dans l'insistance avec laquelle il poussait le gouvernement belge à intervenir auprès des Alliés dans la question autrichienne (1).

Notons encore l'opinion du XX^e Siècle sur certains ministres :

- éloge pour Helleputte qui, dans le discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire du Roi, condamne l'activisme (2); la *Nation belge* insiste tellement maladroitement sur ces paroles (3) qu'elle incite Helleputte à mettre les choses au point dans une interview où il déclare qu'il n'est pas d'accord sur la politique linguistique de la *Nation belge*; celle-ci rétorque que la censure l'empêche de répondre comme elle le voudrait (4).
- attaque occasionnelle contre Renkin qui commit l'erreur de combattre Broqueville au sujet de l'affaire Lancken (5), mais qui le soutint au sujet de la neutralité de la Belgique, ce que Neuray reconnaît bien que « présentement séparé de lui pour des raisons aussi impersonnelles que capitales » (6).
- attaques contre Poulet dont la *Nation belge* n'apprécie pas les opinions en matière linguistique (7).

(1) Voir p. 64.

(2) N. B., 9 avril, p. 1, c. 3, *L'anniversaire du Roi*, ss.

N. B., 10 avril, p. 1, c. 3, *Contre les activistes*, ss.

N. B., 12 avril, p. 1, c. 4, *Précieux encouragement*, ss.

N. B., 17 avril, p. 1, c. 5, *Texte ...*, ss.

(3) Le *Belgische Standaard* estime que si la N. B. qui n'aime pas Helleputte insiste ainsi sur ce discours, c'est pour le rendre suspect à ses amis flamands. (B. S., 4 mai p. 1, c. 5, *Minister Helleputte en « La N. B. », ss.*)

(4) N. B., 9 mai, p. 1, c. 2, *Un ministre contre la « Nation », ss.*

N. B., 13 mai, p. 1, c. 3, *Une lettre entre cent*, ss.

(5) N. B., 6 juin, p. 1, c. 5-6, *La démission de M. de Broqueville*, F. NEURAY.

(6) N. B., 18 juillet, p. 1, c. 1-2, *Maitre chez nous*, F. NEURAY.

(7) N. B., 17 mai, p. 1, c. 3-4, *Union sacrée et unité nationale*, ss.

N. B., 9 juillet, p. 1, c. 2, *Pour la reconstruction nationale*, ss.

N. B., 18 juillet, p. 1, c. 6, *Au ministre des Sciences et des Arts*, ss.

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux		
													315 n°		
Acti- visme	+														
	0	1										1	2		
	—	8	18	18	11	8	9	9	11	7	5		104	106	
Fédé- ralisme	+														
	0														
	—		4		1	1		1					7	7	
Mini- malisme	+														
	0				1						3		4		
	—	2	2	3	1	2		1	3	1	1		16	20	133

Tout l'intérêt du journal se porte sur l'activisme : 106 cotes contre 27 ; la tendance fédéraliste est presque ignorée : 7 cotes.

L'activisme est traité fréquemment : 106 fois sur 315 numéros, soit un taux de 33,6 % ou un numéro sur trois ; il est quasi chaque fois condamné ainsi que les deux autres tendances.

Commentaire

a) *Activisme*

Que le *XX^e Siècle* condamne l'activisme n'a rien d'étonnant, ce qui est le plus caractéristique c'est son acharnement qui se maintient tout au long de l'année. Il repose sur deux considérations élémentaires : les activistes sont des traîtres manœuvrés par les Allemands, ils ne sont pas suivis par les Flamands. L'activisme wallon n'est que rarement mentionné.

b) *Fédéralisme*

Le *XX^e Siècle* n'aborde jamais le fond du problème, il se contente de protester

- 1^o contre l'internationalisation de la question linguistique et le recours éventuel à la *Société des Nations* préconisés par M. Wilmotte et C. Huysmans (1);
- 2^o contre l'existence d'une nationalité flamande en s'appuyant sur L. Van Puyvelde, qu'il qualifie de « leader flamingant » et dont il ne cite que des passages soigneusement choisis (2). S'il concède qu'« on peut dans un certain sens parler de l'existence de deux nationalités en Belgique », il affirme : « La nation d'abord... Nous verrons ensuite... à chercher la bonne formule qui accordera les nécessités de sa défense et de sa grandeur avec les exigences des nationalités » (3).

c) *Minimalisme*

Ici encore l'attitude du XX^e Siècle se caractérise par son négativisme; il affirme d'ailleurs, en critiquant le ministre Pouillet, « qu'il est inadmissible... de donner un semblant de justification à un mouvement inopportun » (4) et suscite, à différentes reprises, les témoignages de Belges restés au pays qui récusent jusqu'à l'existence de préoccupations linguistiques (5). En même temps, il se donne bonne conscience en proclamant que « la *Nation belge* saura défendre toutes les revendications flamandes pourvu qu'elles ne mettent en danger ni l'unité, ni l'invincibilité de la justice » (6), tout en se montrant parfois franchement naïf : « Si tous les Flamands... écrivaient le français comme notre correspondant, la question des langues serait résolue en Belgique » (7).

Il condamne sans appel le manifeste du *Vlaamsch Belgisch Verbond*: « Nous regrettons sincèrement la tentative de chantage par laquelle se termine cette manifestation patriotique et nous voulons croire que le gouvernement lui fera l'accueil qu'elle mérite... ce serait... une faute de se laisser abuser... par les criailles d'une minorité plus bruyante qu'importante... Où irions-nous... si l'on encourageait en ce

(1) N. B., 6 février, p. 1, c. 2, *Pas d'ingérence étrangère*, ss.

N. B., 11 avril, p. 1, c. 6, *Une campagne anti-nationale*, ss.

(2) N. B., 10 février, p. 1, c. 4, *La vérité sur le peuple flamand*, ss.

(3) N. B., 1 juin, p. 1, c. 1-2, *La Flandre et l'Irlande*, L. DUMONT-WILDEN.

(4) N. B., 17 mai, p. 1, c. 3-4, *Union sacrée et unité nationale*, ss.

(5) N. B., 1 janvier, p. 1, c. 2, *Les Belges unis contre les menées allemandes*, ss.

N. B., 8 février, p. 1, c. 6, *Une voix de Belgique*, ss.

N. B., 28 février, p. 1, c. 1-2, *Les Héros de la Belgique captive*, F. NEURAY.

(6) N. B., 12 avril, p. 1, c. 4, *Précieux encouragement*, ss.

(7) N. B., 28 mai, p. 2, c. 5, *Echos*, ss.

moment des revendications particulières de classes ou de parti? A l'anarchie tout simplement, celle des Soviets, celle qui fait si bien l'affaire des Boches » (1).

Il est opposé à la nomination d'une commission linguistique qui mettrait en péril l'union (2) et félicite M. de Broqueville de s'être « aperçu à temps du danger qu'il y a à donner des arrhes à des propagandistes sans mesure » (3). Il s'oppose naturellement à la création de régiments flamands et wallons et regrette l'organisation d'une école d'officiers flamande « qui porte dans ses flancs le principe d'une séparation périlleuse » (4).

Enfin, en octobre, la *Nation belge* résume son point de vue : « Le droit naturel et imprescriptible des Flamands est d'être instruits, administrés et jugés dans leur langue. Le droit de la Patrie est qu'aucune revendication... ne menace son unité, ne diminue sa force... Qui oserait nier... que celui-là, comme tous les droits particuliers ou individuels, doit être subordonné à celui-ci?... Enfermées dans le cadre national, limitées au point qu'elles ne pourraient dépasser sans mettre en péril... la sécurité de la Patrie, purifiées de tous les éléments qui pourraient leur donner ne fût-ce qu'une apparence d'hostilité à l'égard de la langue et de la civilisation française, les revendications flamandes n'auront pas d'avocat plus résolu... que la *Nation belge*... Si c'est un crime de soutenir que le peuple flamand s'appauvrirait en se détournant de la culture française, des milliers de Flamands l'ont commis avec nous, persuadés comme nous... qu'il est facile d'accorder la nécessaire dévotion pour leur langue maternelle avec le culte d'une civilisation à laquelle la Flandre a fait... tant de magnifiques emprunts... » (5).

8. L'après-Guerre

Le relevé donne 75 cotes soit un taux de 23,8 %, ce qui indique un intérêt moyen. Sur ces 75 cotes, 47 proviennent de passages consacrés à l'organisation de l'Etat, c'est-à-dire à la doctrine nationaliste propre à Neuray qui lui donne le pas sur les problèmes plus concrets de l'après-guerre.

(1) N. B., 8 mars, p. 1, c. 2, *Chantage*, ss.

(2) N. B., 27 février, p. 1, c. 4, *Manceuvres indésirables*, ss.

(3) N. B., 17 mai, p. 1, c. 3, *Union sacrée et unité nationale*, ss.

(4) N. B., 1 août, p. 1, c. 1-2, *A la réunion parlementaire de Sainte-Adresse*, ss.

(5) N. B., 31 octobre, p. 1, c. 1-2, *La Nation belge et la question flamande*, ss.

a) *Le nationalisme de F. Neuray*

Neuray, en 1918, n'expose pas systématiquement sa doctrine ; il procède par des articles épars exposant l'un ou l'autre point, souvent dus à la plume de L. Dumont-Wilden ou de J. Bainville, et par des commentaires de l'actualité revue à la lumière de ses principes. Nous allons tenter de synthétiser sa pensée telle qu'elle ressort de la lecture de son journal.

Elle relève avant tout d'une option morale ou idéaliste, le culte de la Nation auquel chacun doit sacrifier car l'intérêt de la société prime l'intérêt individuel, le droit de l'Etat prime le droit de l'individu, le sentiment national dépasse l'attachement à un parti lié trop souvent à la religion ou à une classe car le salut de tous est lié au salut de la Patrie. Il faut donc tout lui subordonner, refaire ce que Dumont-Wilden appelle « la religion de l'Etat » (1).

L'Etat doit être gouverné par un pouvoir fort, exercé par quelques hommes choisis en fonction de leur compétence et non de leur appartenance politique, qui aient la liberté d'agir grâce à la suprématie de l'exécutif sur le législatif et au renforcement du pouvoir royal, qui dirigeraient l'opinion publique au lieu d'être manœuvrés par elle, qui seraient réellement responsables de leur gestion. Ils seraient choisis, non plus uniquement parmi les avocats que Neuray prise peu, mais parmi des industriels, des hommes d'affaires, des agriculteurs, des commerçants, à condition qu'ils allient à la fois la culture et le sens de l'action.

Ils seraient aidés par un corps de fonctionnaires d'élite choisis chacun à son échelon en fonction des mêmes critères, libres de mieux travailler grâce à la suppression du cabinet politique, également responsables de leur gestion qui pourrait même, comme celle des ministres, être soumise au jugement d'un tribunal.

Il n'est pas question de supprimer le système parlementaire, mais il faudrait le réformer profondément en s'inspirant de l'exemple de Wilson, qui détient un pouvoir considérable, grâce surtout à sa personnalité.

Les mêmes principes valent pour la vie économique et sociale qui repose entre les mains des grands patrons car « quelle autorité possède, pour imposer aux ouvriers les disciplines nécessaires, le capitaine d'industrie dont la compétence et l'équité sont manifestes à tous

(1) N. B., 16 février, p. 1, c. 1-2, *La notion de l'Etat*, L. DUMONT-WILDEN.

les yeux... Nous doutons que la majorité de la classe ouvrière... refuse de reconnaître le droit du capital, ainsi que la primauté de l'intelligence et du savoir, le jour où ses droits à elle ne seront plus contestés... » (1). Le socialisme tirant les leçons de la guerre qui a montré que l'internationalisme de classe conduit à l'antipatriotisme, deviendra national et constructif. Le mythe de l'égalité universelle disparaîtra devant l'évidente nécessité d'une élite à qui seront réservées les études classiques supérieures à toute autre, car elles fournissent à l'homme intelligent les fondements d'une morale naturelle et une formation incomparable.

Un tel Etat doit pouvoir se défendre et, appliquant le principe de la compétence, Neuray prône l'armée de métier et compte sur le patriotisme des Belges, spécialement des catholiques, pour accepter enfin les sacrifices exigés par la défense nationale.

b) *Les problèmes d'après-guerre*

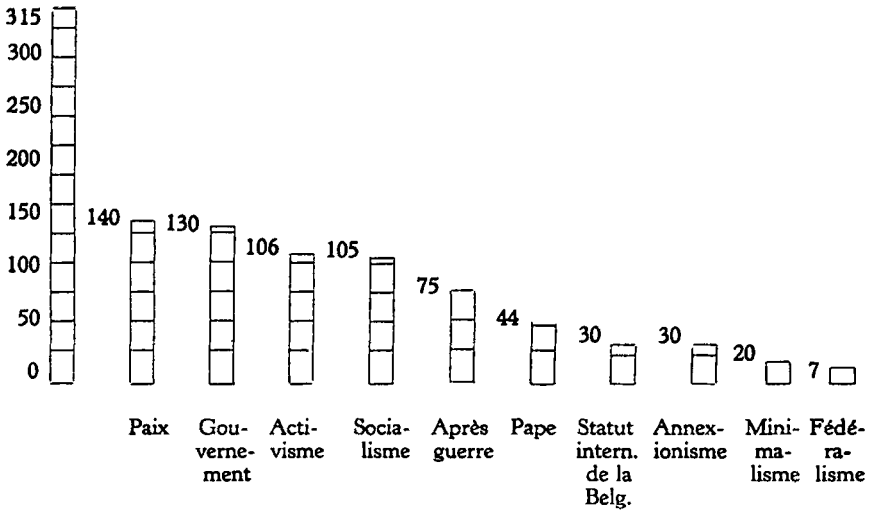
Le XX^e Siècle se contente d'exprimer un certain scepticisme quant à l'efficacité du travail gouvernemental en vue de la restauration du pays et de publier des informations ou des articles isolés sur l'un ou l'autre problème. Il approuve le principe du droit des Belges à la réparation par la Nation des dommages de guerre.

(1) N. B., 2 janvier, p. 1, c. 1-2, *Il y a socialisme et socialisme*, F. NEURAY.

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions de chaque thème



La première barre représente le nombre de numéros du XX^e Siècle du 1 janvier au 11 novembre 1918.

Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît en ordre de grandeur décroissant.

Commentaire

L'analyse comparative des thèmes n'apporte guère d'éléments neufs; aucun thème ne domine nettement, ni n'arrive à un taux de fréquence de 50 %.

Le XX^e Siècle attache presque autant d'importance à combattre pour une idée, comme la nécessité de la victoire, que contre ce qu'il rejette, comme le Socialisme et l'Activisme. Cependant il reste prudent et nous n'avons relevé que 28 cotes de polémique; nous en avons cité les principaux exemples en cours d'analyse. Il arrive, malgré la censure, à aborder trente fois le problème de l'annexionisme qui lui tient à cœur. Quant à la manière dont il parle du problème flamand, elle incite à supposer ou qu'il ne s'est pas rendu compte de son importance ou qu'il trompe délibérément le lecteur en le minimisant.

Remarque Générale

L'intérêt du *XXe Siècle* réside dans sa doctrine politique originale et dans le fait que, se présentant comme un journal catholique, il tente de lancer l'idée de décléricalisation du parti catholique. Bien que différant sur des points essentiels de l'*Indépendance belge*, il s'en rapproche dans cette idée de renouveau de la vie politique après la guerre ; l'un et l'autre ont ainsi dans une certaine mesure, ouvert la voie au gouvernement d'union nationale de l'après-guerre.

CHAPITRE III

L'INDEPENDANCE BELGE

A. HISTORIQUE

L'Indépendance belge est un quotidien bruxellois, de tendance libérale, fondé en 1843. Il est habituellement considéré comme le journal belge le mieux rédigé et le plus répandu à l'étranger.

Il cesse de paraître à Bruxelles le 20 août 1914, reparait le lendemain à Gand, puis à Ostende jusqu'au 14 octobre, ensuite à Folkestone jusqu'au 21 octobre, enfin à Londres jusqu'au 26 novembre 1918. Le 18 novembre 1918, un numéro de *L'Indépendance belge* paraît à Bruxelles. Nous y trouvons cette note : « La nouvelle direction fait reparaitre le journal à Bruxelles le 18 novembre 1918, jour du départ de l'envahisseur. Depuis quatre années, une partie de l'ancienne direction de *L'Indépendance belge* a publié un journal à Londres sous ce titre... nous rendons hommage à ses efforts courageux. Mais nous ignorons presque tout des thèses qu'il a pu soutenir. Et nous déclarons simplement aujourd'hui... commence une nouvelle page de l'histoire de ce journal... » Ses principaux promoteurs à Londres sont : J. Destrée, M. Féron, P. E. Janson, E. Mélot, R. Moyersoën, son directeur : Alfred Lemonnier.

Depuis le mois de février 1915, *L'Indépendance belge* parvient au front. Le 17 mai 1915, le département de la guerre prend ferme un certain nombre de numéros des principaux journaux pour être vendus dans les cantonnements, pour *L'Indépendance belge*, ce nombre est de 2.000 (1). *L'Indépendance belge* se plaint d'être parfois saisi au front : le journal fut saisi entre autres, les 27, 29 et 29 décembre 1917 (2).

(1) I. B., 11.4.18, p. 2, c. 3-4-5, p. 3, c. 1, *A nos amis du front*, A. DE LAVAUX.
Cet avantage fut supprimé le 1^{er} mai 1916, les journaux ne touchèrent plus que le montant des numéros réellement vendus, augmenté de 20 %.

(2) I. B., 6.2.18, p. 2, c. 1, *Protestation*, A. L.

Au point de vue de l'information, le journal regrette « de devoir attendre un jour entier à Calais l'arrivée des journaux de Paris et de parvenir au front avec des nouvelles en retard de quarante-huit heures » (1).

En 1918, *L'Indépendance belge* paraît tous les jours sauf le dimanche. Elle comporte une double feuille (quatre pages) sur cinq colonnes. En première page, les deux ou trois premières colonnes sont consacrées à un article non signé intitulé « La Situation » dans lequel on donne et on commente les principales nouvelles concernant surtout la politique extérieure; cet article peut, selon toute vraisemblance, être considéré comme reflétant l'opinion du journal. Le reste de la première page est consacré à l'information regroupée en trois rubriques : « La guerre européenne », « Autour de la guerre », « Autour de la paix ». En deuxième page, il y a très souvent un article de fond, en général signé, souvent d'un collaborateur occasionnel, puis les articles des correspondants étrangers : c'est une caractéristique de *L'Indépendance belge* de publier des lettres de tous les coins du monde. Certaines collaborations sont régulières ainsi J. B. (2) à Paris (tous les jours), M. Terwagne en Hollande, Silvio en Italie. Certains articles paraissent en « Tribune libre ». En troisième page, on trouve les nouvelles de Belgique, la quatrième page est occupée par la publicité.

Il y a extrêmement peu de « blancs » (passages censurés).

Parmi les signatures fréquentes, on trouve : A. De Lavaux (politique extérieure) (3), F. Teugels-Devos, G. Paquot, Dr. C. Philippe, L. Piérard, E. Vandervelde, F. Van de Vorst.

Du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918, il y eut 266 numéros de *L'Indépendance belge*.

(1) I. B., 11.4.18, p. 2, c. 3-4-5, p. 3, c. 1, *A nos amis du front*, A. DE LAVAUX.

(2) = Jean-Bernard.

(3) Pseudonyme d'A. LEMONNIER, I. B., 27 juin 1918, p. 2, c. 1-2-3, Réponse à C. HUYSMANS à un article de A. DE LAVAUX.

B. ANALYSE DES THEMES

1. La Paix

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°
+	6											6
0	3	5	4	1		3	1	7	2	1		27
—	9	7	8	11	11	9	7	6	16	14	7	105
Totaux												138

Le thème de la paix intéresse manifestement *L'Indépendance belge* puisqu'elle l'aborde plus d'un numéro sur deux (51,8 %).

Sa position est nette : elle affirme que la paix ne sera possible qu'à la suite d'une victoire militaire (105 « moins » contre 6 « plus »). Remarquons que les seuls moments où elle envisage la possibilité d'un accord diplomatique se situent en janvier, c'est-à-dire au moment des discours de Lloyd George et de Wilson qu'elle peut difficilement désavouer complètement, mais il semble bien qu'elle ne croit pas qu'ils puissent déboucher sur la paix puisque, le même mois, l'affirmation de la nécessité d'une victoire militaire l'emporte sur l'espoir d'un accord (9 « moins » contre 6 « plus »).

Non seulement, *L'Indépendance belge* est constante dans son opinion mais elle est désireuse de la faire partager par ses lecteurs ; en effet elle ne publie que rarement des informations sans réaffirmer sa position (27 zéros contre 105 « moins »). Spécialement au moment des grandes offensives de printemps alors que la position des Alliés devenait fort critique, elle réaffirme constamment sa confiance dans la victoire (d'avril à juillet, 38 « moins » contre 5 zéros).

Commentaire

La lecture du journal confirme les constatations de l'analyse du contenu, la position de *L'Indépendance belge* est linéaire, peu nuancée et peu développée. Le ton reste le même, quels que soient les événements ; même aux moments les plus critiques de l'offensive allemande,

elle réaffirme sa confiance dans la victoire indispensable selon elle, pour arriver à la paix « honorable et sûre » (1) qu'elle désire.

Que doit être cette paix ? Là aussi, elle reste dans des généralités. Remarquons cependant que le ton est toujours modéré et n'a rien de commun avec les déclarations belliqueuses et vengeresses que l'on trouve dans certains journaux patriotards. Elle approuve par exemple le discours de Lloyd George parce que « s'inspirant de principes démocratiques... sauvegardant les principes de la justice et du droit, il ne contient aucune menace de représailles... » (2); elle suggère que les Alliés prouvent « par un acte solennel que nous ne poursuivons aucune politique impérialiste... que nous ne sommes pas mus par un désir de vengeance » (3). Pendant les offensives de printemps, elle prêche la confiance à cause de « l'enjeu formidable » qui est en cause : « c'est la lutte du Droit contre la Force, de l'esprit de Liberté contre le militarisme » (4), la victoire permettra de « rendre au monde la paix féconde et réparatrice » (5), « durable et juste » (6), « féconde et bienfaisante » (7). Plus tard, alors que la victoire alliée se dessine, elle prêche la méfiance vis-à-vis du désir de paix de l'Allemagne : « il ne peut y avoir qu'une paix durable, c'est celle qui désarmera l'Allemagne, en dehors de cette condition, la paix serait une faute énorme et une duperie » (8).

Quels sont les arguments invoqués par *L'Indépendance belge* pour justifier la nécessité d'une victoire militaire ? L'argument principal est l'image qu'elle se fait de l'Allemagne, non seulement de son gouvernement, mais aussi du peuple allemand : « C'est parce que nous ne pouvons nous fier à une Allemagne autocratique, impérialiste, militariste et annexioniste » (9), « la servilité native de l'Allemand s'est toujours accommodée d'une tutelle officielle qui a transformé la nation allemande en un peuple de valets... la paix du monde ne peut donc que gagner à ce que l'Allemagne soit réduite le plus possible... car... c'est l'écroulement définitif et irrémédiable de tout l'édifice militaire

(1) I. B., 5.1.1918, p. 1, c. 1, 2, citation du président Wilson dans « *La Situation* ».

(2) I. B., 8.1.1918, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(3) I. B., 24 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(4) I. B., 25 mars, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(5) I. B., 27 mars, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(6) I. B., 3 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(7) I. B., 23 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(8) I. B., 7 septembre, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(9) I. B., 1 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

et autocratique de l'Europe Centrale... » (1). Après l'échec des grèves en Allemagne, elle constate que « l'Allemagne n'est pas encore mûre pour notre paix » (2), il faut « encore une bonne raclée militaire » (3), « l'échec du mouvement populaire paraissait d'ailleurs certain à ceux qui connaissent bien l'Allemagne » (4). Les exigences allemandes seraient énormes : « le lourd traité avec la Roumanie, de même que celui de Brest-Litovsk... rappellent la mentalité allemande et à quelles humiliations les Alliés seraient soumis en cas de défaite... » (5). Elle insiste sur « les dangers d'une paix allemande... toutes propositions allemandes d'armistice... ne peuvent avoir qu'un objet : celui de s'assurer un répit pour préparer une nouvelle attaque contre la civilisation... » (6).

Chose curieuse, le danger que constituerait une victoire allemande pour la Belgique n'est qu'assez rarement évoqué : le rédacteur de l'article de fond intitulé « La Situation » ne l'aborde presque jamais. Notons cependant un commentaire du testament de von Bissing qui « recommande... l'annexion de notre pays... il a soin de féliciter les dirigeants allemands de ne pas dévoiler leurs buts de guerre... l'hypocrisie est en effet à la base de la Realpolitik... » (7), une protestation contre la politique des gages : « La Belgique n'est pas un gage aux mains de l'Allemagne comme l'occupation des départements français qui résulte de l'état de guerre régulier qui existe entre la France et l'Allemagne, elle est victime d'une agression injustifiable ; tant que l'Allemagne ne comprendra pas que la réparation de cette injustice est la première condition d'une trêve, elle s'interdira à elle-même le chemin de la paix » (8), l'affirmation répétée occasionnellement des vues de l'Allemagne : « c'est de partout que s'élèvent les exigences de conquête de la Belgique et d'une partie de la France, plus les indemnités formidables à imposer aux vaincus » (9), la réponse à la question « comment il pourrait être mis fin à la guerre ? Oui, il y a un moyen... c'est que l'Allemagne s'empare de notre côte et d'Anvers... en nous prussianisant... » (10).

(1) I. B., 10 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(2) I. B., 30 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(3) I. B., 31 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(4) I. B., 6 février, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(5) I. B., 14 mai, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(6) I. B., 31 juillet, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(7) I. B., 11 février, p. 2, c. 1-2-3, *Les buts de guerre des Allemands*, F. VAN DE VORST.

(8) I. B., 14 mars, p. 2, *La politique des gages*, X.

(9) I. B., 23 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(10) I. B., 25 juin, p. 2, c. 5, *Comment?* ss.

Quels sont, d'autre part, les motifs de croire à la possibilité d'une victoire ? Le principal est la résolution des Alliés que *L'Indépendance belge* invoque continuellement : « Mr. Lloyd George... a déclaré qu'en ce qui concerne la Grande-Bretagne, il n'y aurait pas de paix séparée... De même... les Etats-Unis n'entreront en négociation d'aucune sorte... la France... se prépare au sacrifice suprême qu'implique la volonté de vaincre... » (1). A la volonté des dirigeants correspond celle des soldats et de la population : « l'unité de commandement a galvanisé la confiance de tous nos soldats dans l'issue de la lutte » (2); « on a la volonté de vaincre tellement chevillée à l'âme » (3); « il n'y a à Paris et en France qu'un seul sentiment, celui de continuer une lutte nécessaire et qu'une seule résolution, celle d'arriver à la victoire quoi qu'il en coûte » (4); « la mentalité qui règne au Havre... est celle de la France entière. C'est la bonne... indéfectiblement confiante dans la victoire finale » (5).

Cette confiance dans la victoire se fonde sur des arguments militaires. L'un d'eux est fréquemment invoqué, c'est l'aide américaine : « Si les Allemands préparent un grand coup... ils trouveront à qui parler car... la France est plus forte et plus résolue que jamais... ce sont les ressources des Etats-Unis qui doivent nous permettre de mener la guerre à bonne fin » (6); « l'intervention américaine constitue un élément primordial de la bataille qui doit donner la victoire finale aux Alliés » (7). *L'Indépendance belge* applaudit la nomination de Foch comme généralissime : « l'unité d'action... qui est seule capable de nous assurer la victoire » (8); elle souligne les énormes pertes allemandes (9), la baisse du moral des troupes teutonnes (10), la logique mathématique qui doit assurer la victoire des Alliés (11).

Pour conclure, disons que *L'Indépendance belge* est persuadée qu'il faut détruire la menace pour l'Europe que constitue le militarisme prussien ancré tant dans l'esprit des dirigeants, que du peuple allemand, qu'on ne peut y arriver que par les armes et que les Alliés ont la

(1) I. B., 1 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(2) I. B., 23 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(3) I. B., 5 avril, p. 2, c. 5, *La vie de Paris*, Jean-Bernard.

(4) I. B., 17 avril, p. 2, c. 3-4, *La vie de Paris*, Jean-Bernard.

(5) I. B., 26 avril, p. 2, c. 5, *Impressions du Havre*, E. H. S.

(6) I. B., 4 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(7) I. B., 3 août, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(8) I. B., 3 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(9) I. B., 15 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(10) I. B., 30 avril, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(11) I. B., 31 mai, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

possibilité de le faire. Leur cause est juste et exempte de tout impérialisme. *L'Indépendance belge* a tendance à se situer à un niveau général sans s'intéresser particulièrement à la Belgique.

2. Le Socialisme International

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
												266 n°
+	5	3			1							9
0	4	5	3	2	6	6	3	4	5			38
-	1	1			3		4	4	4	1		18
Totaux												65

Les résultats de l'analyse du contenu font ressortir trois éléments intéressants :

- 1° le thème est relativement important, il apparaît 65 fois sur 266 numéros, soit un taux de 24,4 % ou une fois sur 4 numéros.
- 2° *L'Indépendance belge* n'est guère soucieuse de propager une opinion, elle se contente plus souvent d'informer le lecteur que d'exprimer un jugement (38 zéros contre 27 « plus » et « moins »).
- 3° L'opinion de *L'Indépendance belge* s'est modifiée : approuvant en janvier et en février les efforts des socialistes avec une légère réserve (8 « plus », contre 2 « moins »), elle devient ensuite neutre, puis s'oppose en juillet, août, septembre (12 « moins », contre 12 zéros et aucun « plus »). Un parallèle avec l'actualité s'impose immédiatement : fin février a lieu la conférence socialiste interalliée de Londres, la mi-juillet est le début du retournement de la situation militaire en faveur des Alliés.

Commentaire

1. La position de *L'Indépendance belge* en janvier et février

Rappelons trois événements importants pour les socialistes pendant cette période : l'ouverture des pourparlers de Brest-Litovsk, le Congrès du Labour Party des 23 et 24 janvier, la Conférence socialiste interalliée de Londres les 20, 21 et 22 février.

Pendant cette période, une divergence d'opinion apparaît entre le rédacteur de l'article de fond intitulé « La Situation » qui est favorable aux socialistes, et des correspondants à l'étranger ou des rédacteurs occasionnels qui y sont opposés parfois violemment. Il arrive que, dans un même numéro, les deux opinions soient exprimées, ce qui nous amène à coter « zéro », suivant la règle générale que nous nous sommes imposée.

Voyons d'abord quelques opinions opposées au socialisme international :

Dans une « Lettre d'Italie » signée « Silvio » : « la note pontificale a contribué, autant que la prédication socialiste, à ouvrir aux ennemis coalisés la frontière de l'Italie » (1).

Du correspondant français : « il y a six mois, les socialistes voulaient aller se faire rouler à Stockholm par Scheidemann et autres agents du Kaiser, cette fois, ils demandaient à aller à Pétrograd pour entrer en discussion avec Lénine et Trotsky qui ont déjà livré leur patrie à l'Allemagne. Ces socialistes sont d'une incroyable présomption. Ils s'imaginent... qu'ils sont de taille à lutter contre la formidable organisation de propagande de Guillaume... » (2).

De O. MEREU, un long article intitulé « Le krach de l'Internationale » dont nous extrayons cette phrase : « par l'usage infâme qu'ils en ont fait, les socialistes allemands ont tué l'Internationale. Que les socialistes des autres pays y prennent garde. En persévérant dans le culte de cette fausse divinité, ils tueront à leur tour le socialisme » (3).

Dans une « Lettre ouverte à M. le ministre E. Vander Velde », le Dr. Clément Philippe, dont l'*Indépendance belge* publie de temps en temps la prose, adopte un ton violent qui contraste avec la modération habituelle du journal : « Le Congrès labouriste dira s'il donne son appui... à la cause du droit et de la liberté ; et s'il se dresse contre le crime et la barbarie allemande... demain vous allez trouver se dressant devant vous un homme que je considère comme le mauvais berger du socialisme et qui accourt prompt à une conclusion de la paix à tout prix — de la paix allemande — ... qui ne veut pas voir que le triomphe de ses vues personnelles serait la mort de son Internationale car il y a des milliers et des milliers de socialistes qui ne pardonnent pas. Entendez... vos milliers de frères affamés mourant dans les affreuses

(1) I. B., 3 janvier, p. 2, c. 1-2-3, *Lettre d'Italie*, SILVIO.

(2) I. B., 12 janvier, p. 2 et 3, *La vie de Paris*, J. B.

(3) I. B., 12 janvier, p. 2, c. 1-2-3-4-5, *Le krach de l'Internationale*, O. MEREU.

geôles allemandes... entendez leurs malédictions si vous leur apportiez une paix sans réparations complètes, intégrales... » (1).

D'Helvéticus, le correspondant suisse, un article où il développe la thèse que c'est l'Allemagne qui répand les idées maximalistes pour semer la division parmi les Alliés (2).

Le rédacteur de l'article intitulé « La Situation », qui occupe chaque jour les deux colonnes de gauche de la première page, voit les choses d'une manière fort différente. Il a manifestement de la sympathie pour les efforts socialistes avec cependant un certain scepticisme. Il écrit par exemple : « Le Labour Party anglais trouve les termes du Président Wilson excellents, et il est à peu près certain que le grand Congrès socialiste qui va être organisé... s'inspirera de certains paragraphes du document présidentiel pour rédiger un appel au prolétariat international en vue d'une paix démocratique et rapide... il serait intéressant de savoir quelle garantie le prolétariat des Alliés possède pour supposer que son action en faveur de la paix sera imitée et appuyée en Allemagne » (3).

« Trotsky... se rapproche rapidement du point de vue des Alliés, qui est que rien de sérieux ne peut être fait, dans la voie d'une paix réellement durable et juste, sans le concours du prolétariat allemand... Si notre diplomatie... est incapable de s'adapter au régime nouveau... qu'on fasse place aux représentants du prolétariat... Puisque cette guerre doit aboutir au triomphe des principes démocratiques, il n'est que juste que la démocratie prenne une part et une responsabilité plus grande à la confection de cette paix mondiale dont elle est appelée à être le gardien » (4). « Nous estimons que nos gouvernements feraient œuvre sage en s'appuyant... au socialisme... C'est avec sa collaboration que nous pouvons, le plus sûrement atteindre l'adversaire... et nous n'avons pas le droit de refuser le concours socialiste, du moment qu'il nous est offert loyalement... Nous ne voyons pas bien où est le danger d'une conférence « internationale » de tous les partis ouvriers, du moment que l'accord entre les partis ouvriers et les gouvernements alliés est aussi complet... que c'est le cas chez nous » (5). Il juge que la résolution adoptée par la Conférence du Labour Party est « un loyal

(1) I. B., 24 janvier, p. 2, c. 4, *Lettre ouverte à M. le ministre Vander Velde, Dr. C. PHILIPPE.*

(2) I. B., 16 février, p. 2, c. 1-2-3, *Lettre de Suisse, Helvéticus.*

(3) I. B., 11 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation, ss.*

(4) I. B., 12 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation, ss.*

(5) I. B., 24 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation, ss.*

effort... en vue d'une paix démocratique... » (1). Quant au programme adopté par la *Conférence socialiste inter-alliée*, il le qualifie de « théoriquement humanitaire et basé sur des idées justes », mais il ajoute : « ce sera précisément pourquoi les Allemands le repousseront... Mais néanmoins l'expérience peut et doit être tentée » (2).

Notons aussi que l'*Indépendance belge* publie deux articles d'E. Vandervelde expliquant la position du Labour Party et le rôle du prolétariat dans la guerre et les discussions de paix (3); de plus l'*Indépendance belge* informe très convenablement ses lecteurs sur les rencontres socialistes et leurs opinions.

2. La position de l'*Indépendance belge* de mars à novembre

En mars et avril, il n'y a aucune prise de position de l'*Indépendance belge* et très peu d'informations.

En mai, nous trouvons la dernière approbation à l'occasion de la publication d'un manifeste de socialistes belges qui adhèrent aux conclusions de la Conférence de Londres; « Cette déclaration fait honneur aux socialistes belges », commente l'*Indépendance belge* (4). Cette publication est suivie d'une controverse entre des lecteurs, les uns pour, les autres contre ce manifeste (5); le journal signale qu'il publie ces lettres par souci d'impartialité (6) et ne prend pas position.

En mai aussi, une mission travailliste américaine rencontre les socialistes majoritaires français; ils sont d'accord pour condamner tout contact avec les socialistes allemands.

Les conclusions de la conférence de Londres ne rencontrent décidément pas les vœux unanimes des socialistes et cela donne sans doute à réfléchir à l'*Indépendance belge*. De plus, les socialistes allemands tardent à répondre, la grande offensive allemande se solde finalement par un échec et, fin juillet, le journal a perdu tout espoir d'une action socialiste valable : « Scheidemann... a cru devoir appuyer

(1) I. B., 25 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(2) I. B., 26 février, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(3) I. B., 31 janvier, p. 2, c. 1-2, A Nottingham, E. VANDER VELDE.

I. B., 2 février, p. 2, c. 4, *Un article de M. le Ministre E. VANDER VELDE*.

(4) I. B., 6 mai, p. 2, c. 1-2-3-4, *Un important manifeste des socialistes belges*.

(5) I. B., 10 mai, p. 2, c. 3, *A propos d'un manifeste. L'avis d'un socialiste wallon*.

I. B., 16 mai, p. 2, c. 1 à 5, p. 3, c. 1, *A propos d'un manifeste*, E. BOLOGNE, J. D'ENVAL, G. HUBIN.

I. B., 20/21 mai, p. 2, c. 1-2, *Riposte d'un socialiste wallon*, ss.

I. B., 27 mai, p. 3, c. 1, *Petite réponse d'un socialiste wallon*, E. BOLOGNE.

(6) I. B., 10 mai, p. 2, c. 3, *A propos d'un manifeste. L'avis d'un socialiste wallon*.

la nouvelle formule : la Belgique est un gage pour l'Allemagne... Que nos socialistes qui se font encore des illusions sur les sentiments des compagnons d'Outre-Rhin, prennent note de cette manifestation organisée par Scheidemann et ses amis » (1). Plus tard, l'*Indépendance belge* note : « les socialistes majoritaires allemands ont une fois de plus tendu un piège aux socialistes alliés » (2) et « plus d'illusions sur l'attitude et les sentiments des socialistes boches » (3). Dès lors, le journal n'accorde plus guère d'attention aux socialistes et la nouvelle *Conférence socialiste interalliée* qui se tient à Londres fin septembre ne suscite aucun commentaire.

On peut dire, en conclusion, qu'au plan des principes, l'*Indépendance belge* approuve l'action socialiste, en désaccord cependant avec certains de ses collaborateurs ; qu'au début de 1918, elle en espérait un résultat en se basant sur le mouvement de grèves chez les Centraux et sur l'accord apparent des socialistes alliés, mais que ses espoirs furent déçus.

3. Le Pape

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°
+												
0				2								2
—	3	3	3	2	1			1	1		1	15
Totaux												17

Le thème est très peu fréquent : il n'est abordé que 17 fois sur 266 numéros, soit un taux de 6,3 %.

La position de l'*Indépendance belge* est nette : elle désapprouve totalement l'attitude du Pape (il n'y a que des cotations négatives). Elle est affirmée : sauf deux fois, elle émet toujours un avis quand il est question du Pape.

(1) I. B., 24 juillet, p. 1, c. 2, *La Situation*, ss.

(2) I. B., 23 août, p. 1, c. 4-5, *Les socialistes allemands*, ss.

(3) 31 août, p. 2, c. 1-2-3-4, *Vandervelde et de Brouckère écrivent à Henderson*.

Commentaire

Les reproches faits au Pape font l'effet d'une opposition systématique dégageant davantage un relent d'anticléricalisme qu'une position raisonnée ; ils sont souvent contradictoires. Par exemple, en janvier, les correspondants italiens l'accusent de favoriser le défaitisme (1) et en même temps le rédacteur de *l'Indépendance belge* note : « les catholiques auraient pu jouer le rôle que jouent en ce moment les socialistes si le Pape, au lieu d'écouter ce qu'il croyait sans doute être de la prudence politique, ne se fut renfermé dans une neutralité... » (2).

Au sujet des bombardements aériens, le 18 février, A. DE LAVAUUX suggère une intervention du Pape (3), alors que le 13 février, Jean-Bernard relate l'intervention de l'Archevêque de Paris « en union avec le Souverain Pontife qui a réprouvé plusieurs fois des attentats de ce genre » (4).

L'Indépendance belge endosse au Pape la responsabilité de la campagne contre la conscription en Irlande : « Il restait au Vatican une lourde faute à commettre : c'est un fait accompli. Il n'est pas douteux que si le Vatican n'encourageait pas, ou tout au moins, ne tolérât pas ces attaques passionnées, elles auraient pris fin. Or en ce moment..., c'est prendre nettement parti contre les Alliés... » (5). Elle approuve le gouvernement italien d'avoir fait insérer, dans le pacte de Londres, l'article 15 qui exclut le Vatican de toute conférence pour la paix (6).

Cependant le reproche le plus fréquent est la sympathie du Pape pour l'Autriche-Hongrie catholique (7) et même pour le chef du luthérianisme, Guillaume II (8). Et nous pouvons citer ce passage pour conclure : « Les Alliés ne peuvent que se féliciter de la désagrégation de l'empire d'Autriche-Hongrie. Seul le Vatican peut la déplorer. Le Saint-Siège trouvait, en effet, son plus ferme appui dans l'empire d'Autriche-Hongrie... Que le Vatican soit aujourd'hui isolé, c'est in-

(1) I. B., 3 janvier, p. 2, c. 1-2-3, *Lettre d'Italie*, SILVIO.

I. B., 11 janvier, p. 2, c. 1-2, p. 3, c. 1-2-3, *Lettre du Vatican*, ss.

(2) I. B., 26 janvier, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

(3) I. B., 18 février, p. 2, c. 1, *Les Gothas*, A. DE LAVAUUX.

(4) I. B., 13 février, p. 2, c. 4, *La vie de Paris*, Jean-Bernard.

(5) I. B., 27 avril, p. 1, c. 2, *La Situation*, ss.

(6) I. B., 21 mars, p. 2, c. 2 à 4, *Lettre du Vatican*, de notre correspondant.

(7) I. B., 9 février, p. 1, c. 1-2, *La Situation*, ss.

I. B., 1 mai, p. 2, c. 4, *Lettre d'Italie*, SILVIO.

I. B., 24 septembre, p. 1, c. 4, *La vie de Paris*, Jean-Bernard.

(8) I. B., 5 mars, p. 3, c. 1, *La vie de Paris*, Jean-Bernard.

déniable, mais à qui la faute ? Qui a prêté l'oreille aux fallacieuses promesses du Kaiser et de son brillant second ? Il y a une justice immanente, laissons-la accomplir son œuvre » (1).

4. Le Statut International de la Belgique

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°
	+		1			1			3	3		
0			1					2	1	1	1	6
-												
Totaux												14

Le thème est rare, il revient 14 fois sur 266 numéros, soit un taux de 5,2 %.

L'*Indépendance belge* est nettement opposée à la neutralité (aucun « moins »), elle n'est cependant pas très soucieuse d'influencer ses lecteurs (6 zéros contre 8 « plus »).

Le seul moment où elle témoigne d'un certain intérêt pour la question se situe aux mois d'août et de septembre.

Commentaire

L'*Indépendance belge* ne se décide que le 14 août à reproduire l'article du baron Beyens, paru dans la *Revue des deux Mondes* le 1^{er} juillet et que d'autres journaux avaient publié ou commenté beaucoup plus tôt, par exemple, *La Nation belge* en parle le 14 juillet. Elle le publie complètement mais sans commentaires (2). Elle laisse ce soin à deux rédacteurs épisodiques, Senior et F. Van de Vorst, tous deux opposés au retour à la neutralité, dont elle publie les articles en signalant qu'ils sont provoqués par l'article de Beyens et la brochure

(1) I. B., 1 novembre, p. 1, c. 1-2-3, *La Situation*, ss. A comparer avec l'opinion du XX^e Siècle, voir p. 63.

(2) I. B., 14 août, p. 2, c. 1-2-3-4-5, p. 3, c. 1-2, *L'Avenir des petits Etats*, par M. le baron BEYENS.

anonyme *La Neutralité garantie*. Elle en donne un résumé en disant simplement qu'elle ne partage pas les vues de son auteur (1).

Elle publie ensuite une série de trois articles de Senior, précédés de ces lignes : « La discussion de cette question est délicate et demande du doigté. Nous avons reçu de Senior une étude juridique qui nous paraît réunir ces deux qualités » (2) ; puis, un article d'E. Patris, opposé à la neutralité (3) ; ensuite une lettre d'E. Carton de Wiart, extraite du *Times*, présentée par ces mots : « il se montre opposé à ce qu'on rejette « a priori et sans consultation avec le Parlement le régime de neutralité garantie qui... peut, croit-il, offrir de très sérieux avantages... opinion qui, juste ou non,... mérite de retenir l'attention » (4). C'est à cette occasion que l'*Indépendance belge* fait allusion « aux discussions qui ont eu lieu entre Belges d'Angleterre sur la question de la neutralité », ce qui nous amène à croire que c'est la raison qui l'a fait sortir de sa réserve, son manque d'intérêt pour cette question étant évident.

5. Annexionisme

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°
+				1	1				1		2	5
0												
-												
Totaux												5

Le thème est rare (5 sur 266 numéros) mais sans équivoque (il n'y a que des « plus »).

(1) I. B., 21 août, p. 2, c. 1-2-3, p. 3, c. 1, *La neutralité de la Belgique*, *Indépendance belge*.

I. B., 22 août, p. 2, c. 1-2-3-4-5, *Le Statut futur de la Belgique*, F. VAN DE VORST.

(2) I. B., 26 août, p. 2, c. 1, *La neutralité de la Belgique*, ss.

I. B., 28 août, p. 2, c. 1-2-3, *A propos d'un mémoire sur la neutralité future de la Belgique*, SENIOR.

I. B., 11 septembre, p. 2, c. 1 à 5, p. 3, c. 1, *A propos d'un mémoire sur la neutralité future de la Belgique*, SENIOR.

(3) I. B., 19 septembre, p. 2 et 3, *Quelques notes en réponse au mémoire sur le régime de la neutralité garantie*, E. PATRIS.

(4) I. B., 26 septembre, p. 2, c. 1-2, *La neutralité belge*, E. CARTON DE WIART.

Commentaire

Quels territoires revendique l'*Indépendance belge*? Quatre articles sur cinq visent le Grand-Duché, dont l'union à la Belgique rencontrerait à la fois les intérêts des deux pays et réparerait l'injustice de 1839. Il n'est naturellement pas question d'imposer cette solution mais les Grands-Ducaux devraient être amenés à la choisir (1).

Seul Senior va plus loin en réclamant « les remaniements de nos frontières devenus nécessaires pour notre défense tant du côté de la Prusse rhénane que du côté des bouches de l'Escaut » (2).

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°
+	6	3	4	2	4	4	3	3	1	1		31
0	9	6	9	12	8	11	15	6	6	12	4	98
-		1			3	1				3	1	9
Totaux												138

L'*Indépendance belge* s'intéresse manifestement au gouvernement ; en effet, le thème est abordé 138 fois sur 266 numéros, soit dans plus d'un numéro sur deux (taux : 51,8 %). Mais si elle penche vers l'approbation avec néanmoins de sérieuses réserves (31 « plus » contre 9 « moins »), elle n'est pas très chaude dans ses sentiments.

Commentaire

L'*Indépendance belge* approuve les principaux actes du gouvernement et le concept général d'Union sacrée qui « ne doit pas être un vain mot. On ne concevrait la fin de la trêve des partis que si le terri-

(1) I. B., 12 avril, p. 2, c. 1-2, *La question du Luxembourg*, A. A.; 2 mai, p. 2 et 3, *La Belgique et la question du Luxembourg*, Herman VAN DER LINDEN; 8 novembre, p. 2, c. 1-2-3, *La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg*, A. DE LAVAUX; 9 novembre, p. 2, c. 1-2-3, *Histoire du Grand-Duché*, ss.

(2) I. B., 11 septembre, p. 2, c. 1 à 5, p. 3, c. 1, *A propos d'un mémoire sur la neutralité future de la Belgique*, SENIOR.

toire était débarrassé de la présence de l'envahisseur » (1). Elle riposte à une attaque du XX^e Siècle contre la nomination de Hymans en la qualifiant de « manœuvre contre l'Union sacrée » qu'elle entend respecter, ajoutant « même nous ne songeons pas... à réclamer un ministère d'union où nos trois partis politiques se trouveraient associés... avec une répartition proportionnelle des influences et des portefeuilles, ce qui serait cependant simplement équitable » (2).

Si au moment où elle annonce les modifications ministérielles de janvier, elle ne fait aucun commentaire, c'est qu'elle s'est déjà expliquée dans les derniers numéros de 1917. Le résultat en a été la saisie, au front belge, de trois numéros, saisie contre laquelle elle proteste violemment (3), avec raison semble-t-il, car si l'un des articles, sous une forme ingénue, est assez méchant, faisant, pour qui sait lire entre les lignes, le procès du caractère léger de Broqueville et de son imprudence dans l'affaire des pourparlers Briand-Lancken, le deuxième est anodin et le troisième n'est qu'une réponse ad hominem au XX^e Siècle, la nomination d'Hymans étant l'application des principes si chers à ce journal : compétences et Union sacrée (4).

Notons que c'est l'unique protestation de l'*Indépendance belge* contre la censure.

L'*Indépendance belge* approuve le fait que le gouvernement ait répondu au message de Benoît XV du 1^{er} août 1917, et le texte de la réponse « occasion de marquer la justice de notre cause, notre solidarité avec les Alliés » (5), elle approuve aussi le choix de Cooreman comme chef de cabinet, « symbole d'une politique d'union nationale indissoluble » (6), qui « a été ratifié en Belgique occupée par l'opinion nationale entière » (7). Quant à la réunion parlementaire de Sainte-Adresse, elle marque son accord tant sur le principe que sur son déroulement : « L'*Indépendance belge* a suffisamment entretenu ses lecteurs de la nécessité d'un certain contrôle parlementaire et d'échanges de vue entre députés et sénateurs pour qu'il soit besoin d'y revenir encore... Les

(1) I. B., 29 janvier, p. 2, c. 2, 3, 4, *L'avenir des Petits Etats*, E. HEINZMAN-SAVINO.

(2) I. B., 15 janvier, p. 2, c. 1-2, *Semeurs de discorde*, A. DE LAVAUX.

(3) I. B., 6 février, p. 2, c. 1, *Protestation*, A. L.

(4) I. B., 21 décembre 1917, p. 2, c. 1, *Changements d'attributions ministérielles*, A. DE LAVAUX.

I. B., 27/28 décembre 1917, p. 1, c. 5, *Réorganisation du cabinet belge*, ss.

I. B., 29 décembre 1917, p. 2, c. 1-2, *Remaniements ministériels*, A. DE LAVAUX.

(5) I. B., 28 janvier, p. 2, c. 1-2, *Réponse belge au Vatican*, ss.

(6) I. B., 6 juin, p. 2, c. 1-2-3, *Une crise ministérielle*, ss.

(7) I. B., 28 juin, p. 3, c. 3, *M. Cooreman*, ss.

membres du gouvernement assisteront aux réunions... et il est certain que cette initiative, pour tardive qu'elle soit, donnera de bons résultats » (1). « L'atmosphère était réconfortante... amicale confiance... pas de potins mesquins » (2); « parmi les questions qui préoccupent le plus nos parlementaires, le problème de l'après-guerre, de la restauration et de la réorganisation économique de la Belgique se trouve en bonne place » (3) : « quant à la commission nommée au sein de l'assemblée pour examiner le problème linguistique, son esprit s'est révélé excellent » (4). Elle applaudit la plupart des orateurs et ne formule aucune critique.

Elle approuve la position du gouvernement dans la question flamande : « Quel que soit notre avis sur ce point délicat, le flamand, n'y apportons pas d'intransigeance... C'est ce que les membres du gouvernement avec un patriotisme que l'on ne saurait assez louer, s'appliquent à nous démontrer » (5).

Sur quoi portent les critiques de l'*Indépendance belge*? Principalement sur une mauvaise organisation de l'activité gouvernementale, la « tradition des commissions » : « chacun... travaille... selon ses vues particulières. Il peut en résulter un certain manque de cohésion » (6), « il faut empêcher que des activités rivales n'arrivent à des discussions entre les ministères, les administrations et les commissions » (7). « Dommage qu'on n'ait pas saisi l'occasion de la suppression de plusieurs de nos ministères » (au moment de la crise ministérielle de juin) (8). Elle trouve aussi qu'on ne se soucie pas assez de la restauration de la Belgique « qui devrait être l'objet de toutes les préoccupations de nos ministres. Or, il semble que l'on avance peu » (9); « la restauration de la Belgique commence. Or sommes-nous prêts... Non... les comités et les ministères se sont chamaillés... comme résultat pratique? Zéro » (10).

(1) I. B., 22 juin, p. 3, c. 1, *Nos parlementaires*, ss.

(2) I. B., 27 juillet, p. 2, c. 1, *La réunion des parlementaires belges*. De notre correspondant.

(3) I. B., 31 juillet, p. 2, c. 1, *La réunion des parlementaires belges*. De notre correspondant.

(4) I. B., 1 août, p. 2, c. 3, *La réunion des parlementaires belges*. De notre correspondant.

(5) I. B., 29 juillet, p. 2, c. 3, *La langue flamande à l'étranger*, E. HEINZMAN-SAVINO.

(6) I. B., 26 avril, p. 2, *Impressions du Havre*, E. H.-SAVINO.

(7) I. B., 28 mai, p. 2, c. 1-2, *Encore un nouvel organisme*, A. DE LAVAUX.

(8) I. B., 6 juin, p. 2, c. 1-2-3, *Une crise ministérielle belge*, ss.

(9) I. B., 8 mai, p. 2, c. 1-2, *La restauration de la Belgique*, A. DE LAVAUX.

(10) I. B., 9 octobre, p. 2, c. 3-4, *Urgent*, A. DE LAVAUX.

Parmi quelques critiques de points particuliers, notons celle de l'A. L. sur les dommages de guerre : « le gouvernement n'envisage pas la perte... causée à nos industriels et à nos travailleurs qui ont tant souffert du chômage... Accoler la réparation du dommage causé par le chômage à celle des dommages moraux que les tribunaux écartent en général, c'est donc faire préjuger de la question dans le mauvais sens » (1). Le journal avait insisté à diverses reprises sur la question du chômage.

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 266 n°		
Acti- visme	+														
	0	1	3	3	2	1	4	1	1				16		
	-	2	13	13	11	3	2	6	5	6	2	1	64	80	
Fédé- ralisme	+														
	0				1			1					2		
	-	1	2				1			1			5	7	
Mini- malisme	+														
	0				1						1		2		
	-	1		3	3	3		1	3				14	16	103

L'Indépendance belge est totalement opposée à tout ce qui concerne la question linguistique et elle ne cache pas son opinion (il n'y a aucune cote positive et les cotes négatives dépassent de loin les zéros). Elle n'a que très peu d'intérêt pour les mouvements flamand et wallon (23 cotes en tout); par contre, elle s'intéresse à l'activisme : 80 cotes, soit un taux de 30,4 %, pour le condamner presque chaque fois (64 « moins » pour 16 « zéros »).

(1) I. B., 6 novembre, p. 2 et 3, *Les dommages de guerre*, ss.

Commentaire

a) *Activisme*

On peut exprimer la position de l'*Indépendance belge* d'une manière lapidaire : l'activisme est dû à une manœuvre allemande et se solde par un échec retentissant. Aucune nuance donc dans la condamnation mais un certain acharnement à publier tout ce qui peut renforcer cette opinion.

b) *Fédéralisme*

Le fond de la question n'est jamais abordé. Le seul article un peu fouillé est celui de L. Van Puyvelde que presque tous les journaux reprennent à la revue hollandaise où il a été publié (1). On trouve par-ci par-là, une allusion à l'existence d'un courant séparatiste : « Quoi qu'en disent certains meneurs, francophiles et gallophobes exaltés... » (2), « l'*Opinion wallonne* veut le fédéralisme » (3), « la question flamande échappe à la diplomatie internationale » (contre l'internationalisation sur base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) (4).

Les troubles au front ne sont évoqués qu'une seule fois et dans un contexte particulier : « ... les récents événements fâcheux qui eurent un grand retentissement dans plusieurs de nos divisions et nécessitèrent des mesures disciplinaires sérieuses, eurent comme protagonistes de très jeunes aumôniers atteints de flamingantisme rabique aigu... » (5). La désertion de De Schaepdrijver et Charpentier est signalée et condamnée dans le cadre de l'activisme (6).

c) *Minimalisme*

Pour l'*Indépendance belge*, le dissentiment entre Flamands et Wallons n'existe pas, il y a tout au plus certaines revendications légitimes des Flamands qu'on satisfera sans difficulté une fois la paix rétablie et en attendant, ceux qui soulèvent ce problème font le jeu de l'ennemi.

(1) I. B., 7 février, p. 2, c. 1-2-3, *Les Flamands en Belgique*, L. VAN PUYVELDE.

(2) I. B., 17 janvier, p. 2, c. 5, p. 3, c. 1, *Les Soliloques d'un piotte*, Le piotte de la tranchée 23.

(3) I. B., 12 juillet, p. 3, c. 2-3, *Le mouvement wallon*, Extrait du « *Journal de Genève* », R. COLLEYE.

(4) I. B., 21 février, p. 2, c. 1-2, *La comédie activiste*, X.

(5) I. B., 26 juin, p. 3, c. 3, *Les petits aumôniers*, Dr. Clément PHILIPPE.

(6) I. B., 9 septembre, p. 2, c. 4, *Lettre de Hollande*, Odieux. M. T.

Elle donne cependant le texte du manifeste du *Vlaamsch Belgisch Verbond*, mais le fait suivre de l'opinion d'Aug. Monet, « flamingant bon teint », selon qui « ces vœux n'ont d'autre but que de sauver les activistes flamands » et ajoute : « comme nous voilà loin, grâce à la déviation flamingante ultra, de l'engagement pris le 4 août 1914 de rester unis... » (1). Elle nie à diverses reprises le désir de régiments wallons et flamands séparés et qualifie Van Cauwelaert de « député... sans autorité et n'ayant à son actif que la création d'un mouvement factice, entretenu avec beaucoup de peine et de réclame » (2).

Signalons aussi quatre articles ayant comme dénominateur commun la même incompréhension de l'esprit flamand, trois sont dus à M. Kufferath pour qui « la culture romane... sera le véhicule de régénération » de la Flandre (3), le quatrième est signé E. Heinzman-Savino qui conseille de ne pas prendre « au tragique cette question des langues. Elle est purement académique... Le flamand partage le sort des idiomes que des circonstances géographiques, ethniques ou politiques ont détaché d'autres grands idiomes : ils se localisent et passent au rang de spécimen linguistique simplement documentaire à l'usage des philologues... » (4).

8. L'après-Guerre

Le relevé des fréquences donne 82 cotes sur 266 numéros, soit un taux de 30,8 %, indice d'un intérêt moyen du journal pour les problèmes d'après-guerre.

Les préoccupations de l'*Indépendance belge* sont d'abord d'ordre économique. D'opinion libérale, elle est libre-échangiste et préfère, pour cette raison, à l'alliance avec la France seule préconisée entre autres par l'*Opinion wallonne*, une entente économique avec tous les Alliés mais particulièrement avec l'Angleterre et les Etats-Unis qui ont conservé intacte leur puissance industrielle. Elle publie plusieurs articles sur la reconstruction britannique et marque sa confiance en

(1) I. B., 4 avril, p. 4, c. 4, *Lettre de Hollande, Un programme flamingant*, M. TERWAGNE.

(2) I. B., 13 août, p. 2, c. 3, *Une singulière démarche*, A. DE LAVAUX.

(3) I. B., 7 mars, p. 2, c. 1 à 5, p. 3, c. 1, *Flamangantisme et séparatisme*, M. KUFFERATH.

I. B., 18 mars, p. 2, c. 1-2-3, *Hendrik Conscience Aktivist*, M. KUFFERATH.

I. B., 20 mars, p. 2, c. 1-2-3, *L'irrédentisme germanique*, M. KUFFERATH.

(4) I. B., 29 juillet, p. 2, c. 1-2-3, *La langue flamande à l'étranger*, E. HEINZMAN-SAVINO.

l'Angleterre qui a intérêt à l'indépendance de la Belgique et pourrait lui accorder le même régime préférentiel que celui des dominions.

L'*Indépendance belge* fait une véritable campagne pour que le gouvernement prépare le libellé de tous les dommages que l'Etat devra réclamer au Congrès de la Paix et obtienne des garanties des Alliés quant au paiement de ces dommages par les Allemands ; elle insiste sur l'importance de la perte due au chômage et elle s'oppose au principe de la solidarité nationale ou de la responsabilité de l'Etat à l'égard de toutes les victimes ; aussi n'est-elle pas satisfaite de l'A. L. sur les dommages de guerre.

Signalons une série d'articles (1) prônant l'autonomie administrative de chemins de fer de l'Etat belge car « il est nécessaire de mettre fin à l'intrusion de la politique » dans cette administration (2).

Cette idée de « mettre fin aux querelles de parti pour travailler à la reconstitution du pays » (3) est le principe essentiel défendu par l'*Indépendance belge* au point de vue politique, qu'elle concrétise en suggérant la création d'un « Parti National Démocrate qui, au lendemain de la guerre, fera appel à toutes les bonnes volontés et arrêtera, en dehors de tout esprit de parti et de caste, toutes les mesures économiques, industrielles et sociales qui referont la Belgique grande, prospère et heureuse » (4). Ce parti rencontrerait les vœux des Belges restés au pays (5), il aurait un soutien du côté catholique comme le prouve un article du Chanoine Heynssens paru dans le *Belgisch Dagblad*, qui croit à la possibilité d'une Union sacrée durable (6). Ajoutons qu'il rejoint les vues du XX^e Siècle au moins sur un point, la nécessité de choisir les fonctionnaires en fonction de leurs aptitudes et de leur compétence (7), mais que, à l'encontre du XX^e Siècle, l'*Indépendance belge* ne mentionne qu'occasionnellement ses vues politiques.

L'*Indépendance belge* n'aborde pas le point de vue social sauf une fois à la suite d'un article de C. Huysmans paru dans *Le Métallurgiste*

(1) I. B., du 10 au 22 janvier, p. 2, sur 5 colonnes en bas de page, signés Pierre ROUSSEAU.

(2) I. B., 10 janvier, p. 2, c. 1 à 5, *L'autonomie...*, P. ROUSSEAU.

(3) I. B., 21 janvier, p. 2, c. 1 à 5, *L'autonomie...*, P. ROUSSEAU.

(4) I. B., 29 janvier, p. 2, c. 1-2, *Le coup allemand*, A. DE LAVAUX.

(5) I. B., 9 juillet, p. 2, c. 1 à 4, *Comment former le parti national?* « Une voix de la Belgique occupée ».

(6) I. B., 20 juin, p. 2, c. 4-5, p. 3, c. 1, *Un article du Chanoine Heynssens*.

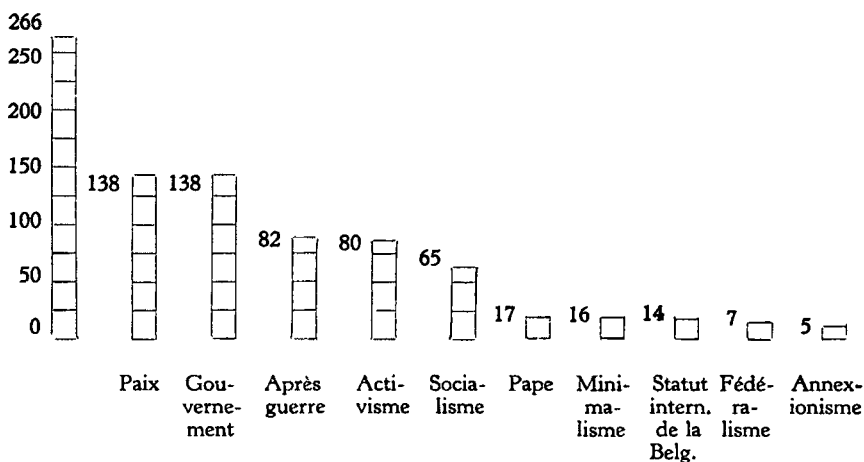
(7) I. B., 11 septembre, p. 3, c. 1, *A propos d'un mémoire sur la neutralité, conclusion*, SENIOR.

belge qu'elle prend violemment à partie : « C'est bien là un appel à la bataille en invoquant la constitution de puissantes organisations syndicales dont nous pouvons apprécier ici le rôle le plus souvent néfaste... Nous l'avons vu, le régime constitutionnel, appliqué aux usines russes... Les bourgeois belges ne se laisseraient pas faire aussi facilement que là-bas » (1).

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions de chaque thème



La première barre représente le nombre de numéros de l'*Indépendance belge* en 1918.

Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît, en ordre de grandeur décroissant.

(1) I. B., 15 juin, p. 2, c. 1-2-3, *L'Union sacrée*, A. DE LAVAUX.

Commentaire

La paix est le thème le plus important. Nous avons vu qu'à ce sujet, l'opinion de l'*Indépendance belge* est ferme, il faut arriver à la victoire ; même aux moments les plus noirs de l'offensive allemande, elle a maintenu sa position, on ne peut certes pas l'accuser de défaitisme.

Que le gouvernement arrive au deuxième rang de fréquence étonne le lecteur car l'*Indépendance belge* ne donne pas l'impression de s'en soucier à ce point. Il faut nuancer l'analyse du contenu en remarquant qu'il s'agit très souvent d'informations et que celles-ci se réduisent fréquemment à quelques lignes annonçant un conseil des ministres ou une activité de l'un d'eux.

Les thèmes les moins fréquents concernent des problèmes qui suscitaient des oppositions entre Belge. On peut imaginer plusieurs explications. D'abord la crainte de la censure ; cependant d'autres journaux n'hésitaient pas à la braver, quitte à avoir des blancs dans leur journal. On peut donc supposer que les convictions de l'*Indépendance belge* n'étaient pas assez fortes pour passer outre. Il ressort pourtant de la lecture du journal l'impression, sinon la certitude, que la direction du journal était convaincue de la nécessité de maintenir à tout prix l'union entre les Belges et donc de remettre toute discussion politique jusqu'au moment où le pays serait libéré et où on se retrouverait entre Belges. Elle le dit d'ailleurs à l'occasion : « Depuis la guerre, les libéraux et l'*Indépendance belge* n'ont plus fait de politique » (1) et, comme nous l'avons signalé en parlant du gouvernement, elle rappelle à diverses reprises l'Union sacrée. Si elle déclare : « Depuis l'apparition de l'*Indépendance belge* à Londres, nous avons ouvert nos colonnes à toute controverse » (2), ou si elle tolère l'expression d'opinions opposées de la part de ses nombreux rédacteurs, c'est toujours sur des sujets peu épineux.

Une autre indication de cette politique qui se voulait apaisante est le peu de place consacrée à la polémique ; nous n'avons en effet relevé que 23 articles de polémique sur 266 numéros. Elle s'adresse le plus souvent à l'*Opinion wallonne*, au *XX^e Siècle* ou à C. Huysmans. Nous en avons donné certains exemples au cours de l'analyse des thèmes. Remarquons que le ton est généralement modéré.

(1) I. B., 14 mai, p. 2, c. 1 à 4, *Union sacrée et Unité nationale*, L'*Indépendance belge*.

(2) I. B., 17 mai, p. 2, c. 1, *Note de la rédaction à la suite de trois articles sur le principe d'autorité*.

Remarques Générales

Il y a un aspect de l'*Indépendance belge* qui échappe à l'analyse thématique, c'est un intérêt pour tout ce qui se passe dans le monde se concrétisant sous la forme de lettres de correspondants étrangers venant de tous les coins du monde. Sans doute sont-elles de valeur très inégale, mais elles devaient avoir beaucoup d'attraits pour des lecteurs sevrés d'informations à cette époque même si elles se bornaient à raconter des potins mondains ou artistiques.

Le rêve de l'*Indépendance belge* de former un parti national démocrate fit long feu. Tout au plus peut-on voir dans la formation, dès la fin de la guerre, d'un gouvernement d'union nationale chargé de remettre le pays à flots, une réalisation conforme à l'esprit qui l'animait.

CHAPITRE IV

DE BELGISCHE STANDAARD

A. HISTORIQUE (1)

Le Belgische Standaard est fondé à La Panne le 10 janvier 1915 par le père capucin Ildefons Peeters, âgé à ce moment de 28 ans (1886-1929). Réfugié à La Panne, il constate que les soldats et la population de la Flandre non occupée sont complètement dépourvus de nouvelles données en flamand. Il commence par collaborer au petit journal de soldats *Vrijheid* parce qu'il paraît à La Panne, tandis que l'autre journal fondé en ce début de guerre, *De Kleine Vaderlander*, est rédigé à Calais. Cependant, il se rend compte que ce journal est trop cher pour les soldats, qu'il n'a aucune couleur politique et qu'il est rédigé par un incroyant. Or le but du Père Ildefons est et est resté pendant toute la guerre, comme il l'écrit encore en janvier 1917 au père Callewaert, de faire du bien aux soldats flamands et à son cher peuple de Flandre. Il veut donc une feuille bon marché à but religieux et moralisateur.

Il cherche des collaborateurs et s'adresse d'abord à Melle Belpaire, déjà connue par son action culturelle flamande, réfugiée également à La Panne. Celle-ci accepte et restera toute la guerre la fidèle collaboratrice du Père Ildefons, à l'exception d'une brève brouille en 1918. Celui-ci jouit également de l'aide de sa famille réfugiée à La Panne; sa mère soutient le journal financièrement et ses quatre

(1) Il existe une monographie du *Belgische Standaard* réalisée au départ des archives des pères capucins par le père HILDEBRAND, *De Belgische Standaard, 1915-1919*, Antwerpen, 1957. On trouve de nombreux renseignements dans Dr. A. CORDEMANS, *Dr. A. Van de Perre's oorlogsjaren 1914-1918*, Wetteren, 1963.

Sur Melle Belpaire : Benoit A. ROOSE, *De wijze vrouw van Vlaanderen*, Antwerpen 1948. Cette biographie très panégyrique contient de nombreux extraits des souvenirs de Melle Belpaire dont elle publia une grande partie sous le titre : *Gestalten in 't verleden*, à Bruges en 1947.

frères y collaborent, surtout l'un d'entre eux, le Père Hildebert également capucin. On peut dire que le journal est vraiment l'œuvre du Père Ildefons avec les avantages et les inconvénients qu'une telle exclusive entraîne. Le Père manque totalement de formation journalistique, sa culture se résume aux études religieuses et philosophiques faites au couvent, il est surmené et souvent intransigeant. Néanmoins, il réussit à faire vivre le journal pendant toute la guerre au milieu de difficultés de toutes sortes. Il a la chance de pouvoir compter sur le dévouement de son secrétaire de rédaction Juul Filliaert et de trouver un imprimeur à La Panne.

Il s'assure l'appui de personnalités flamandes telles que le Dr. Van de Perre et les frères Van Cauwelaert et de personnes qui acceptent de lui envoyer des articles. Il leur laisse une assez grande liberté. Beaucoup sont des novices, parmi eux des soldats et de nombreux ecclésiastiques. La liste des collaborateurs fixes imprimée dans l'en-tête du journal se modifie légèrement à plusieurs reprises. En 1918, elle comprend : Mej. Belpaire, Juul Filliaert, P. Bertrand van der Schelden, L. Duykers, Dr. Van de Perre, Dr. van de Woestyne, Dr. L. Wolf, J. Simons, O. Wattez, Adv. H. Baels, Hilarion Thans. Le Dr. Daels, un des plus fidèles collaborateurs du début, passe plus tard à *Ons Vaderland*.

Le nom du journal suscite des discussions. Certains veulent l'appeler *De Standaard* mais, eu égard au projet déjà fort avancé avant la guerre de Van Cauwelaert et de Van de Perre de faire paraître un journal sous ce nom, l'idée est abandonnée; la plupart désirent *De Vlaamsche Standaard* (l'étendard flamand), mais ce titre n'ayant aucune chance de passer la censure, on se résigne à choisir *De Belgische Standaard*.

Le premier numéro paraît le 10 janvier 1915. Tiré à 4.000 exemplaires, il connaît immédiatement le succès et bientôt le journal paraît deux, puis trois, puis quatre fois par semaine pour arriver, le 15 juin, à paraître six fois, soit tous les jours sauf les dimanches et les jours fériés. Dès le premier numéro, il annonce sa couleur : le journal est patriote, flamand et catholique. Il est assez rapidement connu à l'étranger et au début, des journaux lui reprennent des informations militaires, sa proximité du front lui assurant un avantage dans ce domaine.

Il est soumis à la censure dont le bureau se trouve à Houthem à dix kilomètres de La Panne. Tous les jours, un courrier à vélo s'y rend

pour soumettre le projet avant l'impression et il en revient souvent avec un journal rempli de passages biffés.

En 1916, la direction d'*Ons Vaderland* appuyée par des Flamands qui regrettent la division, contacte le *Belgische Standaard* en vue d'une fusion. Ils désirent un journal unique, plus solide et rédigé davantage par et pour des soldats. Surtout le groupe d'intellectuels qui avaient ressuscité le S.K.V.H. (Sekretariaat der Katholieke Vlaamse Hoogstudenten) et s'étaient affiliés à *Ons Vaderland*, malgré les efforts du Père Ildefons. Mais celui-ci, soutenu par Melle Belpaire, veut garder la haute main sur son journal et se montre méfiant vis-à-vis de la tendance de ceux qui veulent profiter des circonstances pour obtenir la reconnaissance des droits flamands.

Parallèlement une campagne s'amorce parmi les soldats contre le *Belgische Standaard*. Certains collaborateurs trouvent qu'ils ont trop peu de part dans la direction du journal et passent à *Ons Vaderland*. D'autres trouvent qu'il est écrit dans une langue « imbuvable » et qu'il devrait s'adresser uniquement à la population civile. Un des principaux opposants est le Dr. H. Gravez. Il y a une réunion de contact le 27 août 1916 qui n'aboutit à rien. Entretemps, il est décidé le 8 août que toutes les décisions seront dorénavant prises en commun par les Père Ildefons et Hildebert, Melles Belpaire et Duykers, Filliaert et le Père Bertrand et le 20 décembre, un conseil de treize membres est constitué, composé, outre les six personnes déjà nommées, de l'abbé van den Heuvel, le Dr. Verduyn, Fr. de Wijels, J. Rombouts, A. Nobels, Leo De Nayer. Tempere et Baeckeland tentent encore en 1917 de parvenir à un accord, mais sans succès.

D'autres journaux flamands paraissent à Paris. Avec le *Legerbode*, il n'y a aucune collaboration parce qu'en tant que journal officiel, il jouit de peu de considération, on l'appelle même souvent de *Leugenbode* (le courrier de mensonges). La création de *Het Vaderland* inquiète le *Belgische Standaard* qui alerte Van de Perre; celui-ci tente une démarche auprès de Broqueville pour arrêter le projet mais sans succès. En décembre 1917, le directeur de l'hebdomadaire *Ons Vlaanderen*, F. Seyssens, propose une alliance *Ons Vaderland* — *Belgische Standaard* — *Ons Vlaanderen*, mais échoue également.

Avec les autorités belges, tout ne va pas sans mal. Plusieurs fois les Pères Ildefons et Hildebert, qui doivent obtenir de l'armée la prolongation de leur congé sans solde, ne sont sauvés que grâce à l'intervention de Van Cauwelaert ou du ministre Pouillet. La censure se montre particulièrement sévère pour le *Belgische Standaard*;

cependant elle s'adoucit au début de 1918 sous l'influence de la nomination de Poulet. Même Mgr. Marinis, l'aumônier général de l'armée belge, n'a que peu d'estime pour le *Belgische Standaard*. Du 22 mars au 27 juillet 1917, une ordonnance interdit son envoi à l'arrière (France, Angleterre, Hollande).

Le plus acharné détracteur du *Belgische Standaard* est F. Neuray. Il prend même l'initiative d'écrire à Mr. Chavanon, le directeur du journal français *L'Information*, le 28 décembre 1915, pour le mettre en garde contre le *Belgische Standaard* dirigé par des « flamingants germanophiles » et dont « les soi-disant informations militaires n'ont rien de sérieux ». Chavanon transmet ces renseignements à des confrères. Quand Van de Perre veut protester dans le *Belgische Standaard*, la censure lui répond que si elle acceptait son droit de réponse, le journal serait interdit au front les jours suivants, Neuray étant tout puissant auprès de Broqueville. Il semble que la campagne de calomnies porta des fruits car, en 1918, aucun journal ne donne des nouvelles reprises au *Belgische Standaard*.

En 1918, il semble que le journal perd la considération de nombreux soldats qui lui préfèrent *Ons Vaderland*.

Le tirage se maintient au début aux environs de 4.000 exemplaires ; en avril 1917, il arrive à 8.000 et le numéro du 4 novembre 1917 est tiré à 9.790 exemplaires, c'est la dernière indication qu'on possède à ce sujet.

Au point de vue financier, il arrive péniblement à boucler les deux bouts grâce aux abonnements dont très peu étaient gratuits, à la vente et à de nombreuses aides. La publicité est peu abondante car le Père Ildefons se montre très prudent (un restaurant de Londres où se rendent de nombreux soldats en permission lui ayant offert sa publicité, le Père exige un certificat que c'est « une bonne maison »!).

La villa, résidence de la famille Peeters, où siège la rédaction du journal, devient un centre de rencontre pour les Flamands et, petit à petit, la direction du *Belgische Standaard* est entraînée à créer de nombreuses œuvres pour les soldats, toujours dans la même optique : faire du bien aux points de vue moral et religieux. Parmi elles, une bibliothèque, des salles de lecture, du théâtre, de la musique, des projections lumineuses, des expositions artistiques, un colis de Noël, et surtout l'école du front, c'est-à-dire l'organisation de cours de toutes sortes pour les soldats, souvent donnés par des soldats.

Le 18 novembre 1918, le journal déménage à Bruges. Déjà en septembre, certains s'étonnent qu'il puisse se maintenir alors que

le nombre de lecteurs a fortement diminué et que, la guerre se terminant, il semble perdre sa raison d'être. Cependant, le Père Ildefons ne se résigne pas à l'abandon et veut en faire un journal régional pour la Flandre occidentale, jusqu'alors démunie d'un organe flamand. Ses efforts n'aboutissent pas et le journal disparaît le 31 décembre 1919.

En 1918, le journal se compose d'une simple feuille, c'est-à-dire de deux pages divisées en cinq colonnes et imprimées en assez gros caractères. En exergue : « Eendracht baart macht » avec, entourant la couronne royale et le drapeau belge, d'un côté « voor taal en volk », de l'autre « voor God en haard en land ». En première page, on trouve un ou deux articles de fond, dont assez bien ont un sujet religieux ou moralisateur, et les nouvelles parfois accompagnées d'un commentaire ; en deuxième page, il y a toujours un roman, quelques nouvelles du pays, souvent des historiettes ou des lettres de soldats, souvent des réclamations pour des abus en matière linguistique, peu de publicité.

Assez bien d'articles sont signés mais très souvent d'un pseudonyme se justifiant par des raisons de prudence car il est mal vu, dans le monde militaire, d'écrire dans le *Belgische Standaard*, peut-être aussi pour ne pas souligner le trop grand nombre de collaborateurs ecclésiastiques. Parmi eux citons :

Scrutator : Père Bertrand Van der Schelden, capucin.

A. D. G. : Père De Groeve, missionnaire du S. C. à Leiden, qui collabore aussi à *Ons Vaderland*.

P. Callewaert, signant parfois P. C., père dominicain.

V. V. G. : Victor Van Gramberen, doyen de Zaventhem.

F. V. D. G. : Frans Van den Heuvel, vicaire à Molenbeek.

C. Verschaeve, doyen d'Alveringen, qui passe plus tard à *Ons Vaderland*.

O' Flanders : Aldericus Vincke, brancardier, de l'abbaye de Tongerlo,

J. R. ou J. Rom : lieutenant J. Rombouts.

Kerlinga : Jeroom Leuridan, étudiant.

Dr. Van de Woestijne : Dr. Allaëys.

J. F. : Juul Filliaert.

Omer.

Dr. Van de Perre.

M. E. Belpaire.

F. L. : Père Ladislas Segers, capucin.

P. Rennat Devos, capucin.

Le Père Ildefons n'écrit qu'assez rarement, il signe parfois I. P.

Du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918, il n'y eut que deux numéros du journal qui ne purent paraître à la suite d'une interruption du courant électrique, il y eut en tout 262 numéros.

B. ANALYSE DES THEMES

1. La Paix

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 262 n°
+	10	7	4	1		2	2					26
0	9	3	2	3	2	2	3		1	3	4	32
-					4	3		3	4	7	1	22
Totaux												80

La fréquence du thème est moyenne : 30,5 %. Les cotes exprimant une opinion sont plus nombreuses que les zéros : 48 contre 32 ; on ne peut donc parler d'une position neutre, mais elle est fluctuante : les signes négatifs, un peu moins nombreux, contrebalancent presque les signes positifs, et en examinant le tableau par mois, on peut dire que le journal a changé d'opinion au milieu de l'année, en mai d'abord, ensuite il a hésité en juin, est revenu en arrière en juillet et s'est converti définitivement en août.

En examinant ces fluctuations à la lumière des événements, elles semblent facilement explicables : le 21 mars, débute la grande offensive allemande, il n'est donc plus question de négociations ; les Allemands commencent par remporter des succès, le journal se tait jusqu'en mai où il commence à espérer que ces succès quoique considérables ne sont pas décisifs, et entrevoit une possibilité de retournement de la situation ; dès lors l'important est de tenir. Fin juin, début juillet,

l'offensive allemande ayant été bloquée, il se demande s'il ne faut pas profiter de l'amélioration de la situation pour reprendre les négociations. L'offensive victorieuse des Alliés qui iront de succès en succès à partir du 18 juillet, lui répond et désormais le journal estime qu'il faut mener la guerre jusqu'à la victoire.

Vue de cette manière, la position du journal semble relever d'un pur opportunisme, mais la lecture du texte permet de nuancer ce jugement.

Commentaire

Pour comprendre la position du journal, il faut se demander d'abord quel est son objectif, c'est-à-dire quelle paix veut-il ?

Le journal condamne les exigences antérieures des Alliés contenues dans la note du 10 janvier 1917 au Président Wilson et s'en remet au bon sens de Wilson (1). On peut dire que cette confiance en Wilson résume la position du journal. Celui-ci n'entre jamais dans des considérations détaillées de politique étrangère ; ou il n'a pas les connaissances voulues pour le faire ou il estime que cela n'intéresse pas ses lecteurs qui n'ont pas la formation nécessaire pour les comprendre. N'oublions pas que le journal s'adresse en priorité à des soldats flamands dont le niveau culturel est bas. D'autre part, le journal met à l'avant-plan les considérations morales et religieuses ; or, il constate à de nombreuses reprises qu'il y a un parallélisme frappant entre les idées de Wilson et le message pontifical du 1^{er} août 1917. Dès lors, on peut faire confiance à Wilson, d'autant plus que Wilson exige l'indépendance de la Belgique, ce qui, pour le journal, est le point indispensable. Il le rappelle encore au sujet de la négociation Sixte : constatant que l'Autriche nous donnait ce que nous exigeons, il se demande quelle a été l'attitude du gouvernement belge, en sous-entendant clairement que seul le point de vue belge doit nous importer et que nous ne devons pas nous laisser manœuvrer par les exigences des Alliés comme cela a été peut-être le cas si l'échec est dû à l'Italie (2). Mais il se rend cependant compte que c'est une pierre d'achoppement : « De Entente vrees dat Duitschland toch op de eene of andere manier de hand zoekt te houden over België — en Duitschland wil niet dat de Entente België behoude als bruggehoofd in 't vooruitzicht

(1) B. S., 6 janvier, p. 2, c. 1, *Onze vredesvoorwaarden*, ss.

(2) B. S., 17 avril, p. 1, c. 2-3, *Onthullingen*, ss.

op een volgende oorlog. Maar wij, Belgen, willen van geen vreemde inmenging, en verlangen los te komen zooveel van vriend als van vijand » (1).

Il faut dire que le journal redoute le résultat de l'offensive : « We staan dus in 1918 voor een radikale wijziging in den oorlogstoestand : Duitschland staat dreigend voor de Bondgenooten, Rusland sluit den vrede of liever heeft hem reeds gesloten, wij wachten op Amerika, maar intusschentijd wat zal er gebeuren ? Dat is de angstige vraag » (2). Et cependant les peuples sont tellement las de la guerre que, jusqu'au 15 mars (3), le journal espère encore qu'on arrivera à un arrangement ; même la déclaration de Versailles n'est pas interprétée comme un point final aux négociations (4).

Celles-ci ayant échoué à cause des Allemands, il ne reste plus qu'une chose à faire : se battre pour la victoire. Il faut donc renforcer le courage des soldats par de bons arguments :

- l'avance ennemie entraînant de nouvelles évacuations du territoire belge, il faut se rendre à l'évidence que seule la victoire alliée obligera les Allemands à réparer, sinon tout ce sang versé, toutes ces épreuves auraient été inutiles (5) ;
- si nous tenons, l'arrivée des Américains renversera le rapport des forces (6) ;
- Dieu a été obligé d'offrir avec le rameau d'olivier une épée à ses disciples et il promet avec le royaume des Cieux une couronne de gloire à qui mène à terme le bon combat (7) ;
- les Alliés doivent mettre toutes les chances de leur côté et puisqu'on se bat pour l'indépendance de tous les peuples, il faut donner le coup de grâce à l'Autriche en suscitant son éclatement (8).

(1) B. S., 7 février, p. 1, c. 1, *Pax*, S.

« L'Entente redoute que de l'une ou l'autre manière l'Allemagne cherche à maintenir la main sur la Belgique et l'Allemagne ne veut pas que l'Entente conserve la Belgique comme une tête de pont en prévision d'une guerre suivante. Mais nous, Belges, ne voulons d'aucune intervention étrangère et désirons être libres, tant vis-à-vis de l'ami que de l'ennemi. »

(2) B. S., 3 janvier, p. 1, c. 5, *De toestand*, ss.

« Nous nous trouvons en 1918 devant une modification radicale de la situation militaire : l'Allemagne se dresse menaçante devant les Alliés ; la Russie conclut la paix ou plutôt, l'a déjà conclue, nous attendons l'Amérique, mais entre-temps que va-t-il arriver ? C'est l'angoissante question.

(3) B. S., 15 mars, p. 1, c. 3, *Het duitsch offensief... in de lucht*, ss.

(4) B. S., 7 février, p. 1, c. 2, *De toestand*, ss.

(5) B. S., 1 mai, p. 1, c. 2, *Oorlogsellende*, F. V. D. H.

(6) B. S., 19 juin, p. 2, c. 1, *Amerika wil den oorlog winnen*, ss.

(7) B. S., 22 juin, p. 1, c. 1-2-3, *Wereldvrede*, E. V.

(8) B. S., 25 juin, p. 1, c. 4-5, *De toestand*, ss.

Le 27 juin, le journal constate que la situation s'est retournée en notre faveur et que l'Allemagne fera une tentative de paix et, bien que sous forme de question, il indique ses préférences : « ... moeten we des gebeurende voorstellen a priori verwerpen omdat ze van den vijand komen, ofwel moeten we van den toestand waarin wij ons bevinden geen gebruik maken om met het einde van den oorlog ook de zege van deze zaak — het recht — te betrachten ? » (1). Cependant il faut être prudent et tendre notre volonté vers ce but : la liberté de la patrie, pour lutter contre la tentation de découragement qui nous guette (2). Les Allemands considèrent la Belgique comme un gage à échanger contre des colonies ou la liberté commerciale par exemple, il faudrait que les Alliés fassent des déclarations claires à ce sujet, sous-entendu : si on donne satisfaction à l'Allemagne sur ces points, elle n'a plus besoin de la Belgique comme gage (3).

Mais les offensives victorieuses changent tout et l'espoir de la défaite se dessine : « ... 't zou een wonder mogen heeten indien wij dit jaar nog, de duitsche macht niet versloegen » (4). Dès lors, le gouvernement a eu raison de rejeter les propositions allemandes inacceptables pour la Belgique (5) ; puisqu'on en a les moyens, il faut détruire le militarisme allemand pour éviter une nouvelle guerre (6) et il faut donner à l'Allemagne une énergique leçon (7). Pour cela, le journal continue à faire confiance à Wilson qui mène les négociations. Remarquons qu'il n'y a aucune déclaration haineuse à l'égard des Centraux et aucune formulation d'exigences particulières, même pas une insistance sur les nécessaires indemnités.

A la lumière des textes, peut-on encore parler d'opportunisme ? Oui dans le sens où, pour obtenir, au moindre prix, la seule revendication essentielle c'est-à-dire la libération de la Belgique, il faut agir selon les circonstances, non dans le sens où les convictions du journal évolueraient au gré des événements. On serait tenté de parler de

(1) B. S., 27 juin, p. 1, c. 3, *De toestand*, ss.

* devons-nous rejeter a priori d'éventuelles propositions parce qu'elles viennent de l'ennemi, ou bien ne devons-nous pas nous servir de la situation dans laquelle nous nous trouvons pour obtenir avec la fin de la guerre également la victoire de cet objet — le droit ? *

(2) B. S., 6 juillet, p. 1, c. 1-2, *Volhouden*, ss.

(3) B. S., 17 juillet, p. 1, c. 1-2, *De nieuwe verklaringen van den Rijkskanselier*, ss.

(4) B. S., 27 août, p. 1, c. 3, *De toestand*, ss.

* Ce serait un miracle si nous n'abattions pas la puissance allemande cette année encore. *

(5) B. S., 21 septembre, p. 1, c. 1, *Het duitsche vredevoorstel aan België*, ss.

(6) B. S., 21 septembre, p. 1, c. 3, *Sociaal nieuws*, ss.

(7) B. S., 6 novembre, p. 1, c. 3-4, *De toestand*, ss.

réalisme ; l'écueil, c'est que le journal ne tient pas suffisamment compte des données extérieures à la Belgique. Sans qu'elle le veuille, elle a été entraînée dans un conflit mondial et son sort dépend d'un règlement général ; un vrai réalisme aurait dû en tenir compte.

Retenons aussi l'incidence du point de vue moral : la paix doit être juste et non conquérante, et du point de vue religieux : « *Geen vrede zonder Christus* » titre le *Belgische Standaard*, la future Société des Nations doit reposer sur la loi d'amour et de fraternité de l'Évangile (1).

2. Le Socialisme International

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 262
+			1									1
0	3	4	1					2	3	1		14
—		1	3	1	1	3	1	4	2	2		18
Totaux												33

Le thème n'apparaît que 33 fois, soit un taux de 12,6 %.

L'opposition du journal est marquée : 18 « moins » contre 1 « plus » et 14 « zéros » ; elle est continue, il ne se passe guère de mois sans qu'elle ne soit exprimée.

Commentaire

La seule marque de sympathie accordée au socialisme international se trouve dans un article du mois de mars où le *Belgische Standaard* constate que l'heure appartient aux diplomates et cite les socialistes parmi d'autres (2).

Il justifie son opposition à l'action socialiste par un argument de principe : c'est aux gouvernements qu'il appartient de mener l'action diplomatique et non à un groupe particulier, ce qui conduirait infail-

(1) B. S., 27 septembre, p. 2, c. 4, *Geen vrede zonder Christus*, ss.

(2) B. S., 10, 11 mars, p. 1, c. 5, *De toestand*, ss.

liblement à l'anarchie (1), et par des arguments d'opportunité : l'influence des socialistes est plus faible chez les Centraux que chez les Alliés, ils constituent donc une source de défaitisme non compensée par un espoir sérieux de déclencher un mouvement pacifiste chez les Centraux (2), ils risquent de susciter une conscience de classe chez les soldats (3) et de répandre l'opinion que le capitalisme est responsable de la guerre (4). De plus, la classe ouvrière rejette tout contact avec l'ennemi (5).

L'homme que le *Belgische Standaard* combat le plus est Troelstra qu'il traite de « gareelgaard der duitsche politiek » (6).

Notons que le journal ne donne que des informations fragmentaires et triées, la *Conférence de Londres*, entre autres, est tout simplement ignorée.

3. Le Pape

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
												262
+	4	1	1	2	1	4	2	4	1			20
0	1		1					1				3
—												
Totaux												23

Le thème n'apparaît qu'au taux de 8,7 %, mais l'opinion du journal est claire, affirmée et exprimée tout au long de l'année.

(1) B. S., 12 mars, p. 1, c. 1, *Demokratie in oorlogstijd*, F. V. D. H.

B. S., 24 avril, p. 1, c. 1-2, *Vredesbeweging*, F. V. D. H.

B. S., 4 octobre, p. 2, c. 4, *De conferentie van Londen*, F. V. D. H.

(2) B. S., 14 mai, p. 1, c. 1-2, *De socialistische verklaring*, F. V. D. H.

B. S., 13 juillet, p. 1, c. 3, *Branting en Stockholm*, ss.

B. S., 6 août, p. 2, c. 3, *Sociale beweging*, ss.

(3) B. S., 14 mai, p. 1, c. 1-2, *De socialistische verklaring*, F. V. D. H.

(4) B. S., 13 juillet, p. 1, c. 3, *Branting en Stockholm*, ss.

(5) B. S., 18 juin, p. 2, c. 1-2, *De Stem der Werkende Klas*, F. V. D. H.

(6) B. S., 17 août, p. 1, c. 3, *Troelstra, het gareelgaard der duitsche politiek*, ss.

* Troelstra est le cheval de trait de la politique allemande ».

Commentaire

Le *Belgische Standaard* désire endiguer la marée de critiques contre le Pape, aussi ne rate-t-il aucune occasion de le défendre bien que l'actualité ne lui en donne que peu d'occasions. Il procède souvent par de simples allusions à l'occasion des discours de Wilson surtout, qui sont loués unanimement alors qu'il ne fait que répéter ce que le pape avait dit cinq mois plus tôt (1).

De plus, il publie des articles consacrés uniquement au Pape où il démontre que le Pape a, dès le début de la guerre, condamné l'agression contre la Belgique et que, depuis lors, il n'a cessé d'exprimer sa sympathie pour notre pays et qu'il a indiqué comme condition indispensable à la paix, le rétablissement de l'indépendance de notre pays (2). La théorie du gage est opposée à la doctrine pontificale (3). Il entre dans la mission du Pape d'apporter la paix au monde et son autorité morale s'étend à l'univers, le Pape a donc le droit d'intervenir dans la question de la paix mondiale (4).

4. Le Statut International de la Belgique

Le thème n'est abordé que deux fois sous forme d'une affirmation de principe très générale et le journal nous en donne la raison : dans un article réclamant la suppression de la censure politique, Juul Filliaert note entre autres combien il est anormal qu'en cette période où on parle de paix, toute discussion entre Belges sur le sort de la Belgique soit interdite et il donne l'avis du *Belgische Standaard* : « in onze buitenlandse politiek willen we van niemand afhangen » (5), déclaration qu'on peut rapprocher de l'extrait que nous citons en parlant de la paix : « wij, Belgen, willen van geen vreemde inmenging, en verlangen los te komen zoowel van vriend als van vijand » (6).

(1) B. S., 9 janvier, p. 1, c. 3-4, *De toestand*, ss.

B. S., 12 janvier, p. 1, c. 1-2, *De politieke werking voor den vrede*, ss.

B. S., 17 janvier, p. 1, c. 2, *Over vredes nota*, T. Z. S.

(2) B. S., 15 février, p. 1, c. 1-2, *Paus Benedictus XV en de oorlog*, VINDEK.

B. S., 1 août, p. 1, c. 1-2, *Daden, geen woorden*, Jaak LEYSSEN.

B. S., 30 août, p. 1, c. 1-2, *Onze groote Paus*, Jaak LEYSSEN.

(3) B. S., 30 juin/1^{er} juillet, p. 1, c. 4, *De toestand*, ss.

B. S., 17 juillet, p. 1, c. 1-2, *De nieuwe verklaringen van den Rijks kanselier*, ss.

(4) B. S., 14 juin, p. 1, c. 1-2, *Boven het strijdgewoel*, ss.

B. S., 20 juin, p. 4, c. 1-2-3, *De Paus en de oorlog*, SCRUTATOR.

(5) B. S., 16 janvier, p. 1, c. 1-2, *Afschaffing der Politieke Censuur*, Juul FILLIAERT.

« Pour notre politique extérieure, nous ne voulons dépendre de personne. »

(6) B. S., 7 février, p. 1, c. 1, *Pax*, S.

On peut rapprocher cette phrase de ce qu'écrit Van Cauwelaert en s'opposant à l'in-

Il semble donc que le *Belgische Standaard* soit partisan de la neutralité librement choisie. On ne voit pas alors pourquoi il ne fait pas écho à la brochure anonyme sur la neutralité garantie discutée par une grande partie de la presse. La censure était-elle plus sévère pour les journaux du front ou laissait-elle passer seulement les articles opposés à la neutralité, ce qui correspondait à l'optique du gouvernement à cette époque ?

Notons aussi une sympathie du journal pour l'Angleterre qui s'exprime dans une série d'articles intitulés : « De eeuwenoude Staatkundige, Godsdienstige en Handels betrekkingen tusschen Vlaanderen en de Britsche eilanden » (1) et paraissant du 5 au 22 février, les derniers en guise de feuilleton.

5. Annexionisme

Le thème n'est même pas effleuré.

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 262
+	1	2	3	1	2		2	2	1	2		16
0	6	2	3	5	1	6	6	2	1	8	5	45
-	4	4	4		2	3	5	2	2	1	1	28
Totaux												89

Le thème est assez fréquent : taux de 34 %.

ternationalisation de la question flamande : „Wij hebben dergelijke bekrachtigen al even weinig nodig als een opgedrongen neutraliteit. Wij willen ons zelf zijn en in de volheid van onze onafhankelijkheid vrij beslissen...”

« Nous avons aussi peu besoin d'un telle ratification que d'une neutralité imposée. Nous voulons être nous-mêmes et dans la plénitude de notre indépendance, décider librement... »

B. S., 20 octobre 1918, p. 1 et 2, *Mijn nota aan den Britschen Konsul-generaal, VAN CAUWELAERT.*

(1) « *Les relations séculaires politiques, religieuses et commerciales entre la Flandre et les les britanniques* », R.A.O' Flanders.

Il y a une opposition au gouvernement : 28 signes négatifs contre 16 positifs. Cependant elle n'est pas très marquée : il y a beaucoup de cotes zéro ; elle est répartie au cours de l'année.

Commentaire

La critique fondamentale et fréquente du *Belgische Standaard* est la rigueur de la censure politique et la différence de traitement entre les journaux belges, ce qui empêche le dialogue entre Belges, non seulement au sujet de l'importante question linguistique, mais aussi des autres problèmes concernant l'avenir du pays, comme nous l'avons déjà signalé en parlant du statut futur de la Belgique (1).

Le *Belgische Standaard* approuve :

- la réponse belge au message pontifical, encore qu'elle soit trop tardive (2) ;
- la création d'un conseil économique, surtout semble-t-il, parce qu'on a invité M. Heyman à y siéger (3) ;
- l'attitude du gouvernement au moment de la tentative de paix du mois de septembre (4).

Il blame :

- les modifications ministérielles du début de l'année, d'abord au point de vue flamand à cause de l'entrée de Brunet dans le ministère (5) mais surtout au point de vue catholique : « ... wijzigingen die voor ons, katholieken, een bedroevend verschijnsel mogen heeten, een bittere teleurstelling zijn voor de rechtgeaarde Belgen en (censuré) ... nooit zullen we 't goedkeuren dat ... in naam van die « union sacrée » wordt aangestuwd om een linksch ministerie in de plaats van een rechtsch te stellen (20 lignes censurées) » (6). C'est à mécontentement qu'il attribue la démission de Broqueville : « Het is voor niemand een geheim dat ... de aanhoudende wijzigingen in ons ministerie allerwegen teleurstellingen hadden

(1) Voir p. 119.

(2) B. S., 27/28 janvier, p. 1, c. 1-2, *België's antwoord op de Pauselijke Vredesboodschap van 1 Oogst*, ss.

(3) B. S., 10 janvier, p. 1, c. 1, *De economische Raad*, F. V. D. H.

(4) B. S., 27 septembre, p. 1, c. 1-2, *Over vredesonderhandelingen*, ss.

(5) B. S., 8 janvier, p. 1, c. 1-2, *Wanneer de oplossing*, ss.

(6) B. S., 5 janvier, p. 1, c. 1-2, *Rond de Ministerieële wijziging*, ss.

« modifications qui pour nous catholiques, peuvent s'appeler un phénomène attristant, qui sont une amère déception pour les Belges authentiques et (censuré) ... jamais nous n'approuverons... qu'au nom de cette « union sacrée » on s'arrange pour mettre un ministère de gauche à la place d'un ministère de droite. »

verwekt ». Il n'émet aucune appréciation sur le changement de chef de cabinet ; pour lui, Broqueville « was een groot politiek man. Maar hij had geen durf en wilskracht genoeg » et la personnalité de Cooreman permet tous les espoirs : « naar hem ook zijn de oogen aller Vlamingen gericht » (1) ;

— l'attitude de Vandervelde « qui oublie qu'il est un ministre belge » (2) ;

— l'A. R. sur les dommages de guerre, non à cause du principe qui le fonde mais parce qu'il est trop compliqué pour les gens du peuple, qu'il exigera de nombreux fonctionnaires, etc. comme si le journal n'avait pas perçu la complexité du problème (3).

L'attitude du *Belgische Standaard* face à la réunion parlementaire de Sainte-Adressé est curieuse. Il commence par émettre des réserves la première fois qu'il en est question : elle ne peut être une occasion d'un remaniement ministériel qui se ferait contre le parti catholique car les catholiques à l'étranger ne sont pas plus nombreux que les non-catholiques, les débats doivent être publics et si c'est une simple réunion amicale, on n'y parlera pas des problèmes graves comme la question flamande (4). Une semaine avant la réunion, il publie un article qui étonne par une violence inhabituelle : après avoir regretté qu'une aussi simple décision ait causé tant d'embarras, ce qui montre le peu de valeur du gouvernement, et qu'on en ait rejeté la faute sur Broqueville alors que d'autres ministres qui n'appartiennent pas à la majorité, se sont montrés aussi méprisants pour les parlementaires qui l'ont d'ailleurs mérité par leur insuffisance, il continue : « Onze kamerleden, evenmin als onze ministers, moeten in den waan leven dat ze na den afloop van den oorlog geen rekenschap zullen hebben af te leggen. De krijgsraad der openbare meening zal rechten over allen, en het lokt ons zeer aan om nu reeds over den rol van onze politieke vertegenwoordiging een voorloopig onderzoek in te stellen... Willen onze parlementairen hun dalend gezag herstellen, dan moeten zij den moed hebben de werkelijkheden van den dag onder de oogen zien ; willen zij

(1) B. S., 7 juin, p. 1, c. 1-2, *Het ontslag van minister de Broqueville*, ss.

« Ce n'est un secret pour personne que... les constantes modifications de notre ministère avaient causé des déceptions de tous côtés » — « Broqueville était un grand homme politique. Mais il n'avait pas assez d'audace et d'énergie » — vers lui aussi sont dirigés les regards de tous les Flamands.

(2) B. S., 27 février, p. 2, c. 1-2, *De houding van Vandervelde et Huysmans...*, ss.

(3) B. S., 7 novembre, p. 1, c. 1 à 4, *Wet-besluit betreffende de Schadevergoeding*, ss.

(4) B. S., 9 mars, p. 1, c. 2, *De Belgische kamers zouden vergaderen te Parijs*, ss.

in ons openbaar leven hunne plaats hernemen, dat moeten zij beginnen met de bevoegheden welke zij door hun mandaat zelf bezitten uit te oefenen, zonder eerst hun vingertje op te steken en toelating te vragen aan de tuchtmeesters van Ste-Adresse. Om daarin te gelukken, zouden ze echter allen in den zelfden wil moeten vereenigd zijn en we vreezen erg dat zij het niet zijn » (1). Ensuite il se contente de publier au jour le jour quelques petits comptes rendus, et rien d'autre, alors que la réunion n'a certes pas répondu à ses exigences.

Au point de vue flamand, le *Belgische Standaard* mentionne occasionnellement que Broqueville n'était pas mal disposé vis-à-vis des Flamands; c'est à lui d'ailleurs qu'on doit la première commission linguistique réclamée plus d'une fois par le journal. Bien accueillie au début (2), elle est ensuite vivement critiquée à cause de sa composition (3). Ensuite, le journal abandonne complètement cette question sauf pour relater le discours de Cooreman annonçant la décision de créer une commission linguistique et une commission pour la réforme électorale avec, pour seul commentaire, que ce discours est appelé à un grand retentissement (4). L'A. L. créant la commission n'est pas mentionné.

Il publie l'interview d'Helleputte disant que la question flamande ne peut se résoudre que par l'égalité en fait et en droit entre Flamands et Wallons (5).

La création d'une école d'officiers flamande est accueillie comme une première victoire. Après avoir encouragé les Flamands à devenir officiers, il rappelle que ceci n'est qu'un premier pas dans la conquête des droits flamands et que les Flamands étant majoritaires, ils sont donc le pouvoir légal pour autant qu'ils le veulent (6). Il insiste pour que les

(1) B. S., 14/15 juillet, p. 1, c. 1-2, *Eene vergadering van volksvertegenwoordigers en Senators*, ss.

* Nos parlementaires, autant que nos ministres, ne doivent pas vivre dans l'illusion qu'après la guerre, ils n'auront aucun compte à rendre. Le conseil de guerre de l'opinion publique jugera toute chose et nous sommes alléchés à l'idée de faire déjà une enquête provisoire sur le rôle de notre représentation politique... Si nos parlementaires veulent restaurer leur autorité déclinante, ils doivent avoir le courage de regarder en face la réalité présente; s'ils veulent reprendre leur place dans la vie publique, ils doivent commencer à exercer leur mandat avec les compétences qu'ils détiennent de par ce mandat lui-même, sans d'abord lever le doigt et demander la permission aux préfets de discipline de Sainte-Adresse. Pour réussir, ils devraient être tous unis dans une même volonté et nous craignons sérieusement que ce ne soit pas le cas. *

(2) B. S., 7 mai, p. 1, c. 1, *De Vlaamsche Studiecommissie*, F. DE PILLECIJN.

(3) B. S., 22 mai, p. 1, c. 1-2, *De Commissie Van der Essen*, F. D. P.

(4) B. S., 24 juillet, p. 1, c. 3, *Belangrijke verklaringen van minister Cooreman*, ss.

(5) B. S., 4 mai, p. 1, c. 5, *Minister Helleputte en « La Nation gelge »*, ss.

(6) B. S., 30 juin/1^{er} juillet, *De Vlaamsche Officiersschool*, XXX.

cours soient donnés dans une langue convenable et non comme les pièces officielles actuellement « in een halfslachtige en geradbraakte taal, die men pleegt « officieel Vlaamsch » te noemen » (1).

L'A. L. sur l'emploi des langues dans les tribunaux militaires est approuvé par ces mots : « Beter laat dan nooit! Maar 't is toch spijtig dat M. Carton de Wiart vier jaren oorlog noodig gehad heeft om die noodzakelijkheid in te zien. We zijn dus nog een klein stapke vooruitgegaan » (2).

Dans son attitude vis-à-vis du gouvernement, le *Belgische Standaard* semble manquer de ligne directrice précise, il est parfois mal éclairé, naïf ou partisan. On a l'impression que la direction publie les articles qu'on lui envoie pourvu qu'ils lui paraissent convenables mais qu'elle n'a pas l'ambition ou pas les capacités de pratiquer une politique cohérente.

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 262	
Acti- visme	+		1										1	34
	0		5	5	5	2	2						19	
	—		3	7	1			1		1	1		14	
Fédé- ralisme	+			1		1			1	1			4	6
	0													
	—	1						1					2	
Mini- malisme	+	6	6	12	9	4	7	15	7	5	6	1	78	82 122
	0		1	1		2							4	
	—													

(1) B. S., 20 juillet, p. 1, c. 2, *Degelijke taal*, T. Z. S.

« dans une langue batarde et éreintée qu'on a coutume d'appeler « flamand officiel ».

(2) B.S., 13, 14 octobre, p. 1, c. 4-5, *Vlaamsche belangen*, ss.

« Mieux vaut tard que jamais! Mais c'est tout de même dommage que M. Carton de Wiart ait eu besoin de quatre ans de guerre pour en apercevoir la nécessité. Nous avons donc encore avancé d'un petit pas. »

Le thème est fréquent, pas aussi fréquent qu'on aurait pu s'y attendre pour un journal flamand, il est présent au taux de 46,6 %, soit presque un jour sur deux, apparemment mais non réellement, car des articles sont cotés à la fois à Minimalisme et à Activisme, les deux thèmes étant abordés.

Tout l'intérêt du journal se porte sur la tendance minimaliste, la tendance fédéraliste est à peine évoquée, l'activisme est traité surtout de février à avril.

Le journal est partisan sans restriction du minimalisme, il est opposé à l'activisme et il semble hésiter au sujet du fédéralisme.

Commentaire

a) *Activisme*

La première fois que le *Belgische Standaard* aborde le thème, c'est-à-dire le 2 février, il affirme directement sa position de principe tout en émettant un doute sur la réalité des faits. En effet, il répond à un article du *XX^e Siècle* dans lequel Neuray affirme que les sept membres du Conseil des Flandres ont accepté un ministère et qu'avec un peu de bonne volonté, la question flamande se règlera facilement après la guerre. Si la nouvelle est exacte, dit le *Belgische Standaard*, « die mannen vertegenwoordigen ons vrije Vlaamsche Volk niet » et il répond à Neuray : « Wij hebben meer dan 85 jaren lang dien goeden wil getoond. En is het niet juist omdat wij te goed en te lammakkig waren... dat ons Vlaamsche Volk nog niet ten volle zijn recht had bekommen?... Als Vlaming hebben wij alle belang Belg te blijven (passage censuré). We willen ons volk door-en-door Vlaamsch, van laag tot hoog, door en zuiver Vlaamsch in het onderwijs, in 't leger, in 't gerecht, in 't bestuur... Voor ééne zaak, ... strijden de ware Vlamingen, en de klaarziende Walen : De Duitsch buiten! en ieder zijn recht... (1).

(1) B. S., 2 février, p. 1, c. 1-2, *Recht door*, ss.

« ces hommes ne représentent pas notre libre peuple flamand ». « Voilà plus de 85 ans que nous montrons cette bonne volonté. Et n'est-ce pas justement parce que nous avons été trop bons et trop paisibles... que notre peuple flamand n'a pas encore obtenu son plein droit?... Comme Flamands nous avons tout intérêt à rester Belges... nous voulons que notre peuple soit flamand de part en part, du bas jusqu'en haut, purement flamand dans l'enseignement, l'armée, la justice, l'administration... Pour une seule chose... combattent les vrais Flamands et les Wallons clairvoyants : les Allemands dehors! et chacun son droit ».

L'article a été écrit par VAN DE PERRE, le texte complet se trouve dans Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 579.

Cette position, c'est-à-dire condamnation et doute entretenu dans l'esprit du lecteur par la mention que la censure empêche le journal de publier des nouvelles de Belgique (1), se maintient en février en y ajoutant une attaque de la presse qui parle à peine de l'activisme wallon parce que c'est le mouvement flamand qu'elle veut frapper à travers l'activisme (2).

Enfin, le 5 mars, le journal dit qu'il a reçu des documents éclairant la conduite des activistes et il ajoute : « Dit alles sterkt ons overigens in onze meening... dat de handelwijze van den zoogezegden Raad van Vlaanderen vooruit en vooral omdat zij deutch werk verraadt, ten strengste te veroordeelen is » et il conclut « Daaruit blijkt dat de zoogezegde « Raad » eigenlijk niet het minste gezag heeft in 't vrije Vlaanderen » (3). Cette fois, la rupture est consommée : les activistes sont une poignée d'hommes qui travaillent pour l'Allemagne et qui n'ont rien à voir avec la Flandre. Ceci étant clairement dit, le journal évite de revenir sur la question ou d'employer des épithètes injurieuses vis-à-vis des activistes. Il publie la protestation des associations flamandes en soulignant qu'elle ne se borne pas à une condamnation mais réclame la reconnaissance des droits flamands, et que ce n'est pas une simple motion de reconnaissance que ces patriotes attendent du gouvernement (4).

Ensuite, les nouvelles deviennent plus rares et, après avoir de nouveau exprimé sa désapprobation, le journal s'en explique : « Gezien de handelwijze van de censuur, die ons in geen geval geheel ons gedacht liet uitzeggen... gezien het wezen en den aard van de pers die niet de dienaar mag zijn en de slavin van één kaste of van één man... gezien wij... niet enkel afbrekerswerk tegen de aktivisten, maar tevens zienlijk en onmiddellijk opbouwend werk willen verrichten ten voordeele van ons Volk en ten voordeel van 't Land... — en omdat de maat overvol was —, was 't besluit : ... We willen den mond vrijer

(1) B. S., 10/11 février, p. 1, c. 2, *Het Vlaamsche vraagstuk*, ss.

(2) B. S., 2 mars, p. 2, c. 3, *Het Activisme in 't Walenland*, ss.

(3) B. S., 5/6 mars, p. 1, c. 3-4, *De Raad van Vlaanderen*, ss.

* D'ailleurs tout cela nous fortifie dans notre conviction... que la conduite du soi-disant Conseil des Flandres doit être condamnée d'abord et avant tout avec une extrême sévérité parce qu'elle dénote l'action allemande. *

* De tout cela, il ressort que le soi-disant Conseil des Flandres n'a en définitive pas la moindre autorité dans la Flandre libre. *

(4) B. S., 28 mars, p. 1, c. 1-2, *Het protest der Vlaamsche Vereenigingen*, J. ROM.

hebben, of we schrijven geen woord meer tegen de aktivisten » (1). Le journal tint parole et ne parle plus de l'activisme que quand il lui donne l'occasion d'affirmer la nécessité d'une solution au problème flamand ou pour quelques brèves nouvelles de l'activisme wallon « wat de Fransch Belgisch pers doodzwijgt » (2).

b) *Fédéralisme*

Le *Belgische Standaard* aborde le problème par le biais de la polémique. Il relève un article paru dans *Ons Vaderland* où l'auteur célèbre l'unité des Flamands découlant de l'amour commun pour la Flandre, la tactique étant de peu d'importance. Le *Belgische Standaard* rétorque qu'il faut la même conception dans les moyens à employer, qu'il y a par exemple une différence entre ceux qui veulent la séparation administrative (*bestuursplitsing*) et ceux qui réclament des adaptations (*bestuuraanpassing*) ; il vaut mieux établir un programme minimum auquel tout bon Flamand peut souscrire, et accepter une direction commune, ce qu'il résume : « éen credo, éen doel, éen weg, éen leiding » (3).

Cet article suscite de nouvelles réactions dans *Ons Vaderland* et le *Belgische Standaard* met le point final en réaffirmant la nécessité d'un chef et sa confiance en Van Cauwelaert « de verstandigste en meest gezaghebbende leider » (4).

Deux cotes positives relevées dans l'analyse du contenu proviennent d'articles concernant l'œuvre appelée « *heldenhulde* » (5),

(1) B. S., 30 mars, p. 1, c. 1, *'n woordeke historie*, + + +

« Vu la manière d'agir de la censure qui ne nous laisse en aucun cas exprimer toute notre pensée..., vu l'essence et le caractère de la presse qui ne peut être la servante ou l'esclave d'une caste ou d'un homme... vu que... nous voulons non seulement faire un travail de démolition contre les activistes, mais une œuvre constructive manifeste et immédiate pour le bien de notre peuple et du pays... — et parce que la coupe déborde — il a été décidé : nous voulons une plus grande liberté de parole ou nous n'écrivons plus un mot contre les activistes ».

(2) B. S., 7 septembre, p. 2, c. 4, *In 't Land*, ss.

« la conspiration du silence de la presse belge francophone ».

(3) B. S., 23 janvier, p. 1, c. 1-2, *Eenheid*, SCRUTATOR, en réponse à O. V.

B. S., 3 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *Vlaandrens mystieke lichaam*, VINDEK.

(4) B. S., 5 juillet, p. 1, c. 3, *Eenheid*, S., « le chef le plus intelligent et faisant le plus autorité. »

(5) *Heldenhulde*, hommage aux héros, était une organisation qui récoltait des fonds pour placer sur les tombes des soldats tombés au champs d'honneur une pierre portant leur nom et un laneret, emblème du mouvement flamand rappelant le cri de ralliement „Vliegt de Blauwvoet" ! - „Storm op zee!", ainsi que les lettres : AVV-VVK (Alles voor Vlaanderen - Vlaanderen voor Kristus). L'intention de propagande flamingante n'était pas douteuse; de plus, c'était une démonstration de la disproportion entre soldats flamands et wallons tués pour la Belgique.

Voir M. BASSE, *De Vlaamsche beweging van 1905 tot 1930*, Gent, 1933, p. 251.

l'un de propagande (1), l'autre de protestation contre la profanation de ces monuments (2).

Même si la multiplication de ces monuments était due à l'action des flamingants ultras, et on peut en trouver une confirmation dans le fait qu'en dehors de ces deux occasions, la devise AVV-VVK n'est reprise qu'une fois par le catholique *Belgische Standaard* alors qu'elle est fréquente dans *Ons Vaderland*, on ne peut déduire de ces deux articles une tendance fédéraliste larvée du *Belgische Standaard*. Il faut cependant y ajouter deux articles plus importants, signés du même pseudonyme. L'un est une réponse à ceux qui, au nom de l'union sacrée, prétendent que la presse flamande est trop catholique; or la devise AVV-VVK s'applique parfaitement, le peuple flamand étant catholique, flamingantisme et catholicisme sont donc étroitement liés (3); ce n'est évidemment pas pour déplaire au *Belgische Standaard*, d'autant plus qu'il est surtout question de l'aspect religieux. L'autre article (4) étonne davantage car il défend un point de vue nettement fédéraliste; il avait d'ailleurs d'abord été retenu par la censure avant de recevoir l'autorisation de paraître du bureau central de contrôle de la presse du Havre. L'auteur après avoir constaté que le bilinguisme n'offre aucune solution, la cherche dans l'application du principe proclamé par le Pape et repris par les Alliés selon lequel chaque peuple a droit à sa propre vie. Cela ne veut pas dire que la Flandre doit être indépendante car la Flandre et la Wallonie sont complémentaires, au point de vue économique entre autres, mais la solution est celle indiquée par M. Asquith pour l'Irlande : donner un parlement à l'Irlande pour résoudre ses problèmes propres, le parlement de l'Empire gardant l'autorité pour les problèmes communs. L'auteur se fonde sur des considérations religieuses reprises d'un article d'*Ons Vaderland*: Dieu imprime à l'âme de chaque peuple une marque propre d'où découlent le devoir et le droit de développer son existence propre. Cet article détonne dans le *Belgische Standaard* et on ne voit pas la raison de sa parution, à moins que la direction n'ait été sensible à son aspect religieux ou à la personnalité de son auteur.

(1) B. S., 27 août, p. 2, c. 4-5, *Heldenhulde*, J. VERDUYN.

(2) B. S., 23 mars, p. 2, c. 1, *Gravenschennis*, Cyriel VERSCHAEVE.

(3) B. S., 17 septembre, p. 1, c. 5, *Princiepen*, OMER, précédé de la mention que la rédaction se fait un plaisir de transmettre la lettre d'un soldat flamand, intellectuel.

(4) B. S., 5, 6 mai, p. 1, c. 1-2-3, *Onze Taaltoestanden*, OMER.

Il s'appuie sur un article d'O. V. du 4 mars, *Het uur des kleine volkeren*, Berten.

L'article du B. S. devait paraître le 20 avril, mais il est remplacé par deux colonnes blanches avec la mention que l'article a été retenu par la censure pour être soumis au bureau central du Havre.

c) Minimalisme

Le *Belgische Standaard* s'aligne sur la position de Van Cauwelaert considéré comme le chef incontesté. Il soutient donc les vœux du *Vlaamsch Belgisch Verbond*, c'est-à-dire la réalisation de l'égalité entre Flamands et Wallons par la flamandisation de l'enseignement, l'armée, l'administration et la justice en territoire flamand, ce que le gouvernement devrait s'engager à réaliser après la guerre et étudier dès à présent dans une commission ad hoc. Il faudrait de plus la séparation immédiate de l'armée en régiments flamands et wallons homogènes. Ces revendications ne sont exprimées qu'assez rarement dans leur ensemble, mais assez nettement pour qu'on ne puisse se méprendre sur les objectifs du journal quand il réclame la reconnaissance des droits flamands ou quand il regrette de ne pouvoir s'exprimer à cause de la censure ou que celle-ci supprime certains passages. Une seule fois, il ose se servir de la censure comme moyen de propagande : celle-ci ayant supprimé tout un article, le journal laisse les deux colonnes blanches en première page en imprimant au milieu en gros caractères : « Wij willen Vlaamsche en Waalsche regimenten ». C'est une des rares audaces du *Belgische Standaard* ! (1).

Nous avons vu que le *Belgische Standaard* s'oppose au radicalisme d'*Ons Vaderland* et au fédéralisme. Il admet cependant l'autonomie culturelle sans expliciter ce qu'il entend exactement par là et peut-être avec des réticences car les six articles où il en est question sont des extraits de *Vrij België* et des articles signés par le même collaborateur J. Rombouts, ouvertement ou sous son pseudonyme J. Rom, sans le moindre avis de la direction du journal. Pour le *Belgische Standaard*, si chaque peuple a le droit et le devoir de développer sa personnalité propre, il ne s'en suit pas qu'il doit réclamer l'application du principe des nationalités, encore moins chercher un appui international pour résoudre le problème flamand. Pour lui d'ailleurs, il n'y a pas de nationalité flamande et il le dit clairement à l'occasion du 21 juillet : « De Vlamingen willen Belgen blijven, vereenigd met hunne Waalsche Broeders omdat zij met hen een gezonde natie uitmaken... De eenheid van taal is geen essentieële factor in eene nationaliteit; en twee volkeren die elkanders rechten eerbiedigen kunnen opperbest éene

(1) B. S., 26 avril, p. 1, c. 1-2, *Vlaamsche en Waalsche regimenten*, ss.

natie uitmaken » (1). Parallèlement à cet article de la rédaction du journal, un autre, signé de Juul Filliaert, le secrétaire de rédaction, rappelle que le Roi a prêté serment en flamand et voit dans cet acte la reconnaissance des droits des Flamands ; si donc le 11 juillet est la fête des Flamands, le 21 juillet reste la fête nationale « de herdenking en bijgevolge de feestdag van onze vrijheid » (2). Le premier article se terminait par ces mots : « Wij, we kennen onzen plicht... we weten dat het wettig gezag altijd moet geeerbiedigd worden... dat alle tijd en omstandigheid niet de gungstige tijd is, en dat alle middelen niet de goede zijn om tot ons doel te komen » (3). C'est la dernière fois que le journal aborde de front la question flamande ; que ce soit à l'occasion de la fête nationale est sûrement plus qu'une simple coïncidence, même si l'évolution de la situation militaire peut également apporter un élément d'explication à ce silence. On ne trouve plus ensuite que quelques rares réaffirmations de principe et la suite des articles que le Dr. A. Van de Perre consacre au problème de la nationalité. Ces seize articles s'échelonnent du 25 juin au 9 septembre, ils sont théoriques, fondés sur des considérations historiques, rarement appliqués à la Flandre (4).

Partant du point de vue qu'on se bat pour le principe des nationalités, que le Pape lui-même supplie les peuples de tenir compte des aspirations nationales, il se demande ce qu'est la nationalité. Pour lui, si l'unité de langue, de religion et d'intérêts économiques conduit souvent à la formation d'un peuple, ces facteurs ne sont ni indispensables ni suffisants pour former une nationalité. L'essentiel, c'est le sentiment d'appartenir à une même communauté qui se manifeste dans une civilisation et une culture communes ; le signe *sine qua non* d'une nationalité c'est la liberté, l'autonomie et une culture propre ou au moins, la volonté de les conquérir. La langue est naturellement un facteur important mais « twee volken waarvan ieder zijn taal spreekt, kunnen één nationaliteit vormen, een super-nationaliteit zoo ge wilt,

(1) B. S., 21, 22 juillet, p. 1, c. 1-2, 21 juli, + + +.

* Les Flamands veulent rester Belges unis à leurs frères wallons parce qu'ils forment avec eux une nation saine... L'unité de langue n'est pas un facteur essentiel pour une nationalité ; et deux peuples qui respectent mutuellement leurs droits, peuvent parfaitement constituer une nation. *

(2) B. S., 21/22 juillet, p. 1, c. 5, *België's Hoogdag*, Juul FILLIAERT.

* la commémoration et par conséquent la fête de notre liberté ».

(3) « Nous, nous connaissons notre devoir... nous savons que le pouvoir légal doit toujours être respecté... que n'importe quel moment ou quelle circonstance n'est pas toujours le plus favorable et que tous les moyens ne sont pas bons pour atteindre notre but. »

(4) Ce sont des extraits traduits du livre *The language question in Belgium*, qui paraîtra à Londres au début de 1919. Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 371..

maar op voorwaarde dat het eene het andere bewuste volk, niet wil overheerschen, ... Waar dit het geval wel is, is de nationaliteit veroordeeld » (1).

Examinant l'importance des intérêts économiques, il affirme que le développement de l'industrie a rendu plus difficile la vie des petites nationalités et conclut : « Willen ze hun nationaliteit... behouden, dan is het noodig dat deze industries tot stand komen, in de kleine landen, die met hun aard overeenstemmen en dat deze industries met water- en spoorwegen, met scheepvaart en colonie een geheel worden... Zoo komt door de evolutie zelf, de economie het nationalisme in de hand werken... Wil een kleine nationaliteit voortleven, dan moet één firma — niet duizend firmas — zijn onder de leiding van enkele hoofden, die alles regelt naar het belang der eene groote firma... Nationale concentratie, daarin ligt de toekomst der nationaliteit » (2). Constatant que les riches sont habituellement du côté de l'Etat, tandis que les idéalistes se rangent parmi les partisans de la nationalité, il met en garde contre la richesse qui est dissolvante pour la nationalité.

Il démontre ensuite qu'il n'existe plus de race pure et que c'est une erreur pour les Flamands de s'appuyer sur une différence de race entre Wallons et Flamands ; il existe néanmoins des caractéristiques propres à chaque peuple qui, se transmettant de génération en génération constituent en quelque sorte une race historique, facteur de nationalité d'autant plus fort que ces caractères sont plus fortement ancrés.

Ces articles fort intéressants puisqu'ils prennent le contrepied des théories nationalistes flamandes, ont une allure abstraite peu faite pour accrocher le lecteur moyen d'autant plus que leur rapport avec les théories flamingantes n'est que rarement exprimé. Il semble que, puisqu'ils concordent avec les convictions du *Belgische Standaard* telles qu'il les exprime d'ailleurs le 21 juillet, la direction du journal aurait dû tout au moins les présenter ; or, ils sont au contraire éparpillés

(1) B. S., 30 juillet, p. 1, c. 1-2.

« deux peuples parlant chacun sa langue peuvent former une seule nationalité, une super-nationalité si vous voulez, mais à condition que l'un ne veuille pas dominer l'autre peuple éveillé à la conscience... Où le cas se produit, la nationalité est condamnée. »

(2) B. S., 8 août, p. 1, c. 4.

« S'ils veulent maintenir leur nationalité, il est nécessaire, dans les petits pays, de mettre sur pied ces industries qui correspondent à leur caractère et que ces industries forment un ensemble avec les voies d'eau et les voies ferrées, avec la marine et les colonies... Ainsi à travers l'évolution elle-même, l'économie favorise le nationalisme... Si une petite nationalité veut survivre, elle doit devenir une firme, non des milliers, sous la conduite de quelques chefs qui règlent tout selon l'intérêt de cette seule grande firme... Concentration nationale, là se trouve l'avenir de la nationalité ».

comme si on s'en servait pour remplir les jours creux ! La suite logique des extraits n'est même pas respectée ; ainsi les facteurs économiques sont examinés les 7 et 8 août, puis le 27 août ; entretemps, on a parlé de la race les 19 et 20 août et on revient sur ce sujet les 3 et 4 septembre.

Plus fréquemment que des principes généraux, le *Belgische Standaard* traite de points concrets, notamment de la réforme de l'instruction. Celle-ci doit être donnée uniquement en flamand, en excluant même les cours de français à l'école primaire car le retard culturel du peuple flamand est imputable à ce bilinguisme imposé dès le plus jeune âge. Il ne faut pas exclure l'approche d'une culture étrangère, mais elle ne peut se faire avec profit qu'après l'acquisition d'une culture propre. Un appel est lancé aux écrivains flamands pour qu'ils comprennent leur devoir de contribuer au relèvement culturel de la Flandre. Les Flamands doivent lire des livres et des journaux flamands. La lecture des journaux francophones est condamnée comme une lâcheté. Le parallélisme entre le *Mouvement flamand* et la promotion sociale de la Flandre est souligné.

Le *Belgische Standaard* relève et proteste contre les injustices dont sont victimes les soldats flamands. Il s'agit le plus souvent de détails de la vie courante, parfois de la mauvaise application des arrêtés sur l'emploi des langues.

A l'inverse d'*Ons Vaderland*, le *Belgische Standaard* accueille favorablement toute tentative honnête de la part des francophones ou de Flamands modérés de comprendre ou de faire mieux comprendre le *Mouvement flamand*. Il en va ainsi pour les brochures de Passelecq, de Struye, pour l'article de Beyens dans la *Revue des deux Mondes*, pour un article de l'*Opinion Wallonne*, pour *Les Cahiers du Front*. Le journal critique les points litigieux mais considère comme un devoir d'aller à la rencontre de chaque effort vers un accord (1). Par contre les *Cahiers de l'Amitié de France et de Flandre* sont considérés comme méprisants pour la Flandre.

Notons encore un intérêt pour l'Irlande dont la situation présente des analogies avec celle de la Flandre.

(1) B. S., 7, 8 juillet, p. 1, c. 1-2, *Baron Beyens en de taalkwestie*, ss.

8. L'après-Guerre

Le relevé permet de dénombrer 47 cotes, soit un taux de 18 %, ce qui est relativement faible. Mais, pour le *Belgische Standaard*, l'avenir du pays est lié au *Mouvement flamand* et ce qui le concerne exclusivement n'est pas coté ici. En dehors des nouvelles et d'articles disparates de peu d'intérêt, on peut regrouper les autres articles autour de deux thèmes : l'enseignement et le catholicisme social.

Le *Belgische Standaard* s'inquiète d'élever le niveau de la Flandre, pays de bas salaires et de l'émigration. Pour cela, il faut un enseignement primaire, normal et technique mieux adapté et plus développé. C'est un sujet qui doit toucher les lecteurs car un article réclamant un allègement du programme à l'école primaire suscite de nombreuses réactions. Pour la petite histoire, signalons qu'une partie de la polémique tourne autour de la suppression de l'étude des fractions ! (1).

Plus importante est la part du journal consacrée au catholicisme social. Beaucoup d'articles sont signés F. V. D. H., c'est-à-dire l'abbé Frans Van den Heuvel, ancien vicaire de Molenbeek, et sont consacrés à l'avenir de l'*Action catholique sociale*, à l'organisation des travailleurs, à la vie politique. Ils sont inspirés d'un même principe : le catholicisme n'est pas une affaire privée, il n'y a pas de séparation Eglise-Etat, il faut au contraire créer une société catholique de fond en comble, suivant la devise « Alles herstellen in Christus » et en appliquant les instructions données dans l'encyclique *Rerum Novarum*.

Il faut s'élever contre la tendance de ceux qui voudraient maintenir l'union sacrée après la guerre ; car en Belgique, il y a toujours eu deux partis : pour ou contre la religion. Un catholique qui, dans la *Nation belge*, invitait les socialistes à renoncer à la lutte des classes et les catholiques au cléricanisme pour s'unir pour le bien de la classe ouvrière, est violemment pris à partie (2). Quatre articles sont consacrés à démolir le marxisme, dont deux signés M. V. B. (Melle Belpaire ?) se signalent par leur esprit partisan et leur manque de rigueur intellectuelle (3). H. Heyman se défend de s'être inspiré de principes

(1) B. S., du 21 mars au 27 mai.

(2) B. S., 4 mai, p. 1, c. 1, *Non possumus*, F. V. D. H.
B. S., 27 juin, p. 1, c. 1, *Woorden in den wind*, F. V. D. H.

(3) B. S., 15 mai, p. 1, c. 1-2, *Marxisme*. I, F. V. D. H.
B. S., 17 mai, p. 1, c. 3, *Marxisme*. II, F. V. D. H.

B. S., 1 juin, p. 1, c. 1-2-3, *De Marxistische Dwaling*, M. V. B.

B. S., 2/3 juin, p. 1, c. 1-2, *De marxistische Dwaling*, M. V. B., vervolg.

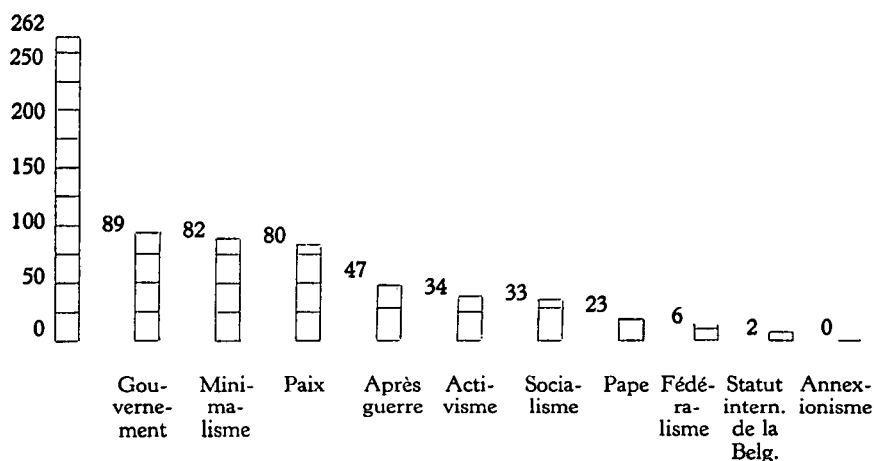
socialistes pour ses organisations professionnelles (1). Il faut une organisation spécialisée par genre de travailleurs et créer des œuvres de toutes espèces.

En règle générale, il faut exclure l'étatisme et prôner la liberté subsidiée. Le travaillisme américain est considéré avec sympathie et il est suggéré plusieurs fois aux syndicalistes chrétiens d'entrer en contact avec Gompers à l'occasion de son passage en Europe.

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions des thèmes



La première barre représente le nombre de numéros du *Belgische Standaard* du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918. Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît, en ordre de grandeur décroissant.

(3) B. S., 22 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *De toekomst onzer katholieke sociale actie*, Hendrik HEYMAN, voorzitter van het A.C.V. van België.

Commentaire

L'analyse comparative des thèmes apporte une surprise : alors qu'on se serait attendu à ce que le thème minimaliste soit nettement dominant, trois thèmes se partagent l'intérêt du journal presque à égalité, et c'est le gouvernement qui l'emporte. Notons qu'aucun des trois n'est très fréquent, ils sont abordés en gros un jour sur trois.

Une lacune de l'analyse du contenu apparaît ici, elle laisse dans l'ombre le thème essentiel du *Belgische Standaard*, c'est-à-dire le thème religieux. Le but du journal est avant tout de faire du bien, comme nous le disions dans l'historique en citant le Père Ildéphonse, et si le thème religieux avait été coté, il est probable qu'il arriverait de loin le premier : commentaires des fêtes religieuses, petit calendrier liturgique, commentaires de l'Évangile, articles sur Lourdes, sur les missions du Congo, incitations à rester fidèle à l'idéal chrétien, à éviter les mauvaises lectures, etc., articles de fond ou courts messages, le thème est omniprésent. Et il n'est pas mélangé aux revendications flamandes, on ne trouve pas dans le *Belgische Standaard* cette mystique flamande qui réunit, en un même idéal et un même amour, Dieu et la Flandre. Pour le *Belgische Standaard*, il convient avant tout d'être catholique et de se comporter en catholique et il ne s'intéresse au problème flamand que dans la mesure où l'organisation de la vie sociale et culturelle et de l'armée entraîne une brimade pour la Flandre. Il faut donc que cesse cette injustice et pour cela il faut faire entendre la voix des Flamands et susciter un mouvement suffisamment fort pour secouer les Flamands inconscients, émouvoir l'opinion publique et obtenir du pouvoir légal la fin de ces injustices. Son flamingantisme est réaliste et concret et non mystique.

Son intérêt pour la paix part d'une même conception. On ne trouve aucune proclamation enflammée d'amour de la Patrie, de haine des Boches, de désir de revanche. Ici aussi une chose importe : terminer au plus tôt cette horrible guerre mais en obtenant la restitution du bien spolié, c'est-à-dire l'indépendance de la Belgique, et une compensation pour le mal qu'on lui a fait. En attendant, il faut aider par tous les moyens les soldats victimes de cette situation et soutenir leur moral, non en cherchant à les enthousiasmer pour des choses qui ne les intéressent pas comme des conquêtes, mais en leur faisant comprendre que tout est fait pour raccourcir leur calvaire.

Tant pour le problème flamand que pour activer la venue de la paix par une attitude favorable aux négociations, le *Belgische Standaard*,

légaliste dans l'âme et aussi peu révolutionnaire que possible, s'adresse au gouvernement qu'il critique parce qu'il empêche les Belges d'exprimer et de discuter leurs aspirations en muselant la presse, mais dont il attend une attitude conforme à ses vœux. Et ceci explique que le gouvernement tienne une grande place dans le journal.

Il faut remarquer le peu de place accordée au thème fédéraliste, ce qui s'explique facilement par des motifs psychologiques. Le *Belgische Standaard* ne veut pas entrer en guerre ouverte avec une tendance qu'il réproouve mais qu'il sait répandue parmi les soldats, il préfère affirmer ses idées et consacrer toute sa combativité à attaquer ceux qui vilipendent les Flamands ou se désolidarisent des leurs. En effet, si nous avons relevé 39 cotes de polémique, ce qui est beaucoup, un bon tiers est dirigé contre F. Neuray et le *XX^e Siècle*, et un quart environ contre *Het Vaderland* et le *Belgisch Dagblad*, le reste se partage entre les autres journaux francophones, l'*Opinion wallonne* notamment, quelques discussions entre lecteurs ou avec *Ons Vaderland*, et quelques attaques contre Vandervelde jugé indigne d'être ministre belge.

Remarques Générales

Le journal est médiocre au plan journalistique. Nous avons souligné à différentes reprises le manque de continuité de sa politique, il faut ajouter le manque de présentation des articles, l'indigence des titres entre autres, la valeur très inégale des articles, le contenu somme toute assez pauvre du journal. Il ne semble pas qu'il faille l'expliquer par le fait qu'il s'adresse, non à des intellectuels, mais à de simples soldats et à la population restée en Flandres et formée surtout de petits agriculteurs car, au contraire, ce genre de public est plus difficile à accrocher. L'explication réside plutôt à notre estime, dans le manque de formation journalistique de la rédaction. Celle-ci repose sur un seul homme et les témoignages s'accordent à le décrire comme un amateur intransigeant, surmené et peu ouvert au monde, bien que pétri de bonnes intentions et d'un dévouement sans limite. Il devrait être aidé par une bonne équipe de rédacteurs, ce qui est sans doute difficile à réaliser en temps de guerre, mais il semble aussi que le caractère entier du Père Ildefons constitue un obstacle à une bonne collaboration.

Le journal semble avoir perdu de son rayonnement en 1918. C'est peut-être dû à la pauvreté de sa rédaction, mais sans doute aussi au fait que l'idéologie répandue par *Ons Vaderland* progresse.

Il faut souligner les nombreuses œuvres créées par le journal et dues en partie au noyau vivant et accueillant constitué à La Panne autour du journal. Elles semblent avoir répondu à un réel besoin des soldats et avoir bien rempli leur mission.

CHAPITRE V

ONS VADERLAND

A. HISTORIQUE

Le premier numéro d'*Ons Vaderland* porte la date du 31 décembre 1914. Il est fondé par A. Tempere et J. Baekelandt et succède à un autre petit journal flamand *De kleine Vaderlander* qui, comme *Ons Vaderland*, était imprimé à La Panne et rédigé à Calais. Son but premier est de donner des nouvelles aux soldats qui ne connaissent pas le français. Le premier numéro porte en exergue : « Leve Belgenland ! Leve de Konincklijke Familie. Een driedubbel hoerrah voor onzen heldenvorst Albert. Voor God en Vaderland ». En première page, on trouve un article sur le Roi Albert et une grande photo du Roi.

En 1916, la manchette est complétée par la mention : « Belgisch Dagblad vereerd met het Eereteeken der Fransche Academie » et par le nom des collaborateurs : Guill. Brandt, L. Clauwaert, A. Van de Velde, Gaston Stampaert, V. Eritas, R. Van Sevenandt. Fin 1916, ces noms disparaissent, le journal est imprimé à Calais et indique désormais en exergue :

« Recht door, vrij en vrank
voor God en volk en land ».

Ces changements sont le signe d'une évolution. De simple journal catholique flamand, il devient, dès la fin 1915, un journal d'action flamingante et l'organe du Front-partij qui se constitue au front pendant les années 16 et 17. La manchette résume assez bien sa position : il est devenu un journal de combat pour Dieu et le peuple flamand. Les principaux meneurs du Frontpartij collaborent régulièrement au journal, entre autres : l'abbé Van der Meulen (pseudonyme Vindex), H. Borginon, qui signe H. B. ou Zander, De Beuckelaer, B. Degraef, V. Van Gramberen. Parmi les autres collaborateurs, cer-

tains sont des transfuges du *Belgische Standaard* comme le Professeur Fr. Daels, d'autres écrivent dans les deux journaux comme l'abbé De Groeve qui signe A. D. G., le Père Callewaert, le Dr. A. Van de Perre, H. Heyman, ces deux derniers représentant une tendance plus modérée. Certains articles sont signés Yzer ; ce pseudonyme cache la direction du Frontpartij qui charge l'un d'entre eux, assez souvent F. de Pillecijn, d'explicitier un point particulier et cautionne l'article (1). Il y a à différentes reprises des pourparlers avec la direction du *Belgische Standaard* en vue d'une fusion des deux journaux mais ils n'aboutissent pas. Nous en avons parlé dans l'historique du *Belgische Standaard* (2).

Ons Vaderland paraît quotidiennement, les jours de fête exceptés, pendant toute la guerre, malgré des conditions matérielles souvent difficiles qui le forcent, de temps à autre, à sauter un ou même deux jours. De plus, comme le *Belgische Standaard*, il ne jouit d'aucun appui officiel, ni des multiples facilités accordées par exemple à son concurrent, *Het Vaderland*, bien au contraire ! La direction du journal se plaint souvent de cette différence de traitement. Une action commune est entrepris par les directions du *Peuple belge*, du *Belgische Standaard* et d'*Ons Vaderland* qui déposent une plainte à la réunion amicale des parlementaires belges en France de juillet 1917 ; ils n'obtiennent aucun résultat.

En octobre 1917, *Ons Vaderland* tire à 9.000 exemplaires et a 5.600 abonnés (3) ; il déclare en août 1918, qu'il a doublé son tirage (4) et L. Schepens estime qu'en 1918, il a supplanté le *Belgische Standaard* parmi les soldats (5).

Le journal comprend une simple feuille, c'est-à-dire deux pages divisées en six colonnes ; le caractère est petit, la typographie serrée, visiblement la direction veut profiter au maximum de l'espace dont elle dispose et il y a beaucoup plus sur une page d'*Ons Vaderland* que sur une page du *Belgische Standaard* qui paraît également sur une simple feuille. La première page comporte généralement un ou deux articles de fond et des informations constituées de dépêches, de communiqués et d'extraits de journaux, le plus souvent groupées sous des titres

(1) Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 617.

Nous avons puisé à la même source une partie des renseignements que nous donnons ici.

(2) Voir p. 110.

(3) Dr. A. CORDEMANS, *op. cit.*, p. 550, Lettre de Baeckelandt à Van de Perre.

(4) O. V., 18 août, p. 1, c. 3, *Nog enkele dagen geduld*, ss.

(5) L. SCHEPENS, *Het cultureel leven aan het front*, dans *Catalogus van tentoonstelling Stille getuigen 1914-1918 kunst en geestesleven in de frontstreek*, Brugge, 1964, p. 30.

neutres et non commentées. En deuxième page, il y a un roman, très peu de publicité, les nouvelles du pays, des lettres de lecteur, de petits articles intéressant les soldats, etc.

Le 17 février 1918, le journal annonce la collaboration d'un correspondant londonien, le Dr. Carel van Ryen.

Il arrive que le journal ne paraisse pas et qu'il s'en excuse le lendemain en donnant comme motif, une interruption dans le courant électrique ou des bombardements aériens, il arrive aussi que le journal ne s'excuse pas. Il y a également des erreurs manifestes de date ou de numérotation ; il est donc souvent malaisé, quand un « trou » se présente dans la collection de déterminer si le journal n'a pas paru ou si le numéro manque. Il ne semble pas qu'on possède actuellement une collection complète (1) et pour ce travail, nous ne nous sommes pas arrêté au fait qu'il nous manque une douzaine de numéros en 1918, ce nombre minime ne pouvant pas influencer sérieusement l'analyse du journal.

Nous donnons ci-dessous le nombre de numéros analysés chaque mois :

janvier	26 numéros
février	27 «
mars	29 «
avril	28 «
mai	30 «
juin	28 «
juillet	29 «
août	29 «
septembre	26 «
octobre	18 «
1 au 11 novembre	8 numéros

Total : 278 numéros

(1) G. GYSELEN, *Verantwoording*, dans le même catalogue, p. 11.
„Wij zoeken... tot op vandaag een min of meer volledige verzameling van *Ons Vaderland*.”

B. ANALYSE DES THEMES

1. La Paix

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 278 n°
+	8	11	1			3	1	2	1	4	1	32
0	5	2	1		4		5	1	3	4		25
—												
Totaux												57

Le thème n'est pas très fréquent : 57 fois sur 278 numéros, soit un taux de 20,5 %.

L'opinion du journal est nette : il n'y a aucun signe négatif, *Ons Vaderlaad* veut une paix négociée et il affirme fréquemment sa position : en effet, les signes positifs sont plus nombreux que les zéros.

En examinant la répartition des signes positifs au cours de l'année, on remarque que les signes positifs sont surtout nombreux en janvier et février, qu'ils disparaissent presque complètement de mars à mai pour reparaître ensuite, surtout en juin et en octobre. Le parallèle avec l'actualité semble s'imposer : la période d'attente du début de l'année, les offensives allemandes victorieuses, la pose de juin, la nouvelle offensive de juillet suivie des contre-offensives victorieuses de Foch, et enfin, en octobre, les conditions de paix imposées à l'Allemagne.

Commentaire

1. Avant l'offensive

A l'inverse de la plupart des journaux, *Ons Vaderland* commente le discours de Lloyd George dans l'optique d'une réponse à la déclaration de Czernin du 25 décembre, qu'il considère comme « een breede toegeving van de middenrijken » et il ajoute : « Wie ineens zooveel aanbidt, wil hij niet meer geven ? » et le discours de Lloyd George indique « een verandering van denkwijze bij de Verbondenen » (1). Il

(1) O. V., 11 janvier, p. 1, c. 1-2, *De redevoering van minister Lloyd George, A. D. G.*, « une large concession des Centraux » — « qui offre tant en une fois ne donnera-t-il pas davantage ? » — « une modification dans l'esprit des Alliés ».

l'analyse en détail et l'approuve, avec cependant une restriction pour le terme « démocratie » auquel il est difficile de donner un sens précis et qu'il considère comme de la poudre aux yeux, et il pose la question de savoir si l'égalité de droits des petites et grandes nations est valable pour l'Irlande et la Flandre (1). Il conclut par un espoir : « ... nadert Lloyd George zoo dicht graaf Czernin dat zoo ze beiden rechtzinnig spreken, slechts gering meeningverschil ze van elkander scheidt » (2). La même idée est reprise lors du discours de Wilson : « Graaf Czernin heeft in naam der middenrijken bijna gelijklopende grondbeginsels voor den vrede voorgelegd. Indien het omstandig antwoord van den vijand zijn vooropgestelde principen niet den bodem inslaat, dan mogen we de goede hoop koesteren dat weldra de vrede zal weerkeren onder de volkeren » (3). Cependant Wilson est trop idéaliste et *Ons Vaderland* émet des réserves sur la liberté des mers, l'égalité économique qui entraînerait la disparition des petits, l'impossibilité d'une diplomatie à la portée de tous, l'opinion publique étant trop mal formée, l'amitié entre les peuples contrariée par les sentiments nationalistes éveillés par la guerre, l'idée de démocratie qui ne vaut que pour les pays très évolués (4). Lloyd George et Wilson ne font que reprendre les principes énoncés par Benoît XV.

Les jours suivants, *Ons Vaderland* continue à espérer. Déçu par la réponse de Hertling, il reporte ses espoirs sur la possible révolution en Autriche et en Allemagne (5), insiste pour que la question de l'Alsace-Lorraine ne soit pas un obstacle à la paix (6), pour qu'on considère le prix et la difficulté d'une victoire. Il écrit, par exemple : « Het volk is overal den oorlog moe... Elk redelijk mensch vraagt zich af waartoe die ijzelijke menschlachting en geldverkwisting toch heeft gediend en waartoe verdere opofferingen zullen dienen. 't Is immers klaar voor blinden dat de oorlog nooit zal eindigen door de verplettering van eene partij. Drie jaar oorlog zijn er van doen geweest om ons voor die

(1) O. V., 12 janvier, suite de l'article précédent.

(2) O. V., 13 janvier, p. 1, c. 1-2, *De redevoering van minister Lloyd George, A. D. G.*

« Lloyd George se rapproche de si près du comte Czernin que s'ils parlent tous les deux loyalement, seule une petite différence de conception les sépare ».

(3) O. V., 12 janvier, p. 1, c. 4, *Voorzitter Wilson... zet zijn vredesprogramma uiteen.*

« Le comte Czernin au nom des Centraux a exposé des principes de paix presque analogues. Si la réponse attendue de l'ennemi ne laisse pas ces principes de côté, nous pouvons caresser l'espoir que bientôt la paix reviendra entre les peuples. »

(4) O. V., 13 janvier, p. 1, c. 1-2, *Rond de verklaring van Wilson, A. D. G.*

(5) O. V., 2 février, p. 1, c. 5-6, *De algemeene vrede, ss.*

(6) O. V., 3 février, p. 2, c. 2, *Ter ernstige overweging, aanbevolen.*

werkelijkheid te stellen en ze te doen begrijpen » (1) ; « Men ziet dus de gewichtigheid van het oogenblik : er moet beslist worden of men nu den oorlog zal eindigen door eene overeenkomst, ofwel of hij nog twee of drie jaar zal aanslepen met mogelijke kans van verplettering van Duitschland. Deze alternatief is de eenige redelijke. Immers het is niet in te beelden dat men halverwege zou stoppen om het ijdel genoeg van aan Duitschland te bewijzen dat het niet kan doorbreken. Wie daarvoor honderd duizenden menschen zou slachtofferen en miljarden geld verspillen ; die verdiende de naam van mensch niet meer. Indien men wil verpletteren dat men ook logisch zij. Een verpletteraar moet dan ook nog drie jaar oorlog aanvaarden om de kans te hebben van de Middenrijken plat te doen. Men begrijpt dus gemakkelijk dat de bewuste menschen zich afvragen of het niet beter zou zijn een vredes-offensief in te zetten » (2).

La déclaration de Versailles le déçoit fortement : « De vredesgezinden hoopten dat de vredekaars een nieuwe aanwaking zou krijgen op de bijéénkomst der bondgenooten... ze zijn erg teleurgesteld in hunne droomen. Graaf Hertling heeft den eersten bundel op 't oorlogsvuur geworpen en de verbondenen hebben voor hun deel het overschot toegegooid ! Zij (de congresleden) achten Hertling en Czernin geen antwoord waard dan dat der kanonnen... Nog nooit heeft het zwaard een scherper antwoord gegeven » (3). Il espère cependant encore une réaction du peuple allemand bien que « Sinds den algemeen kriegsraad hoort men niet meer van de volksbeweging spreken in Duitschland.

(1) O. V., 5 février, p. 1, c. 6, *De volksbeweging in Europa*, ss.

« Partout le peuple est las de la guerre... N'importe quel homme raisonnable se demande à quoi cet horrible massacre et ce gaspillage d'argent ont servi et à quoi des sacrifices supplémentaires serviront. C'est cependant limpide même pour des aveugles que la guerre ne se terminera pas par l'aplatissement d'un parti. Trois années de guerre ont été subies pour nous placer devant cette réalité et nous la faire saisir.

(2) O. V., 6 février, p. 1, c. 5-6, *De algemeene toestand*, ss.

« On voit donc le poids du moment : il faut décider si la guerre se terminera maintenant par un compromis ou si elle s'étirera encore deux ou trois ans avec une chance éventuelle d'abattre l'Allemagne. Cette alternative est la seule raisonnable. En effet, on ne peut imaginer qu'on stopperait à mi-chemin pour le noble plaisir de démontrer à l'Allemagne qu'elle ne peut percer. Qui pour cela sacrifierait des centaines de milliers d'hommes et dépenserait des milliards ne mérite plus le nom d'homme. Si on veut aplatir, qu'on soit donc logique. Un jusqu'aboutiste doit donc accepter encore trois ans de guerre pour avoir la chance de vaincre les Centraux. On comprend donc aisément que les gens conscients se demandent s'il ne serait pas préférable d'engager une offensive de paix ».

(3) O. V., 7 février, p. 1, 't *Vredekeerske is uitgeblazen*, ss.

« Les pacifistes espéraient que le cierge de la paix aurait été ravivé à la réunion des Alliés... Ils sont profondément déçus dans leur rêve. Le comte Czernin a jeté le premier fagot sur le foyer de la guerre et les Alliés de leur côté ont versé le supplément!... Les congressistes estiment qu'Hertling et Czernin ne valent pas d'autre réponse que celle des canons. Jamais encore l'épée n'avait donné une réponse aussi dure. »

Wij hebben misschien meer toe bijdragen dan de verbitterendste woorden en maatregelen van Hertling. Die fout moet aanstonds hersteld worden » (1). Il garde confiance en Wilson : « De deur van den vrede door een vergelijk, houdt Wilson open » (2). Plus tard, il titre : « De redevoering van Hertling heeft het Vatikaan tevreden gesteld » en publiant un extrait de l'*Osservatore Romano* disant que l'Allemagne reconnaît les principes de Benoît XV et accepte d'entrer en négociation avec le gouvernement du Havre (3). Il polémique avec le *XX^e Siècle* et propose de traduire « jusqu'aboutiste » par « menschenbeenhouwer » (4).

2. Pendant les offensives

Ons Vaderland se borne à des commentaires militaires. Il admet que la situation est sérieuse, même angoissante mais que les Alliés sont capables de tenir. Quant aux motivations qui doivent inspirer cette résistance, le journal n'en parle pas ; le sort de la Belgique par exemple, n'est jamais évoqué. Juste au moment le plus critique, fin juin, on note trois articles intitulés « Waarom we vertrouwen » dans lesquels l'auteur démontre que les Alliés doivent triompher parce que leur cause est celle du catholicisme (5). La responsabilité de ces offensives ne doit pas être rejetée sur les Allemands, ce n'est pas une réponse aux offres de paix des Alliés mais à leur attitude implacable exprimée dans la déclaration de Versailles et de Londres du 19 mars (6). Lors de la révélation de la négociation Sixte, le journal écrit : « Het volk moet weten of het waar is, ..., dat M. George dit vredesaanbod toegedaan was. Het moet weten of de mislukking der vredesoffers toe te schrijven zijn aan dit Fransch programma en welke redenen er bestonden om dit programma te verwezenlijken. Dit zijn vragen die niet kunnen onbeantwoord blijven » (7).

(1) O. V., 10 février, p. 1, c. 4, *De volksbeweging in Europa*, ss.

« Depuis le conseil de guerre général, on n'entend plus parler de révolte en Allemagne. Nous y avons peut-être davantage contribué que les paroles et les mesures les plus menaçantes de Hertling. Cette faute doit être immédiatement réparée. »

(2) O. V., 16 février, p. 1, c. 3, *Versailles en Washington*, ss.

« Wilson maintient ouverte la porte d'une paix de compromis ».

(3) O. V., 2 mars, p. 1, c. 6, « Le discours de Hertling a satisfait le Vatican », ss.

(4) O. V., 5 mars, p. 1, c. 2, *Taalwetenschap*, ПУРРН, « abatteur d'hommes ».

(5) O. V., 23 juin, p. 2, c. 1-2, 24 juin, p. 2, c. 3-4, 30 juin, p. 2, c. 1-2, « *Pourquoi nous avons confiance* », J. V. M.

(6) O. V., 30 mai, p. 1, c. 5-6, *De Duitse nieuwe aanvalsbeweging*, ss.

(7) O. V., 18 mai, p. 1, c. 4, *Oostenrijk onder de hiel van Duitschland*, ss.

« Le peuple doit savoir si c'est vrai... que M. George était partisan de cette offre. Il doit savoir si l'échec de cette offre de paix doit être attribué à ce programme français et

3. On reparle de négociations

Le 24 juin, *Ons Vaderland* écrit : « Laten we hopen dat de bondgenooten, ten minste dezen keer, de gunstige gelegenheid zullen aangrijpen » (1) et après le discours de Kühlmann, « Duitschland ook neemt aan dat geene krijgkundige bewerking den oorlog kan eindigen. Dat is het begin van den wil naar vrede » (2). Il approuve chaleureusement l'appel de Lord Grey pour la formation d'une Société des Nations et conclut : « er is geen anderen uitweg mogelijk indien het menschdom wil gered worden... Hij heeft het ware doel aangeduid waarvoor de verbondenen strijden... » (3).

4. Les contre-offensives victorieuses et les conditions de paix

Les succès de Foch constituent une surprise pour *Ons Vaderland*. Il les annonce avec joie mais ses commentaires sont rares et prudents. Le rejet par la Belgique de l'offre allemande n'est pas jugé quant au fond, la seule critique porte sur la manière de faire du gouvernement qui ne communique aucune information sur les circonstances de cette offre (4).

La victoire se précisant, le journal se préoccupe beaucoup des conditions qu'on va imposer à l'Allemagne. Il s'oppose au projet de guerre économique que certains voudraient imposer à l'Allemagne et il insiste pour que la situation créée après la guerre ne porte pas en elle des germes de conflits nouveaux. Les paroles de M. Hymans : « Nous agissons en complet accord avec nos Alliés » ne sont pas sans l'inquiéter à ce sujet (5). Il ne faut pas se conduire comme des loups et bâtir sur la haine, la force ne peut pas dominer la raison et le seul en qui *Ons Vaderland* ait réellement confiance est Wilson.

Il ne faut pas redouter une trêve et craindre, pour cette raison, de conclure un armistice. Malgré toute la sympathie que les Flamands portent aux peuples qui veulent conquérir leur indépendance, il ne

quelles raisons existaient de réaliser ce programme. Ce sont des questions qui ne peuvent rester sans réponse. »

(1) O. V., 24 juin, p. 1, c. 2, *Vrede. Hoe ver er nog van af?* E. M. A.

« Espérons que les Alliés, cette fois au moins, sauront saisir l'occasion favorable à la paix. »

(2) O. V., 30 juin, p. 1, c. 5, *De redevoering van von Kuhlmann*.

« L'Allemagne comprend aussi qu'aucune opération militaire ne peut terminer la guerre. C'est le commencement de la volonté de paix. »

(3) O. V., 25 juin, p. 1, c. 3-4, *De volkerenbond*, ss.,

« il n'y a pas d'autre issue possible si l'humanité veut se sauver... Il a indiqué le vrai but pour lequel les Alliés combattent. »

(4) O. V., 22 septembre, p. 2, c. 6, *Het vredesoffensief*, ss.

(5) O. V., 28 septembre, p. 1, c. 1-2, *M. Hughes en ekonomischen nastrijd*, Pretorius.

faut pas s'empresse de reconnaître toute espèce de gouvernements nationaux de crainte que leurs exigences n'entraînent une prolongation de la guerre (1).

Enfin, le 24 novembre, *Ons Vaderland* se préoccupe du sort de la Belgique : les soldats, dit-il, comptent sur le gouvernement pour qu'il nous obtienne la meilleure paix possible, il doit exiger que l'Allemagne répare ce qu'elle a détruit (2), et le 7 novembre, dans un article où il proteste violemment contre les visées annexionistes de Neuray et Cie et rappelle que la seule paix véritable se fonde sur les principes de Wilson, il conclut : « ... enkel een regeling die niet op gevoelens van haat gegrond is, waarborgt ons de durende vrede » (3).

5. Remarque

En terminant cette analyse, on peut se demander quelle est l'opinion réelle d'*Ons Vaderland*. Nous savons que le journal est soumis à une censure qu'il dit particulièrement sévère. Cependant, nous devons admettre qu'elle a certaines indulgences car le point de vue d'*Ons Vaderland* diffère sensiblement du point de vue officiel et on peut admettre que son insistance à parler de paix n'est pas exactement ce qui convient pour gonfler le moral des soldats. Pendant les offensives du printemps, il ne leur donne guère de motifs capables d'exciter leur combativité, il diffère notablement du *Belgische Standaard*, par exemple, qui, tout en soutenant également la nécessité de négociations, n'oublie pas que le sort de la Belgique est en jeu.

Il semble donc que ce qu'écrit *Ons Vaderland* soit le maximum tolérable par la censure et non nécessairement le reflet exact des sentiments du journal. En supposant qu'il soit germanophile ou au moins qu'il envisage sans répugnance un avenir où la Belgique vivrait dans l'orbite allemande, qu'aurait-il pu dire de plus qui ait quelques chances de passer la censure ?

Ce qui nous amène à poser cette question, c'est ce qui différencie *Ons Vaderland* des autres journaux belges. Une abstention d'abord est frappante : en parlant de la situation militaire ou de la paix, *Ons Vaderland* ne souligne jamais que l'enjeu de la lutte est l'indépendance complète de la Belgique. Si pour lui, ce point est essentiel, pourquoi n'en parle-t-il pas ? On peut cependant objecter qu'il y fait allusion à

(1) O. V., 23 octobre, p. 2, c. 1-2, *Ons Woord*, PRETORIUS.

(2) O. V., 24 octobre, p. 2, c. 1-2, *Vrede*, EDEWARD.

(3) O. V., 7 novembre, p. 1, c. 1-2, *De ontwikkeling van M. Neuray's imperialisme*, PRETORIUS.

d'autres moments que nous relevons dans l'analyse des thèmes suivants. Par exemple, son slogan « la Flandre libre dans la Belgique libre » dont nous avons retenu surtout l'aspect fédéralisant, contient le mot « libre », mais recouvre-t-il l'indépendance du pays vis-à-vis des autres puissances ? Sa condamnation des activistes parce qu'ils collaborent avec l'occupant exclut-elle la possibilité d'accepter dans la suite une certaine tutelle ou un accord avec l'Allemagne ? Son refus d'alliance avec les Alliés et sa volonté de rester libre vis-à-vis de tous laissent néanmoins la porte ouverte à l'Allemagne.

Un second point de divergence avec les autres journaux est l'insistance d'*Ons Vaderland* à saper les sentiments de haine ou de revanche, acceptés ou même cultivés par beaucoup de Belges, ce qui peut être considéré comme une préparation psychologique à un rapprochement avec l'Allemagne. On peut y ajouter la crainte de voir la Belgique entraînée, par sa solidarité avec les Alliés, à soutenir leurs exigences déraisonnables. Notons cependant que ces sentiments, si nous ne les trouvons pas dans les autres journaux étudiés (sauf dans le *Socialiste belge* mais sous un éclairage différent), ne sont pas le seul fait d'*Ons Vaderland*, le Roi Albert entre autres les partage et on ne peut suspecter son désir de retrouver une Belgique indépendante (1).

Une chose semble claire : *Ons Vaderland* en a assez de la guerre et veut absolument la terminer, d'autant plus qu'il semble persuadé de l'impossibilité d'une victoire, tant d'un côté que de l'autre. Il redoute peut-être aussi une trop grande défaite qui amènerait une révolution en Allemagne. Or seuls les militaires actuellement au pouvoir en Allemagne (comme il le constate à différentes reprises) veulent la continuation de la guerre, le peuple en a assez. Si le journal se réjouit de la poussée de mécontentement en Allemagne, ce n'est pas pour que ce mouvement aboutisse à une révolution, ce qui ne correspond pas à sa doctrine politique, mais parce qu'il espère une pression suffisamment forte pour amener un changement de régime. Avec un nouveau gouvernement, il serait facile de traiter et d'arriver à un accord raisonnable. Il se réjouit d'ailleurs de l'arrivée au pouvoir de M. de Bade qui souscrit aux conditions de Wilson et fournit une réponse satisfaisante aux Alliés (1). Si malgré tout, l'accord devait déboucher sur une certaine

(1) R. VAN OVERSTRAËTEN, *Les carnets de guerre d'Albert 1^{er}, Roi des Belges*, Bruxelles, 1953, passim.

(1) O. V., 10 octobre, p. 1, c. 1-2, *Het uur*, ss.
O. V., 16 octobre, p. 1, c. 3-4, *Rond den vrede*, ss.

tutelle allemande sur la Belgique, serait-ce un drame? La lecture du journal permet de poser la question, non d'y répondre.

2. Le Socialisme International

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 278 n°
+		2										2
0	3	2	1	1			3	2				12
-								1				1
Totaux												15

Le thème est rare, le taux d'apparition n'est que de 5,4 %. Le journal semble n'avoir pas d'opinion.

Commentaire

Il peut sembler étonnant à première vue qu'*Ons Vaderland* attache si peu d'importance au socialisme international alors qu'il a en commun avec lui la haine de la guerre et le désir d'en finir. Seulement, le programme de paix du socialisme ne rencontre pas celui d'*Ons Vaderland*. Les socialistes répètent qu'ils veulent une paix démocratique et nous avons vu qu'*Ons Vaderland* se méfie de ce mot. De plus les socialistes cherchent à réformer la société sur des bases marxistes qui répugnent profondément au catholicisme assez étroit du journal et l'idéal d'internationalisme cadre mal avec son nationalisme. On pourrait même se demander où iraient les préférences d'*Ons Vaderland* s'il était amené à devoir choisir entre la paix voulue par les socialistes et une paix allemande, éventualité qui n'est évidemment jamais évoquée dans le journal.

Les deux cotes approbatives que nous avons relevées ne sont pas très chaleureuses et proviennent de la même idée. Le journal, après avoir exprimé sa déception causée par la déclaration de Versailles, continue : « Die nieuwe oorlogsverklaring sluit niet in dat men van geen en vrede meer zal gewagen. De pacifisten... zijn daarmee niet met stomheid geslagen. De 20 Februari moet in Engeland de algemeene vergadering der verbonden socialisten plaats hebben. Hare voorbode

van Nottingham belooft dat het er stuiven zal » (1) ; il reprend le même point de vue deux jours plus tard.

La cote négative provient d'une dépêche de Londres mise en évidence par le titre : « De Britsche pacifisten bezitten groote sommen. Van waar komt dit geld? ». Le texte insinue qu'ils sont payés par Troelstra, agent de Scheidemann (2).

3. Le Pape

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 278 n°
+	4	3		1		4	1					13
0	1	1	1	2	1	4						10
-												
Totaux												23

Le thème est peu fréquent, (8,2 %).

L'opinion du journal est nette et approbative : il n'y a que des signes positifs ; elle est affirmée : les signes positifs dépassent les zéros.

Le thème est abordé pour la dernière fois en juillet.

Commentaire

On aurait pu s'attendre à une plus grande fréquence, *Ons Vaderland* devant apprécier tout particulièrement l'attitude neutre et pacifiste de Benoît XV, mais l'actualité ne s'y prête pas.

Le journal souligne le parallélisme entre les idées de Lloyd George et Wilson et celles du Pape, en regrettant que les premiers aient mis six mois pour s'en apercevoir et qu'ils n'aient pas répondu au message pontifical, même pas la catholique Belgique (3). Notons ce passage qui

(1) O. V., 7 février, p. 1, 't Vredekeerske is uitgeblazen, ss.

« Cette nouvelle déclaration de guerre ne signifie pas qu'on ne parlera plus de paix. Le 20 février doit avoir lieu en Angleterre la réunion générale des socialistes alliés. Les prémices de Nottingham promettent que cela soulèvera de la poussière. »

O. V., 9 février, p. 1, *De volksbeweging in Europa*, ss.

(2) O. V., 22 août, p. 1, c. 2.

(3) O. V., 15 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *Gelijkenissen*, A. D. G.

confirme ce que nous disions plus haut au sujet du socialisme : « Ons katholieken verheugen die verklaringen ten zeerste, 't is de zedelijke triomf der voorstellen aan Z. H. den Paus. Overal steken de socialisten de hoofden bijeen om den democratischen vrede te doen zegevieren... Aan ons katholieken is den plicht ons rond Z. H. den Paus te scharen... » (1).

Ons Vaderland publie plusieurs articles sur le Pape, l'un est purement hagiographique (2), un autre est d'abord complètement censuré, puis il reparait cinq jours plus tard, avec cette fois vingt-deux lignes censurées, les plus significatives sans doute car ce qui en reste est banal (3). Un troisième paraissant en deux fois est intéressant en ce qu'il demande aux catholiques de lutter pour rendre à Rome la place qui lui revient dans le monde; la manière dont l'auteur analyse le rôle du Pape a un relent théocratique; le Pape est non seulement le chef de l'Eglise catholique mais de l'humanité tout entière dans sa destinée spirituelle et son autorité s'étend à tous les individus et à tous les peuples; le droit divin interdit à tout pouvoir d'empêcher la mission de l'Eglise; une situation intolérable pour le Pape résulte de l'attitude de certains gouvernements; le Pape ne peut être exclu de la conférence de la paix, il y a sa place, c'est-à-dire la première (4). Cet article est à rapprocher d'un autre protestant contre le XX^e Siècle et l'agence Havas selon lesquels le Pape n'aurait pas le droit d'intervenir dans la question flamande. L'auteur réfute cette affirmation en huit points parmi lesquels le fait que le Pape a le droit d'intervenir dans une question où la justice est en cause et que si on avait soumis au Pape les problèmes de nationalité, le monde ne serait pas en flammes comme maintenant (5).

4. Le Statut International de la Belgique

Le thème n'est abordé que deux fois et dans le même sens. En février, le journal proteste contre l'*Echo de Paris* selon lequel le gou-

(1) O. V., 12 janvier, p. 1, c. 4-5, *Voorzitter Wilson...*, ss.

* Ces déclarations nous réjouissent au plus haut point, nous catholiques, c'est le triomphe moral des propositions de S. S. le Pape. Partout les socialistes se groupent pour faire triompher la paix démocratique... Pour nous, catholiques, le devoir consiste à nous ranger autour de S. S. le Pape... *

(2) O. V., 9 avril, p. 1, c. 2, *De Paus*, O. VEEKA.

(3) O. V., 10 et 15 juin, p. 1, c. 1-2, *De Paus*, KEMPENAARS.

(4) O. V., 17 et 21 juin, p. 1, c. 1-2, *De Paus en de vredesconferentie*, A. D. G.

(5) O. V., 25 février, p. 1, c. 1-2, *Een protest*, Pater L. J. CALLEWAERT.

vernement belge estime que la Belgique doit rester après la guerre liée à l'Angleterre et à la France : « Wel overeenstemming, maar geene afhandeljkheid. Voor België is maar éene oplossing : algeheele onafhandeljkheid van wie ook, 't zij oostwaarts, west- of zuidwaarts, van bondgenoot of vijand » (1).

En juillet, se réjouissant de ce que le gouvernement serait disposé à gouverner selon les vœux du pays occupé, il ajoute : « ... de menschen, in bezet België redeneeren... heel nuchter... en wenschen met de onafhankelijkheid van België, vrede, brood en vrijheid... Zij hebben hun maag niet vol, zij zijn niet brooddronken genoeg om te roepen : « De haat tegen Duitschland gaat voor alles... » Zij wenschen na den strijd met de wapens geen economischen oorlog ; evenmin (une demi-ligne censurée) willen zij zich aan de Bondgenooten verbinden door vrijheid inkrimpende clauseelen » (2).

5. L'Annexionisme

Le thème est abordé quatre fois et chaque fois sous forme de polémique contre Neuray et la presse francophone. Le point de vue d'*Ons Vaderland* est clair : il rejette tout annexionisme. Cependant, il ne s'en explique d'une manière assez détaillée que le 7 novembre. Il redoutait sans doute la censure avant cette date ; d'ailleurs, le 28 novembre encore, elle coupe fortement un article intitulé « Annexionisme ». La raison que le journal invoque pour refuser l'annexionisme est la fidélité inconditionnelle aux principes de Wilson. Or l'annexionisme tel que le comprend Neuray, ne constitue pas des garanties nécessaires au pays mais une véritable annexion dangereuse pour l'avenir. Il conclut : « ... enkel een regeling die niet op gevoelens van haat gegrond is waarborgt ons de durende vrede » (3).

(1) O. V., 2 février, p. 1, c. 1-2-3, *Antwoord...*, A. DE GROEVE.

* accord certes, mais pas de dépendance. Pour la Belgique, il n'y a qu'une solution : totale indépendance de qui que ce soit, de l'Ouest, de l'Est ou du Sud, d'allié ou d'ennemi. *

(2) O. V., 8 juillet, p. 1, c. 3, *Cooreman's politiek*, J. E. F.

* les gens, en Belgique occupée, raisonnent à jeun... et souhaitent avec l'indépendance de la Belgique, paix, pain et liberté... Ils n'ont pas le ventre assez rempli, ils ne sont pas assez gorgés de pain pour crier : « la haine de l'Allemagne passe avant tout!... » Ils ne souhaitent pas, après la lutte armée, la guerre économique ; encore moins veulent-ils se lier aux Alliés par des clauses grignotant leur liberté. *

(3) O. V., 7 novembre, p. 1, c. 1-2, *De ontwikkeling van Neuray's imperialisme*, PRETORIUS.

* seul un arrangement non fondé sur des sentiments de haine nous garantit une paix durable. *

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 278 n°
+	1	1	1	3	2		1	1	2			12
0	2	3	4	4	3	5	2		4	1	3	31
—	11	11	8	6	6	6	11	3	1	4	1	68
Totaux												111

Le thème est fréquent : 111 apparitions sur 278 numéros, soit un taux de 40 %.

La position du journal est nette et affirmée : 68 signes négatifs contre 12 signes positifs et 31 zéros ; il est donc opposé au gouvernement.

Commentaire

La critique fondamentale du journal porte sur la passivité du gouvernement face à la question flamande. *Ons Vaderland*, comme le *Belgische Standaard*, réclame des actes, c'est-à-dire des promesses pour l'avenir et les mesures qui peuvent se réaliser dès maintenant. Ce sont les revendications du Manifeste du *Vlaamsch Belgisch Verbond*. Ce thème est repris tout au long de l'année de même que les critiques portant sur la censure, sur les faveurs accordées à certains journaux belges et refusées à d'autres, sur l'inégalité dans l'emploi des langues à l'armée, ce dernier point étant cependant plus rarement traité. Dans le même esprit, le journal critique l'Union sacrée ou le mauvais usage qu'on en fait.

Cependant des déclarations ont été faites et des initiatives ont été prises au cours de l'année :

Les Commissions linguistiques

Cette Commission, *Ons Vaderland* en a réclamé la nomination à maintes reprises et il accueille le communiqué annonçant sa création au sein du ministère de la reconstruction nationale comme une victoire dont il est reconnaissant à Broqueville. Il a des éloges pour Van der

Essen qui en fait partie, mais déjà des réserves car la composition de la Commission n'est pas connue (1).

Ces réserves se précisent les jours suivants ; il faut que les combattants du front y soient représentés (2), de même que les Flamands de Hollande et d'Angleterre, la presse devrait être plus libre pour faciliter les échanges de vues et éclairer ainsi la Commission sur les points qu'elle doit étudier, notamment la flamandisation de l'administration en Flandre et de l'Université de Gand ; tout ce travail peut se réaliser sans craindre l'opposition des Wallons qui savent que rien dans le programme flamand ne peut les mécontenter (3). L'annonce du voyage de Van Cauwelaert et d'Heyman en Suisse pour y étudier la question des langues jette un jour favorable sur le travail de la Commission (4). La journal réclame ensuite « plus de clarté » : on ne sait toujours rien, même pas la composition de cette Commission, elle est créée au sein d'un ministère et n'a pas d'existence autonome, les fonctionnaires qui s'y trouvent n'ont que peu de temps à lui consacrer, le *Mouvement wallon* n'y est pas représenté, Van Cauwelaert n'a pas accepté le rôle de conseiller judiciaire, comme on l'a dit (5), ce qui est confirmé le 15 juin (6), puis, le lendemain, par Van Cauwelaert lui-même qui explique les raisons de méfiance des Flamands à l'égard de cette Commission (7). Auparavant, deux articles presque complètement censurés, avaient paru (8). Enfin le 28 juin, *Ons Vaderland* entérine sa disparition, sans regrets car il n'en attendait plus rien, mais avec un brin d'amertume : le chemin de la restauration flamande, constate-t-il, est pavé de bonnes intentions (9). Il espère néanmoins encore que Cooreman la remplacera par une Commission officielle (10), ce qu'il constate avec satisfaction après l'annonce de la nouvelle Commission ; cependant là encore, il n'y a pas d'indication de programme et les deux tiers des membres ne seront nommés qu'après la

(1) O. V., 29 avril, p. 1, c. 3, *Officieele mededeling*, ss.

O. V., 30 avril, p. 1, c. 1-2, *De Vlaamsche Commissie*, ss.

(2) O. V., 2 mai, p. 1, c. 2, *De Vlaamsche Commissie*, ss.

(3) O. V., 4 mai, p. 1, c. 1-2, *Rond de Vl. Commissie*, A. D. G.

(4) O. V., 15 mai, p. 1, c. 3, *Frans Van Cauwelaert*, ss.

(5) O. V., 26 mai, p. 1, c. 1-2-3, *Meer Klarheid*, A. D. G.

(6) O. V., 15 juin, c. 1-2, Lettre de Van de Perre.

(7) O. V., 16 juin, p. 1, c. 1-2-3, *Meer klaarheid*, Frans VAN CAUWELAERT.

(8) O. V., 5 juin, p. 1, c. 1-2, *De Vlaamsche Commissie*, P. L. J. CALLEWAERT, O. P.

O. V., 7 juin, p. 1, c. 1-2, *Wijze woorden*.

O. V., 2 juillet, p. 1, c. 3, Lettre du P. Callewaert disant que l'article de Van Cauwelaert du 16 juin a repris ce que lui-même disait dans les deux articles censurés des 5 et 7 juin ; cet article est de nouveau fortement censuré.

(9) O. V., 28 juin, p. 1, c. 1-2, *Zij ruste...* YZER.

(10) O. V., 30 juin, p. 1, c. 1-2, *Er komt licht*, Ru Salmands.

guerre, ce qui signifie qu'elle est mise de côté jusqu'à cette époque (1); plus tard, *Ons Vaderland* rappelle que les Wallons doivent y être représentés (2.)

Commission de contrôle de l'application des règlements sur l'emploi des langues à l'armée.

Ons Vaderland l'accueille avec satisfaction et reconnaissance mais rappelle que ce n'est qu'un premier pas dans la voie de la reconnaissance des droits flamands (3).

Ecole d'officiers flamande

Ons Vaderland publie le communiqué du gouvernement annonçant la décision de créer cette école, il ne fait aucun commentaire (24 avril). Il revient sur la question plus tard sans doute à cause d'un article qu'on lui envoie; l'auteur se réjouit de cette création et incite les jeunes Flamands à s'inscrire à cette école; il y voit un signe réjouissant pour le *Mouvement flamand* parce que, pour la première fois, le gouvernement a appliqué le principe de l'égalité des deux cultures; les Flamands étant la majorité, il ne tient qu'à eux de devenir une force sur le plan légal à condition qu'ils mettent de côté certaines divergences pour réaliser l'idéal commun. Un article développant les mêmes idées a paru dans le *Belgische Standaard* (4). *Ons Vaderland* le publie avec une note disant que l'article contient trop de vérité pour hésiter à le publier, bien que beaucoup de lecteurs, notamment des soldats, ne partagent pas cet optimisme (5), ce qui est confirmé par un article ultérieur signé Ru Salmands, pseudonyme du sous-lieutenant Armand Suls (6). Cependant, le 16 août, le journal proteste contre une campagne du *XX^e Siècle* qui voudrait la faire disparaître (7).

A. L. sur l'emploi des langues en procédure pénale militaire

Le journal publie en guise de commentaire un article repris à *Ons Vlaanderen*. (8) L'auteur qualifie cette mesure « d'une de ces ruses dont nos législateurs ont le secret ». En effet, dit-il, comment peut-on

(1) O. V., 2 août, p. 1, c. 1, *De laatste vondst*, YZER.

(2) O. V., 9 septembre, p. 1, c. 3, *Bij de Walen*, ss.

(3) O. V., 26 avril, p. 1, c. 2, *Een Commissie*, ss.

(4) B. S., 30 juin, p. 1, c. 1-2-3, *De Vlaamsche officierschool*, + + +.

(5) O. V., 8 juillet, p. 1, c. 1-2, *Vlaamsche officierschool*, ss.

(6) O. V., 27 juillet, p. 1, c. 1-2, *Nog iets over de Vlaamsche officierschool*, Ru SAL-

MANDS.

(7) O. V., 16 août, p. 1, c. 2, *De Vlaamsche officierschool*, Belg, *Ons Vlaanderen*.

(8) 27 octobre, p. 2, c. 4, *Blind-dooft*, Pieter Jansen, *Ons Vlaanderen*.

imaginer que quelqu'un puisse souhaiter être défendu dans une langue qu'il ne comprend pas ; or le législateur oblige le prévenu qui désire la procédure flamande à faire connaître sa volonté au moment de l'interrogatoire, il peut redouter que ce soit considéré comme un acte anti-patriotique, il peut d'ailleurs être influencé dans ce sens à tel point qu'on verra encore des prévenus jugés sans pouvoir se défendre dans leur langue.

Action de certains ministres

Le journal constate que, depuis la nomination de Deceuninck au ministère de la Guerre, la situation linguistique s'est améliorée à l'armée mais que ses instructions ne sont pas observées partout (1). Il reproduit sans plus l'interview d'Helleputte réclamant l'égalité complète des deux langues (2). Il exprime sa reconnaissance au ministre des Sciences et des Arts pour les cours qu'il a créés mais regrette qu'il n'ait pas cherché à connaître les désirs exacts des étudiants (3), il a des éloges pour son article dans le *Livre du soldat belge* (4). Quant à Broqueville, après avoir critiqué son discours du 18 novembre dans lequel il expose encore la thèse bilinguistique de Pirenne et de Kurth (5), il apprécie son interview au *Times* reconnaissant que la solution du problème flamand doit être cherchée dans l'application du principe de l'égalité des deux langues (6) et il reconnaît qu'il n'était pas mal disposé envers les Flamands mais qu'il n'a pas pu ou pas osé résoudre le problème linguistique (7).

Réunion parlementaire

Après s'être réjoui à l'annonce de cette réunion (8), *Ons Vaderland* s'inquiète parce que l'ordre du jour ne mentionne pas la question linguistique (9), il publie ensuite uniquement quelques informations.

(1) O. V., 18 janvier, p. 2, c. 1, *Een verheugend verschijnsel*, R. V. B.

(2) O. V., 6 mai, p. 1, c. 1-2-3, *Minister Helleput en de Vl. Kwestie*.

(3) O. V., 23 janvier, p. 2, c. 2-3, *Aan den heer minister van Kunsten en Wetenschappen*,

BREIDEL.

O. V., 17 septembre, p. 2, c. 1-2, *Onderwijs voor onze soldaten*, BREIDEL.

(4) O. V., 25 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Vrede door recht*, Fr. VAN CAUWELAERT.

(5) O. V., 3 janvier, p. 2, c. 2, *Een woortje...* PERTINAX.

O. V., 10 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *XX^e S. tegen Vrij België*, VINDEK.

(6) O. V., 25 avril, p. 2, c. 1-2, *Een onderhoud...*

(7) O. V., 15 juillet, p. 1, c. 2, *Rond M. de Broqueville*, Kapitein G. R. VII.

(8) O. V., 30 mars, p. 2, c. 3-4, *Blijde verwachtingen*, ss.

(9) O. V., 12 juillet, p. 1, c. 4, *Nog Struisvogelpolitiek*, H. B.

O. V., 18 juillet, p. 1, c. 1-2, *Wetten*, GASTON.

A côté ce qui concerne la question linguistique, le journal approuve la réponse du gouvernement au message pontifical, tout en regrettant qu'elle soit si tardive et rappelant qu'il s'était fait souvent l'interprète des milliers de Belges qui ne comprenaient pas le silence du gouvernement (1). Comme nous l'avons dit plus haut, il se préoccupe de la politique de paix du gouvernement redoutant qu'il se laisse entraîner à faire la politique intransigeante des Alliés.

Quant aux modifications ministérielles, celles du 1^{er} janvier ne sont pas commentées et la chute de Broqueville est critiquée surtout à cause de l'atmosphère de mystère qui l'entoure (2). L'annonce que Cooreman gouvernerait selon les vœux du pays occupé est bien accueillie (3).

En conclusion, nous pouvons dire qu'*Ons Vaderland* se préoccupe peu du gouvernement en dehors de la question linguistique, il le dit d'ailleurs lui-même : « Baron de Broqueville is gevallen. Waarom? Dat weten we niet. Wij houden ons niet op met binnenlandsche noch buitenlandsche politiek. Daartoe hebben we noch tijd noch gelegenheid » (4). Quant à la politique du gouvernement en matière linguistique, elle ne le satisfait manifestement pas ; le 5 novembre, il en fait d'ailleurs l'inventaire, celle-ci s'est résumée en grande partie dans la création de quatre Commissions qui ont toutes avorté (5).

(1) O. V., 27 janvier, p. 2, c. 2, *Antwoord...* ss.

O. V., 2 février, p. 1, c. 1-2-3, *Antwoord...*, A. DE GROEVE.

(2) O. V., 30 juin, p. 1, c. 1-2, *Er komt licht*, Ru SALMANDS.

(3) O. V., 8 juillet, p. 1, c. 3, *Cooreman's politiek*, J. E. F.

(4) O. V., 15 juillet, p. 1, c. 2, *Rond M. de Broqueville*, Kapitein G. R., VII.

« Le baron de Broqueville est tombé. Pourquoi? Cela nous ne le savons pas. Nous ne nous préoccupons ni de politique intérieure ni de politique extérieure. Pour cela nous n'avons ni le temps ni l'occasion. »

(5) O. V., 5 novembre, p. 2, c. 1, *Over taalkommissies*, ss.

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 278 n°	
Acti- visme	+	2		1									3	35
	0		4	3						2			9	
	—		8	6	2		1		1	1	3	1	23	
Fédé- ralisme	+	12	8	9	7	9	5	7	2	2			61	61
	0													
	—													
Mini- ma- lisme	+	20	20	18	18	24	19	23	25	21	9	7	204	214 310
	0									1			1	
	—		1		2		1	4	1				9	

Le thème est présent 310 fois sur 278 numéros, c'est-à-dire que non seulement il est présent tous les jours, mais parfois sous deux aspects différents. (taux de fréquence : 111 %).

Le thème le plus traité est de loin le minimalisme.

Le journal est totalement partisan du fédéralisme, il est partisan du minimalisme mais avec des restrictions, il est opposé à l'activisme avec des restrictions en début d'année.

Le fédéralisme n'est presque plus traité après le mois de juillet (même compte tenu du fait qu'il manque assez bien de numéros en octobre).

a) *Activisme*

L'attitude d'*Ons Vaderland* est claire : c'est une condamnation de l'activisme sans équivoque possible, malgré les trois cotes positives. Remarquons que deux d'entre elles datent d'avant la proclamation du Royaume de Flandre, l'une provient d'un article fortement censuré, l'autre d'une réponse au *XX^e Siècle* dont l'attitude est plus dangereuse pour la Belgique, estime le journal, que celle des activistes et il ajoute : « ... zij die handelden uit liefde voor Vlaanderen geen

verraders zijn... Willen wij ook niet « couper le contact » want wij denken aan de toekomst. Wij vreesden dat *Vrij België* reeds zou zijn te ver gegaan en dat het meningsgeschil tusschen *Vrij België* en de activisten geen definitieve scheuring is geworden. Wij willen een *Vrij Vlaanderen in Vrij België*... » (1). Ces lignes, les plus bienveillantes que nous ayons relevées, ne constituent tout de même pas une approbation de l'activisme; plus tard, le journal met en garde contre un jugement hâtif : « Het is heden zeker uiterst moeilijk zich een objectief oordeel over den toestand in het bezet gebied te vormen » (2).

Dès la première présentation des événements de Belgique occupée, *Ons Vaderland* adopte la tactique qui ne variera plus ultérieurement : affirmation de sa fidélité à la Belgique, rappel de ses objectifs. L'annonce de la proclamation du Royaume de Flandre est incluse dans un article intitulé « Het recht der kleine volkeren » et suivie du commentaire suivant : « Willen de aktivisten, van België een tweevoudig koninkrijk maken, in den aard van Oostenrijk-Hongarië, of vinden ze ons land te groot ? (trois lignes censurées) toch willen wij in volle verstandhouding blijven met de Walen. De Vlamingen van den Yzer willen *Vrij Vlaanderen in Vrij België*; niets meer en niets min. De vrijheid der nationaliteiten is een vraagstuk aan de orde van den dag. Het kan niet blijven leven van woorden. Wij hopen dat onze regeering oud en wijs genoeg is om geene feiten weg te moffelen. Wij wachten met ongeduld naar daden, maar blijven intusschen aan België « hou ende trou » (3).

Plus tard, le journal écrit : « onze leuze is en blijft eerst den Duitsch uit het land gejaagd en dan de Vlaamsche kwestie tot de oplossing gebracht. Want vooraleer we ons volle recht niet bekomen hebben geven wij den strijd niet op... Wij Vlamingen, willen ons-

(1) O. V., 10 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *XX^e Siècle tegen Vrij België, VINDEX*.

« ... ceux qui agissent par amour de la Flandre ne sont pas des traitres... Aussi nous ne voulons pas couper le contact car nous pensons à l'avenir. Nous craignons que *Vrij België* ne soit déjà allé trop loin et que le différend entre *Vrij België* et les activistes ne soit devenu une rupture définitive. Nous voulons une Flandre libre dans une Belgique libre ».

(2) O. V., 20 mars, p. 2, c. 1,

« il est actuellement extrêmement difficile d'avoir un jugement objectif sur la situation dans le pays occupé ».

(3) O. V., 3 février, p. 1, c. 4-5, « *Le droit des petits peuples* », ss.

« Les activistes veulent-ils faire de la Belgique une double monarchie dans le genre de l'Autriche-Hongrie, ou trouvent-ils notre pays trop grand ? (cens.) cependant nous voulons rester en parfaite intelligence avec les Wallons. Les Flamands de l'Yzer veulent la Flandre libre dans la Belgique libre; rien de plus et rien de moins. La liberté des nationalités est un problème à l'ordre du jour. Il ne peut continuer à vivre de mots. Nous espérons que notre gouvernement est assez âgé et sage pour ne balayer aucun fait. Nous attendons des actes avec impatience, mais restons entre-temps « fidèles et loyaux » à la Belgique. »

zelf zijn... Dat onze Heeren Ministers dit eens goed overwegen want ze mogen niet vergeten dat men de Vlamingen noodig heeft voor den wederopbouw van ons België... We hopen ons recht te verkrijgen van eene wettige regeering... Wij vragen als vrije Belgen in een Vrij Vlaanderen te leven... Wat de Middenrijken aangaat die zich met onze beweging gemoeien, roepen we toe : *Handen af!* » (1).

Nous pourrions citer d'autres passages relevant du même esprit. La position du journal est donc claire : rejet de l'activisme à cause du moyen employé, non à cause des objectifs. Pourquoi rejeter l'aide allemande ? *Ons Vaderland* le dit sans insister : l'Allemagne reste l'ennemie, il y a du sang versé entre la Flandre et elle ; il ne commence à parler d'un plan allemand sur la Flandre que fin septembre où il publie une suite de quatre articles sur ce sujet (2). Un autre motif de condamner le recours à l'occupant, c'est qu'*Ons Vaderland* entend rester fidèle au gouvernement légal de la Belgique.

Comme on sait qu'il y eut des contacts entre les activistes et certains frontistes, on pourrait suspecter la sincérité d'*Ons Vaderland* et supposer que ces condamnations servent à faire passer des phrases qui, placées dans un autre contexte, seraient rayées par la censure. On peut répondre que rien n'indique que la direction du journal partage les vues de ceux qui désirent un rapprochement avec l'activisme ; d'ailleurs, quand les cinq déserteurs sont interrogés par la Commission des fondés de pouvoir du Conseil des Flandres, ils ne parlent pas d'*Ons Vaderland* (3). Il semble plus juste d'admettre que le journal re-

(1) O. V., 26 février, p. 1, c. 1-2, *Na de bevrijding... ons recht*, AUCTOR, J.

* notre devise est et reste que l'Allemand soit d'abord chassé du pays et ensuite que la solution soit donnée au problème flamand. Car tant que nous n'aurons pas obtenu notre plein droit, nous ne renoncerons pas à la lutte... Nous, Flamands, voulons être nous-mêmes. Que ces Messieurs de nos ministères soupèsent cela une bonne fois car ils ne peuvent oublier qu'on aura besoin des Flamands pour la reconstruction de la Belgique... Nous espérons recevoir notre droit d'un gouvernement légal... Nous demandons à vivre comme des Belges libres dans une Flandre libre... Pour ce qui concerne les Centraux qui se mêlent de notre mouvement, nous crions : *bas les pattes!* »

(2) O. V., 29 septembre, p. 2, c. 5-6, *Een duitsche Stem over Vlaanderen's toekomst*, FRANZ FROMME.

O. V., 1 octobre, p. 2, c. 3-4, suite.

O. V., 4 octobre, p. 2, c. 3-4, suite.

O. V., 5 octobre, p. 2, c. 1-2, suite et fin.

(3) *Les Archives du Conseil de Flandre* publiées par la *Ligne nationale pour l'unité belge*, Bruxelles, s.d., pp. 179 à 188.

doute le discrédit et que de Pillecijn est sincère quand il affirme que le *Mouvement flamand* a été affaibli par l'opportunisme des activistes (1).

Remarquons qu'à plusieurs reprises, le journal souligne qu'il existe aussi un activisme wallon mais qu'on en parle peu parce que c'est le *Mouvement flamand* qu'on veut atteindre à travers l'activisme.

b) *Fédéralisme*

On ne trouve pas à proprement parler de doctrine politique dans *Ons Vaderland* mais l'expression d'un immense amour de la Flandre et du peuple flamand. Celui-ci accuse un retard considérable tant au plan culturel qu'aux plans économique et social; écrasé par la présence, non seulement à proximité mais en Flandre même, d'un groupe social imbu de sa supériorité culturelle, il s'est résigné à occuper une place subalterne et à accepter la contrainte de l'apprentissage du français. Les meilleurs éléments acquerrant, avec une nouvelle langue, une nouvelle culture, se trouvent, par le fait même, séparés du peuple qui rétrograde davantage. Il est donc plus que temps d'intervenir en ressuscitant la fierté de race et la volonté de conquérir les conditions d'un épanouissement normal. La première est la liberté, réelle et non théorique, de parler sa propre langue dans toutes les circonstances de la vie, il faut donc créer en Flandre des structures flamandes complètes, ce qui ne peut se réaliser qu'en modifiant la forme de l'Etat belge. Celui-ci ne peut plus être unilingue français comme il l'est pratiquement, il ne peut être non plus un Etat bilingue car ce serait imposer à ses habitants un bilinguisme stérile et étouffant, la seule solution est de le doter d'une structure politique qui corresponde à ce qu'il est en réalité : une entité groupant deux peuples ayant des intérêts communs et conservant chacun sa personnalité propre. Il s'agit donc d'une forme d'Etat fédéral dont *Ons Vaderland* ne précise pas davantage les modalités. Il ne s'explique pas parce qu'il doit tenir compte de la censure et surtout parce qu'il veut réaliser l'union des Flamands et qu'il sait que l'idée fédérale n'est pas encore mûre; de nombreux Flamingants, comme ceux du *Belgische Standaard*, y sont opposés et, parmi les frontistes eux-mêmes, l'unanimité n'est pas

(1) O. V., 18 avril, p. 1, c. 1 à 4, *Unanime*, F. D. P.

réalisée (1). A quoi bon d'ailleurs ces discussions sur les modalités ? Il faut d'abord créer un mouvement fort et pour cela, susciter parmi les Flamands eux-mêmes l'amour de leur pays et de leur race à tel point qu'ils trouvent intolérables ce qu'ils acceptent jusqu'à présent. C'est seulement quand cette conviction sera suffisamment ancrée qu'on pourra discuter des modalités de l'Etat. Peut-être même ne sera-ce plus nécessaire car, à ce moment, la forme d'Etat s'imposera d'elle-même.

Comment le journal exprime-t-il ses convictions et surtout comment cherche-t-il à les répandre, c'est-à-dire comment remplit-il la mission qu'il s'est assignée ? D'abord par le slogan qu'il reprend inlassablement : « een Vrij Vlaanderen in een Vrij België », ensuite par l'appel à la fierté de race, à la conscience d'appartenir au peuple flamand, qui doit être reconnu comme peuple et conquérir son autonomie. Il écrit par exemple : « In een zelfstandig — sterk Vlaanderen, en in een zelfstandig — sterk Wallonie, zal België zijn steun zoeken, en elders zal de steun niet te vinden zijn » (2). A l'occasion du 21 juillet, il publie un poème « Aan Nieuw-België » se terminant par cette strophe :

« Nieuw-België
waar, nauw-vereënd door 't lijdzaam liefdesnoer
de beide volkren met hun zelfbestuur
te bloeien gaan door eigen — ras — kultuur.
...
ik zweer U trouw, U, 't ware Vaderland ! » (3).

Ons Vaderland rappelle qu'on se bat pour le principe des nationalités. L'application à la Flandre est rarement faite directement, le journal procède souvent par des allusions dans des articles consacrés à l'Irlande par exemple, ou en publiant des lignes se rapportant à la Flandre dans un article général intitulé « Het recht der kleine volkeren ». Il proteste contre le silence qui entoure l'anniversaire de la bataille des Eperons d'or et demande : « Waarom moet, in een oorlog

(1) Voir le rapport des délégués du Frontpartij au Conseil de Flandre dans *Les Archives du Conseil de Flandre* publiées par la Ligue nationale pour l'unité belge, Bruxelles, s.d., pp. 179 à 188.

(2) O. V., 15 mai, p. 1, c. 1-2, *Aan de heeren verfranschers en tweektaligers*, JOHAN.
« dans une Flandre forte et indépendante et dans une Wallonie forte et indépendante, la Belgique cherchera son support et ailleurs il n'y aura pas de support à trouver. »

(3) O. V., 21 juillet, N. GROENTAK,
« Belgique nouvelle où, étroitement unis par un lien d'amour tolérant, les deux peuples avec leur autonomie prospèrent grâce à leur culture raciale propre... je vous suis fidèle à Vous, la vraie Patrie ».

voor vrijheid, ook voor de kleinere nationaliteiten — in de vrijheidsstrijd bij uitstek, de Guldensporenslag in den vergeethoek getrapt ? » (1). Il ne parle jamais de la possibilité d'internationaliser la question linguistique en la soumettant au Congrès de la paix, sauf une fois, en réponse à un journal belge qui prétendait qu'il rejetait l'activisme à cause de l'immixtion allemande mais accepterait l'intervention des Alliés. *Ons Vaderland* répond qu'il n'est pas d'accord, tout le reste de l'article est censuré (2).

Il a soin aussi de répéter que le mouvement flamand n'est en rien dirigé contre la Belgique, ni contre les Wallons. Il constate d'ailleurs avec satisfaction que des Wallons l'ont tellement bien compris qu'ils ont créé un mouvement et un journal ayant des objectifs se rapprochant de ceux d'*Ons Vaderland*. Il écrit entre autres : « Een weekblad waarvan de lezing voor vele Vlamingen lerrijk zou wezen is l'*Opinion wallonne*... Het is vooral een verheugend verschijnsel dat het standpunt des doordrijvende Vlamingen met zooveel geestdrift... door de Walen wordt bijgetreden » ; approuvant un article protestant contre l'opinion de C. Huysmans selon laquelle le dédoublement du ministère des Arts et des Sciences seul suffirait, il dit : « Daartegenover stelt de heer Colleye de radikale, logische eischen, die ook de onze zijn... vermogen noch onze Waalsche vrienden noch wij, ons een gedacht te vormen van een zelfstandige beschaving, die de economische en politieke zelfbestemming zou uitsluiten » ; il souligne la déclaration selon laquelle le *Mouvement wallon* est libre de toute attache politique et ajoute : « Indien ons beider streven zich weet zuiver te houden van elke politieke kuiperij, zullen wij, vereenigd, allen tegenstand te boven komen » (3).

Pour *Ons Vaderland*, la Flandre est un pays catholique, cela fait partie de son essence même à tel point que le journal en arrive à confondre dans un même amour la Flandre et le Christ. Cet aspect

(1) O. V., 23 juillet, p. 1, c. 3, *Een sombere „Waarom“?*, ss.

* Pourquoi faut-il, dans une guerre pour la liberté, également pour les plus petites nationalités, laisser dans l'oubli le combat pour la liberté par excellence, la bataille des Eperons d'or ? *

(2) O. V., 24 avril, p. 1, c. 1-2, *Laster*, Joost KAPPERS.

(3) O. V., 10 mars, p. 1, c. 1-2, *Bij onze Waalsche strijdgenooten*, ZANDER.

* Un hebdomadaire dont la lecture serait riche d'enseignement pour les Flamands c'est l'*Opinion wallonne*... C'est surtout un phénomène réjouissant que le point de vue des Flamands militants soit compris avec tellement d'intelligence par les Wallons » — * M. Colleye lui oppose les exigences radicales et logiques qui sont aussi les nôtres... ni nos amis wallons ni nous-mêmes ne pouvons imaginer une civilisation indépendante qui exclurait l'autonomie économique et politique » — * Si nos deux combats savent se maintenir purs de toute intrigue politique, réunis, nous surmonterons toute résistance. *

qu'on peut qualifier de mystique est essentiel, il sous-tend toute l'idéologie nationaliste; le journal le reconnaît dans un article sur le *Mouvement flamand* où, après avoir noté, comme signe de renouveau, qu'on en discute beaucoup, il ajoute : « Die herleving is voor de Katholiciteit van ons volk van 't hoogste belang want de mystische zijde van de Volksziel in Vlaanderen is wel een der meest eigenaardige kenmerken van ons volk » (1). Nombreux sont les articles qui reflètent cet aspect. L'un d'eux par exemple développe l'idée que la Flandre est un grand corps mystique à l'instar du corps mystique du Christ (2); commentant la parabole du tribut à payer à César, l'auteur conclut : « Ieder zijn recht : aan God alle eer en liefde, aan u de herkenning en den eerbied van uw Vlamingschap (3); un article sur Noël, qui apporte la renaissance de l'humanité et donc celle du peuple flamand, contient ces mots : « Christus zegde eens : « Wie die niet met mij is, is tegen mij! » Zoo zegt Vlaanderen tot u « De Vlamingen die mij niet lief hebben willen mij kwaad! »... Weldra zal Vlaanderen herboren worden! » (4); un autre article est consacré à Guido Gezelle dont la vie et l'œuvre est l'illustration de ce que doit être l'amour de la Flandre, il se termine par les mots : « Een liefde, die Vlaanderen boven alles bemint... een liefde die Vlaanderen bemint voor Christus... vast ligt ons betrouwen geankerd op een Vrij Vlaanderen in een Vrij België » (5). Nous avons à dessein choisi ces exemples à des dates rapprochées pour montrer la fréquence de tels articles. Il faut y joindre des articles incitant les jeunes Flamands à l'action, ainsi que les aumôniers : « Die liefde gevoegd door Christus, moet vooral u, Vlaamsche aalmoezeniers, een hefboom zijn om al het oerkrachtige, het raseigene van het Vlaamsche volk te doen gedijen tot zijn welzijn en ter eere van God. Die liefde moet ons ideaal doen hooghouden : In Vlaanderen

(1) O. V., 9 février, p. 1, c. 1-2, *De Vlaamsche beweging*, BRETWALDA.

« Cette renaissance est pour le catholicisme de notre peuple de la plus haute importance car le côté mystique de l'âme populaire en Flandre est bien la caractéristique la plus typique de notre peuple. »

(2) O. V., 3 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *Vlaandrens mystieke lichaam*, VINDEK.

(3) O. V., 18 janvier, p. 1, c. 1-2, *Quae Caesaris, Caesari*, H. DEGRAEF.

« Chacun son droit : à Dieu tout honneur et amour, à vous la reconnaissance et le respect de votre communauté flamande ».

(4) O. V., 4 janvier, p. 2, c. 2-3, *Wedergeboorte*, G. VERSTAPPEN.

« Le Christ a dit un jour : « Qui n'est pas avec moi, est contre moi! Ainsi la Flandre vous dit « Les Flamands qui ne m'aiment pas me veulent du mal »... Bientôt la Flandre va renaitre! »

(5) O. V., 20 janvier, p. 1, c. 1-2, *De liefde voor Vlaanderen*, J. O. VAN KETS.

« Un amour qui aime la Flandre par dessus tout, un amour qui aime la Flandre pour le Christ... ancre notre confiance en une Flandre libre dans une Belgique libre... »

Vlaamsch, alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Christus » (1). Cette devise A.V.V.-V.V.K. est souvent rappelée et le journal fait de la propagande pour l'œuvre appelée *Heldenhulde* qui demande aux soldats de placer sur les tombes de leurs compagnons tombés au champ d'honneur une stèle portant ces lettres. Il proteste violemment contre le fait que des inconnus ont cimenté ces lettres et en profite pour évoquer la signification de ces monuments : « Honderden gevallen voor 's lands vrijheid en het volkrenrecht... Honderden zaden... voor oogst van Vlaanderenland » (2).

c) Minimalisme

Dans beaucoup d'articles, *Ons Vaderland* emboîte le pas aux supports du programme minimaliste, mais il a soin d'établir nettement ce qui l'en sépare. Il n'appuie pas sur ces différences mais n'hésite pas à le faire quand cela lui semble indispensable pour rectifier des erreurs répandues par d'autres journaux ou par le *Vlaamsch Belgisch Verbond*.

Le *Belgische Standaard* avait publié un article (3) à la suite de celui d'*Ons Vaderland* intitulé « Vlaanderens mystieke lichaam » (4) indiquant l'amour de la Flandre comme fondement suffisant de l'union des Flamands. Le *Belgische Standaard* estimant qu'il fallait être plus concret et choisir un programme et les moyens de le réaliser qui rencontreraient les vœux de la majorité des Flamands et feraient l'unité. *Ons Vaderland* lui répond : « antithese tusschen liefde en de middelen... kan maar bestaan in de voorstelling van hen die sinds twee jaren voeling hebben verloren met het levende... Vlaanderen. En aan durf om de logische uitwerking van den inzet : « Cultuurautonomie voor Vlaanderen » tot in zijn laatste konsekwenties te aanvaarden ontbreekt het allerminst... Alle gebazel over « on-politiek » en « on-diplomatiek » is voor 't oogenblik « onzin » geworden » (5); plus loin, il

(1) O. V., 22 janvier, p. 1, c. 1-2, *Sociaal*, B. DEGRAEF,

« Cet amour consacré par le Christ doit être surtout pour vous, aumôniers flamands, un levier pour faire fructifier l'excellence, le caractère de race du peuple flamand et le conduire à son bien-être et à la gloire de Dieu. Cet amour doit nous aider à maintenir haut notre idéal : flamand en Flandre, tout pour la Flandre, Flandre au Christ. »

(2) O. V., entre autres : 19 février, p. 1, c. 3, *Eerbied voor het graf*, DEKKER et 6 mars, p. 2, c. 1, *Gravenschennis*, H. EDWARD.

« Des centaines fauchés pour la liberté du pays et le droit des peuples, centaines de semence... pour la moisson du pays de Flandre. »

(3) B. S., 23 janvier, p. 1, c. 1-2, *Eenheid*, SCRUTATOR.

(4) O. V., 3 janvier, p. 1, c. 1-2-3, *Vlaandrens...*, VINDEK.

(5) O. V., 5 février, p. 1, c. 1-2-3, *Eenheid*, SCHOLASTICUS,

« l'antithèse entre l'amour et les moyens... peut exister seulement dans la conception de celui qui a perdu le contact depuis deux ans avec la Flandre vivante. Et de l'audace pour le

concède qu'il y a actuellement des divergences entre les Flamands mais qu'elles sont dues aux circonstances qui empêchent un échange de vues normal, l'important c'est qu'il existe une certaine unité. On est d'accord sur l'unilinguisme, tout en découlera quelles que soient les divergences sur les moyens de le réaliser : adaptations ou séparation administratives ; de même il y a accord sur l'armée. Il vaut donc mieux garder les yeux fixés sur ce qui unit et ne pas chercher actuellement une impossible unité (1).

Ce programme minimum réclamé par le *Belgische Standaard* est proclamé par le *Vlaamsch Belgisch Verbond* ; *Ons Vaderland* l'accueille d'abord très bien : « Hulde aan Frans Van Cauwelaert... Leest *Vrij België* van 8 maart, met het program van het *Vlaamsch Belgisch Verbond*... en verspreidt het, want het is de moeite waard ! » et critique la censure qui l'empêche de publier ce programme (2). Il faut croire que celle-ci est revenue sur sa décision car un mois plus tard, le texte entier est publié (3). Entre-temps, *Ons Vaderland* indique ses réserves après d'être réjoui qu'un pareil noyau de Flamands convaincus existe en Hollande. Le texte laisse une impression de crainte car il est assorti de trop de justifications inutiles, il mêle aux revendications essentielles des demandes d'améliorations matérielles qui ne sont pas spécifiquement flamandes, ce qui l'affaiblit. Van Cauwelaert dit qu'il parle en accord avec les Flamands du front et de l'intérieur ; nous le souhaitons mais un échange de vues serait indispensable ; il s'est contenté de donner un gage de la pureté de notre idéal en condamnant l'activisme au lieu d'une profession de foi. Il vaudrait mieux chercher un point d'appui dans la force de notre idéal que de nous enchaîner par un compromis. Nous avons été affaiblis dans deux directions par l'opportunisme : en Belgique par les activistes, en Hollande, par celui qui redoute que notre action flamingante soit réputée dangereuse pour l'État belge (4).

A d'autres reprises encore, *Ons Vaderland* rappelle que ce qui le sépare du *Vlaamsch Belgisch Verbond* c'est son manque de radicalisme.

développement logique de l'enjeu « autonomie culturelle de la Flandre » jusqu'à l'accepter dans ces dernières conséquences, il ne manque que très peu... Tous les radotages sur « non-politique » ou « non-diplomatique » sont devenus « non-sens » à l'heure actuelle. »

(1) O. V., 23 février, p. 1, c. 1-2-3, *Eenheid*, VINDEX.

(2) O. V., 30 mars, p. 1, c. 1-2, *Vrij België*, ss.

« Hommage à F. Van Cauwelaert. Lisez *Vrij België* du 8 mars, avec le programme du V. B. V. ... et répandez-le car il en vaut la peine ! »

(3) O. V., 27 avril, p. 2, c. 1, *Vlaamsch Belgisch Verbond*.

O. V., 28 avril, p. 2, c. 2, suite et fin.

(4) O. V., 18 avril, p. 1, c. 1 à 4, *Unanime*, F. D. P.

Cependant il tient à garder de bons rapports avec Van Cauwelaert qui signe des articles et dont le journal fait l'éloge à l'occasion ; il affirme d'ailleurs que la distance qui le sépare de lui est moins grande que celle qui sépare Van Cauwelaert de certains trop disposés à étrangler *Ons Vaderland* sous prétexte de le venger, Van Cauwelaert, par exemple, est partisan de la division immédiate de l'armée en régiments flamands et wallons alors que ce n'est un secret pour personne que dans les parages du *Belgisch Standaard* beaucoup préfèrent se taire à ce sujet (1). Ces éloges ne sont sans doute pas totalement désintéressés ; étant donné la personnalité de Van Cauwelaert, *Ons Vaderland* a tout intérêt à l'attirer vers lui. Il proteste ailleurs contre tous ceux, *Vrij België* compris, qui prêtent aux frontistes des conceptions qu'ils n'ont pas (2).

Il y a de nombreux points d'accord entre *Ons Vaderland* et les minimalistes et beaucoup d'articles seraient à leur place dans des journaux flamands moins radicaux. Ce qui est frappant c'est leur nombre et, souvent, leur ton sentimental et presque religieux, même si la religion n'y est pas mêlée directement. Citons entre autres les articles :

- s'opposant au bilinguisme ;
- soutenant les revendications du *Vlaamsch Belgisch Verbond*, notamment la division de l'armée en régiments flamands et wallons et la Commission linguistique ;
- expliquant en quoi le *Mouvement flamand* est un mouvement social ;
- dénonçant des injustices à l'armée ;
- sur la nécessité de réformer l'enseignement, d'enseigner des chants flamands, de répandre les livres d'auteurs flamands et pour ces derniers, de penser à leur rôle culturel vis-à-vis du peuple flamand et de la langue flamande elle-même.

Notons aussi d'assez nombreuses attaques des Flamands qui ne sont pas assez fiers de leur race, qui se laissent aller jusqu'à singer les étrangers, à mettre leurs enfants dans une école française, etc. C'est contre leur anti-patriotisme qu'il faut protéger la race flamande.

Ons Vaderland exprime parfois sa confiance dans le Roi Albert dont il rappelle les mots « *Vlamingen gedenkt de Gulden Sporen* », assez tendancieusement d'ailleurs, et qui lui donne l'occasion de placer un article particulièrement émouvant en s'adressant aux soldats en flamand : « *O gij hadt de vreugde moeten zien dier jongens, en de*

(1) O. V., 12 juillet, p. 1, c. 3-4, *Waar huist de Brekespel?* ZANDER.

(2) O. V., 11 juin, p. 1, c. 1-2, *Op welk gezag*, ZANDER.

hoop, die in hunne heldergeworden oogen lag! de fierheid die zij gevoelden, omdat ook Hij Vlaamsch sprak! O, lag in die daad van onzen Koning niet, de heerlijkste belofte op volle recht?... Heil dus, Aalbrecht van den Yzer! Hij heeft begrepen de zieleklacht onzer Vlaamsche soldaten, en Hij spreekt tot die Harten in nood! Mochten de tijdsomstandigheden, Hem al gauw in de gelegenheid stellen, 't volle Recht aan de Vlamingen te geven. Dan zouden, zonder eenig onderscheid, Walen en Vlamingen, Hem even hoogachten » (1). Le journal recherche aussi le patronage du Cardinal Mercier, dont il cite volontiers des textes.

8. L'Après-Guerre

Le relevé donne 26 cotes, soit 9,3 %, ce qui est peu mais s'explique aisément par le fait que, pour *Ons Vaderland*, l'après-guerre est lié intimement à l'avenir du *Mouvement flamand*. Les quelques articles qu'il donne sont peu intéressants et disparates. Notons plusieurs articles sur l'industrie hôtelière, sur le traitement des instituteurs, une polémique entre des lecteurs sur la méthode d'enseignement de la musique à laquelle d'ailleurs *Ons Vaderland* attache beaucoup d'importance comme véhicule de l'idéal flamand.

Au point de vue social, il veut un ordre social chrétien basé non sur la lutte des classes mais sur l'organisation des classes et sur la famille.

Au point de vue politique, nous avons vu qu'il déniait, au *Mouvement flamand*, toute appartenance politique. Cela ne veut pas dire, précise-t-il, que les Flamands doivent renier tous les partis, mais ils doivent agir dans tous les partis pour flamandiser profondément la vie politique en Flandre (2). Il conseille aux travailleurs de se méfier de l'action politique qui n'améliorera pas leur sort et d'accorder leur confiance aux associations ouvrières chrétiennes. Il conteste une ru-

(1) O. V., 12 janvier, p. 2, c. 4-5, *De koning sprak Vlaamsch* Jan VANDERLEVE.

* O, vous auriez dû voir la joie de ces chers garçons, et l'espoir qui reposait dans leurs yeux de héros! la fierté qu'ils ressentaient, parce que Lui aussi, parlait flamand! O, dans cet acte de notre Roi n'y a-t-il pas l'heureuse promesse de notre plein droit? Salut donc, Albert de l'Yzer! Il a compris la souffrance morale de nos soldats flamands et Il parle à ces cœurs en détresse! Puissent les circonstances le placer au plus vite dans les conditions voulues pour accorder aux Flamands leur plein droit. Alors, sans une seule distinction, Wallons et Flamands, le salueront également. »

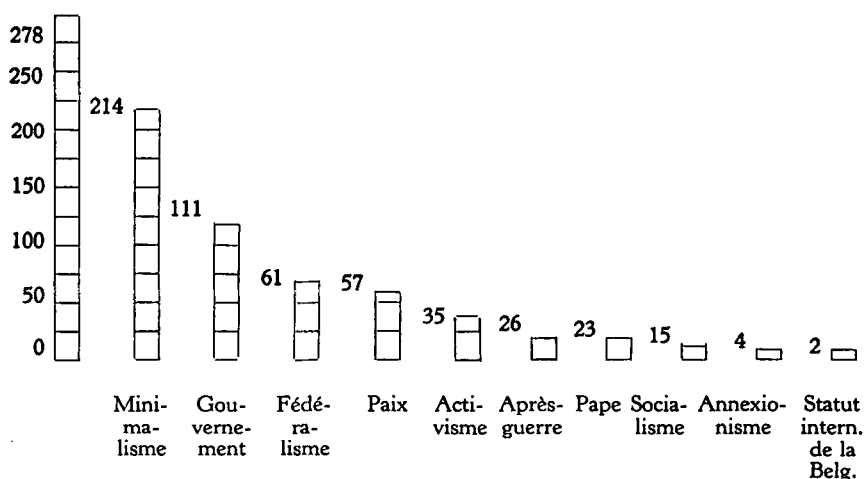
(2) O. V., 4 novembre, p. 2, c. 3-4, *Kiesstelsel en taalkwestie*, ss.

meur selon laquelle le gouvernement, pour contenter la classe ouvrière, serait acquis à l'idée d'accorder le suffrage universel après la guerre (1). Bien que la question électorale soit une question libre, tous les Flamands, dit-il, désirent la démocratisation du système électoral, mais il ne faut pas nécessairement le suffrage universel (2). Il met en garde contre ceux qui voudraient diviser les Flamands sur ce point (2).

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions de chaque thème



La première barre représente le nombre de numéros d'*Ons Vaderland* analysés en 1918.

Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît, en ordre de grandeur décroissant.

(1) O. V., 20 septembre, p. 1, c. 1-2, *Algemeen stemrecht*, *Werkersjongen*.

(2) O. V., 21 octobre, p. 2, c. 1-2, *In vooruitzicht*, *PRETORIUS*.

Commentaire

Ce qui découle nettement de ce tableau de fréquence, c'est qu'*Ons Vaderland* est réellement le journal d'une idée. En effet, le thème minimaliste, non seulement domine de loin tous les autres mais a une fréquence absolue très élevée. Le thème relatif au gouvernement qui le suit, n'atteint ce rang que parce qu'il a un rapport direct avec la question flamande.

Le thème fédéraliste est à la troisième place, nous avons vu cependant qu'il est essentiel. Sa troisième place est due au fait que par convention, nous ne classons à « fédéralisme » que ce qui exprime ou suscite directement cette idée, tout ce qui regarde la question flamande en général est classé à « minimalisme » ; de plus, il n'est pas tellement fréquent à cause de la censure.

Le seul thème qui ait quelque importance en dehors de la question linguistique est la paix, ce qui s'explique par le fait que c'est le seul point sur lequel le journal a une opinion bien tranchée.

Remarques Générales

La polémique a une place importante dans le journal ; nous avons relevé 95 cotes, soit un taux de 31,6 %, c'est-à-dire qu'elle apparaît presque un jour sur trois. Elle concerne presque exclusivement la question flamande, nous en avons donné plusieurs exemples en cours d'analyse. Le journal le plus visé est le *XX^e Siècle*. C'est évidemment l'ennemi numéro un de par ses qualités mêmes ; non seulement c'est un journal catholique bien fait et répandu au front, mais il défend, lui aussi, avec conviction et talent, un nationalisme qui, en opposition radicale avec celui d'*Ons Vaderland*, peut le concurrencer dangereusement. Chose à noter, il est plus souvent attaqué que son jumeau *Het Vaderland*. Celui-ci sentait probablement trop la contre-propagande et les intellectuels qu'*Ons Vaderland* voulaient toucher lisaient sans difficultés un journal français. Le journal attaque aussi fréquemment les Flamands « belgicistes », L. van Puyvelde et L. du Castillon en tête. Sa position vis-à-vis de l'*Opinion wallonne* est cordiale, mais il n'hésite cependant pas à le remettre à sa place quand son nationalisme français le fait dérailler.

Ons Vaderland donne assez bien de nouvelles militaires et d'extraits de journaux commentant la situation. Cela ne permet pas de le considérer comme un quotidien d'intérêt général, les nouvelles sont là pour donner un attrait supplémentaire au journal et assurer sa diffusion et donc la propagande pour son objectif : le réveil de la

conscience flamande et l'action flamingante. Il semble avoir réussi dans une certaine mesure puisque sa vente a progressé au détriment entre autres du *Belgische Standaard*. Ce succès nous semble dû à deux raisons : l'une touchant la rédaction du journal lui-même, l'autre se rapportant à son idéologie.

Le journal est bien fait : cohérent, varié dans sa forme, c'est-à-dire ayant des articles de niveau intellectuel divers, abondant dans la matière présentée (il utilise au maximum ses deux pages employant souvent une typographie serrée), sachant manier l'arme sentimentale et le slogan. Il dépasse nettement le *Belgische Standaard*, on sent ici une pensée et une équipe de chefs.

Son idéologie est cohérente, dynamique et généreuse, ce qui convient à la catégorie de jeunes intellectuels qu'il veut toucher, sentimentale et suffisamment simple pour frapper le public plus large qui doit se laisser entraîner. Son aspect totalitaire et unilatéral peut rebuter certains mais, ceux qui l'acceptent, marchent à fond. Il est somme toute plus facile de convaincre une élite de se battre pour la liberté de son peuple que pour obtenir des adaptations administratives et cet aspect dynamique nous semble pour une part importante dans le succès du journal. Il faut tenir compte aussi des circonstances dans lesquelles se trouvent beaucoup de ses lecteurs : soldats désœuvrés vivant dans des conditions matérielles dures et en vase clos. Ajoutons que le journal a soin de ne pas rebuter ceux pour qui l'attachement à la Belgique n'est pas un vain mot, il explique longuement que l'amour de la Belgique et l'amour de la Flandre ne sont pas opposés mais que chacun a sa place propre et non concurrente.

CHAPITRE VI

LE SOCIALISTE BELGE — DE BELGISCHE SOCIALIST

A. HISTORIQUE

Le Socialiste belge - De belgische Socialist a été fondé le 23 septembre 1916 à Rotterdam ; il s'établit ensuite à La Haye. C'était un hebdomadaire bilingue qui se présentait comme l'organe de l'*Union des Travailleurs belges en Hollande*, groupement fondé par les internés et réfugiés belges en Hollande ; en 1918, environ 5.000 internés en faisait partie (1).

Il était considéré généralement comme le journal de Camille Huysmans dont il défendait les idées. Il ne semble pas cependant qu'Huysmans ait pris une part directe à sa fondation, il s'en défendit d'ailleurs dans une lettre à l'*Indépendance belge* : « Je ne suis devenu collaborateur du *Socialiste belge* que lorsque la décision de le fonder était déjà prise » (2). La fondation du *Socialiste belge* était une réponse à l'action en Hollande du socialiste Terwagne, directeur de l'*Office belge* à La Haye (3), il était dirigé par Jamar.

Le gouvernement belge insista à différentes reprises auprès du gouvernement hollandais pour qu'il prenne des mesures contre la diffusion du *Socialiste belge*. Celui-ci finit par céder et fin mars 1918, il fut interdit aux internés belges de recevoir, d'acheter, de lire ou d'être en possession du journal. Celui-ci riposta, grâce à l'appui du journal socialiste hollandais *Het Volk*. Pendant cinq semaines, il y eut deux éditions : une normale, une autre identique présentée comme un sup-

(1) *La Patrie belge*, 6 juin 1918, p. 2, c. 2, *La vie sociale*, Alphonse PAULY.

(2) *Indépendance belge*, 12 janvier, p. 3, c. 1-2, *Polémique*, A. DE LAVAUX.

(3) M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *De antwerpse socialistische federatie van 1914 tot 1921, de evolutie van haar positie in een verhouding tot de B. W. P.*, Res publica, 1967, 1, p. 36-37.

plément au *Volk*, les internés recevaient un numéro du *Volk* contenant ce supplément.

Le journal parut ainsi régulièrement jusqu'à la fin de la guerre. Après la guerre, une campagne fut faite contre lui par des journaux catholiques et neutres, ce qui amena le Procureur à ordonner des poursuites. Jamar et deux autres collaborateurs furent internés à Forest, puis libérés. Le parti socialiste belge, spécialement les socialistes flamands, prirent parti pour lui et organisèrent sa défense (1).

En 1918, le journal paraissait sur une double feuille (quatre pages divisées en cinq colonnes) groupant le *Socialiste belge* et le *Belgische Socialist* (les deux dernières pages) ; les articles importants paraissaient dans les deux langues.

Parmi les signatures fréquentes, on comptait : Jean Longuet et Mayeras, tous les deux députés de la Seine, Boris Souvarine, C. Huysmans, H. Renier des cheminots belges ; assez bien d'articles paraissaient sous un pseudonyme ou n'étaient pas signés.

Le journal indiquait chaque semaine son tirage qui passa de 5.850 exemplaires au début janvier à 7.000 dans le courant de l'année.

Du 5 janvier au 9 novembre, 47 numéros ont paru. Nous employons comme terme général le *Socialiste belge* pour désigner à la fois la partie française et la partie flamande du journal ; quand il y a lieu, nous précisons qu'il s'agit du *Belgische Socialist*.

B. ANALYSE DES THEMES

1 et 2. La Paix et le Socialisme International

L'objectif majeur du *Socialiste belge* est de répandre les idées du socialisme international au sujet de la paix. Il est donc illogique de séparer les deux thèmes ; la cotation ne présente aucun intérêt car le thème est présent dans tous les numéros et dans le même sens. Nous nous bornerons donc à exposer comment le *Socialiste belge* conçoit la doctrine internationaliste et son évolution au cours de cette quatrième année de guerre.

(1) J. GOTOVICH, *op. cit.*, p. 250.

1. Avant l'offensive allemande

En guise de vœux de nouvel-an, le *Socialiste belge* rappelle sa position : « Le 1 mai 1916, le Comité exécutif du *Bureau Socialiste International* a publié un manifeste disant en résumé : « ce qui importe en ce moment, ce n'est pas de fixer une date pour la fin de la guerre, c'est de déterminer préalablement le contenu de la paix ». Nous n'avons cessé de mettre en lumière l'importance de ce point de vue. Les Zimmerwaldiens nous disaient : « Que signifie votre verbiage ? Nous voulons la paix immédiate ». Or Lénine de Zimmerwald négocie en ce moment, non avec les socialistes allemands, mais avec le gouvernement allemand et que demande-t-il ? Le contenu de la paix. Notre verbiage a produit des fruits. Zimmerwald a repris notre politique. Les gouvernements de l'Entente disaient : nous voulons vaincre, Nous dicterons la paix ». La victoire n'est pas encore à l'horizon... Les gouvernements de l'Entente réclament des précisions sur le contenu de la paix. Or après avoir dénoncé notre politique modérée de 1916 et de 1917, ils sont obligés de s'y rallier à la veille de 1918. Les gouvernements des Puissances Centrales disaient : « Nous avons vaincu. Nous dirons nos conditions » ... ils prétendent aujourd'hui qu'ils veulent une paix de conciliation... Le 1^{er} mai, l'Internationale a été transférée à Stockholm... l'Entente a refusé les passeports — et un examen contradictoire a été rendu impossible. Pendant ce temps, on se battait... Nous en sommes au 1^{er} janvier 1918 au même point... Nous demandons... que les gouvernements parlent et parlent clairement... Le mot d'ordre de tous ceux qui veulent mettre fin à l'horrible tuerie est le mot d'ordre du 1^{er} mai 1916 et du 1^{er} mai 1917 : pour finir rapidement la guerre, il importe qu'on dise le contenu de la paix » (1).

Il fait ensuite le « bilan de la guerre » : pertes financières, de vies humaines : 9 millions de tués, 16 millions de blessés et invalides, et lance un appel au prolétariat international : « Il paraît que nous ne sommes pas encore au bout. Il faut encore plus de tués, plus d'invalides, plus de blessés ; il faut aller jusqu'au bout du bout, jusqu'à l'extermination complète de la classe ouvrière européenne. Proletaires de tous les pays ! Allez-vous être le triste complice de ceux qui vous poussent dans cette aventure monstrueuse — le suicide du prolétariat — ou sera-ce la révolte contre les représentants titrés du militarisme et de

(1) S. B., 5 janvier, p. 1, c. 1, *Un vœu de nouvel-an*, ss.

l'impérialisme?... Prolétaires des pays centraux! A vous de donner l'exemple et nous suivrons » (1). Il s'adresse d'autre part aux gouvernements : « Voilà donc les gouvernements alliés placés devant l'éventualité redoutable d'une paix séparée de la Russie. En est-il un seul d'entre eux, doué de quelque bon sens, qui envisage tranquillement la continuation de la guerre après qu'aux 3.000.000 d'Allemands, d'Autrichiens et de Turcs, qui sont sur le front oriental viendront se joindre les 2.000.000 de prisonniers allemands et autrichiens qui sont en Russie et que ces 5.000.000 de soldats s'ajouteraient à tous ceux que, sur le front occidental, les Empires centraux nous opposent déjà? » Et il indique deux moyens de sortir de cette situation critique : la révision des buts de guerre et la prise de contact immédiate avec le socialisme international et la Russie révolutionnaire (2).

Action sur les gouvernements pour qu'ils proclament des buts de guerre modérés, action sur le prolétariat pour qu'il fasse pression sur les gouvernements, tel est le double objectif du journal en janvier et février. Des deux côtés, il y eut des tentatives, des deux côtés, elles échouèrent.

Les Alliés ont publié des buts de guerre relativement modérés, mais la réponse allemande n'a pas été satisfaisante. De même les grèves en Allemagne, que le *Socialiste belge* avait saluées avec enthousiasme, ont été écrasées par le militarisme toujours puissant en Allemagne, elles avaient été mal soutenues par les socialistes majoritaires qui laissent tomber également Trotsky; celui-ci, sans aide d'aucune sorte, est acculé à conclure une paix séparée.

Entre-temps, les congrès de Nottingham et de Londres ont eu lieu, le journal les salue comme des victoires et leur consacre de larges comptes rendus. L'*Union des Travailleurs belges de Hollande* a accepté le programme proposé à Nottingham en ajoutant que les Belges ont des revendications particulières : dédommagement complet de tous les dégâts occasionnés par la guerre, indemnisation pour toutes les machines, les matières premières et tous les autres objets réquisitionnés par l'ennemi, intervention de tous les pays belligérants pour le rétablissement économique du pays; elle estime que l'objection de Vandervelde à l'internationalisation des colonies ne peut viser le principe lui-même, mais ne peut se rapporter qu'à

(1) S. B., 5 janvier, p. 1, c. 1, *Bilan de guerre*, ss.

(2) S. B., 5 janvier, p. 1, c. 4-5, *A Stockholm*, J. LONGUET.

l'indemnisation de la Belgique pour les dépenses d'équipement qu'elle a engagées au Congo (1).

Le journal traite plusieurs fois du problème de l'Alsace-Lorraine qui ne peut être un obstacle à la paix. Cependant, la question est difficile et toutes les nuances de l'opinion socialiste à ce sujet sont étudiées; la solution est la consultation des Alsaciens-Lorrains sur leur sort avant toute réannexion par la France (2).

La réponse d'Hertling déçoit le journal qui admet que le gouvernement belge ne peut l'accepter; il faut regarder à l'Est, dit-il, pour comprendre le plan de l'Allemagne sur la Belgique: elle ne veut pas l'annexer mais la garder en tutelle (3). Le militarisme est plus dangereux que jamais; le danger serait que l'Entente finisse par s'entendre avec Hertling et à signer une paix capitaliste, il faut donc s'emparer du pouvoir et continuer la lutte jusqu'à la paix universelle et démocratique (4): « la destruction du militarisme allemand devient la question vitale du socialisme international » (5).

2. Pendant les offensives

Le journal ne parle pas de la situation militaire mais le ton change. Le 8 avril, il écrit: « Les intérêts des peuples couvrent ici les intérêts capitalistes parce que les peuples qui n'attendent rien d'une victoire militaire, voient... dans le triomphe du militarisme prussien le plus grand obstacle au libre développement de la démocratie... L'Allemagne devra se prononcer sans détours pour la Société des Nations, l'arbitrage obligatoire et le désarmement. Aussi longtemps que les Centraux ne sont pas prêts à accepter les conditions principales, il n'y a pas à penser à la paix générale et l'on luttera jusqu'à l'épuisement complet de l'Europe » (6). Huit jours plus tard, il insiste davantage: « Si les Allemands gagnent nous aurons la paix, non durable. Ce sera une paix militaire qui laissera aux nations saignées à blanc le temps de reprendre haleine pour recommencer après... les classes ouvrières devront tout faire... pour préserver notre postérité

(1) S. B., 16 février, p. 1, c. 1-2, *La Situation générale*, ss.

(2) Voir entre autres:

S. B., 26 janvier, p. 1, c. 1-2, *La parole est à Albert Thomas*, ss.

S. B., 16 février, p. 1, c. 4-5, *L'Alsace-Lorraine*, J. LONGUET.

S. B., 23 février, p. 1, c. 4-5, p. 2, c. 1, *Le parti socialiste et l'Alsace-Lorraine*, Maurice MAURIN.

(3) B. Soc., 2 mars, p. 2, c. 2, *Enige kantteekeningen*, ss.

(4) S. B., 9 mars, p. 1, c. 1-2, *Le peuple au pouvoir*, ss.

(5) S. B., 2 mars, p. 2, c. 2, *La semaine politique*, Internationaliste.

(6) S. B., 8 avril, p. 1, c. 3, *La Situation générale*, ss.

d'un tel malheur. La grande tâche actuelle n'est ni à Stockholm ni à Berne ; mais en France sur la ligne de feu. Nos soldats doivent veiller à ce que les armées allemandes ne percent et qu'elles ne remportent pas de décision militaire... alors... l'action politique du prolétariat reviendra de nouveau à la surface... Quand il sera prouvé... qu'une décision militaire est exclue... pour le prolétariat le moment psychologique sera de nouveau arrivé pour... jeter toute son influence dans la balance pour persévérer dans sa politique de paix, ayant pour base : **CETTE GUERRE DOIT ETRE LA DERNIERE DE TOUTE** » (ces derniers mots sont mis en capitales dans le texte) (1).

Il se défend de l'accusation de défaitisme qu'on lui lance ; il récuse seulement toute paix basée sur la force et la diplomatie secrète ; il veut la paix des peuples, la Société des Nations et le désarmement (2). La fin de la guerre par les armes ne pourrait arriver avant la fin 1919, les socialistes doivent agir devant les parlements pour qu'on proclame un programme de paix modéré (3). L'affaire Sixte lui donne plusieurs occasions de protester à nouveau contre les buts de guerre annexionnistes de la France et de l'Italie : « Aussi peu que nous voulons d'une paix d'après l'image des Pangermanistes, aussi fortement nous nous opposons à une paix à la Poincarré, Ribot et Cie » (4) et contre la diplomatie secrète, car la classe ouvrière ne peut supporter qu'on décide du sort de l'Europe sur son dos (5).

Le 6 juin, il admet qu'on vient de vivre « des moments d'anxiété » car « une victoire allemande est pour nous le plus grand désastre ». Il analyse le « drame mondial » et refait le procès de l'annexionisme de l'Entente qui, « de notre côté tua le feu sacré... pendant que dans le camp ennemi, il est devenu la force motrice morale pour la reconstitution du bloc » et il revient à sa question essentielle : « Nous nous permettons de penser que l'on répondra, aussi bien à Londres qu'à Rome, à Paris qu'à Sainte-Adresse... à la question de la masse : quels sont nos buts de guerre positifs ? » (6). Il insiste encore au cours du mois de juin, sur le fait qu'il ne veut pas d'une victoire allemande, mais une paix « des peuples par les peuples », puis, commentant le

(1) S. B., 13 avril, p. 1, c. 4, *La Situation générale*, ss.

(2) S. B., 20 avril, p. 1, c. 1-2, *Défaitisme*, ss.

(3) S. B., 27 avril, p. 2, c. 2, *La Conférence de Londres*, H. RENIER.

(4) S. B., 4 mai, p. 1, c. 4, *La diplomatie secrète en France*, ss.

(5) B. Soc., 11 mai, p. 2, c. 2, *Nog immer de geheime diplomatie*, ss.

Voir aussi : S. B., 18 mai, p. 1, c. 3-4-5, *Deuxième lettre de l'empereur Charles*.

(6) S. B., 8 juin, p. 1, c. 1-2, *Le Drame mondial*, ss.

discours de Kuhlman affirmant l'impossibilité d'une victoire militaire, il rejette sur les intérêts capitalistes en jeu la responsabilité de la poursuite de la guerre tant du côté allié que du côté allemand, car « l'impérialisme est le plus haut degré du développement du capitalisme » et on n'en finira avec lui que par l'institution d'une Société des Nations à condition qu'elle soit « l'œuvre, non de la bourgeoisie impérialiste mais des peuples ». Malheureusement si « à Berlin, à Paris et à Londres, on a ouvert la porte conduisant à la paix... l'un accepte aussi peu l'invitation que l'autre, la diplomatie est au point mort » (1).

3. *La contre-offensive et la paix*

En juillet, le journal se préoccupe surtout de la possibilité d'une conférence internationale socialiste à la suite du congrès du Labour Party et des déclarations d'Henderson relatives aux réponses des Centraux au mémorandum des socialistes de l'Entente qui d'après lui, justifieraient la convocation d'une telle conférence. Le journal regrette les deux obstacles qui empêchent cette réunion : l'attitude des Scheidemanniens « qui ont voté les crédits de guerre » (2) et ont causé la perte pour le prolétariat des conséquences politiques du socialisme international (3), et l'opposition des socialistes américains, « ces pâles trade-unionistes... dont les conceptions sont... en retard d'une génération », qui en sont « encore sur la guerre aux idées du début de l'année 15 » (4), alors que « le prolétariat d'Europe, torturé, saigné à blanc, n'a pas le temps d'attendre » (5).

Le 10 août, il titre un article « Het begin van het einde » et commence à se soucier de la manière dont les Alliés exploiteront leur victoire et du moment où les Allemands comprendront qu'ils doivent renoncer à leurs exigences. Commentant un programme de paix allemand, il écrit : « Wanneer zal het de *Vorwärts* en anderen eens klaar zijn dat de onvoorwaardelijke voorwaarde van den vrede zal en moet zijn de integrale toepassing van het zelfbeschikkingsrecht op alle

(1) S. B., 6 juillet, p. 1, c. 1-2, *La banqueroute de la politique de guerre*, ss.; p. 1, c. 1-2-3, *L'offensive de paix*, ss.

(2) S. B., 27 juillet, p. 1, c. 4, *Les Scheidemanniens ont voté les crédits de guerre*, ss.

(3) S. B., 10 août, p. 1, c. 2, *Les conséquences politiques*, ss.

(4) S. B., 20 juillet, p. 1, c. 4-5, *Etat-major sans troupe*, L. LONGUET.

(5) S. B., 3 août, p. 1, c. 4, *Les corporatifs américains et l'Internationale*, J. LONGUET.

volken » (1); il proteste contre les déclarations de Hughes réclamant l'application de mesures économiques contre l'Allemagne après la guerre (2) et rappelle « l'enjeu de la lutte » : « ... l'action militaire n'est que le moyen d'accéder aux conditions de paix, dictées d'avance... les quatre conditions principales de Wilson auxquelles tout socialiste peut accéder... Aussi longtemps que la classe ouvrière allemande est incapable de nous donner ces garanties par la parlementarisation intégrale de l'Allemagne et la démocratisation radicale de la Prusse, la guerre devra être continuée jusqu'à ce que l'Allemagne sera prête à accepter du dehors les garanties pour la paix mondiale. Les conditions principales de Wilson ne sont autres que ces garanties » (3). Il ne faut pas oublier la Belgique : « L'Allemagne doit réparer envers notre pays ce qu'elle nous a pris depuis le 4 août 1914 y compris le dédommagement complet. Ceci est une condition sine qua non... nous ne voulons pas une paix à tout prix mais une paix démocratique » (4).

En septembre une nouvelle conférence socialiste interalliée a lieu. Le journal pose la question de savoir si les socialistes allemands pourront être à nouveau admis au sein de l'Internationale. C'est au prolétariat international de répondre, estime-t-il (5). Pour lui, les socialistes dépendants allemands « sont perdus pour le prolétariat international et pour le Socialisme international », l'unique espoir ce sont les socialistes indépendants : « La conférence internationale peut se réunir demain avec les Indépendants. Voilà la seule issue et la meilleure issue » (6) car, seuls parmi les Centraux, les dépendants n'ont envoyé, en réponse au memorandum des socialistes alliés, qu'une note dont Troelstra seul a pris connaissance. C'est « de la diplomatie secrète... et une conférence avec eux n'aurait aucun sens » (7).

Après les premières ouvertures de paix de l'Allemagne, le journal suppute les intentions des Alliés : « Si l'Entente est sincère... il faut répondre... : nous sommes prêts à entamer des pourparlers sur le programme Wilson : Société des Nations, désarmement universel, arbitrage international (le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

(1) B. Soc., 10 août, p. 2, c. 1, « *Le commencement de la fin* », ss.

* quand le *Vorwärts* et les autres verront-ils clairement que les conditions inconditionnelles de la paix seront et devront être l'application intégrale du droit de disposer d'eux-mêmes à tous les peuples. »

(2) B. Soc., 10 août, p. 1, c. 5, *Het imperialisme is troef*, ss.

(3) S. B., 10 août, p. 1, c. 1-2, *L'enjeu de la lutte*, ss.

(4) S. B., 31 août, p. 1, c. 4-5, *Le Socialiste belge et le Vorwärts*, ss.

(5) S. B., 21 septembre, p. 1, c. 1-2, *Les causes de la crise*, ss.

(6) S. B., 21 septembre, p. 1, c. 3-4, *Henderson répond...*, ss.

(7) S. B., 28 septembre, p. 1, c. 1-2, *Pourquoi?* ss.

résultant nécessairement du mécanisme de ces trois principes). Si l'Entente... refuse... il sera manifeste qu'elle n'ose pas publier ses buts de guerre. Les victoires ont renforcé l'impérialisme; le militarisme est maître... » (1). Il accuse Wilson de fourberie au sujet de la réponse à l'Autriche : « Il n'est guère de questions sur lesquelles... il ne se soit contredit... Il persévère de façon diabolique... Les événements nous diront à bref délai si la démocratie est vraiment un vain mot dans les pays de l'Entente au même titre que chez les Centraux » (2). Pour le journal, la réponse allemande émane « d'un gouvernement qui — on ne peut le contester — a le peuple derrière lui », il faut donc « aussitôt que possible, arrêter la tuerie » (3) et bientôt, il se réjouit : « la paix sera comme nous l'avons espérée... c'est le programme de paix de Wilson qui est... un programme de paix démocratique... notre politique triomphe et cela contre tous les annexionismes, contre tous les impérialistes » (4).

Il s'attache au rôle des socialistes au Congrès de la paix : une paix conclue avec la collaboration des peuples est possible, soit par la réunion d'une Conférence socialiste internationale en même temps que la Conférence de la paix et de pair avec des mouvements démonstratifs dans les différents pays, soit en participant directement à la conférence officielle (5). Il préfère cette dernière solution : « Le prolétariat veut... que le règlement et les conditions du travail soient fixés par le statut de la paix... Il est donc d'une nécessité absolue pour le prolétariat international d'être représenté officiellement à la conférence de paix... le prolétariat international a à veiller que, quand cette heure sonnera, le prolétariat sera prêt » (6).

En attendant l'armistice, c'est-à-dire la réalisation de ses espoirs, il jette un regard satisfait sur l'œuvre du Socialisme international. « L'histoire est paradoxale », dit-il en comparant la situation en Allemagne avec celle de la Russie sous Kerensky et en estimant « qu'une révolution en Allemagne serait le signal d'une révolution européenne », il continue : « Le paradoxe est donc celui-ci : la politique du parti guerrier... mène à la révolution. La nôtre... s'appuyant sur une paix démocratique de conciliation n'attaque pas immédiatement les bases de

(1) S. B., 21 septembre, p. 2, c. 1-2, *Prévisions*, ss.

(2) S. B., 28 septembre, p. 2, c. 2, *Wilson et la démocratie*, ss.

(3) S. B., 12 octobre, p. 2, c. 1, *La réponse officielle du Président Wilson*, ss.

(4) S. B., 19 octobre, p. 1, c. 1-2, *Paix universelle*, ss.

(5) S. B., 19 octobre, p. 1, c. 1-2, *Paix universelle*, ss.

(6) S. B., 2 novembre, p. 1, c. 1-2, *L'heure approche*, ss.

notre vie sociale... ou ils (les gouvernements) céderont... en concluant une paix basée sur le droit des peuples de disposer de leur sort — ou ils seront éliminés... De n'importe quel point de vue... nous occupons toujours la position la plus favorable. Et c'est ainsi que... se réalise le programme politique de notre Internationale, sans qu'une conférence internationale se soit réunie pendant la guerre » (1).

La politique de paix du *Socialiste belge* peut donc être qualifiée de défaitiste dans le sens où mettant en doute la pureté des buts de guerre des Alliés, elle n'engage pas à poursuivre la lutte. Cependant elle n'incite pas directement à la révolte ou à mettre bas les armes parce qu'elle met l'accent sur le danger d'une victoire du militarisme allemand. Ce que le *Socialiste belge* veut, c'est créer un climat pacifiste encourageant les socialistes allemands à refuser la poursuite de la guerre en leur donnant la certitude qu'ils ont derrière eux le soutien de la classe ouvrière de l'Entente qui, dès qu'ils auront fait le premier pas, agiront sur leurs gouvernements respectifs en vue d'une paix de conciliation. Aussi ce sont les socialistes majoritaires allemands qu'il attaque le plus souvent en les rendant responsables de la prolongation de la guerre et de la paix séparée avec la Russie.

Son attitude vis-à-vis de la Russie est assez embarrassée. Il cherche à dissocier la révolution de la paix. Toute sa sympathie est acquise à la Russie révolutionnaire car « aucun socialiste ne peut nier que l'insurrection d'hier et la prise du pouvoir par les maximalistes constituent la phase culminante de l'histoire du socialisme » (2), mais il ne peut approuver sa politique de paix entre autres parce qu'elle reconnaît le droit de conquête allemand sur la Pologne, la Lithuanie, la Kourlande, etc. : « Si les maximalistes russes... souscrivent un document... qui détache ces vastes territoires de la Russie et les abandonne au militarisme allemand, alors il faudra soigner qu'ils ne commettent pas ce crime au moins en prostituant le nom du socialisme et de la démocratie » (3). D'abord assez élogieux pour Trotsky, il admet que la conclusion de la paix avec l'Ukraine l'a mis dans une situation impossible (4), mais regrette qu'il ait misé sur des « spéculations périlleuses » (5) : « Les maximalistes ont mis leur jeu sur une carte : rendre

(1) S. B., 2 novembre, p. 1, c. 1-2, *Le paradoxe de l'histoire*, ss.

(2) S. B., 12 janvier, p. 1, c. 4-5, *Le Socialisme et la conquête du pouvoir*, Boris Souvarine.

(3) S. B., 5 janvier, p. 2, c. 2-3, *La semaine politique*, Y.

(4) S. B., 16 février, p. 2, c. 1, *La semaine politique*, ss.

(5) S. B., 23 février, p. 1, c. 2-3, *La semaine politique*, ss.

le militarisme allemand impuissant par une révolution interne immédiate née sous l'influence de leur politique... Mais des socialistes conscients de leur responsabilité ne doivent pas édifier leur politique sur les chances d'un jeu de hasard surtout quand l'avenir de toute l'humanité est en cause » (3). La cause de son échec, c'est, d'une part, la social-démocratie allemande qui a fait complètement défaut et dont l'Internationale n'a plus rien à attendre (4) et, d'autre part, « la politique de ceux qui ont contrecarré Stockholm et qui ont provoqué l'échec de la première conférence internationale » (1). Une fois la paix signée, le journal ne parle plus beaucoup de la Russie mais toujours avec sympathie; il proteste par exemple contre « cette campagne ignoble contre la Russie, c'est en réalité contre le Socialisme, puisque la Russie tout entière est socialiste » (2).

Le *Socialiste belge* approuve évidemment la convocation et les conclusions des conférences socialistes interalliées de février et de septembre puisqu'elles sont dues, en bonne part, à l'initiative de C. Huysmans qui en cautionne les décisions.

Il s'intéresse vivement à l'action socialiste dans les pays neutres et alliés : en Suède à cause de l'activité de Branting, en Hollande où, en juillet, se tient un congrès syndical en présence de représentants de la classe ouvrière belge et allemande, « symbole, selon le *Socialiste belge*, d'un rapprochement irrésistible au sein de l'Internationale » (3). Il proteste contre ceux qui attaquent les délégués venus de Belgique avec un passeport allemand : « En Mgr. Mercier! En Mgr. Heylen! Met welke passen zijn zij naar Rome gegaan? » (4). Autant il est proche des laboristes anglais dont il relate les congrès et loue le leader Henderson, autant il est éloigné des trade-unionistes américains et de Gompers, ce « vieil anti-socialiste obstiné » (5). Il est bien informé de la politique française grâce entre autres à ses collaborateurs J. Longuet et Mayeras. Il proteste contre le refus de passeports aux socialistes français, attaque A. Thomas et ses partisans et prend la défense de Malvy dont le procès est fait, dit-il, « avec comme arrière pensée le cri d'A-bas la République. La classe ouvrière française... se trouve... derrière... Malvy qui est... la personnification vivante de la Répu-

(1) S. B., 23 février, p. 2, c. 1-2-3, *Situation générale*, ss.

(2) S. B., 6 juillet, p. 2, c. 2, *Contre la Russie*, ss.

(3) S. B., 27 juillet, p. 1, c. 1-2, *Le Congrès syndical hollandais*, ss.

(4) B. Soc., 27 juillet, p. 2, c. 2, *Zeker raak* ss.

* Et Mgr. Mercier! Et Mgr. Heylen! Avec quels passeports sont-ils allés à Rome? *

(5) S. B., 3 août, p. 1, c. 4, *Les corporatifs américains et l'Internationale*, ss.

blique contre Daudet qui est l'incarnation de la France réactionnaire... Le sénat français a condamné Malvy... pour sa politique de concorde sociale dont les financiers et autres profiteurs français de la guerre sont les ennemis jurés » (1).

Le *Socialiste belge* ne cache pas qu'il existe des divergences entre les socialistes belges au sujet de la politique de paix, mais il n'est jamais acerbe et la réciprocité est vraie comme en témoigne une lettre de Vandervelde, de Brouckère et Dewinne répondant à l'*Echo belge* qui leur attribuait certaines expressions concernant la politique menée par le *Socialiste belge* : « Nous avons certes critiqué... l'attitude prise dans ces derniers temps par le *Socialiste belge* mais nous ne l'avons pas injurié » (2). Après avoir rapporté une rumeur selon laquelle Vandervelde aurait obtenu de l'argent d'Ernest Solvay pour fonder un journal quotidien socialiste antikienthalien au Havre (3), il déplore la disparition du *Peuple belge* : « C'était le seul journal belge, publié en France, qui défendait les principes démocratiques du Socialisme international,... Il propageait... la vérité entière... Il était la tribune où nos pauvres camarades du front pouvaient librement... revendiquer leurs droits. Il était... le porte-parole de nos amis réfugiés en France » ; il en attribue la cause au manque d'argent et à un conflit avec les socialistes « boutistes », Vandervelde en tête, et, faute de pouvoir intervenir dans ce conflit, il ouvre une souscription en faveur du journal (4).

Après un exposé de Vandervelde sur la conférence de Londres, le *Socialiste belge* n'aperçoit « pas de changement de son point de vue politique. Vandervelde envisage la création d'une Société des Nations ; nous aussi, nous voulons une Société des Nations, mais par la victoire du socialisme sur le capitalisme, tandis que Vandervelde ne touche pas cette question... Vandervelde parle de défaite de l'impérialisme agressif ; c'est entendu, mais ne distinguons pas trop entre l'impérialisme agressif et l'impérialisme défensif : l'impérialisme défensif d'aujourd'hui fut l'impérialisme agressif d'hier pour peut-être le redevenir après. Notre politique revient à ceci : la guerre à tous les impérialismes, à l'impérialisme agressif d'aujourd'hui en tout premier lieu. Le moyen préconisé par Vandervelde — force militaire ou pression économique

(1) S. B., 31 août, p. 1, c. 1-2, *A bas la république*, ss.

(2) S. B., 5 janvier, p. 1, c. 4, *Vandervelde répond à Piérard*.

(3) S. B., 19 janvier, p. 2, c. 4, *Mémorial de Sainte-Adresse*, ss.

(4) S. B., 2 février, p. 2, c. 5, *Appel*, ss.

— n'est pas recevable pour nous. Le prolétariat dispose d'un moyen plus efficace... la force prolétarienne révolutionnaire contre la force réactionnaire (le militarisme de la bourgeoisie). Vandervelde exclut le roi de Prusse de la Société des Nations. Bien sûr, mais ici encore Vandervelde pêche par sa façon de voir unilatérale... A la tête de notre programme se trouve la république sociale et, pour nous, on peut en finir avec les empereurs, les rois et autres personnages couronnés de l'Europe » (1). De Brouckère aussi a écrit un article que le *Socialiste belge* conteste; il s'agit des événements en Russie attribués, par de Brouckère, au fait que les socialistes russes n'ont pas su comprendre ce que signifie la défense nationale tandis que pour le *Socialiste belge*, ce sont les majoritaires qui n'ont pas su comprendre que cette révolution contenait les fruits de la paix générale et démocratique, n'ont pas répondu à l'appel à l'action internationale et se sont opposés à Stockholm, c'est-à-dire au moment historique et psychologique de la paix (2). Fin avril, le journal constate que « l'unité est en marche » car, en 1917, le Parti socialiste de Belgique ne reconnaissait aucun droit aux groupes socialistes à l'étranger de parler au nom de la classe ouvrière belge tandis qu'un revirement vient de se produire à l'occasion de la Conférence de Londres et en réponse aux appels réitérés du journal; celui-ci s'en réjouit mais précise qu'il ne souscrira jamais à une réconciliation qui verrait le retour au parti de Terwagne et Piérard (3). Il annonce la semaine suivante le ralliement de Vandervelde à la politique de Huysmans (4). En juin, il donne les opinions des socialistes belges en France, les uns pour les conclusions de la Conférence de Londres, les autres contre, parce que trop radicales ou trop modérées. Il proteste contre Destrée qui demande une intervention au Japon : « Destrée qui se fait passer pour un des « chefs » du P. S. B., prend ouvertement le parti des Milioukoff, les représentants de l'impérialisme » (5). La lettre de Vandervelde et de Brouckère à Henderson et la réponse de celui-ci termine le différend sur un accord : comme eux, le *Socialiste belge* estime qu'il n'y a plus rien à attendre des socialistes majoritaires allemands (6).

(1) S. B., 16 février, p. 1, c. 3, *Conférence interalliée de Londres*, ss.

(2) S. B., 20 avril, p. 1, c. 3-4, *La Conférence de Londres*, ss.

(3) S. B., 27 avril, p. 1, c. 1-2, *L'Unité en marche*, ss.

(4) S. B., 4 mai, p. 1, c. 1-2, *Vandervelde*, ss.

(5) S. B., 13 juillet, p. 2, c. 1, *Destrée appuie l'impérialisme*, ss.

(6) S. B., 21 septembre, p. 1, c. 3-4, *Henderson répond...*, ss.

S. B., 28 septembre, p. 2, c. 2-3, *Lettre de Vandervelde*, ss.

Comme la paix et l'après-guerre souhaités par le *Socialiste belge* doivent amener le socialisme au pouvoir, il se doit d'entraîner ses lecteurs sur le chemin de l'idéologie marxiste et il profite des circonstances de guerre pour le faire. Nous en parlons plus loin en développant le thème « Après-guerre ».

3. Le Pape

Le thème n'apparaît que deux fois et dans des sens divergents.

A l'occasion du manifeste des syndicats chrétiens au Havre condamnant l'action socialiste internationale, le *Socialiste belge* met en parallèle l'action du Pape et des catholiques et celle des socialistes et en tire un argument contre ceux qui condamnent l'action du Socialisme tout en admettant celle du Pape car si le Pape a le droit de se mêler de la diplomatie, pourquoi pas le prolétariat ? Et puisque les syndicats font appel à « l'Internationale romaine à laquelle les syndicats chrétiens allemands et autrichiens sont affiliés, pourquoi dénierait-on aux travailleurs le droit de participer à l'Internationale rouge ? » Néanmoins, il récuse l'action pontificale à laquelle le prolétariat ne peut se fier car le Pape est « l'ange tutélaire » du système actuel responsable de la guerre et ni lui, ni les syndicats, ni le parti catholique allemand n'ont protesté contre la violation de l'indépendance de la Belgique, les déportations, l'annexionisme (1).

Le journal relève ce passage de la lettre de Benoît XV au président de la *Société bibliographique de Paris* : « Certains en sont venus jusqu'à vouloir mesurer l'amour de la patrie à la haine portée à ceux avec qui on est en guerre... Ceux, en particulier, qui comme vous s'occupent d'écrire, doivent s'efforcer... de réconcilier les esprits... travailler... à ce que les haines soient déposées quand les armes le seront » et il ajoute : « Est-il besoin de dire que personne n'a osé qualifier de pamphlet criminel la lettre du Pape ? Cependant nos admirables calotins ont injurié le *Socialiste belge* pour avoir dit exactement la même chose » (2).

Le journal n'a pas un mot élogieux pour le Pape, il ne s'en occupe qu'à cause de l'argument *ad hominem* qu'il lui fournit car pour lui, il n'est que le chef du parti catholique qui, à cause du soutien qu'il apporte à l'ordre social conservateur et de ses organisations ouvrières, reste l'ennemi à abattre.

(1) B. Soc., 20 avril, p. 2, c. 2-3, *Onze Roomsche ofte gele vakbonden*, ss.

(2) S. B., 1 juin, p. 2, c. 3, *Le Pape et nous*, ss.

4. Le Statut International de la Belgique

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 47 n°
+												
0												
-			1			1				1	2	5
Totaux												5

Le thème n'est présent que 5 fois sur 47 numéros, soit un taux de 10,6 %.

Le journal a une position nette : toutes les cotations sont négatives, et affirmée : il n'y a aucun signe zéro.

Commentaire

La réponse de Hertling à Lloyd George et Wilson donne au journal l'occasion de s'exprimer au sujet de la neutralité : ou bien la paix est l'œuvre des masses prolétariennes et la question de la neutralité est indifférente, ou bien elle est l'œuvre des gouvernements et il faut s'opposer à la résiliation de la neutralité parce que la guerre risquerait d'en être allongée, que la Belgique ne peut participer à la politique aventureuse des grandes puissances et que son intérêt exige la maintien du statut neutre (1). Le journal reproche à Broqueville d'avoir autorisé « sous sa dictature... une action systématique... afin de nous faire lâcher notre neutralité en nous alliant... avec l'une ou l'autre nation » (2). Il revient sur cette question à l'approche de la paix ; il donne un résumé de la brochure de Carton de Wiart et ajoute : « Hoeft het gezegd dat de thesis van Carton de Wiart ook de onze is? Wij verwerpen elk politiek, economisch en militair bondgenootschap. Wij zijn voor de onvoorwaardelijke handhaving van het tractaat van 1839 tegenover Nederland, terwijl het opzeggen onzer neutraliteit onver-

(1) B. Soc., 2 mars, p. 2, c. 2, *Eenige kantteekeningen*, ss.

(2) S. B., 15 juin, p. 1, c. 3, *La démission de Broqueville*, ss.

mijdelijk dit tractaat in 't gedrang zou brengen » (1). Le journal donne ici, comme motif de son opposition totale au rejet de la neutralité, le maintien de bonnes relations avec la Hollande, argument qu'il emploie aussi contre l'annexionisme, comme nous le verrons plus loin. Il ne donne aucun autre argument les jours suivants, bien qu'il revienne sur la question très brièvement d'ailleurs.

5. L'Annexionisme

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 47 n°
+												
0												
-		2		1	1	2				2	2	10
Totaux												10

Le thème est assez fréquent : 10 fois sur 47 numéros, soit un taux de 21,2 %.

La position est nette : il n'y a que des cotes négatives, et affirmée : il n'y a aucun zéro.

Commentaire

Il est évident que le *Socialiste belge* est fondamentalement opposé à tout annexionisme suivant le slogan du socialisme international : paix sans annexions et sans indemnités. Nous n'examinons ici que la manière dont il traite de la question belge.

Le journal se préoccupe du sort du Grand-Duché de Luxembourg en remarquant que, dans tous les discours de Lloyd George et de Wilson, tous les pays sont cités, excepté le Luxembourg, et se demande si ce silence est voulu : « Si nous voulons attirer... l'attention sur le peuple du Grand-Duché de Luxembourg, c'est par devoir

(1) B. Soc., 26 octobre, p. 2, c. 4, *De Belgische neutraliteit*, ss.

« Est-il nécessaire de dire que la thèse de Carton de Wiart est aussi la nôtre? Nous rejetons toute alliance politique, économique ou militaire. Nous sommes pour le maintien inconditionnel du traité de 1839 avec la Hollande, tandis que la renonciation à notre neutralité mettra inévitablement ce traité dans une situation difficile. »

humanitaire... les Belges souffrent... pour l'obtention de leur indépendance, mais quand ce jour... sera arrivé, tous — espérons-le — souhaiteront que leurs faibles voisins du Grand-Duché ne soient condamnés à vivre sous un joug quelconque. C'est un appel humanitaire et politique que nous faisons ». Il ne fait aucune allusion à la Belgique directement mais écrit « TOUS » en caractères gras, ce qui en précise le sens (1). Il attaque Neuray : « un qui « cherre » c'est la *Nation belge* » à cause de ses articles sur le Luxembourg intitulés « Chez nos frères séparés », « Les Allemands de la rive gauche du Rhin et les Juifs de Palestine sont aussi les frères séparés de F. Neuray » (2).

Le *Socialiste belge* déclare qu'il s'oppose à l'annexionisme au nom de la classe ouvrière belge et exige du gouvernement qu'il fasse une politique en accord avec le peuple (3). Il est difficile de dire jusqu'à quel point le gouvernement belge est impliqué dans cette politique annexioniste, ce qui est certain c'est qu'il n'a rien fait pour l'empêcher (4) et que « pendant la dictature de Broqueville, nous avons vu l'annexionisme se placer au premier plan » (5).

Il rend l'annexionisme responsable de la rupture de l'Union sacrée. En effet « la Belgique est attaquée; elle défend sa neutralité, rien que sa neutralité... Notre lutte reçut aux yeux de la masse populaire, le caractère d'un combat sacré... Chez nous du moins pensait-on ainsi, il ne pouvait y avoir question d'annexionisme, d'impérialisme, d'hégémonie... » (6). L'annexionisme a entraîné le jusqu'aboutisme qui a provoqué la rupture de l'Union sacrée et la création du *Peuple belge*, du *Métallurgiste belge*, du *Socialiste belge*. Ces journaux ont été attaqués et calomniés, ce qui a anéanti définitivement ce qui restait de l'Union sacrée (7).

Il examine les revendications belges vis-à-vis de la Hollande et se demande : « de quel droit annexer les Zélandais? Parce qu'ils sont catholiques? »; il estime que, puisque la libre circulation sur l'Escaut est assurée en temps de paix, il est inutile de prendre des mesures en vue d'une prochaine guerre si on fait une paix démocratique (8).

(1) S. B., 26 février, p. 1, c. 2, *L'autonomie du Grand-Duché de Luxembourg*, EMCAVE.

(2) S. B., 18 mai, p. 1, c. 1, *Les bourreurs de crâne*, *Opinion Wallone*, 5.4.1918.

(3) S. B., 9 février, p. 1, c. 1-2-3, *La Situation générale*, ss.

S. B., 12 octobre, p. 2, c. 4, Le titre de l'article manque, ss.
B. Soc., 19 octobre, p. 2, c. 5, *Leonsche...*, ss.

(4) S. B., 8 avril, p. 1, c. 1-2, *L'Union fait la force*, ss.

(5) S. B., 15 juin, p. 1, c. 3, *La démission de Broqueville*, ss.

(6) S. B., 8 juin, p. 1, c. 1-2, *Le Drame mondial*, ss.

(7) S. B., 8 avril, p. 1, c. 1-2, *L'Union fait la force*, ss.

(8) B. Soc., 2 novembre, p. 2, c. 5, *Waarom?*, ss.

Vis-à-vis de l'Allemagne, l'annexionisme entraîne le danger de susciter le désir de revanche, ferment de nouveaux conflits, il renforcerait le parti clérical et serait une honte pour la nation belge car « un peuple libre n'opprime jamais un autre peuple » (1).

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 47 n°
+				1	1	1	2		1			7
0		1	2		1				2	2	1	9
-	4	3	3	1	2	1	1	3		1		19
Totaux												35

Le thème est fréquent, il apparaît 35 fois sur 47 numéros, soit un taux de 76,6 %.

Les signes négatifs dominent de loin les signes positifs, le *Socialiste belge* est donc opposé au gouvernement ; son opposition n'est ni totale, ni acharnée puisqu'il y a des signes positifs et assez bien de zéros. Elle diminue à partir de septembre.

Commentaire

Le *Socialiste belge* s'attaque à la volonté d'Union sacrée dont le gouvernement se veut l'expression, non pas à l'idée elle-même mais au fait qu'elle n'est plus « qu'une fiction pour les partis bourgeois, surtout pour le parti clérical » (2). Une cause de sa rupture est la politique annexioniste, comme nous l'avons dit précédemment, mais c'est surtout le fait qu'en profondeur, le gouvernement est resté clérical et capitaliste : « L'Union sacrée est une fiction... nos capitalistes belges ont trafiqué... notre gouvernement est resté clérical... se prépare à réprimer une action de la classe ouvrière. Et le prolétariat seul devrait se résigner à son sort, à son asservissement, à son exploitation systéma-

(1) S. B., 9 novembre, p. 2, c. 3-4, *La justification de notre campagne anti-annexioniste*, ss.

(2) S. B., 8 avril, p. 1, c. 1-2, *L'Union fait la force*, ss.

tique » (1). C'est surtout sur le cléricisme que le journal insiste en citant de nombreux exemples comme l'arrivée en Hollande, envoyé par le gouvernement belge, d'un certain Van Quaakebeke, leader syndicaliste chrétien ; il a fondé une association mutuelle affiliée à la *Confédération générale des Syndicats chrétiens*, fixée momentanément au Havre : « Les syndicats jaunes ont donc une succursale au Havre », écrit le journal, « Le gouvernement belge dit de l'unité nationale, protège et soutient lesdits syndicats. Ceci prouve surabondamment une fois de plus que l'Union sacrée est un vain mot dont la classe ouvrière est la dupe » (2). De même en Hollande, le comité de secours aux Belges est aux mains des cléricaux qui y font de la propagande pour les syndicats jaunes, le journal *De Stem uit België*, dirigé par un abbé, a reçu un subside de 50.000 Fr. du gouvernement (3), tandis que la vente du *Socialiste belge* et de son confrère hollandais *Het Volk* est interdite au nouveau village d'Amersfoort « construit avec l'argent de tous les Belges » (4). La mesure interdisant aux internés de recevoir le *Socialiste belge* est annoncée sous un grand titre couvrant les cinq colonnes « Le gouvernement belge contre la Liberté de pensée — Scandaleuse manœuvre cléricale » (5). D'ailleurs ni les catholiques ni les autres journaux ne respectent l'Union sacrée : « M. Lemonnier de l'*Indépendance belge* lui aussi joue de la « trêve sacrée »... il ne se passe pas un jour sans que M. Lemonnier ne défende publiquement dans son journal les pauvres idées vieillottes de l'individualisme autocratique. Il ne se passe pas un jour sans que les aumôniers de Mgr. Mercier ne répandent au front et ailleurs leurs doctrines politico-religieuses » (6).

Les modifications ministérielles du 1^{er} janvier ne changent rien pour le *Socialiste belge* : « Hoe meer zielen, hoe meer vreugde, zal men te St.-Adresse denken. Maar of het daarom zal beter gaan, that is the question » (7) et il ajoute plus tard : « Ce n'est pas parce que deux socialistes — dont le dernier nommé n'est guère connu des membres du P. O. B. — siègent dans le sein de notre gouvernement et que...

(1) S. B., 2 février, p. 1, c. 4-5, *Eux et nous*, ss.

(2) S. B., 16 février, p. 2, c. 3, *La trêve de Dieu*, ss.

(3) S. B., 9 mars, p. 2, c. 4, *Les procédés cléricaux*, ss.

(4) S. B., 26 février, p. 1, c. 5, *La trêve des partis*, ss.

(5) S. B., 30 mars, p. 1, c. 1 à 5, *Le gouvernement...*, ss.

(6) S. B., 3 août, p. 2, c. 1, *Chronique belge*, C. HUYSMANS.

(7) B. Soc., 5 janvier, p. 1, c. 3, *Twee meer en dan???* ss.

* Plus on est, plus on s'amuse », doit-on penser à Ste-Adresse. Mais que cela ira mieux ainsi, that is the question ».

Hymans est ministre des Affaires étrangères, que la confiance des Belges dans le gouvernement s'est ressaisie. Bien au contraire » (1). La démission de Broqueville est accueillie assez favorablement; le journal en profite pour faire le procès du gouvernement : « Au commencement de la guerre, de Broqueville a remplacé notre régime parlementaire par une espèce de dictature... Pendant sa dictature nous avons vu l'annexionisme belge se placer au premier plan; une action systématique a été conduite afin de nous faire lâcher notre neutralité en nous alliant... avec l'une ou l'autre nation... On a voulu nous débarrasser du « libre-échange » et le remplacer par une sorte de protectionnisme en prévision du boycottage économique, c'est-à-dire de la guerre économique, qui doit conduire inévitablement au conflit armé; on n'a pas donné le moindre espoir aux Flamands... la presse belge à l'étranger et en première place le *XX^e Siècle* dont le frère de Broqueville est le directeur a fait une propagande systématique contre notre régime parlementaire... Cooreman a le plan de conférer avec nos parlementaires. Rien que cela est déjà suffisant pour donner... une certaine confiance à la population belge » (2).

L'annonce de la réunion parlementaire est plutôt bien accueillie, mais à condition que le gouvernement soit décidé à tenir note des observations et des conseils des députés mais, ajoute le journal, les Belges sont sceptiques à cause de ce qui se passe depuis le début de la guerre : favoritisme, injustices, calomnies, dépenses sans contrôle, toutes choses sur lesquelles il faut faire la lumière (3). Plus tard, il ajoute qu'elle ne peut avoir une importance transcendante parce que la majorité des députés est en Belgique mais qu'elle s'imposait pour rétablir un certain contrôle parlementaire (4). Il s'en désintéresse ensuite complètement.

En octobre, il annonce que tous les partis se sont ralliés au principe du suffrage universel et commente la nouvelle en disant : « Voilà enfin un acte de véritable union sacrée » (5), mais proteste parce que le gouvernement aurait l'intention de faire un système mixte : une voix à 25 ans, une voix supplémentaire à 35 ans, il veut : « één man, één stem » (6).

(1) S. B., 16 mars, p. 2, c. 2, *La politique de l'après-guerre*, ss.

(2) S. B., 15 juin, p. 1, c. 3, *La démission de Broqueville*, ss.

(3) S. B., 16 mars, p. 2, c. 2, *La politique de l'après-guerre*, ss.

(4) S. B., 13 juillet, p. 2, c. 1, *Terwagne reste à La Haye*, ss.

(5) S. B., 12 octobre, p. 2, c. 3, *Le Droit des peuples...*, ss.

(6) B. Soc., 12 octobre, p. 2, c. 4, *Zoo, en niet anders*, ss.

Il n'aborde qu'une fois la question de la participation socialiste au gouvernement et d'une manière générale. C'est au moment où éclate l'affaire Sixte en France, qui, d'après lui, est un exemple convaincant du danger de la participation d'un socialiste au gouvernement quand la classe ouvrière n'a pas la majorité (1). Il regrette la passivité des ministres socialistes belges; après la nomination de Cooreman, le correspondant de Sainte-Adresse écrit : « Bref la colline inspirée bouge... Il n'y a que les ministres socialistes et toute la kyrielle de socialistes d'avant-guerre et de socialistes pour la durée de la guerre, réfugiés ici, qui ne bougent pas... » (2). Au moment de l'interdiction du *Socialiste belge* aux internés, il s'irrite d'autant plus de cette mesure qu'elle provient d'un gouvernement où siègent deux ministres socialistes; il ajoute cependant que Vandervelde a télégraphié qu'il allait s'occuper de la question (3). Son opinion de Vandervelde en tant que ministre est mitigée, il l'attaque, il se demande par exemple « comment concilie-t-il son affirmation que l'Union sacrée est un fait à Sainte-Adresse avec l'existence de cet organisme de combat (= la *Confédération des Syndicats chrétiens*) à deux pas des ministères? » (4), mais par contre il constate certaines bonnes choses comme les démarches qu'il fait pour améliorer le sort des internés (5). Il ne parle de Brunet qu'une fois pour dire qu'il est peu connu des membres du P. O. B. (6).

En matière linguistique, le journal estime mauvaise la politique du gouvernement qui devrait se prononcer car la question flamande doit être résolue (7). La création d'une Commission linguistique « dont on ne sait pas grand chose quant à sa composition » n'arrange rien, d'après le correspondant parisien qui croit « que la question linguistique n'est pas encore mûre » et se demande comment c'est possible après « ce demi-siècle de luttes et de revendications »; annonçant qu'on envoie Heyman et Van Cauwelaert en Suisse « pour y étudier... la question linguistique », il ironise : « N'est-ce pas merveilleux, après seulement quatre ans de guerre? » (8). Constatant

(1) S. B., 15 juin, p. 2, c. 1-2, *Lettre de Paris*, SPIROU.

(2) S. B., 17 août, p. 2, c. 1-2, *Mémorial de Sainte-Adresse*, COBOCO.

(3) S. B., 30 mars, p. 1, c. 1 à 5, *Le gouvernement belge...*, ss.

(4) S. B., 16 février, p. 2, c. 3, *La trêve de Dieu*, ss.

(5) S. B., 15 juillet, p. 1, c. 1-2, *Le ravitaillement des internés*, ss.

(6) S. B., 16 mars, p. 2, c. 2, *La politique de l'après-guerre*, ss.

(7) B. Soc., 16 mars, p. 2, c. 4, *Nog één die niet begrijpt*, ss.

(8) S. B., 15 juin, p. 2, c. 1-2, *Lettre de Paris*, SPIROU.

que l'activisme n'a pas eu de succès dans les camps de prisonniers de guerre, un correspondant du *Socialiste belge* précise : « Maar het is zeker de schuld der regeering niet. Geen woord, geen daad kunnen hoop en vertrouwen in de toekomst schenken, niets heeft hen aange-toond dat de Belgische regeering eene gegronde oplossing voorbereidt. Het is een zware fout! Doch het is niet te laat : aller oogen zijn nog steeds naar Le Havre gericht... In dezen oorlog heeft het vraagstuk der nationaliteiten eene tot nog toe ongeken- de actualiteit ver- worpen... België's onafhankelijkheid... hoeft hersteld : ja. Maar een België met een Vlaamsch taalvraagstuk en zonder algemeen stemrecht : « jamais » ! » (1).

Le *Socialiste belge* s'occupe de l'interdiction de fonctionnement des unions professionnelles des travailleurs des Chemins de fer et des Postes et Télégraphes pour toute la durée de la guerre, mesure gouvernemen- tale qu'il qualifie « d'aussi inique qu'arbitraire » (2). Le ministre Segers finit par rétablir l'exercice du droit d'association mais, constate le *Socialiste belge*, dans les ateliers d'Oissel on a affiché un avis interdisant de transmettre au ministre des revendications col- lectives, « c'est-à-dire d'un côté le ministre accorde le droit syndical et, d'un autre côté, le même ministre refuse aux unions professionnelles le droit de lui transmettre les revendications légitimes de son personnel. Voilà de l'illogisme ministériel ! » (3).

De nombreux points disparates qui amènent une critique pour le gouvernement sont encore soulevés par le journal comme l'envoi d'une commission belge aux États-Unis « pour y étudier le système Taylor », les subsides aux journaux injustement répartis, l'aide insuffisante aux réfugiés, la constitution en France d'un jury composé de catholiques chargé d'accorder des diplômes alors que des instituteurs de l'en- seignement officiel ne trouvent pas de place, le manque d'aide à l'industrie diamantaire menacée par l'Angleterre, etc.

(1) B. Soc., 17 août, p. 2, c. 2, *De Vlaamsche krijgsgeschiedenis en het aktivisme*, GUSTEN.

* Mais ce n'est certainement pas la faute du gouvernement. Pas un mot, pas un acte ne peuvent offrir espoir et confiance dans l'avenir, rien ne leur a montré que le gouvernement belge prépare une solution fondamentale. C'est une lourde faute! Mais ce n'est pas trop tard : tous les regards sont encore dirigés vers Le Havre... Dans cette guerre, la question des nationalités a pris une présence inconnue jusqu'aujourd'hui... L'indépendance de la Belgique doit être restaurée, oui. Mais une Belgique avec un problème linguistique flamand et sans suffrage universel : « jamais ».

(2) S. B., 25 mai, p. 2, c. 5, *La force et le Droit*, ss.

S. B., 1^{er} juin, p. 2, c. 3, *La force et le Droit*, ss.

S. B., 27 juillet, p. 2, c. 1-2, *Chronique belge*, ss.

(3) S. B., 10 août, p. 2, c. 3-4, *Le droit d'association*..., ss.

Par-ci par-là, on trouve cependant une note approbative : un remerciement pour l'envoi de charbon aux internés, pour les facilités accordées à C. Huysmans pour se rendre en Angleterre, l'approbation de la réponse du gouvernement belge à l'offre de paix faite par l'Allemagne, etc.

On le voit, bien que fondamentalement opposé au gouvernement, le *Socialiste belge* reste relativement modéré dans ses critiques et dans la manière dont il les exprime, il l'est même trop selon les membres de l'*Union des Travailleurs belges en Hollande* si on se fie au rapport du quatrième Congrès tenu à Amersfoort, les 25 et 26 décembre 1917. Le *Socialiste belge* le publie sans commentaires. Les différentes sections critiquent le gouvernement sur plusieurs points sans épargner les ministres socialistes, et l'une d'entre elles dit ouvertement que le *Socialiste belge* est trop modéré à son égard (1).

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux		
														47 n°	
Acti- visme	+														
	0				1									1	
	-	2	3	2	1	1	1	2	2			2		16	17
Fédé- ralisme	+	1												1	
	0	1		1										2	
	-														3
Mini- ma- lisme	+	1		2	2	1	1		2					9	
	0							1		1				2	
	-														11
														31	

(1) S. B., 5 janvier, p. 2, c. 4-5, *Notre 4^e Congrès*, ss.

Le Socialiste belge s'intéresse à la question linguistique puisque nous avons relevé 31 cotes sur 47 numéros, soit une moyenne de 66 %.

Il traite surtout de l'activisme, assez bien du minimalisme et très peu du fédéralisme.

Sa position est nette et affirmée au sujet de l'activisme qu'il ré-proouve et du minimalisme qu'il approuve, il ne semble pas avoir d'avis net sur le fédéralisme.

Commentaire

a) *Activisme*

Le Socialiste belge estime que l'activisme résulte d'une manœuvre allemande similaire à celle tentée en Ukraine contre la Russie (1), que les activistes sont de simples exécutants des volontés allemandes (2) et que, tant en Flandre qu'en Wallonie, ils n'ont aucun succès (3). Le journal exprime nettement son opinion au sujet de la séparation administrative et des soi-disant élections organisées en Belgique : « Wij hebben hun politiek nooit goedgekeurd... een volksraadpleging... wanneer alle vrijheid aan banden ligt door de bezettende macht, kan nooit als ernstig, noch bindend aanzien worden. Maar dan moet eerst de vijand uit het land en al de Belgen in het land. Wanneer dan de meerderheid der Walen eenerzijds en de meerderheid der Vlamingen anderzijds beslissen dat er een scheidingslijn zou moeten getrokken worden tusschen Vlaanderen en Wallonië, 't zij zoo; alhoewel wij het zouden betreuren dat het zoo zou zijn. Maar de volkswil is de hoogste wet... » (4).

L'activisme disparaîtra avec l'ennemi mais cela n'entraînera pas la disparition de la question flamande qui devra bien être résolue; le meilleur moyen dont dispose le gouvernement actuellement pour contrer l'activisme, c'est d'annoncer clairement sa volonté d'étudier

(1) B. Soc., 12 janvier, p. 1, c. 3, *Een karikatuur*, ss.

B. Soc., 23 février, p. 2, c. 4, *Het vlaamsche Plan*, ss.

(2) B. Soc., 27 juillet, p. 2, c. 2, *De vlaamsche krijgsgevangenen en het activisme*, ss.

(3) B. Soc., 25 mai, p. 2, c. 3-4, *Het Aktivisme in België*, ss.

(4) B. Soc., 26 janvier, p. 2, c. 3, *Uit bezet België*, ss.

* nous n'avons jamais approuvé leur politique... une consultation populaire quand toute liberté est entravée par l'autorité occupante, ne peut jamais être considérée comme sérieuse ni contraignante. Mais il faut d'abord que l'ennemi soit rejeté hors du pays et que tous les Belges soient rentrés au pays. Quand alors la majorité des Wallons, d'une part, et la majorité des Flamands, d'autre part, décideront qu'une ligne de séparation doit être tracée entre la Flandre et la Wallonie, cela sera ainsi, bien que nous déplorerions qu'il en soit ainsi. Mais la volonté du peuple est la plus grande loi ».

le problème, ce qu'il ne fait pas (1) avec, comme conséquence, que certains sont attirés vers l'activisme parce qu'ils ne voient pas d'autre issue; ceux-là méritent des excuses : « Ik veroordeel de activisten niet in blok. Ik heb er gekend die... heilig overtuigd waren van het rechtvaardige hunner zaak... ze zullen vallen als slachtoffers van een ideaal. Ik veroordeel alleen de slechtheid van velen en de kortzichtigheid van allen » (2).

Le journal publie un discours prononcé à Londres ainsi qu'une interview de C. Huysmans (3) et un article d'Anseele (4) condamnant l'activisme.

b) *Fédéralisme*

Le journal a exprimé clairement son opinion à ce sujet en rejetant la séparation administrative décidée par les activistes; ce n'est pas la décision elle-même qu'il rejette, mais le fait qu'elle ait été décidée sans qu'elle corresponde à la volonté populaire qui reste pour lui « la plus grande loi ». Fidèle à ce principe, il se résignerait à l'accepter si elle correspondait au vœu clairement exprimé de la population. Remarquons qu'il met comme condition non pas la majorité des suffrages exprimés par les Belges dans leur ensemble mais une double majorité, c'est-à-dire l'acquiescement des deux groupes constituant la Belgique (5). C'est la seule fois que le journal aborde le thème directement. Nous y avons cependant joint l'avis de C. Huysmans réclamant l'arbitrage international, ce qui suppose que la Flandre soit considérée comme une nation dont les droits seraient violés par l'Etat belge, ce qui rejoint le point de vue fédéraliste. Il s'en écarte néanmoins car il estime que la question peut se résoudre par la simple autonomie culturelle accordée à la Flandre et réalisée par le dédoublement du Ministère des Sciences et des Arts. Il exprime cette opinion dans un article consacré à la question juive qu'il met en parallèle avec le problème flamand : « L'assimilation est un phénomène général dans les pays limitrophes... L'assimilation qui a pour prétexte l'infériorité d'un peuple entrave le développement même de ce peuple et exerce sur

(1) Voir p. 192, l'analyse du thème consacrée au gouvernement.

(2) B. Soc., 17 août, p. 2, c. 2, *De Vlaamsche kriegsgevangenen en het aktivisme*, GUSTEN.
« Je ne juge pas les activistes en bloc. J'en ai connu qui étaient intimement convaincus de la rectitude de leur cause... ils tomberont victimes d'un idéal. Je juge seulement la malhonnêteté de beaucoup et l'esprit borné de tous. »

(3) S. B., 20 avril, p. 2, c. 1-2, *Un grand discours de C. Huysmans à Londres*.
B. Soc., 9 mars, p. 2, c. 3, *Interview C. Huysmans*, ss.

(4) B. Soc., 10 août, p. 2, c. 2, *Anseele en het Aktivisme*.

(5) B. Soc., 26 janvier, p. 2, c. 3, *Uit bezet België*, ss.

tous les rapports une action pernicieuse. Les Flamands assimilés de Bruxelles ne sont au point de vue culturel ni Français ni Flamands... L'assimilation exerce une action antisociale. Les assimilateurs n'ont aucune sympathie pour la misère de leur peuple. Au contraire, la grande partie des Flamands francisés ont empoisonné les rapports entre les deux peuples... La guerre a démontré... que la question nationale d'un pays touche en même temps tous les autres pays... il faudra créer des normes internationales qui régleront la manière de traiter les nationalités dans divers Etats. Ainsi la destinée des nations faibles ne doit plus être abandonnée aux Etats. Je n'ai plus confiance dans les Etats. J'approuve... l'organisation de l'arbitrage international et que chaque peuple, dont les droits seraient violés... aurait le droit d'exiger l'intervention internationale » (1). Huysmans défend sa proposition d'autonomie culturelle dans un article répondant aux critiques qu'elle a soulevées, dans lequel il note que « l'influence de la culture française est bonne à partir du moment où il existe une culture flamande organisée, ce qui n'existe pas encore » (2). Plus tard, il donne une interview où il reparle de la nécessité de dédoubler les départements culturels (3) et, dans un discours à Londres, il s'oppose à la séparation administrative et réclame l'existence des « deux races dans un pays » en ajoutant : « Nous sommes Flamands mais avant tout nous sommes des Belges » (4). Sa position est donc nette. Quant au *Socialiste belge*, il se déclare indifférent à la proposition d'Huysmans d'internationalisation de la question linguistique, pourvu qu'avec la paix, le problème soit résolu (5).

c) *Minimalisme*

Nous avons vu que le *Socialiste belge* estime qu'il y a une question flamande à régler et qu'il réclame du gouvernement une prise de position. Il ne précise pas ce qu'il attend du gouvernement, ni la manière dont il entend résoudre le problème flamand ; en particulier, nous ne trouvons aucune allusion aux revendications précises des minimalistes ; la création de régiments flamands et wallons séparés n'est jamais évoquée, peut-être à cause du manque d'intérêt du journal pour l'armée puisqu'il est partisan du désarmement. Pour lui il faut d'abord

(1) S. B., 12 janvier, p. 1, c. 2-3, *La paix de demain et la question juive. Interview de C. Huysmans.*

(2) B. Soc., 5 janvier, p. 2, c. 3, *Over Kultuur-Autonomie, C. H.*

(3) B. Soc., 9 mars, p. 2, c. 3, *Interview C. Huysmans.*

(4) S. B., 20 avril, p. 2, c. 1-2, *Discours de Huysmans à Londres.*

(5) B. Soc., 16 mars, p. 2, c. 4, *Het belg. taalprobleem, ss.*

combattre pour la socialisation de l'Etat belge. Dans un cadre politique renouvelé où le Suffrage universel permettrait à chacun d'exprimer sa volonté, la question flamande se résoudrait facilement. N'est-ce pas ce que pense C. Huysmans quand, dans un discours à Londres, il dit : « Il y a une question flamande qui doit être solutionnée par les Belges. Je compte sur les ouvriers wallons qui luttent pour l'égalité et la justice, pourquoi les refuseraient-ils aux ouvriers flamands ? » (1).

La position du *Socialiste belge* vis-à-vis du *Vlaamsch Belgisch Verbond* est dubitative. Il en publie le manifeste sans le commenter (2), mais il marque une nette méfiance vis-à-vis de Van Cauwelaert dont il craint le cléralisme. Il l'accuse d'être impliqué dans l'action des syndicalistes jaunes en Hollande et demande si c'est avec l'accord des membres du *Vlaamsch Belgisch Verbond*; il rappelle qu'en 1912, Van Cauwelaert a répandu une brochure accusant Huysmans de trahison envers la cause flamande et réclame des explications pour fixer sa position car : « Hoe eerlijk wij het ook meenen met de Vlaamsche quaestie, dan toch willen wij niet meer de dupe zijn van onze kerikalen zoo als in 't verleden » (3). Plus tard, il exige qu'il se prononce au sujet du Suffrage universel puisqu'il prétend que son mouvement est démocratique (4).

Le *Socialiste belge* publie, sans émettre d'avis, l'opinion du « cher camarade Anseele », selon laquelle il faudra, après la guerre, flamaniser l'université de Gand, mener une action sociale pour relever la Flandre et appliquer le principe que chaque peuple a le droit de se développer dans sa langue (5).

8. L'Après-Guerre

Nous avons relevé 21 cotes relatives à l'après-guerre sur 47 numéros, c'est-à-dire un taux de 44,6 %, indice d'un intérêt certain du journal. En effet, celui-ci en plus de la politique qu'il mène pour une paix démocratique, se soucie de répandre l'idéologie marxiste de telle manière que l'après-guerre en Belgique soit influencé par des

(1) S. B., 20 avril, p. 2, c. 1-2, *Discours d'Huysmans à Londres*.

(2) B. Soc., 16 mars, p. 2, c. 4, *Het belg. taalprobleem*, ss.

(3) B. Soc., 6 juillet, p. 2, c. 1-2, *Klare wijn*, ss.

« Tout honnête que nous le croyons au sujet de la question flamande, nous ne voulons cependant plus être dupe de nos cléricaux comme dans le passé. »

(4) B. Soc., 19 octobre, p. 2, c. 4, *Een vraag aan Van Cauwelaert*, ss.

(5) B. Soc., 10 août, p. 2, c. 2, *Anseele en het Aktivisme*, ss.

organisations syndicales et un parti socialiste puissants. Il mène cette campagne sur deux fronts : susciter l'adhésion à la doctrine marxiste et convaincre du bienfondé de son application à la Belgique. Remarquons que dans l'analyse du contenu, nous n'avons coté que ce qui avait un rapport direct avec l'après-guerre. Néanmoins, nous joignons ici des points qui s'appliquent immédiatement à la période de guerre, mais qui ont pour conséquence d'ouvrir les esprits à la révolte et donc de faciliter un après-guerre socialiste.

a) *Doctrine marxiste*

Un point essentiel de cette doctrine est la lutte des classes et l'appel à la révolte. Le *Socialiste belge* insiste sur la profonde injustice dont est victime la classe ouvrière qui supporte seule tout le poids de la guerre. Epinglons quelques exemples : « Le patriotisme est obligatoire pour les soldats et pour le peuple... Mais les dirigeants sont au-dessus de ces mesquins préjugés » (1), c'est un extrait d'un article intitulé « Ceux de l'espèce inférieure ». Le *Belgische Socialist* explique longuement qu'un soldat atteint de dépression nerveuse et qui abandonne son poste sera fusillé mais qu'un général qui rate une bataille ou un ministre qui se trompe lourdement ne seront pas punis et il ajoute que cela ne peut changer que grâce à la puissance des travailleurs (2).

La responsabilité de la guerre est attribuée aux gouvernements « qui préparent la guerre tandis que les ouvriers sont dans les tranchées » (3) et aux capitalistes qui profitent de la guerre : « Dans tous les pays, la classe ouvrière a faim, dans tous les pays des fortunes scandaleuses s'édifient » (4). Un article entier est consacré aux « profiteurs de guerre » (5). Faisant état d'un rapport allemand selon lequel les Français ont raté une occasion de mettre l'armée allemande en grande difficulté, le journal s'indigne : « Nous voyons qu'une fois de plus les Alliés avaient un moyen de terminer la guerre par la victoire et qu'ils ne l'ont pas employé » ; il donne d'autres exemples et ajoute : « C'est à croire qu'il existe... un pouvoir mystérieux et formidable qui a intérêt à prolonger la guerre jusqu'au moment que lui-même aura fixé » (6). La condamnation de Malvy est due à « sa politique de concorde sociale

(1) S. B., 9 février, p. 2, c. 3, *Ceux de l'espèce inférieure*, ss.

(2) B. Soc., 19 janvier, p. 2, c. 3-4, *Verantwoordelijkheid*, ss.

(3) S. B., 23 mars, p. 1, c. 1-2, *Qui fera la paix?* ss.

(4) S. B., 16 mars, p. 1, c. 3, *Paris-Berlin, Berlin-Paris*, ss.

(5) S. B., 8 juin, p. 1, c. 3-4, *Les profiteurs de guerre*, Paul MISTRAL.

(6) S. B., 2 mars, p. 2, c. 1, *Un mystère??*, ss.

dont les financiers et autres profiteurs français de la guerre sont les ennemis jurés » (1). Les capitalistes se font des illusions s'ils croient que la lutte des classes diminue parce que des socialistes ont accepté une trêve pour la durée de la guerre (2), « la lutte des classes disparaîtra avec le capitalisme, ni plus tôt, ni plus tard » (3). Au contraire, « Nous sommes à la veille d'événements gigantesques... La guerre militaire se mue en conflit social entre les travailleurs et les exploités. La Walhalla du capitalisme tremble sur ses bases; le courant révolutionnaire se répand sur l'Europe entière; il est irrésistible; ni le capitalisme, ni même l'impérialisme socialiste ne pourront prévaloir contre lui » (4).

Il attire l'attention sur le danger de la collaboration avec un gouvernement bourgeois qui ne peut donner qu'un résultat négatif tandis que la collaboration avec et par la masse organisée donne la puissance et cela en temps de guerre comme en temps de paix (5). Le socialisme devenu révisionniste n'a pu empêcher la guerre, « nous voulons bien nous servir de la légalité momentanément dans la mesure où elle nous est utile... mais nous entendons... la mettre de côté... si... elle s'oppose à la libération des hommes. Le parti socialiste est un parti de légalité et un parti de révolution... il faut enlever aux capitalistes leur abri : l'Etat » (6).

Signalons encore une attaque contre l'Eglise catholique qui soutient les gouvernements dans la guerre (7) et une série de cinq articles sur Karl Marx (8).

b) *Le socialisme en Belgique*

« Nous, travailleurs socialistes belges, luttons pour l'indépendance de la Belgique... Ce sont exclusivement des intérêts moraux et politiques qui dictent notre devoir. Que dire à présent de l'éventualité où les socialistes à la faveur des événements s'empareraient du pouvoir pour faire de la Belgique capitaliste une Belgique socialiste. Serions-nous

(1) S. B., 31 août, p. 1, c. 1-2, *A bas la république*, ss.

(2) B. Soc., 19 janvier, p. 1, c. 4-5, p. 2, c. 1, *Reformisme en Ministerialisme of Marxisme en Klassenstrijd*, ss.

(3) B. Soc., 12 janvier, p. 2, c. 4, *Aan onze Belgische kapitalisten*, ss.

(4) S. B., 16 février, p. 1, c. 1-2, *Le Crépuscule des Dieux*, ss.

(5) B. Soc., 23 février, p. 1, c. 4-5, *Twee feiten*, ss.

(6) S. B., 16 mars, p. 1, c. 5-6, *Evolution et révolution*, E. NINEL.

(7) B. Soc., 23 mars, p. 2, c. 1, *Het bankroet van de Katholieke moraal*, ss.

(8) B. Soc., 11 mars, p. 1, c. 1, *Het Marxisme op den Hondersten geboortedag van Karl Marx*, Kart KAUTSKY.

S. B., 18 et 25 mai, 8 et 22 juin, quatre articles signés « Stockholm 6 mai 1918, K. A. M. »

pour cela de moins bons Belges ?... nos capitalistes belges ont trafiqué... notre gouvernement... est resté clérical... se prépare à réprimer une action de notre classe ouvrière. Et le prolétariat seul devrait se résigner à son sort, à son asservissement, à son exploitation systématique ?... La classe ouvrière combat pour une Belgique indépendante qui sera une Belgique socialiste » (1). Cette profession de foi générale se complète par l'annonce de l'extension syndicale après la guerre, car les ouvriers belges à l'étranger ont été convertis à la puissance syndicale, en Angleterre notamment où les patrons ont été forcés de plier devant elle. Il faudra obtenir rapidement le Suffrage universel pur et simple, la journée de huit heures, un minimum de salaire garanti, la pension à 55 ans (2).

Il examine aussi des points particuliers comme le sort de l'industrie diamantaire anversoise menacée par l'Angleterre ; il y consacre plusieurs articles et constate que ni le gouvernement, ni la presse ne s'en soucient et qu'« ils se fichent du sort des travailleurs » (3). Il réagit vivement à la mesure prise par le gouvernement d'interdire, pour toute la durée de la guerre, le fonctionnement des unions professionnelles des travailleurs des Chemins de fer et des Postes et Télégraphes et il y répond par la fondation en Hollande d'une centrale syndicale belge « pour mettre le gouvernement devant le fait accompli après la guerre » (4). Depuis lors, il publie assez régulièrement une petite chronique syndicale dans la partie flamande ou dans la partie francophone du journal ; il y revient sur l'importance du syndicalisme et sur les revendications que nous citons plus haut.

Il analyse de manière élogieuse l'ouvrage que Vandervelde vient de publier sur « *Le Socialisme et l'Etat* » mais ajoute malicieusement : « Si nous devons apprendre maintenant que les nerfs du cœur de Vandervelde vibrent aussi fortement pour le marxisme que son cerveau pense marxistement, nous serions doublement satisfaits » (5).

(1) S. B., 2 février, p. 1, c. 4-5, *Eux et nous*, ss.

(2) S. B., 18 mai, p. 2, c. 4-5, *Les travailleurs belges et la reprise du travail en Belgique*, H. RENIER.

(3) B. Soc., 26 janvier, p. 2, c. 3, *Het gevaar is dreigend*, ss.

(4) S. B., 25 mai, p. 2, c. 5, *La force et le Droit*, ss.

S. B., 1 juin, p. 2, c. 3, *La force et le Droit*, ss.

S. B., 1 juin, p. 1, c. 4-5, *Notre tâche*, ss.

S. B., 13 juillet, p. 3, c. 2-3-4, *Centrale syndicale belge... Statuts*.

(5) S. B., 20 juillet, p. 1, c. 1-2, *Le Socialisme contre l'Etat*, ss.

Il rappelle que la politique n'est pas du domaine du clergé qui « tout comme les agents de l'Etat émerge au budget de l'Etat... qui interdit aux cheminots le droit syndical » (1).

Le *Socialiste belge* insiste à différentes reprises sur l'indispensabilité du Suffrage universel après la guerre. Il réclame la création d'une Commission électorale au même titre qu'une Commission linguistique. Il commente les élections hollandaises du 3 juillet faites pour la première fois au Suffrage universel : « Rien d'étonnant que... le parti socialiste s'est vu octroyer un grand succès... Ces élections... signifient... que l'introduction de l'égalité politique dans notre code constitutionnel est d'une nécessité inéluctable » (2). En novembre, il estime, d'après *Le Droit des peuples*, que tous les partis politiques belges se sont ralliés au principe du Suffrage universel, mais met en garde contre le gouvernement qui aurait l'intention de faire un système mixte : une voix à 25 ans, une deuxième voix à 35 ans (3).

Le *Socialiste belge* se préoccupe des réparations auxquelles la Belgique a droit, elles doivent être intégrales, y compris le chômage et les frais d'exil, et le journal présente comme une œuvre utile la création à La Haye de l'*Union pour la sauvegarde des intérêts belges* (4). La question est de savoir qui paiera ces indemnités. Le journal commence par défendre la thèse traditionnelle : « L'Allemagne doit réparer envers notre pays ce qu'elle nous a pris depuis le 4 août 1914, y compris le dédommagement complet. Ceci est une condition sine qua non » (5). Puis constatant que la situation économique belge est impossible, il ajoute : « A moins que l'Allemand soit condamné à s'acquitter de tout cela lui-même, et à ses frais ! A moins aussi que l'Internationale ne supprime les dettes de guerre et ne frappe sur la fortune acquise des capitalistes du monde entier un impôt, grâce auquel tous les pays du monde en seront au même point de gêne ou de bien-être, cela pour le plus grand avantage des pays qui, comme la Belgique, auront été les plus touchés » (6). Il reprend la même idée la semaine suivante : « Les frais de guerre seraient payés par tous les capitalistes du monde au prorata de leurs disponibilités... aucun

(1) S. B., 27 juillet, p. 2, c. 1-2, *Chronique belge*, ss.

(2) S. B., 13 juillet, p. 1, c. 1-2, *Une victoire socialiste*, ss.

(3) S. B., 12 octobre, p. 2, c. 3, *Le Droit des peuples...*, ss.

B. Soc., 12 octobre, p. 2, c. 4, *Zoo, en niet anders*, ss.

(4) S. B., 9 novembre, p. 2, c. 3, *Une œuvre utile*, ss.

(5) S. B., 31 août, p. 1, c. 4-5, p. 2, c. 1, *Le Socialiste belge et le Vorwärts*, ss.

(6) S. B., 14 septembre, p. 2, c. 2, *Les financiers de l'Europe et l'Internationale*, Raymond

prolétariat n'en souffrirait... car l'affaiblissement de l'ennemi est un renforcement. Or chaque peuple a pour ennemi son propre capitalisme. Pour la Belgique, l'avantage tiendrait en ceci que tous les pays alliés neutres ennemis, en seraient au même point. La Belgique ne serait donc pas handicapée par la concurrence future... Pour le monde, l'avantage tiendrait en ceci que partout la démocratie sociale se verrait fortifiée. Nulle part on n'en souffrirait car le peuple n'a pas intérêt à ce que sa bourgeoisie soit riche » (1).

Notons aussi un article sur la législation fiscale belge. Pour qu'elle soit juste, estime l'auteur, « il faut que chaque citoyen paie une somme en rapport direct avec sa situation matérielle ». L'Etat devra augmenter ses budgets, il devra donc rechercher des ressources nouvelles, notamment dans les impôts. Il faut, en règle générale, combattre les impôts indirects payés par les consommateurs, on peut admettre provisoirement une augmentation modérée des droits d'entrée, ce qui n'équivaut pas à une guerre économique, les impôts directs par contre peuvent être augmentés en créant un impôt progressif rigoureux sur les revenus, mesure revendiquée par les socialistes mais rejetée obstinément par la plupart des gouvernements bourgeois, en augmentant les taxes de luxe et les impôts sur les successions (2).

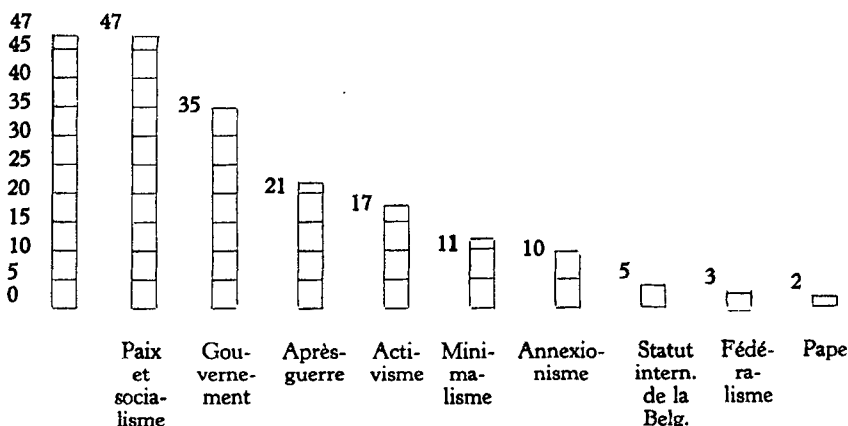
(1) S. B., 21 septembre, p. 2, c. 2, *Les finances de l'Europe et l'Internationale*, ss.

(2) S. B., 5 octobre, p. 2, c. 1, *Chronique belge*, ss.

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions de chaque thème



La première barre représente le nombre de numéros du *Socialiste belge* du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918. Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît en ordre de grandeur décroissant.

Commentaire

Comme nous l'avons dit, l'objectif premier du *Socialiste belge* est la diffusion des idées du Socialisme international au sujet de la paix. Aucun étonnement donc à voir apparaître le thème dans tous les numéros, d'autant plus qu'il s'agit d'un hebdomadaire.

Que le thème consacré au gouvernement vienne en deuxième lieu est logique puisque l'opposition aux vues socialistes, si elle provient en partie de l'opinion publique, est concrétisée dans le pouvoir gouvernemental ; c'est de lui qu'émanent les options engageant la Belgique car, depuis la guerre, le contrôle parlementaire est pratiquement inexistante. Ceci explique la fréquence relativement élevée du thème « annexionisme », proportionnellement plus forte que dans les autres journaux étudiés, en ajoutant le fait que, paraissant en Hollande, le journal est plus libre vis-à-vis de la censure. Notons un certain désintérêt de la question de la neutralité, bien que le journal soit formellement opposé à son abandon. Le *Socialiste belge* a pris en mains la

défense du sort matériel et moral des réfugiés et internés belges en Hollande qui dépend de l'administration belge et lui fournit de nouvelles occasions de parler du gouvernement. Rien d'étonnant donc dans la deuxième place occupée par ce thème.

Nous avons dit aussi que le *Socialiste belge* vise une « paix démocratique » qui, pour lui, est une paix socialiste et qu'il pose des jalons sur cette voie, ce qui explique l'importance du thème « Après-guerre ».

La question linguistique prise dans son ensemble paraît un thème assez important. En fait, c'est un thème mineur ; nous avons vu d'ailleurs qu'il ne défend aucune revendication précise en dehors de la thèse générale selon laquelle le problème flamand est un handicap pour l'avenir et qu'il importe de la régler en appliquant le principe de la souveraineté populaire exprimée au moyen du Suffrage universel. On comprend aisément que le *Socialiste belge* soit heurté par certains aspects du *Mouvement flamand* basé sur une idéologie nationaliste et cléricale aux antipodes de la sienne.

Remarques Générales

Le *Socialiste belge*, marxiste de conviction, est donc anti-monarchique et le rappelle à l'occasion : « A la tête de notre programme se trouve la république sociale et pour nous, on peut en finir avec les empereurs, les rois et les autres têtes couronnées de l'Europe » (1), il se garde cependant de toute attaque contre la monarchie belge. Dans toutes les polémiques contre l'autorité, c'est toujours le gouvernement seul qui est visé, jamais la forme monarchique de l'Etat belge, ni la personne du Roi Albert. Il s'en explique une fois en réponse à l'*Indépendance belge* qui l'accuse de vilipender le Roi et la Reine : « Nous n'avons jamais attaqué le Roi, ni la Reine... : la Reine, parce que quoique ouvriers socialistes, nous avons conscience de notre qualité d'hommes et que nous sommes des gens polis ; le Roi, parce que nous respectons son attitude et qu'il a un gouvernement responsable » (2). Sans doute, le Roi avait-il acquis une telle popularité qu'il eût été dangereux de l'attaquer, d'autant plus qu'il se cantonnait ostensiblement dans son rôle de chef de l'armée, même s'il avait en fait une influence sur ses ministres, dans un sens modérateur d'ailleurs. Mais on peut supposer aussi que C. Huysmans au courant des idées paci-

(1) S. B., 16 février, p. 1, c. 3, *Conférence interalliée de Londres*, ss.

(2) S. B., 21 septembre, p. 2, c. 3, *Deux bourreurs de crâne*, ss.

fistes du Roi qui l'avait reçu en 1917 et avait approuvé ses efforts en vue d'une paix négociée (1), a influencé la direction du journal dans ce sens. Il a en outre déclaré dans une interview que le Roi ne s'oppose pas au suffrage universel et qu'il a de la sympathie pour le mouvement flamand, ce qui, grosso modo, correspond à l'opinion royale (2).

La polémique tient une grande place dans le journal, il n'y a pratiquement pas un numéro qui en soit exempt. Elle vise avant tout Terwagne et son *Office belge* à La Haye puisqu'une des raisons de la fondation du *Socialiste belge* est de contrer son action. La hargne du journal s'exerce presque aussi violemment contre Louis Piérard (embusqué, incapable, annexioniste), contre Wappers et son journal *La Belgique* (menteur, falsificateur de textes, accusateur à faux), contre Léonce du Castillon (Leonske) et le *Belgische Dagblad*, contre *Les Nouvelles* et contre *l'Echo belge*. On le voit, cette polémique s'attaque avant tout aux Belges de Hollande, le *Socialiste belge*, en dehors de son aspect international, reste un journal s'adressant à une population locale qu'il s'agit de préserver d'une propagande néfaste. Les autres journaux belges sont pris à partie à l'occasion, mais moins systématiquement; les attaques contre le *XX^e Siècle* sont moins fréquentes qu'on aurait pu le croire, il est possible qu'il n'influence guère le public touché par le *Socialiste belge*. Notons quelques attaques contre les journaux français (*Le Temps* et *Le Matin* entre autres), contre les journaux hollandais, *Le Telegraaf* surtout à cause de la présence d'Auguste Monet attaché à ce journal depuis la guerre, et contre le *Vorwärts*, journal socialiste allemand.

Les agences de presse, particulièrement l'agence Havas, ne sont guère prisées par le journal. Il consacre notamment un article entier à démontrer leur fausseté en comparant une phrase-clef d'un discours de Czernin avec le texte propagé par Reuter subtilement tendancieux et il ajoute : « Reuter ment. Wolf ment. Havas ment. Stefani ment. Tous mentent pour tromper le peuple... ceux qui veulent donner au peuple une juste image de la situation sont traités de défaitistes par ces agences de presse et leurs complices de la presse de guerre » (3).

(1) J. DE LAUNAY, *Histoire contemporaine de la Diplomatie secrète, 1914-1918*, Lausanne Bruxelles, pp. 121-124. Notes de C. Huysmans :

* Je partis pour Londres par les Pays-Bas et delà pour la France où je fus reçu par le Roi Albert... Il... me répondit : « Vous avez raison. Il faut négocier. Pas de deuxième guerre, quoique puisse en penser mon gouvernement. Poursuivez vos efforts. Je vous couvre. »

(2) B. Soc., 9 mars, p. 2, c. 3, *Interview C. Huysmans*.

(3) B. Soc., 23 février, p. 2, c. 4, *Comment le public est informé*, ss.

Le style du journal est uniformément revendicatif et révolutionnaire. On sent qu'il est pensé et dirigé dans cet esprit par les rédacteurs, et que c'est cette mentalité qu'il veut répandre. C'est sa manière à lui d'être constructif puisqu'il voit l'avenir comme une lutte du prolétariat contre la classe dirigeante mais il ne fouille aucun problème et n'étudie aucune solution concrète et positive. Remarquons qu'il prend parfois certaines libertés vis-à-vis de la vérité, qu'assez bien d'articles sont mal écrits, avec des fautes de français et des tournures qui sentent la traduction même en dehors des articles d'auteurs étrangers.

CHAPITRE VII

L'OPINION WALLONNE

A. HISTORIQUE

L'*Opinion wallonne* est fondé le 1^{er} février 1916 après que le journal *La Wallonie* a été interdit par la Censure française à la demande du gouvernement belge (1). Paraissant à Paris comme *La Wallonie*, l'*Opinion wallonne* est d'abord bimensuel ; son premier numéro est daté du 1^{er} au 15 mai 1916. Il devient hebdomadaire à partir du 22 novembre 1917, puis redevient mensuel officiellement à partir du 1^{er} septembre 1918 (2), en fait, depuis juillet 1918, plusieurs numéros n'ayant pu paraître parce que, nous dit le journal, la firme parisienne qui l'imprime a brusquement fermé ses portes (3) ; il paraît à Bruxelles depuis le 1^{er} décembre 1918.

L'*Opinion wallonne* joue le jeu de la carte ouverte et renseigne abondamment ses lecteurs sur sa direction, ses collaborateurs, son financement, le nombre de ses lecteurs, ses objectifs.

Raymond Colleye cumule les fonctions de directeur et de rédacteur en chef ; son nom figure dans la manchette du journal. Il a comme collaborateurs :

- C. O. Goebel : secrétaire général, responsable de la rubrique : *La Politique*.
Thomas Maisonneuve : secrétaire de direction, responsable de la rubrique : *L'Entente franco-belge*.
Joseph Hulet : administrateur.

(1) O. W., 1 novembre 1916, p. 1, c. 1-2, *Les chiens aboient...*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 1 septembre, p. 1, c. 4, *Avis à nos amis*.

* En présence de difficultés matérielles... l'*Opinion wallonne* paraîtra tous les quinze jours jusqu'à nouvel ordre. *

(3) O. W., 8 août, p. 1, c. 4, *Avis à nos lecteurs*, ss.

Borguères	:	rubrique	:	<i>La Situation.</i>
Louis de Villers	:	»	:	<i>La politique étrangère.</i> <i>Vie des nationalités.</i>
Charles Bronne	:	»	:	<i>Le Mouvement wallon.</i>
Paul Dermée	:	»	:	<i>Les Arts et les Lettres.</i>
M. C. Poinsot	:	»	:	<i>Décentralisation fédéraliste.</i>
Pablo	:	»	:	<i>Le Mouvement flamand.</i>
Théo Fleischman	:	»	:	<i>Chronique du Front.</i>
René Deckers	:	»	:	<i>Chronique universitaire.</i>
Sylvain Bonmariage	:	»	:	<i>Courrier de Paris.</i>
Charles Conrardy	:	»	:	<i>Courrier de Londres</i> (1).

Notons que le journal donne une liste complémentaire de collaborateurs et de groupes wallons adhérant à l'*Opinion wallonne* (2).

Le financement du journal est assuré « par un appel à des partisans nombreux qui souscrivent chacun tant d'actions ou prennent tant de parts ou versent simplement telle somme, sans rien demander en échange qu'un reçu » (3). Il se débat cependant au milieu des difficultés financières et le 11 novembre 1916, s'il annonce son 1.200^{ème} abonné, il fait en même temps un appel aux contributions bénévoles (4). Le 7 février 1918, il déclare qu'il compte 25.000 lecteurs (5).

L'*Opinion wallonne* a été fondée pour défendre le programme des Congrès wallons (6); il consacre un numéro au *Mouvement wallon* dont il rappelle l'histoire, le programme, en donne la bibliographie, le nom des délégués, et à l'*Assemblée wallonne*, fondée en 1912, et qui reste l'organe directeur du *Mouvement wallon* (6). Le journal entretient les meilleurs rapports avec l'*Union wallonne de France* dont R. Colleye et d'autres collaborateurs de l'*Opinion wallonne* sont membres du comité, il en rappelle le programme dans son premier numéro : constitué par O. Gilbert, elle veut grouper les Wallons réfugiés en France et compte 500 adhérents en 1916. Son but premier est l'entr'aide entre ses membres, mais elle se propose aussi d'examiner au point de vue régional les questions d'ordre général que pourraient susciter les pourparlers de paix et le statut futur de la Belgique, de faire mieux

(1) O. W., 7 février, p. 1, c. 1, l'*Opinion wallonne*, signé « l'*Opinion wallonne* ».

(2) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(3) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 1, *Comment on fonde un journal*, R. COLLEYE.

(4) O. W., 1 novembre 1916, p. 4, c. 1, *A nos abonnés*, ss.

(5) O. W., 7 février, p. 1, c. 1, l'*Opinion wallonne*, signé : « l'*Opinion wallonne* ».

(6) O. W., 6 juin, p. 1, c. 1 à 5, et p. 2, c. 1 à 5, *Le Mouvement wallon*, R. COLLEYE.

connaître la France et de combattre toute influence germanophile, elle se déclare neutre au point de vue des partis politiques (1).

En novembre 1916, le journal proteste violemment contre une décision de la censure interdisant la plus banale allusion au fédéralisme et déclare : « ... en arrêtant la campagne fédéraliste de l'*Opinion wallonne*, c'est le programme même du journal que les vainqueurs temporaires du Havre veulent interdire » (2).

Fin 1917, une nouvelle mesure est prise contre le journal : la vente de l'*Opinion wallonne* est interdite sur le front par les vendeurs militaires, par une lettre du ministère de la guerre du 29 novembre 1918, mais la circulation du journal au front reste autorisée (3).

En 1918, le journal paraît sur une simple feuille, soit deux pages divisées en cinq colonnes, rarement sur une double feuille. La manchette lance un slogan sous forme d'une phrase lapidaire percutante ; elle indique le nom du directeur, signale qu'il s'agit d'un journal « économique - politique - littéraire », « quotidien de la Belgique française », « hebdomadaire durant les hostilités ». La première page comporte presque toujours un éditorial de R. Colleye groupant plusieurs articles séparés, et les rubriques habituelles telles que « La Situation », « La Politique », « Nos Echos », « Pour l'Entente franco-belge », parfois des articles de collaborateurs occasionnels et même une tribune libre ; en deuxième page, il y a toujours quelques nouvelles de Belgique sous le titre « En pays wallon », un peu de publicité, et, en bas de page, la chronique consacrée aux « Revues et journaux » sur un ton polémique le plus souvent. La plupart des articles sont signés, les pseudonymes sont rares. Du 1^{er} janvier au 11 novembre 1918, 30 numéros ont paru. Le journal est souvent daté de deux jours, par exemple : 7 et 14 février, du 1 au 15 septembre ; pour alléger les notes, nous avons choisi d'indiquer uniquement la première date, par exemple : le 7 février et non, le 7 et 14 février.

(1) O. W., 1^{er} mai 1916, p. 1, c. 1-2, *Les Wallons de France et le Roi des Belges*, ss.

(2) O. W., 1 novembre 1916, p. 1, c. 1-2, *Les chiens aboient...*, R. COLLEYE.

(3) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 2, *L'Opinion wallonne sur le front*, R. COLLEYE.

B. ANALYSE DES THEMES

1. La Paix

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 30 n°
	+											
0		1							1			2
-	3	2	3	3	1	1	1					15
Totaux												17

Le thème est fréquent : 17 fois sur 30 numéros, soit un taux de 56,6 %.

La position du journal est nette : 15 signes négatifs et aucun signe positif ; elle est affirmée : il n'y a que deux signes zéro.

Remarquons que le thème devient de moins en moins fréquent au long des mois et disparaît presque complètement après juillet ce qui semble indiquer qu'une fois la victoire assurée, l'*Opinion wallonne* se désintéresse du contenu de la paix.

Commentaire

La position du journal au sujet de la paix s'exprime presque exclusivement par la plume de son commentateur militaire qui signe Borguères et qui ne varie guère ni dans son opinion ni dans l'expression de celle-ci. Pour lui aucune question ne se pose, il faut poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. Dès le premier numéro de 1918, nous sommes fixés : « Nous voilà devant de nouvelles propositions de paix allemandes... On n'offre plus simplement de causer, on indique qu'on est prêt à faire une paix blanche sans indemnités ni annexions... A peine l'offre était-elle publiée que les Alliés par leur presse et par un discours du ministre français des affaires étrangères la rejetaient dédaigneusement. On comprend cette attitude. Il faudrait que les Alliés fussent tout à fait épuisés et battus pour accepter une paix qui érigerait dans la gloire l'Allemagne inviolée et son militarisme triomphant tandis que seraient abandonnés à leur sort des pays comme la France, la Belgique, la Serbie, dont les territoires, sans compter les pertes hu-

maines, resteraient dévastés et odieusement appauvris... Quels peuvent être les mobiles de la déclaration de Brest-Litovsk? Ils consistent sans doute à manœuvrer l'opinion publique, à surexciter la naïveté des pacifistes-défaitistes de l'Entente, à énerver nos armées... » (1).

On le voit, un des mobiles de Borguères est la méfiance de l'Allemagne et c'est dans le même esprit qu'il accueille les discours de Lloyd George et de Wilson qui, pour lui, sont des coups dans l'eau : « Après les discours de Lloyd George et de Wilson, il ne manque pas de gens qui s'en vont en répétant : « trois ou quatre mois encore et la paix sera signée. Les Alliés ont fait aux Centraux un pont d'or. L'Allemagne épuisée sera bien contente de traiter ». Cet optimisme... méconnaît l'Allemagne, sa puissance, son état d'esprit, son armature. Nous n'allons pas vers la paix. Nos buts si modérés qu'ils soient... sont toujours des réclamations inacceptables pour l'Allemagne ambitieuse de Bismarck et de Hindenburg... Aucun signe ne permet d'entrevoir l'aube d'une paix juste et satisfaisante. Beaucoup de signes annoncent de nouveaux orages » (2).

Ce pessimisme continue à s'exprimer les jours suivants : « Des grèves autrichiennes ont pu donner l'impression que... les bruits de sabre... allaient être reniés. Pas même, von Hertling parle comme le général Hofmann » (3); « Les temps ne sont pas encore venus de la joie... Il faut résister à l'assaut du mal... La solution est en route, mais nous ne la connaissons pas encore » (4). La déclaration de Versailles est naturellement approuvée : « ... que vouliez-vous que fissent nos hommes d'Etat? Renoncer à quelques-uns des quatorze postulats du président Wilson? Il faudrait avoir le courage de le prétendre... Quoi qu'il arrive, il faut tenir! » (5). Cependant, la certitude de la victoire n'est pas mise en cause : « C'est ici en Occident, que se décidera la grande guerre : que nos armées tiennent ou qu'elles enfoncent l'ennemi, l'Allemagne est battue... Il faut tenir! Gloire donc aux poilus de toutes les armées alliées... » (6).

Rien d'étonnant dans ce contexte à l'attitude hargneuse de Borguères vis-à-vis des Russes qu'il considère comme « des illuminés

(1) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 4, *La Situation*, BORGUERES.

(2) O. W., 17 janvier, p. 1, c. 3, *La Situation*, BORGUERES.

(3) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 2, *La Situation*, BORGUERES.

(4) O. W., 7 février, p. 1, c. 2, *La Situation*, BORGUERES.

(5) O. W., 21 février, p. 1, c. 3, *La Situation*, BORGUERES.

(6) O. W., 28 février, p. 1, c. 2, *La Situation*, BORGUERES.

qui représentent peu de choses » (1), puis arrive à traiter Lénine, Trotsky et Krylenko « d'êtres monstrueux... émanations parfaites de la canaille stupide et destructrice... faisant une politique de gredins hallucinés » (2). Il rappelle naturellement plusieurs fois que l'offensive allemande est le résultat de l'effondrement russe (3) et pendant cette période, il s'ingénie à soutenir le moral en adoptant un ton de plus en plus haineux pour l'Allemagne, comme par exemple : « Devant les plus grands crimes de l'histoire, pas de milieu : les châtier ou nous laisser assassiner à notre tour. L'Entente... préfère châtier » (4); « Que ces Boches et Austro-Boches sont stupides!... Immonde pitié... les brigands de l'Europe sont chargés d'un butin arraché... avec la complicité du bolchevisme béat : ils ruissellent de sang belge, serbe, roumain et parce que de grands peuples fiers s'efforcent de les mater, ils crient à l'assassin. Encore Czernin... n'est-il qu'un individu. Mais que dire du bon peuple allemand... un grand peuple, instruit sinon intelligent s'est réjoui de l'atroce massacre... La décision de paix est entre les mains du peuple allemand. Son kaiser sadique, ses généraux infatués ne sont... que les instruments de la volonté allemande... Mais le peuple allemand ne veut pas. Nulle part on n'a vu tant de complicité nationale appuyer et même exciter la folie orgueilleuse des chefs. L'avenir sera sévère au citoyen allemand » (5); Borguères ne sépare donc pas, comme le font beaucoup de commentateurs, le peuple allemand de ses dirigeants.

La révélation de la tentative de négociation engagée par l'intermédiaire du prince Sixte lui donne l'occasion de réaffirmer son opposition à tout compromis : « ... la velléité toute personnelle de Charles I ne présentait aucune garantie pour les Alliés... se présenter au Congrès de la paix, en face d'une Allemagne toujours puissante, avec le seul billet de Charles I, c'était s'exposer à un désastre, d'autant plus qu'on aurait découragé... tout l'effort américain... Quelle naïveté... pour s'imaginer que l'Alsace-Lorraine pourra jamais être acquise autrement que par la défaite de l'Allemagne » (6). En juin encore, sous le titre « Pas d'équivoque », il affirme qu'... « il est inutile de vous mettre en

(1) O. W., 10 janvier, p. 1, c. 2, *La Situation*, BORGUERES.

(2) O. W., 28 février, p. 1, c. 2, *La Situation*, BORGUERES.

(3) Voir entre autres :

O. W., 11 avril, p. 1, c. 1, *Czernin a menti*, BORGUERES.

O. W., 6 juin, p. 3, c. 3, *La Situation*, BORGUERES.

(4) O. W., 2 mai, p. 1, c. 3, *L'Entente toujours plus forte*, BORGUERES.

(5) O. W., 11 avril, p. 1, c. 1, *Czernin a menti*, BORGUERES.

(6) O. W., 25 avril, p. 1, c. 3, *La lettre de Charles I^{er}*, BORGUERES.

état de grâces pour bien recevoir les propositions de paix de l'Allemagne. Celles-ci seront boches comme toujours et avec la meilleure volonté du monde, il n'y aura toujours pour leur répondre que nos canons et la victoire » (1).

Enfin, en juillet, il chante victoire : « Un million d'Américains... ont débarqué... et l'horizon s'est... éclairci. On a entendu... Kulman... avouer... l'improbabilité d'une victoire par les armes... Une saison d'offensives vaines, la défaite de l'Autriche sur la Piave, le réveil du monde slave, l'arrivée incessante des Américains enfin, autant de réjouissances par quoi s'annonce notre victoire » (2).

Ici se terminent les commentaires de l'*Opinion wallonne* sur la situation militaire et diplomatique ; plus loin, nous trouvons uniquement en septembre la mention des trois offres de paix faites par les Centraux (3) et l'article, très court, n'est pas signé. Nous ne disposons d'aucun élément pour expliquer ce silence. Tout au plus peut-on supposer que cette rubrique étant l'œuvre d'un seul homme, elle disparaisse si celui-ci est mis, pour une raison quelconque, dans l'incapacité de la rédiger, d'autant plus que l'*Opinion wallonne* ne dispose manifestement pas des ressources d'un journal solidement établi. Mais s'il en est effectivement ainsi, une autre question surgit : cette chronique reflète-t-elle réellement l'avis du journal ? Il semble qu'on puisse répondre positivement, au moins pour l'orientation générale des commentaires. Comme on l'aura remarqué, ils reflètent un point de vue très français et l'attachement du journal à la France est une de ses caractéristiques essentielles. De plus, rien dans le journal ne vient les démentir. Il semble que le fait que Borguères soit seul à commenter la situation corresponde au système d'organisation du journal où chaque chronique est confiée à un responsable et on doit admettre que celui-ci jouit de la confiance du directeur. Remarquons que les convictions de Borguères telles qu'il les exprime, sont plus sentimentales et chauvines que raisonnées et étayées par des arguments solides. Le point de vue belge est rarement évoqué. Notons un article paraissant en tribune libre intitulé « Deux bastions de la France : Alsace-Lorraine et Wallonie » ; l'auteur établit un parallèle entre ces deux

(1) O. W., 13 juin, p. 1, c. 4, *Pas d'équivoque*, BORGUERES.

(2) O. W., 18 juillet, p. 1, c. 3, *La Situation*, BORGUERES.

(3) O. W., 15 septembre, p. 1, c. 1, *La Situation*, ss.

régions mais la censure a annulé les passages significatifs, ce qui laisse supposer néanmoins en se basant sur le titre, que l'auteur suggère le retour de ces deux régions à la France (1).

2. Le Socialisme International

Le thème n'est abordé qu'une fois par Borguères, qui y fait une allusion dans son commentaire de la situation : « Depuis un certain Congrès d'Amsterdam le marxisme international est plein d'indulgence pour l'Allemagne impériale et sévère par contre à l'égard de notre République « bourgeoise » et des démocraties d'Angleterre et d'Amérique. Le léninisme, expression suprême du marxisme, tient pour vanités illusoire nos habitudes d'égalité politique et de liberté. Il estime que l'économie sociale de l'Allemagne est supérieure à tout ce dont nous sommes fiers. Ne nous étonnons pas de voir Lénine et Trotsky faire le jeu du Kaiser : leurs doctrines serviles les rapprochent plus de la schlaque prussienne que de notre idéalisme » (2). Un pareil texte se passe de commentaires !

3. Le Pape

Encore un thème absent du journal sauf ce bref commentaire : « Le Pape et le Labour Party proposaient l'internationalisation des colonies africaines. En répondant à Benoît XV, le roi s'est élevé contre cette idée, en affirmant... les droits imprescriptibles de la Belgique » (3).

(1) O. W., 30 mai, p. 1, c. 1-2, *Tribune libre. Deux bastions de la France: Alsace-Lorraine et Wallonie*, Georges BAURET.

(2) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 4, *La Situation*, BORGUÈRES.

(3) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 2, *La Politique*, C. O. G.

4. Le Statut International de la Belgique

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux
												30 n°
+	5	2	1	3	2		1	1			1	16
0												
-												
Totaux												16

Le thème est fréquent : il apparaît 16 fois sur 30 numéros, soit un taux de 53,3 %.

L'opinion du journal est nette et affirmée : il n'y a que des signes positifs.

Commentaire

Le problème propre de la neutralité n'est pas abordé dans l'*Opinion wallonne*; nous ne trouvons même qu'une seule allusion à ce sujet dans un article de R. Colleye où il parle de « la Belgique indépendante et délivrée de sa neutralité » (1). La raison de cette abstention est simple : c'est que le journal est passé résolument au-delà de la neutralité et prône l'alliance franco-belge. C'est une thèse qu'il a déjà développée longuement ultérieurement et en 1918, ses lecteurs savent ce qu'il veut quand il parle de l'entente franco-belge. Au début de l'année, le journal présente une série d'interviews d'industriels ou d'autres personnalités sous le titre général « Pour l'Entente franco-belge ». Nous avons considéré ce titre comme chargé d'intentions et nous avons coté tous ces articles, même s'il n'y était pas spécifié qu'il s'agissait bien, en plus d'accords commerciaux, d'une alliance militaire et diplomatique. Les commentaires qui accompagnent certains de ces articles ne laissent aucun doute sur les désirs de l'*Opinion wallonne*, par exemple : « Les intérêts de la Belgique et de la France seront, après la guerre, intimement liés » (2); « Il faut donc fortifier militairement France et Belgique » (3); « Au point de vue militaire, l'alliance fran-

(1) O. W., 2 mai, p. 1, c. 1-2, *L'Allemagne et les Wallons*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 10 janvier, p. 1, c. 5, *Pour l'entente franco-belge*, Th. MAISONNEUVE.

(3) O. W., 17 janvier, p. 1, c. 5, *Pour l'entente franco-belge*, Th. MAISONNEUVE.

çaise s'impose. Seule la France peut parer à une attaque brusquée de la Belgique » (1); « Il faut qu'une alliance vienne fortifier France et Belgique (2).

Le journal s'inquiète de l'attitude du gouvernement vis-à-vis du « mouvement anglo-belge, déclenché en Grande-Bretagne par un courant d'opinion venu de la presse belge exilée et des milieux officiels » (3). Le gouvernement l'a consacré par la création d'un *Comité de commerce* anglo-belge et par l'envoi d'une mission en Angleterre. « Parfait », dit l'*Opinion wallonne*, mais ... s'occupe-t-on, dans les sphères officielles, de l'entente franco-belge?... (4). Le journal souhaite une initiative française compensant la bienveillance anglaise : « Pendant ce temps-là, que font les Français pour réaliser immédiatement l'entente franco-belge? » (5); il affirme que les Français sont partisans de l'alliance (6). Il revient sur la question à l'occasion de l'institution, par le ministre des Affaires économiques, d'un *Comité belge d'études économiques* en Suisse : « Voici l'entente belgo-suisse consacrée par... le gouvernement du Havre. Mais l'entente franco-belge est-elle officiellement favorisée? Pourquoi pas? » (7).

Dans le dernier numéro de guerre, R. Colleye affirme encore la nécessité d'une alliance économique et militaire avec la France (8).

En 1918, l'*Opinion wallonne* ne justifie pas le choix de l'alliance française, sauf dans le passage cité plus haut où il estime que seule la France peut parer à une attaque brusquée de la Belgique. La question a déjà été abordée précédemment dans la mesure où la censure l'autorisait et on peut supposer que le journal estime ne pas devoir convaincre ses lecteurs, mais il semble plus probable que ce ne sont pas les motifs militaires qui priment dans l'optique des dirigeants du journal, mais bien l'attachement à la France, cette « piété filiale qui est au cœur de tous les Wallons », comme le dit Colleye dans un article où il réclame l'alliance française (8).

(1) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 5, *Une conférence* de R. COLLEYE.

(3) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(4) O. W., 9 mai, p. 2, c. 1, *Belgique et Angleterre*, ss.

(5) O. W., 25 avril, p. 1, c. 2, *L'entente anglo-belge*, ss.

(6) O. W., 9 mai, p. 1, c. 5-6, *L'Entente franco-belge — Les Français partisans de l'alliance*, Gaston POMBA.

(7) O. W., 18 juillet, p. 1, c. 5, *Et l'entente franco-belge*, ss.

(8) O. W., 1 novembre, p. 1, c. 1-2, *L'Opinion wallonne et la Paix*, R. COLLEYE.

5. L'Annexionisme

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 30 n°
+					1					1		2
0	1											1
-						1		1		1		3
Totaux												6

Le thème n'est pas très fréquent : il apparaît 6 fois sur 30 numéros, soit un taux de 20 %.

La position du journal est hésitante : trois signes négatifs contre deux signes positifs et un zéro. Il n'y a aucun indice d'une évolution et les cotes sont réparties sur toute l'année.

Commentaire

Remarquons d'abord que toutes les cotes, sauf une, proviennent d'articles sur le Grand-Duché de Luxembourg. La position du journal n'est qu'apparemment contradictoire : l'*Opinion wallonne* souhaite le rattachement du Luxembourg à la Wallonie mais à condition que ses habitants le désirent ; comme cela ne semble pas être le cas, il préfère y renoncer. Le journal s'exprime clairement : « ... nous serions heureux que les Luxembourgeois fussent rattachés aux Wallons pour renforcer d'un élément très francophile notre peuple... Mais... seul le droit des nationalités nous importe. Les Luxembourgeois n'ont qu'à se prononcer eux-mêmes sur leurs destins » (1). Quinze jours plus tard, citant un extrait du *Luxembourg libre*, il constate : « Voici la preuve que les Luxembourgeois ne désirent rien d'autre qu'une entente économique avec la Belgique. Ne lachons pas la proie pour l'ombre » (2). Le même jeu de balance entre les désirs de l'*Opinion wallonne* et ceux des Luxembourgeois est repris presque dans les mêmes termes au mois de novembre (3).

(1) O. W., 16 mai, p. 2, c. 1, *Les livres de la guerre*, R. C.

(2) O. W., 6 juin, p. 4, c. 1, *La question du Luxembourg*, ss.

(3) O. W., 1^{er} octobre, p. 1, c. 2, *Le 9^e déjeuner franco-wallon*, ss.

O. W., 15 octobre, p. 1, c. 2, *Echos*, ss.

Notons la raison qui incite le journal à souhaiter l'union du Luxembourg à la Belgique : il n'est pas question de sécurité militaire, ni de garantie, ni du traité de 1839, mais du renforcement de la minorité francophile. Logiquement donc, l'*Opinion wallonne* est opposé aux autres projets d'annexions aux dépens de la Hollande et de l'Allemagne. Cependant, en 1918, nous ne trouvons à ce sujet qu'une déclaration de J. Destrée, que le journal ne commente pas mais il précise qu'il s'agit du secrétaire de l'*Assemblée wallonne*, ce qui est une manière de cautionner sa déclaration : « Il y a une question de l'Escaut à régler... Je considérerais comme une folie que de vouloir imposer à la Hollande... une solution qui n'aurait pas son agrément... Quant aux quelques communes wallonnes que la Prusse nous a enlevées vers 1815, je souhaite... qu'elles soient laissées libres de nous revenir si elles en expriment le désir » (1). Dans ses premiers numéros, en 1916, l'*Opinion wallonne* avait commencé une véritable campagne contre « les revendications territoriales des Nationalistes belges », nous pouvons donc croire que si, en 1918, il n'exprime pas d'avis tout en n'ayant apparemment pas changé d'opinion, c'est dû à la rigueur de la censure qui avait reçu des instructions formelles de supprimer toute allusion à un accroissement de territoire, notamment aux dépens des Pays-Bas.

6. Le Gouvernement

Analyse du Contenu

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux 30 n°
+	1					1						2
0	1			1	1					1		4
-	3	1	2	2	2	1	2	2	1		1	17
Totaux												23

Le thème est très fréquent : il apparaît 23 fois sur 30 numéros, soit un taux de 76,6 %.

(1) O. W., 17 janvier, p. 2, c. 2, J. Destrée et l'annexionisme, lettre au *Nederlander*.

Le journal est opposé au gouvernement puisque nous relevons 17 cotes négatives contre 2 positives et il affirme nettement sa position, il y a en effet peu de signes zéros.

Commentaire

L'opposition de l'*Opinion wallonne* au gouvernement souffre trois exceptions (bien qu'il n'y ait que deux cotes positive parce que, dans le numéro du 9 mai, il y avait à la fois approbation et critique, ce qui amène la cotation zéro), deux concernent l'attitude d'Helleputte et Pouillet devant le problème linguistique, nous en parlerons plus loin, la troisième concerne les changements ministériels du 1^{er} janvier. L'*Opinion wallonne* les approuve sans enthousiasme : « A tout prendre cela vaut mieux ainsi (passage censuré)... Nous voici pourvu d'un ministère à peu près national qui tiendra compte, on peut l'espérer, des volontés populaires » (1). Examinant en suite la composition du gouvernement au point de vue linguistique, il constate : « Pouillet, Carton de Wiart, Berryer, Goblet d'Alvielle, Brunet... cela fait quelques Wallons dans notre ministère belge, dit d'union nationale. Mais il ne faut point se laisser abuser (passage censuré) » ; au sujet de Brunet, il précise : « Le titre de membre de l'*Assemblée wallonne* ne prouve nullement que son titulaire soit militant du mouvement wallon. C'est un des vices de l'organisation de l'*Assemblée wallonne* qui appelait chez elle des hommes sincères mais dont la religion politique wallonne n'était pas encore faite... Gageons que le nouveau ministre saura être impartial. C'est tout ce que nous demandons pour l'instant » (2).

Le journal a manifestement des idées subversives au sujet de la deuxième modification ministérielle de l'année, c'est-à-dire la démission de Broqueville ; deux fois, il veut la commenter, deux fois, l'article est censuré ne laissant subsister qu'une phrase : « Quelle sera la politique de Cooreman sur la question flamande-wallonne ? » (3).

La censure suscite naturellement de nombreuses critiques directes ou indirectes comme lorsque le journal amorce une idée mais ne la développe pas, parce que, dit-il, ce serait interdit par la censure.

(1) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 5, *La Politique*, C. O. G.

(2) O. W., 10 janvier, p. 1, c. 2, *Les Wallons dans le ministère*, R. COLLEYE.

(3) O. W., 6 juin, p. 3, c. 4, *M. de Broqueville a démissionné*, ss.
O. W., 13 juin, p. 1, c. 1, *M. de Broqueville a démissionné*, ss.

Le 17 janvier, il constate que la censure belge n'a plus de partisan car, même « le XX^e Siècle... commence une campagne contre la censure belge » (1). Cependant, en avril, il note un certain progrès : « La censure est désormais autorisée à nous laisser réclamer des régiments wallons et des régiments flamands. Il nous est encore interdit d'expliquer pourquoi nous désirons l'application de cette mesure. Mais ça viendra » (2). Il donne un exemple de l'illogisme de la censure et explique pourquoi il s'y soumet : « ... si nous nous soumettons au gâtisme des censeurs inconstitutionnellement installés derrière la censure française, c'est parce que... il y a encore la censure du G.Q.G. qui pourrait interdire notre circulation sur le front » (3). Un des arguments contre la censure, c'est son inutilité : « ... comme l'ennemi ne peut tirer aucun avantage sérieux des affaires de politique intérieure, que l'on se contente donc, chez nous comme dans tous les pays en guerre, ... de la censure diplomatique et militaire » (4). Le journal proteste aussi contre les avantages dont jouissent des journaux au détriment d'autres ; entre autres, il communique la réponse du directeur de *Bureau Documentaire Belge* à sa réclamation : « Les publications du *Bureau Documentaire belge* sont envoyées conformément aux instructions du gouvernement et l'*Opinion wallonne* ne figure pas dans les listes établies d'après ces instructions », ce qui amène cette déclaration de R. Colleye : « Nous sommes fiers de ce comique dédain qui est la démonstration même de notre importance... ce système est déplorable... tous les organes belges... ont le droit de posséder des documents qui sont destinés à la propagande de la cause belge à l'étranger » (5).

L'*Opinion wallonne* se soucie du contrôle parlementaire. L'annonce d'une réunion parlementaire belge est donc bien accueillie : « Il y a 43 mois que nous sommes en guerre. Il y a 43 mois qu'on aurait dû prendre une telle initiative » (6). Il rapporte une suggestion du *Droit des peuples* du 20 mars qui « devant l'impossibilité de convoquer les parlementaires belges à la séance officielle lance une idée excellente en soi : « serait-ce impossible de constituer un organisme capable de rétablir le contact avec le peuple belge qui ne se

(1) O. W., 17 juin, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 5 avril, p. 1, c. 1, *Les fantaisies du gouvernement*, C. O. GOEBEL.

(3) O. W., 6 juin, p. 3, c. 3, *La Censure*, ss.

(4) O. W., 8 août, p. 2, c. 2, *Revue et journaux*, R. C.

(5) O. W., 10 janvier, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(6) O. W., 14 mars, p. 1, c. 2, *La Politique*, C. O. G.

trouve pas sous le joug de l'envahisseur et son gouvernement? » Il faudrait élargir votre proposition confrère, et trouver un aspect immédiatement applicable. Là est peut-être la solution du malaise politique dont souffrent les Belges » (1). Il est question d'annuler le projet de réunion, ce qui suscite les sarcasmes du journal : « Tout paraissait arrangé... et brusquement voilà que le ministère... s'oppose à la réunion!... Ce revirement inattendu, dicté par la crainte et la prudence, produit une impression pénible » (2). Cependant, la réunion a lieu, mais elle déçoit profondément l'*Opinion wallonne* : « ... nos parlementaires croient encore que leurs palabres pourraient faire apparaître à l'adversaire quelque aspect fâcheux de nos divisions... Quant aux parlementaires de l'intérieur... le gouvernement avait à les appeler à lui avant la chute d'Anvers... Minoritaires, nos parlementaires... n'osent pas sortir de leur faiblesse numérique pour affirmer leurs droits. Ils ont tort. S'ils se sont réunis... c'est parce qu'un courant d'opinion les a poussés... la campagne des journaux libres... recueille un succès partiel. L'officieuse réunion fut officiellement amicale. Le gouvernement n'autorisa la partie qu'à condition qu'on ne s'y engueule pas. Les ministres... purent profiter d'une occasion rare de raconter leur gestion, sans craindre les interpellations. L'une d'elles était à craindre, qui eût fait remarquer que le bilan de l'activité ministérielle tiendrait dans une année. Contraints d'être silencieux, nos parlementaires ont été sages comme des images. Ils se sont contentés d'émettre des vœux platoniques, ... de nommer des Commissions... Nous rirons bien quand... les rapporteurs de toutes ces Commissions liront tous les rapports de toutes les Commissions... » (3). Le contrôle parlementaire pré-occupe aussi l'*Opinion wallonne* pour l'après-guerre; aussi le journal proteste-t-il contre une proposition de l'*Indépendance belge*, soutenue par la *Nation belge*, selon laquelle le Parlement devrait s'ajourner à la fin des hostilités jusqu'à de nouvelles élections et laisser le pouvoir exécutif prendre les décisions urgentes : « Nous pensons que cet état d'esprit est dangereux. Nous n'avons pas réclamé sans cesse le rétablissement du contrôle parlementaire pendant la guerre pour accepter encore le régime féodal sous lequel le gou-

(1) O. W., 5 avril, p. 2, c. 2, *Revue et journaux*, R. C.

(2) O. W., 5 avril, p. 1, c. 1, *Les fantaisies du gouvernement*, C. O. GOEBEL.

(3) O. W., 8 août, p. 1, c. 1-2, *A Ste-Adresse*, R. C.

vernement apeuré s'apprête à nous faire vivre après la guerre » (1). Il revient deux fois sur cette question (2).

Ajoutons encore, avant d'en venir à la critique primordiale de l'*Opinion wallonne*, c'est-à-dire à l'attitude du gouvernement en matière linguistique, que le journal se méfie des sympathies britanniques du gouvernement à l'encontre de ses aspirations francophiles. Nous en avons parlé en développant le thème consacré au statut international de la Belgique. Rien d'étonnant donc à ce qu'il rappelle la prudence au gouvernement en matière de politique extérieure : « J'insisterai... pour que... le gouvernement ne prenne... aucune initiative, car seul le Parlement a qualité pour engager l'avenir du pays d'une manière si grave et... irrévocable... Si... au lendemain de la guerre, ce même gouvernement se trouvât renversé, est-il certain que ceux qui lui succéderaient adhéreraient nécessairement à la politique extérieure? Nous répondons... non... car sur l'orientation de notre politique étrangère, l'accord est loin d'être fait » (3).

Ce que l'*Opinion wallonne* réclame du gouvernement en matière linguistique, ce n'est pas « la » solution, puisque le Parlement ne peut se réunir, mais la promesse d'une solution (4) et la création d'une Commission non officielle parce que « le gouvernement qui avoue la puissance du mouvement flamand refuse de reconnaître l'existence du mouvement wallon »; il y aurait donc un danger de voir une Commission officielle flamande, sous prétexte de régler la question flamande par des demi-mesures, combattre le mouvement wallon (5). Les Flamands d'*Ons Vaderland*, « les plus nombreux et les plus puissants puisqu'ils déterminent, du front même, l'orientation du mouvement flamand » se sont déclarés d'accord avec le point de vue du journal (6) qui exprime sa méfiance pour la Commission de Broqueville : « On nous dit que des Wallons en font partie. Ces Wallons ont-ils déclaré qu'ils s'inspireraient... du programme des Congrès wallons... S'ils n'ont point fait cette déclaration, nous ne pouvons ici leur reconnaître des pouvoirs sérieux pour s'occuper du problème belge au point de vue wallon.

(1) O. W., 15 août, p. 1, c. 3-4, *Faudra-t-il ajourner le Parlement*, O. W.

(2) O. W., 15 octobre, p. 1, c. 5-6, *Notre enquête et le Parlement*, ss.

O. W., 1^{er} novembre, p. 3, c. 1-2, *Ibidem*.

(3) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(4) O. W., 7 mars, p. 2, c. 2, *La solution*, ss.

(5) O. W., 7 mars, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(6) O. W., 11 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Hourrah pour les Flamands* R. COLLEYE.

D'ailleurs les Flamands parlent comme nous (passage censuré) » (1). Après avoir de nouveau exprimé sa méfiance (2), le journal abandonne la question jusqu'au 1^{er} novembre où il explique la raison de son silence par le fait qu'« une Commission... ne s'imposait pas. La solution du problème est simple. Elle est dans le fédéralisme... » (3).

Le journal désapprouve aussi la Commission de contrôle de l'usage des langues à l'armée : « Nous ne commenterons point ce morceau parce que la censure nous l'interdirait comme elle nous a interdit déjà de protester contre les précédentes mesures du ministre de la guerre (passage censuré)... une solution... s'impose, c'est le recrutement régional de l'armée. C'est la création des régiments wallons et flamands... Tout autre moyen n'aura pour résultat que d'énerver l'armée et de créer une agitation préjudiciable à notre moral, qui se doit d'être uniquement tendu vers la volonté de vaincre » (4).

L'Opinion wallonne est un des seuls journaux à parler de ce qu'elle appelle « l'affaire Muls-Sûreté » : « Pour quel motif la sûreté de Paris a-t-elle refusé un laissez-passer à l'avocat Muls, du barreau d'Anvers, qui devait se rendre sur le front pour prendre devant la cour militaire la défense des trois jeunes soldats que le conseil de la G.D.A. avait condamnés pour cause de propagande flamande?... Que deviennent... la liberté de la défense et les égards dus au barreau? » (5). Un mois plus tard, il publie une lettre de Muls confirmant les faits, sauf que l'interdiction ne venait pas de la sûreté française mais du G.Q.G. belge, et une lettre d'un autre lecteur (6).

Il proteste contre l'Arrêté-Loi sur l'emploi des langues en procédure pénale militaire au nom de « l'article 21 de la Constitution... L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif. Nous répudions... le bilinguisme obligatoire. Toute loi tendant à imposer l'étude du flamand à des Wallons, nous trouvera parmi ses... adversaires » (7).

L'Opinion wallonne donne son avis sur certains ministres : Poulet, à cause de son article dans le *Livre du Soldat belge*: « Enfin, un ministre belge — le premier — a compris qu'il était absurde de

(1) O. W., 9 mai, p. 1, c. 2-3, Une Commission flamande, R. COLLEYE.

(2) O. W., 30 mai, p. 2, c. 2, *Revue et journaux. La Commission flamande*, P. M.

(3) O. W., 1 novembre, p. 1, c. 1, *La Commission et l'Arrêté-Loi*, ss.

(4) O. W., 2 mai, p. 1, c. 1-2, *Une Commission de contrôle concernant l'usage des langues dans l'armée*, R. COLLEYE.

(5) O. W., 25 avril, p. 1, c. 5, *Affaire Muls-Sûreté*, ss.

(6) O. W., 6 juin, p. 4, c. 3-4, *Affaire Muls-Sûreté*, ss.

(7) O. W., 1^{er} novembre, p. 1, c. 1, *La Commission et l'Arrêté-Loi*, ss.

nier systématiquement la question des races en Belgique. Il nous est agréable de penser que M. Pouillet est Wallon... Nous espérons que M. Pouillet, prochainement, ne manquera pas de se déclarer partisan du fédéralisme, sans quoi toutes ses déclarations seraient vaines et manqueraient de sincérité » (1). Remarquons que l'*Opinion wallonne* annexe délibérément Pouillet comme Wallon (2), alors que s'il professe en français, il est né et habite à Louvain, dont il est conseiller communal depuis 1904. L'interview d'Helleputte est appréciée même si « il est des points discutables dans cette déclaration... les relever ce serait affaiblir l'effet de notre accord absolu avec le ministre flamand... Nous comprenons la situation délicate de M. Helleputte. Nous attendrons le temps qu'il faudra pour que... sa politique se révèle nette et précise... » (3). Par contre, le fait que Carton de Wiart ait fait un discours en flamand à l'occasion de la fête nationale est blâmé, car il « a voulu illustrer... la politique unificatrice et bilinguiste qu'il poursuit... dans le cabinet... il n'a fait que prouver que l'on ne pouvait faire à la fois de bons discours dans deux langues » (4). Quant à Broqueville, le journal ne doit guère l'aimer car les rares fois où il en parle, le passage est censuré.

Remarquons qu'en dehors de son action pour le rétablissement du contrôle parlementaire, l'*Opinion wallonne* ne parle du gouvernement qu'en fonction de ses préoccupations linguistiques; les autres actes du gouvernement ne sont même pas mentionnés.

(1) O. W., 9 mai, p. 1, c. 4, *Ils y viennent...*, ss.

(2) Voir aussi : O. W., 10 janvier, p. 1, c. 2, *Les Wallons dans le ministère*, R. COLLEYE.

(3) O. W., 13 juin, p. 1, c. 1-2, *M. Helleputte et la question des langues*, ss.

(4) O. W., 8 août, p. 2, c. 1, *Carton-le-bilingue*, LE COQ HARDY.

7. La Question Linguistique

Analyse du Contenu

		J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	Totaux		
														30 n°	
Acti- visme	+														
	0				1	2		2		2		1	8		
	-	3	3	2		2	2		2				14	22	
Fédé- ralisme	+	5	1	4	3	4	2	1	1	1	2	1	25		
	0														
	-													25	
Mini- ma- lisme	+	2	1	2	2					1			8		
	0														
	-	1			1	2	1		1			1	7	15	62

Le thème est essentiel puisqu'il est abordé 62 fois sur 30 numéros, soit un taux de 206 % ou au moins deux fois dans chaque numéro sous les trois aspects que nous avons distingués.

Le thème le plus fréquent est le fédéralisme dont le journal est totalement partisan. Il est suivi de l'activisme que le journal réproouve, mais avec une ardeur atténuée : il y a 8 signes zéro contre 14 signes négatifs.

Le minimalisme est moins fréquent que les autres thèmes, mais il revient quand même un numéro sur deux (15 fois sur 30 numéros). La position du journal est confuse : 8 signes positifs contre 7 signes négatifs : Remarquons que 7 signes positifs sur 8 sont relevés pendant les quatre premiers mois de l'année.

Commentaire

a) *Activisme*

L'Opinion wallonne condamne tout activisme, qu'il soit flamand ou wallon. Il dénonce la manœuvre allemande et publie de nombreuses protestations. Quand on apprend qu'Oscar Colson a accepté le secrétariat général des Sciences et des Arts, le journal écrit : « C'est

en insistant sur la personnalité importante de Colson... que nous déplorons sa trahison. Pendant la guerre, l'œuvre des Wallons n'était point de faciliter le travail politique de l'adversaire » (1).

Cependant, une fois passé le choc produit par la séparation administrative, le journal a tendance à présenter l'activisme wallon comme un mouvement de sauvegarde : « Il y a un activisme wallon, c'est ainsi que la presse a qualifié le mouvement par lequel les Wallons ont cru devoir répondre, en Belgique occupée et à l'extérieur du pays, au danger de certain flamingantisme pangermaniste et aux menaces des adversaires, unitaristes et bilinguistes, de la Wallonie... Nous continuons à condamner toute compromission de nos militants avec l'ennemi » (2); « ... nous continuons à déplorer que les Wallons de Belgique occupée aient cru devoir constituer un mouvement de défense wallon sous l'occupation allemande. Si les Wallons ont le droit absolu et le devoir de contre-balancer... les progrès du mouvement flamand, il n'en est pas moins vrai que la situation actuelle de la Wallonie n'est que temporaire et que c'est au jour de la paix... que la tâche des Wallons de Wallonie commencera » (3).

Au fil des jours, une certaine indulgence perce : « Des Wallons ayant ressuscité le mouvement wallon en Belgique (pour des raisons que nous ne pouvons discerner à cause de notre éloignement de quatre années)... Je ne puis approuver leur intervention sous l'occupation allemande. Mais je ne puis contester leur talent, leur intelligence et leur honorabilité... Nous nous garderions de juger en dernier ressort un procès dont nous n'aurions pas devant les yeux, les dossiers contradictoires » (4). R. Colleye reconnaît que l'attitude du journal est « imprécise. Chaque fois que nous voulons nous expliquer, la censure étale un fromage sur nos discours... L'Activisme... c'est le mouvement des populations qui sollicitent de l'ennemi l'autorité nécessaire pour établir ou développer leur autonomie. Il y a donc un activisme flamingant. Mais il n'y a pas... d'activisme wallon car le Mouvement wallon de la Belgique occupée apparaît comme dégagé de toute compromission directe ou indirecte avec l'ennemi... Ce mouvement wallon ne constitue donc pas une manifestation d'activisme wallon,

(1) O. W., 21 février, p. 1, c. 2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 11 avril, p. 1, c. 4-5, *Les activismes en Belgique*, ss.

(3) O. W., 9 mai, p. 1, c. 1, *L'Activisme wallon*, X.

(4) O. W., 30 mai, p. 1, c. 1, *Activisme wallon*, R. C.

mais bien plutôt d'activité wallonne. La première serait blamable, la seconde ne l'est pas moins, mais entre les deux nous n'hésitons pas » (1).

Dans la suite, le journal n'aborde plus qu'incidemment la question et plutôt sous une forme générale sans préciser qu'il s'agit des Wallons ou des Flamands.

b) *Fédéralisme*

Le fédéralisme est le thème central de l'*Opinion wallonne*, qu'il arrive à exprimer de manière cohérente malgré les interdits jetés par la censure (2). Celle-ci ne semble pas draconienne et est souvent inopérante car les nombreux blancs, quand le lecteur averti devinne ce qu'ils cachent, sont aussi, si pas plus parlants que la phrase supprimée.

La thèse fédéraliste repose sur le nationalisme français du journal. Pour lui, il n'y a pas une nationalité belge, mais un Etat belge constitué de deux nationalités : la nationalité flamande et les Wallons de nationalité française. Ces deux nationalités ont des intérêts communs et un certain attachement aux institutions belges qui les incitent à continuer à vivre ensemble. Mais la vie en commun a fait naître de sérieuses difficultés parce que les Flamands ont refusé la culture française, à juste titre estime l'*Opinion wallonne*, qui avoue que cela n'a pas toujours été la thèse du *Mouvement wallon*, mais que celui-ci a évolué depuis la guerre et le regain d'intérêt porté aux nationalités (3). Dès lors, la seule solution raisonnable et enrichissante pour tous est le fédéralisme.

Les différents aspects de cette thèse se retrouvent dans l'*Opinion wallonne* :

1) L a n a t i o n a l i t é

Notons d'abord un intérêt pour la question en général manifesté par de nombreux articles intitulés « La vie des nationalités », par le rappel qu'un des objectifs de la guerre est le droit des nationalités, par l'examen des éléments constitutifs d'une nationalité. Ainsi Louis de Villers parlant de l'Italie précise : « L'histoire n'a rien à voir avec la nationalité, j'entends l'histoire politique ou économique... La nationalité est un « principe spirituel », comme dit Renan. Elle n'est comprise de façon absolue que par les intellectuels. Cette guerre aura

(1) O. W., 13 juin, p. 1, c. 2, *Activisme et Activité*, R. C.

(2) Voir l'historique de l'O. W., p. 372.

(3) O. W., 11 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Hourrah pour les Flamands*, R. COLLEYE.

permis au peuple d'en prendre conscience » (1). R. Colleye développe la doctrine de Mancini, jurisconsulte italien du XIX^e siècle : La Nation est un groupe d'hommes à qui une langue commune a permis un échange séculaire de pensées, une communauté séculaire de sentiments d'où découle un ensemble de liens moraux. Elle se distingue par des éléments matériels tels que le territoire et la langue, des éléments moraux tels que la religion, le droit, les mœurs, et surtout la volonté de vivre en commun. L'application de cette doctrine à la Belgique est censurée, sauf cette phrase non équivoque : « ce n'est point attenter à la souveraineté de l'Etat belge... que d'affirmer que les Wallons (une ligne censurée). En effet, la nationalité chevauche les frontières » (2).

La censure laisse de temps à autre passer d'autres phrases significatives : « Borguères... insiste auprès de nos amis français pour qu'ils rétablissent... la vérité en ce qui concerne la nationalité des Belges wallons confondue trop souvent avec celle des éléments flamands ou bruxellois » (3); « ... d'esprit et de cœur, la Wallonie est française » (3); « ... il y a une nation supérieure à toutes les autres et... par la culture et par la langue et par tant d'autres affinités, nous devons nous enorgueillir d'appartenir à cette nation » (Il s'agit de la France bien entendu) (4). R. Colleye critique la thèse nationaliste de Pirenne : « Ainsi a procédé Pirenne et procèdent nos gouvernants. La Belgique est « ce que nous disons » affirment-ils. Et ils cherchent à le prouver » (5), ce qui lui vaut une protestation de J. Pirenne, nouvelle occasion d'exprimer son désaccord (6).

L'*Opinion wallonne* multiplie les déclarations d'attachement à la France, de confiance en elle, en y ajoutant parfois un appel discret comme si elle n'était pas tout à fait certaine de la réciprocité. Citons quelques exemples : « 14 juillet, un seul mot pour dire notre ferveur à la France : Maman ! » (7); la France « est respectueuse du droit des peuples qu'elle reconnaît à la Belgique intégrale... ne cherchera jamais à annexer, même partiellement, la terre du Roi Albert »; le principe des nationalités « est un principe français et c'est dans les mains de la

(1) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 4, *La vie des nationalités*, L. DE VILLERS.

(2) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 5, *Une conférence de R. Colleye*.

(3) O. W., 21 février, p. 1, c. 2-3, *Le deuxième anniversaire de L'O. W.*, ss.

(4) O. W., 5 avril, p. 1, c. 2, *Les Nations et la France*, ss.

(5) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 1-3, *Editorial*, R. COLLEYE.

(6) O. W., 7 mars, *Pirenne et la « nation belge »*, R. COLLEYE.

(7) O. W., 18 juillet, phrase en exergue dans la manchette du journal.

France... que nous avons remis notre sort » (1); « Nous sommes... des Gaulois authentiques. Nos patois romans... en sont la preuve... Nous devons ressentir une légitime fierté en nous disant que nous sommes du même sang que les héros de Verdun... De leur côté, nos frères français doivent nous reconnaître... » (2).

En parallèle, le journal explique que la Flandre elle-même est une nationalité et qu'elle a le droit de la maintenir : « Ce qui ethnographiquement distingue un peuple, c'est avant tout que ce peuple parle une langue différente de celle parlée par ses voisins. C'est bien le cas du Flamand. Peu importe si ce peuple est... réuni (à d'autres peuples), il n'en demeure pas moins une nation. C'est exactement la thèse nationaliste défendue ici » (3). Au sujet de Van Puyvelde : « il est à nos amis flamands ce qu'est un des Ombiaux ou un Neuray aux Wallons... il nie aux Flamands les caractéristiques d'une nationalité sans remarquer qu'il se dresse ainsi contre l'histoire de la Flandre, séculairement dressée contre toutes les dominations... par la seule volonté de ses aspirations autonomistes » (4).

2) Le système fédéraliste

Le journal parle du système lui-même sans application directe à la Belgique en examinant par exemple le cas de la Russie ou de la Suisse. C'est une manière d'exprimer ses idées qui passe la censure. R. Colleye examine par exemple « La politique fédéraliste » : « ... c'est seulement aujourd'hui, au cours de la guerre des nationalités que nous l'avons vue... s'imposer... C'est sur la base du fédéralisme que les hommes de la Révolution veulent réorganiser l'empire... des tsars... le fédéralisme nous apporte une nouvelle conception de la liberté... dans la politique, comme dans la science, l'industrie, le commerce, etc. nous marchions vers la spécialisation. Et la spécialisation implique le fédéralisme... Ce n'est pas parce que les provinces jouiraient d'une large autonomie que la nation disparaîtrait... un certain nombre de liens relient... les hommes d'une même nation. Que ces liens se traduisent... par une organisation étatiste, d'accord. Mais un autre groupe de liens unissent les hommes d'une même région. Pourquoi... ne se traduiraient-ils pas par une organisation autonome?... Ce n'est donc pas parce que nous permettrons aux provinces de s'in-

(1) O. W., 5 avril, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 4 juillet, p. 1, c. 5, *Patriotisme national*, Henri PRIJCT.

(3) O. W., 2 mai, p. 1, c. 6, *Notre Flandre*, ss.

(4) O. W., 28 février, p. 2, c. 1, *Van Puyvelde contre les Flamands*, ss.

dividualiser que nous briserons leur association qui constitue l'Etat ou la Nation... (le reste de l'article est largement censuré) (1); « le fédéralisme est un instrument à la fois d'unité et de diversité, générateur d'harmonie et de progrès » (2); « Du moins sait-on maintenant que la nécessité de respecter les droits du fédéralisme passe avant les avantages politiques de la centralisation » (3).

Il justifie le fédéralisme en Belgique par la nécessité de donner une solution définitive et équitable à la question linguistique : « On peut être un excellent Belge... et souhaiter... que les conflits ethniques et linguistiques (deux lignes censurées) soient définitivement écartés (une ligne censurée) l'*Opinion wallonne* préconise depuis sa fondation (une solution) » (4). Le fédéralisme repose sur l'égalité des deux peuples (5); il est supérieur à la décentralisation : « un développement de l'autonomie des provinces et des communes... n'aurait... que le défaut de compliquer les affaires entre les régions sans avoir le mérite de les simplifier entre les nationalités flamandes et wallonnes » (6). La Wallonie doit être protégée car « malheureusement, en Belgique, la majorité sera toujours flamande... la majorité flamande imposera toujours à la minorité wallonne ses directives en matière politique et économique. C'est ce qu'il faudrait éviter en élargissant les pouvoirs des régions dans les matières généralement administratives... la Wallonie était avant la guerre la grande pourvoyeuse de la Flandre. Les ressources wallonnes servaient davantage aux Flamands qu'aux Wallons. C'est pour cela que nos congrès réclamèrent aux pouvoirs publics plus d'équité dans la répartition budgétaire, plus d'impartialité dans les travaux publics qui embellissaient la Flandre au détriment de la Wallonie » (7).

Le fédéralisme ne supprime pas, au contraire, l'attachement aux institutions belges : « tous les patriotes conscients... savent que l'amour que l'on a pour sa nationalité spirituelle n'est pas incompatible avec la fidélité d'Etat » (7).

(1) O. W., 14 mars, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 3 janvier, p. 2, c. , *Le fédéralisme européen*, ss.

(3) O. W., 21 mars, p. 1, c. 1-2, *Question de langues, question de liberté par un Suisse*, A. LOMBARD.

(4) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(5) O. W., 7 mars, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(6) O. W., 2 mai, p. 1, c. 4, *Décentralisation ou Séparation*, C. O. G.

(7) O. W., 28 février, p. 1, c. 1, *Huysmans et la question belge*, R. COLLEYE.

3) Rapports avec les Flamands

L'Opinion wallonne cherche à jeter un pont entre les Wallons et les Flamands fédéralistes car : « La politique que défendent les chefs autorisés de Flandre est parallèle à celle que nous défendons ici. Nous disons « aux militants flamands : Ne criez pas « A bas la Wallonie ! » vous feriez le jeu de l'Allemagne. Criez plutôt — et avec nous « Vive la Wallonie » et vous servirez ainsi... l'admirable cause de la Flandre » (1). Le journal annonce sous le titre « L'accord flamando-wallon » une chronique régulière du mouvement flamand par Pablo, « pseudonyme obligé — l'auteur monte la garde aux rives de l'Yser » qui protège « la personnalité clairvoyante et courageuse d'un jeune chef du mouvement flamand » (2). Dans sa première chronique, celui-ci demande qu'on se mette « bien d'accord sur ce que la coexistence des Wallons et des Flamands dans l'Etat belge réclame de chacun de nous... Wallons et Flamands gagneront une conscience... à la fois de la communauté d'intérêts... à laquelle l'Etat belge doit son existence... et des divergences... des deux éléments qui la composent, auxquelles doit répondre un traitement approprié... M. R. Colleye a pénétré l'identité fondamentale de nos buts et de nos tendances... il défend ses idées, et par contre coup, les nôtres. Mouvement flamand, mouvement wallon sont deux faces d'une même réalité... L'union fera notre force » (3). Cette chronique disparaît assez rapidement.

L'Opinion wallonne publie parfois des extraits d'*Ons Vaderland* avec lesquels il se déclare d'accord, par exemple, au sujet de la Commission linguistique, comme nous en avons déjà parlé (4). Il reprend son slogan : la Flandre libre dans la Belgique indépendante (5) en l'adaptant : « Vive la Wallonie libre dans la Belgique indépendante » (6) ou « la Wallonie libre associée à la Flandre libre » (7).

Le journal se réjouit de la présence de M. Ronse, rédacteur en chef de *Ons Vlaanderen* au neuvième déjeuner franco-wallon : « Pour la première fois, un des représentants du mouvement flamand a exposé dans une réunion wallonne, le point de vue flamand et il a

(1) O. W., 21 mars, p. 1, c. 3, *La Politique*, Carl O. GOEBEL.

(2) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 4, *L'accord flamande-wallon*, ss.

(3) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 4, *Chronique du mouvement flamand*, PABLO.

(4) Voir p. 395.

(5) O. W., 17 janvier, p. 2, c. 1, *Le nationalisme du XX^e Siècle*, ss.

(6) O. W., 28 mars, p. 1, c. 4-5, *Wallons*, R. COLLEYE.

(7) O. W., 1 novembre, p. 1, c. 1-2, *L'Opinion wallonne et la paix*, R. COLLEYE.

été applaudi... C'est le triomphe de la politique d'entente flamando-wallonne de notre journal » (1).

Des divergences profondes subsistent cependant dues surtout à l'incoercible conviction de la supériorité du français, mais ceci concerne surtout le thème minimaliste.

c) *Minimalisme*

Au début de l'année 1918, l'*Opinion wallonne* témoigne de la sympathie pour Van Cauwelaert « un des rares hommes politiques qui aient gardé, dans la guerre, toute leur indépendance... qui... continuent à travailler pour le bien de leur pays » (2), pour la revendication de régiments flamands et wallons séparés (3), pour la flamandisation de l'université de Gand (4).

Le ton change légèrement après le manifeste du *Vlaamsch Belgisch Verbond*. On peut supposer que cet acte officialisait en fait le différend entre les deux tendances flamingantes et que l'*Opinion wallonne* qui cherchait à établir de bons rapports avec les Flamands fédéralisants, ait voulu prendre ses distances vis-à-vis d'un programme qui, par ailleurs, ne correspondait pas à ses désirs. Cette opinion se confirme par le fait que Pablo consacre une de ses chroniques du *Mouvement flamand* à ce programme qu'il juge « diffus et vague, reflet d'une pensée indécise et d'une action tatillonne » et dont il estime que la proposition de lois réglementant l'emploi des langues amènerait « de continuelles incursions dans ce que les Wallons considèrent à bon droit comme leur domaine privé » et serait « une source de vexations et de malentendus » (5). L'*Opinion wallonne* donne l'avis des Wallons sur ce programme : au sujet de la flamandisation de l'enseignement, de l'armée, de l'administration : « Nous regrettons... que les Flamands soient partisans de mesures aussi radicales. Cependant... nous sommes en présence d'un... peuple de 4 millions $\frac{1}{2}$ d'habitants dont le passé... le prestige... n'autorisent pas... la francisation par la contrainte. Nous ne nous laissons pas hypnotiser par le fait que 800.000 Flamands sont francisés. Ces 800.000 Flamands constituent une minorité... les Flamands sont les maîtres du destin de leur peuple. Que les Flandres se prononcent en faveur de ces revendi-

(1) O. W., 1 octobre, p. 1, c. 2, *Le neuvième déjeuner franco-wallon*, LANDELIES.

(2) O. W., 28 mars, p. 1, c. 2, *Un flamingant*, C. O. GOEBEL.

(3) O. W., 5 avril, p. 1, c. 1, *Les fantaisies du gouvernement*, C. O. GOEBEL.

O. W., 25 avril, p. 2, c. 2, *Revue et journaux*, ss.

(4) O. W., 3 janvier, p. 1, c. 1 à 4, *Editorial*, R. COLLEYE.

(5) O. W., 13 juin, p. 1, c. 5-6, *Chronique du Mouvement flamand*, PABLO.

cations — qui ont pour nous la valeur de l'autonomie relative que nous souhaitons pour la Wallonie — et nous accepterons (passage censuré). Pour ce qui concerne l'Université de Gand... nous déplorons cette flamandisation. Nous l'acceptons... nous souhaitons que les Flamands créent à côté d'elle une université française... Nous ne pouvons reconnaître... les décisions d'une commission où l'élément wallon ne serait pas équitablement représenté » (1). A cet article assez modéré, il faut joindre, dans le même journal un article intitulé : « Un cri d'alarme » visant la position de Van Cauwelaert et Huysmans opposés à une décentralisation radicale et partisans du dédoublement du Ministère des Sciences et des Arts : « Nous ne pouvons admettre cette réforme qui... livrerait... le gouvernement de la Belgique aux Flamands organisés en un parti (censuré)... Nous comprenons... les raisons qui inspirent MM. Van Cauwelaert et Huysmans. Le député d'Anvers croit au triomphe du *Vlaamsche Partij*. Il espère former une majorité gouvernementale grâce au concours de quelques catholiques wallons, partisans de l'Idée avant tout. Huysmans reste adversaire du fédéralisme pour une raison contraire. Redoutant l'influence... que les catholiques obtiendraient dans le nouveau parti... le Saint-Just de l'Internationale compte sur l'appui des socialistes wallons pour contrebalancer la puissance catholique et entraîner le prolétariat flamand » (2).

R. Colleye proteste contre « la Flandre martyre » : Nous autres Wallons avons de sérieuses raisons de nous plaindre... Nous conseillons à nos frères flamands d'abandonner... cette... tactique qui consiste à jouer aux opprimés par les fransquillons. Avant la guerre, les Flamands étaient si sérieusement avantagés qu'ils rêvaient déjà d'hégémonie sur la Wallonie » (3).

L'envoi d'un memorandum au gouvernement britannique est commenté par R. Colleye : « Pour M. Van Cauwelaert, la question flamande est une barrière contre l'esprit français. C'est ainsi qu'il a présenté son memorandum aux Britanniques. Cette phobie compromet la cause flamande loyaliste... Rappelons... que nous ne sommes d'accord... que sur trois points de son programme : 1^o le Fédéralisme, 2^o le recrutement régional de l'armée, 3^o la flamandisation de l'Université de Gand. Ces trois points sont indissolublement liés » (4).

(1) O. W., 2 mai, p. 3, c. 1-2, *Accords et divergences de vues sur le programme flamand*, ss.

(2) O. W., 2 mai, p. 3, c. 1, *Un cri d'alarme*, F. LORAND.

(3) O. W., 9 mai, p. 1, c. 3, *La Flandre martyre*, R. COLLEYE.

(4) O. W., 15 août, p. 1, c. 1-2, *La question flamande et le cabinet britannique*, R. COLLEYE.

L'Opinion wallonne rejette le « bilinguisme stérilisant » (1) en accord, semble-t-il, avec le *Mouvement flamand*. En réalité, c'est beaucoup moins simple. Ce que le journal refuse, c'est toute loi ou mesure quelconque qui pourrait contraindre un Wallon à apprendre le flamand. Ainsi, commentant un passage du livre de Passelecq où celui-ci estime que les emplois dans l'administration centrale doivent être occupés par des citoyens connaissant les deux langues, L. de Villers proteste énergiquement : « l'auteur... ne devrait pas « regretter » que nous ne sachions pas le flamand et surtout il ne devrait pas laisser supposer qu'il pourrait y avoir la moindre contrainte à propos de la collation des emplois. La liberté. Toute la liberté. Voilà ce que nous réclamons » (2). Pour atteindre ce but et par souci d'équité, il faut accorder le même avantage à la Flandre, ce qui ne peut se faire que dans un système fédéraliste. R. Colleye avoue que c'était une erreur du mouvement wallon avant-guerre d'imposer le bilinguisme en Flandre et de le refuser en Wallonie : « ... la grande bataille des Nationalités européennes nous a conquis aux saines réflexions, à la tolérance et à la logique politique... Comment la Wallonie réclamant l'autonomie de culture... n'admettrait-elle point que la Flandre... jouisse des privilèges... qu'elle ambitionne elle-même ? » (3). Cependant, il regrette l'abandon du français car si la Wallonie est monolingue, la Flandre est bilingue (4) : Ah ! sans doute, notre désir... est de voir nos frères flamands cultiver... la langue française. Le français est raciné dans les traditions profondes du peuple flamand, inséparable de sa culture et de sa puissance d'expansion. Mais notre propagande en ce sens doit être individuelle et ne peut pas se traduire par des lois... (censuré), ils se hâteront d'ailleurs d'apprendre le français » (5) ; « Pour nous, le français aura toujours une valeur prédominante. Nous ne pourrions souffrir que le flamand fut comparé comme valeur rayonnante, à la langue de Molière ou de Chateaubriand. Pour les Flamands, nul langage ne sera jamais plus beau... que la langue de la mère (censuré). Pour les affaires internationales, des hommes éminents de tous les pays emploient le français. Il faut, sans vouloir exercer de contrainte (ces mots en

(1) O. W., 17 janvier, p. 1, c. 1-2, *La lutte française au Canada*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 5, p. 2, c. 1, *La question flamande et l'Allemagne*, Louis de VILLERS.

(3) O. W., 11 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Hourrah pour les Flamands* R. COLLEYE.

(4) O. W., 31 janvier, p. 1, c. 1-2, *A propos de la séparation administrative*, R. COLLEYE.

(5) O. W., 11 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Hourrah pour les Flamands* R. COLLEYE.

italiques), s'inspirer de ce noble exemple d'admiration à l'égard du langage le plus clair et le plus souple du monde » (1).

On le voit, la distance reste grande entre le Wallon imbu de sa supériorité française et le vrai Flamand conscient des entraves mises au développement culturel de son peuple par le changement de culture imposé dès le plus jeune âge. L'essai de rapprochement tenté par Colleye, s'il est vraisemblablement à la fois sincère et dicté par des raisons tactiques, ne l'a pas amené au stade de la compréhension. Et c'est probablement encore plus vrai de beaucoup de ses adeptes, témoin cet incident : l'*Opinion wallonne* avait publié quelques articles consacrés aux musiciens wallons en excluant délibérément les musiciens flamands, ce qui entraîne une riposte du *Belgische Standaard*. La réponse de Paul Magnette, que l'*Opinion wallonne* laisse passer, est lourde de sens : « Je n'ai pas l'habitude de prêter la moindre attention aux élucubrations ménapiennes, caractérisées généralement par une lourdeur éléphanterque kolossale et un esprit subtil et fin comme un beffroi des Flandres... Les musiciens wallons furent et sont infiniment plus nombreux et intéressants que les musiciens flamands... Je pense au vieux dicton liégeois qui dit : « Ce n'est pas un crime d'être Flamand, c'est un malheur » (2). Naturellement, il y eut des réactions flamandes et l'*Opinion wallonne* n'a plus qu'à chercher à arranger les choses : « Les opinions sont libres dans l'*Opinion wallonne*. Les auteurs sont seuls responsables de leurs articles. Nos directives, seuls, l'éditorial et les rubriques les impriment à ce journal... Nous regrettons cet incident. Mais nos amis flamands n'ont-ils pas tort de prendre pour des injures ce qui n'est que boutades inoffensives » (3). Cet incident n'est pas isolé et nous avons vu qu'*Ons Vaderland* lui-même a protesté parfois contre des passages de l'*Opinion wallonne*. La distance entre les idéologies défendues par ces deux journaux reste grande et semée d'embûches, malgré certaines positions communes.

(1) O. W., 7 mars, p. 1, c. 1, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) O. W., 15 août, p. 1, c. 6, p. 2, c. 1, *La Défense de la musique wallonne*. « Nous recevons la lettre suivante » (signée Paul Magnette). Remarquons que la présentation de l'article semble engager l'O. W.

(3) O. W., 1 septembre, p. 1, c. 6, p. 2, c. 1, *Correspondance*, ss.

8. L'Après-Guerre

Nous avons relevé 7 cotes, soit une moyenne de fréquence de 23,3 %.

L'intérêt de l'*Opinion wallonne* pour l'après-guerre est mince parce que ce qui importe pour lui, c'est le changement de l'organisation étatique et que nous traitons de ce sujet dans un thème séparé.

Notons un article où il s'oppose aux accords économiques avec la Grande-Bretagne : « Jusqu'aujourd'hui, nous avons toujours cru que le seul moyen de développer les industries d'un pays était l'adoption du système protectionniste », mais il opte pour l'alliance franco-belge parce que les besoins sont complémentaires : la France possède des denrées alimentaires nécessaires à la Belgique et l'industrie belge, trop petite pour concurrencer l'industrie française, peut cependant lui procurer des produits qu'elle ne produit pas. Sans doute la France ne sera pas capable de nous fournir un outillage, « nous serons forcés de nous adresser aux Anglais et aux Américains qui nous les vendront à des prix élevés si nous n'avons avec eux des traités de commerce. Mais qu'importe ces frais en présence de cette compensation : la liberté ? Car... la puissance économique française n'est... pas suffisante pour annihiler la nôtre — ce qui ne serait pas le cas pour l'Angleterre, dont la concurrence libre sur nos marchés réduirait nos industriels à l'impuissance » (1).

Nous avons déjà dit que l'*Opinion wallonne* s'opposait à un ajournement du Parlement après la guerre laissant les décisions urgentes au pouvoir exécutif jusqu'aux élections suivantes (2).

Il ne reste à signaler que deux articles sur la navigation intérieure et un troisième sur la contribution de l'ingénieur à la rénovation de la France et de la Belgique.

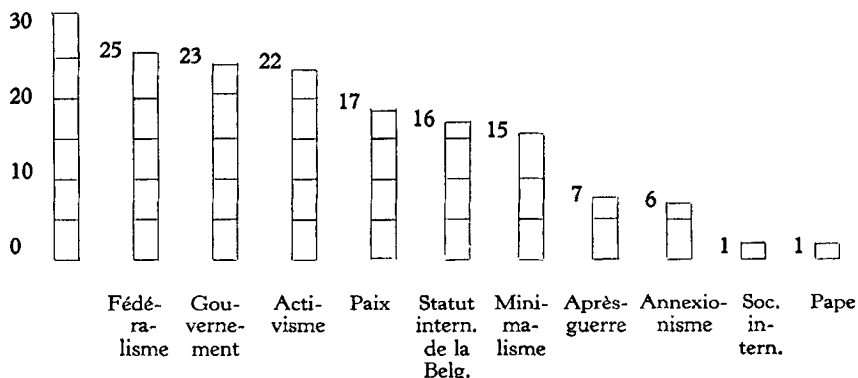
(1) O. W., 24 janvier, p. 1, c. 1-2, *Editorial*, R. COLLEYE.

(2) Voir p. 221 l'analyse du thème « Gouvernement ».

C. CONCLUSION

Analyse du Contenu

Histogramme comparant le nombre d'apparitions de chaque thème



La première barre représente le nombre de numéros de l'*Opinion wallonne* du 1 janvier au 11 novembre 1918. Les barres suivantes représentent, pour chaque thème, le nombre de numéros dans lesquels le thème apparaît en ordre de grandeur décroissant.

Commentaire

Que le thème « fédéralisme » vienne en tête n'a rien d'étonnant puisque c'est l'objectif de l'*Opinion wallonne* et nous avons vu qu'il s'arrangeait pour en parler malgré la censure.

La deuxième place du gouvernement surprend un peu, d'autant plus, comme nous l'avons dit, que le journal ne porte pas d'intérêt aux actes du gouvernement, seule sa position en matière linguistique l'intéresse. Il faut dire qu'il proteste aussi très souvent contre la censure.

De même l'activisme ne semblait pas devoir occuper la troisième place. Il est vrai qu'en plus de sa position nuancée vis-à-vis des Wallons, le journal publie aussi les nombreuses protestations contre l'activisme en général.

Ne nous étonnons pas de la quatrième place occupée par le thème consacré à la paix, alors qu'il occupe en général un rang plus élevé, puisque nous avons vu que l'*Opinion wallonne* se bornait aux commentaires d'un seul rédacteur et que ceux-ci disparaissent après le mois de

juillet. Ce peu d'intérêt pour la situation militaire et diplomatique est un élément d'explication de la quasi absence des thèmes se rapportant au Socialisme et au Pape en y ajoutant sans doute un souci de ne pas aborder, même de loin, des sujets politiques ou philosophiques qui nuiraient au principe de neutralité voulu par le *Mouvement wallon*. Le rang élevé du thème consacré au statut international de la Belgique est dû uniquement au chauvinisme français du journal.

Il ressort donc clairement que toutes les préoccupations du journal tournent autour d'un idéal : l'attachement à la France qui le conduit à réclamer un système fédéral pour l'Etat belge.

Remarques Générales

Nous avons relevé 26 cotes de polémique sur 30 numéros, c'est dire qu'elle tient une grande place dans le journal. C'est logique puisqu'il s'agit d'un journal de combat et qu'il se trouve en opposition avec quasi tout le monde : il est en marge des deux principales tendances socialistes, trop jusqu'aboutiste pour l'une, trop peu « belge » pour l'autre, trop français pour le patriotisme de la plupart des journaux belges, aux antipodes du nationalisme de F. Neuray, opposé à l'*Indépendance belge* à cause de son anglophilie, aux journaux flamands trop belgicistes ou trop modérés. Nous avons vu que même l'entente avec *Ons Vaderland* n'était pas parfaite. Aussi tout le monde est attaqué sans qu'un journal semble plus particulièrement visé.

Le journal n'épargne pas les personnes, particulièrement L. Piérard exclu de l'*Union wallonne de France* parce qu'il « a mené depuis la guerre... une campagne pour une sorte de « nationalisme » et un bilinguisme contraire au programme du *Mouvement wallon* » (1), Fuss-Amoré qui a attaqué l'*Opinion wallonne* dans le *Mercur de France*, Terwagne, le Dr. Clément-Philippe, P. Nothomb, Kufferath, H. Davignon, E. Picard, Vandervelde, etc.

L'*Opinion wallonne* ne se laisse jamais entraîner à des considérations politiques, religieuses ou philosophiques, il laisse le lecteur dans l'ignorance des opinions de son comité de direction, sauf une fois, C. O. Goebel, attaquant Piérard et Fuss-Amoré, laisse passer ces mots : « quand on est, comme vous et moi, socialistes » (2). Le journal reste ainsi fidèle au *Mouvement wallon* qui, « depuis 1889, s'est tenu à

(1) O. W., 10 janvier, p. 1, c. 3, *Nos échos*, ss.

(2) O. W., 17 janvier, p. 1, c. 4, *La Politique*, C. O. G.

l'écart des partis politiques. Catholiques (en petit nombre), socialistes et libéraux lui apportèrent des partisans » (1). Notons cependant qu'à trois reprises au moins, le journal attaque ouvertement les socialistes, témoin cette phrase en exergue dans la manchette du journal, c'est-à-dire à un emplacement percutant : « Les socialistes combattant le fédéralisme sont adversaires du Droit des peuples » (2). Il proteste contre le manifeste de Londres (3) : « Cette majorité flamande et bruxelloise s'attache surtout à proclamer l'égalité linguistique... Il est surprenant de voir prendre une mesure coercitive par les socialistes qui se réclament... du droit des nationalités. L'égalité linguistique ne peut en effet s'établir que sous la contrainte... l'antinomie subsiste entre les socialistes flamands et wallons et plus que jamais apparaît la nécessité d'une fédération des forces socialistes en Belgique : socialistes flamands et bruxellois, d'une part, socialistes wallons, d'autre part » (4).

(1) O. W., 6 juin, p. 1, c. 1 à 4, *Le Mouvement wallon*, ss.

(2) O. W., 21 mars, p. 1, en exergue.

(3) Ce manifeste a été adopté par une assemblée de militants du P. O. B. résidant en Angleterre, tenue à Londres, le 24 avril 1918; il est signé par onze socialistes ayant à leur tête Vandervelde, de Brouckère et Huysmans.

(4) O. W., 16 mai, p. 1, c. 1, *Le manifeste de Londres et les Wallons. Nos socialistes ne veulent plus se laisser diriger par Gand et par Bruxelles*, ss.

CHAPITRE VIII

SYNTHESE ET CONCLUSION

I. L'OPINION DES SIX JOURNAUX ETUDIES

Il nous a paru intéressant, en confrontant les journaux entre eux, de chercher à dégager des lignes générales sur l'ensemble des thèmes, sur chacun d'eux en particulier, sur les journaux eux-mêmes. Nous disposons pour cela de deux éléments :

- 1° l'analyse du contenu qui nous donne des indications chiffrées,
- 2° la lecture du texte qui nous permet de nuancer les résultats trop « bruts » de l'analyse du contenu.

Nous avons d'abord réuni les données fournies par l'analyse du contenu, puis nous les interprétons et les commentons en utilisant les données fournies par le texte des journaux ; nous faisons ensuite quelques remarques sur des points insuffisamment mis en lumière au cours de ce travail.

A. LES DONNEES

Nous avons utilisé les données de l'analyse du contenu de trois manières permettant de mettre en évidence :

- 1) La fréquence des thèmes,
- 2) Les opinions des journaux sur chaque thème,
- 3) La netteté des opinions.

Tous les calculs au départ des chiffres fournis par l'analyse du contenu se heurtent à une difficulté, c'est que le nombre de livraisons de chaque journal est différent, avec des écarts importants : il passe en effet de 315 pour le XX^e Siècle qui paraît tous les jours, dimanches

compris, à 30 pour l'*Opinion wallonne* qui, hebdomadaire en théorie, est réduit à ne paraître parfois que tous les quinze jours ou même, tous les mois à la fin de 1918; la différence est surtout considérable entre les quatre quotidiens et les deux hebdomadaires.

Dans ces conditions, pour comparer l'opinion des divers journaux, il est utile d'exprimer les cotes, non en chiffres absolus mais en pourcentages du nombre de livraisons de ce journal, ou en pourcentages des cotes de ce journal.

Pour dégager l'opinion de l'ensemble des journaux, le procédé le plus simple serait de totaliser, thème par thème, les cotes des six journaux et d'exprimer ces totaux en pourcentages du nombre total de livraisons (« taux d'ensemble »); toutefois, ces calculs seraient influencés par les journaux « nombreux » et inversement, très peu sensibles aux résultats trouvés dans les deux derniers périodiques. Il nous paraît préférable au contraire, d'accorder la même importance à chaque journal, quel que soit le nombre de livraisons; cette exigence est remplie par un calcul de pourcentage moyen (la somme des pourcentages de chacun des six journaux divisés par le nombre de journaux).

Pour tous les calculs, nous avons négligé la fraction inférieure à 5 et ajouté une unité pour une fraction allant de 5 à 9.

Le thème « après-guerre », comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, n'a pas été analysé qualitativement (c'est-à-dire en cotes +, 0, —), mais uniquement quantitativement; nous nous sommes borné à un simple relevé du nombre d'apparitions et non, du sens de ces apparitions. Il n'interviendra donc que dans les cas où il n'est question que de fréquence, c'est-à-dire dans le premier tableau uniquement.

1. La Fréquence des Thèmes (en taux)

1° Pour chaque journal

$$\text{Fréquence d'un thème (« F ») : } \frac{\text{Nombre d'apparitions} \times 100}{\text{Nombre de livraisons}}$$

$$\text{Fréquence de l'ensemble des thèmes : } \frac{\text{Somme des taux d'apparition}}{\text{Nombre de thèmes} = 10}$$

2° Pour l'ensemble des six journaux

— Taux moyen:

Fréquence moyenne d'un thème :

$$\frac{\text{Somme des taux d'apparition}}{\text{Nombre de journaux} = 6}$$

Fréquence moyenne de l'ensemble des thèmes :

$$\frac{\text{Somme des taux moyens de chaque thème}}{\text{Nombre des thèmes} = 10}$$

$$= \frac{\text{Somme des taux moyens par journal}}{\text{Nombre de journaux} = 6}$$

— A titre de comparaison, nous donnons aussi le taux global :

$$\text{pour chaque thème : } \frac{\text{Somme des apparitions}}{\text{Nombre de journaux} = 6}$$

$$\text{pour l'ensemble des 6 journaux : } \frac{\text{Somme des taux globaux}}{\text{Nombre de thèmes} = 10}$$

TABLEAU 1 — FREQUENCE DES THEMES

Nombre d'apparitions d'un thème en % du nombre de livraisons											
	Paix	Soc. int.	Pape	Statut int. de la Belg.	An-nexio-nisme	Gou-ver-nement	Acti-visme	Fédé-ra-lisme	Mini-ma-lisme	Après-guerre	Taux moyen
XXe S.	44	33	14	10	10	40	34	2	6	24	22
I. B.	52	24	6	5	2	60	30	3	6	31	22
B. S.	31	13	9	1	0	34	13	2	47	18	17
O. V.	21	5	8	1	1	40	13	26	78	9	20
S. B.	100	100	4	11	21	77	36	6	23	45	42
O. W.	57	3	3	53	20	77	73	83	50	23	44
Taux moyen	51	30	7	15	9	51	33	20	35	25	28
Taux global	37	20	8	4	4	40	23	9	28	20	19

2. Les Opinions (favorables, neutres ou défavorables) sur chaque Thème (en taux)

1° Pour chaque thème et pour chaque journal

— Taux des opinions favorables (+) :

Somme des cotes +

Somme des cotes +, o, —

— Le même calcul est effectué pour les opinions neutres (o) : « taux de neutralité » ou « N », ainsi que pour les opinions défavorables (—).

2° Pour chaque thème et pour l'ensemble des 6 journaux

$$\text{Taux moyen : } \frac{\text{Somme des taux}}{\text{Nombre de journaux} = 6}$$

Remarques:

- pour le thème « annexionisme », dont *Belgische Standaard* ne parle pas, le nombre de journaux dont il faut tenir compte pour calculer le taux moyen est 5.
- la somme des trois taux est égale à 100; toutefois, les chiffres ayant été arrondis, de minimes décalages sont possibles.

Opinions neutres

En annexe (dernière colonne), nous donnons le taux moyen de neutralité, ce qui permet d'estimer la tonalité générale du journal et des six journaux.

1° Pour chaque journal

$$\text{Taux moyen : } \frac{\text{Somme des taux de neutralité}}{\text{Nombre de thèmes} = 9}$$

2° Pour l'ensemble des six journaux

Taux moyen :

Somme des taux de neutralité de chaque thème

Nombre de thèmes = 9

Somme des taux moyens de neutralité
de chaque journal

$$= \frac{\text{Somme des taux moyens de neutralité de chaque journal}}{\text{Nombre de journaux} = 6}$$

TABLEAU 2 — LES OPINIONS

Les opinions exprimées en % de la somme des cotes +, 0, —

	Paix			Socialisme internat.			Pape			Statut internat. de la Belgique			Annexio- nisme			Gouverne- ment			Acti- visme			Fédéra- lisme			Minima- lisme			Taux moyen de neutralité
	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	+	0	—	
XXe S.	0	15	85	0	24	76	9	86	5	93	7	0	90	10	0	20	58	22	0	2	98	0	0	100	0	0	100	22
I. B.	4	20	76	14	58	28	0	12	88	57	43	0	100	0	0	22	71	7	0	20	80	0	29	71	0	22	78	29
B. S.	33	40	27	3	42	55	87	13	0	0	0	100	—	—	—	19	50	31	3	56	41	67	0	33	76	24	0	25
O. V.	66	44	0	13	80	7	57	43	0		0	100	0	0	100	11	28	61	7	26	66	100	0	0	95	0	4	25
S. B.	100	0	0	100	0	0	50	0	50		0	100	0	0	100	20	26	54	0	6	94	33	67	0	83	17	0	13
O. W.	0	22	78	0	0	100	0	0	100	100	0		33	17	50	9	17	74	0	36	64	100	0	0	53	0	47	9
Taux moyen	34	22	44	22	34	44	34	26	40	42	8	50	45	5	50	17	40	42	2	24	74	50	16	33	51	11	38	21

3. La Netteté des Opinions (en indice)

Le tableau 2 montre qu'un journal peut s'exprimer de diverses manières sur un thème : il peut en parler sans prendre position et, quand il s'engage, sa position ne va pas toujours dans le même sens. Sans oublier ces contrastes, nous désirons dégager plus clairement la position dominante des divers journaux.

Dans ce but, il est intéressant de n'envisager que les opinions affirmées, en laissant de côté les cotes neutres, et d'exprimer les opinions favorables à un thème en pourcentage des seules opinions favorables et défavorables ; appelons ces pourcentages des « taux favorables ».

Une seconde mise en forme des chiffres paraît encore utile. Si sur un thème déterminé, un journal, quand il prend position, le fait dans la moitié de ces cas en faveur du thème et autant de fois dans le sens opposé, on peut considérer que, *en net*, il ne s'engage pas sur le problème, qu'il n'a pas une position nette ; à l'autre extrémité, des positions affirmées qui vont dans une seule direction représentent le maximum de netteté de la prise de position.

Comment traduire en chiffres ce type de considération ? Prenons un exemple : 60 % des opinions affirmées d'un journal sont favorables à un thème (et donc 40 % sont défavorables). Ce taux favorable dépasse de 10 le niveau central (50 %). Il ne pourrait le dépasser que de 50 ; l'échelle du dépassement varie donc de 0 à 50. Il est plus parlant de la ramener à une échelle variant de 0 à 100, qui nous donnera un indice de la netteté de la position. Quelques formules traduisent cette opération :

$$(1) \begin{array}{l} \text{taux favorable} - 50 = \text{dépassement} \\ \text{ou} \quad 60 - 50 = 10 \end{array}$$

$$(2) \frac{\text{dépassement}}{50} = \frac{\text{indice de netteté}}{100}$$

(3) d'où

$$\begin{aligned} \text{indice} &= \frac{100}{50} (\text{dépassement}) \\ &= 2 (\text{dépassement}) \\ &= 2 (\text{taux favorable} - 50) \end{aligned}$$

$$= 2 \quad (\text{taux favorable}) - 100$$

$$= 2 \quad (60) - 100 = 20$$

Telle est la justification de l'indice. En fait, il peut se calculer beaucoup plus aisément par la simple différence entre le taux favorable et le taux défavorable :

$$60 - 40 = 20$$

puisque

$$2 \text{ (taux favorable)} - 100 = 2 \text{ (taux favorable)} - (\text{taux favorable})$$

$$\quad \quad \quad - (\text{taux défavorable})$$

$$= (\text{taux favorable}) - (\text{taux défavorable}).$$

Le tableau 3 donne :

1° les indices de netteté des opinions (« Op ») par thème et par journal

2° l'indice moyen pour chaque thème =
Somme des indices

$$\text{Nombre de journaux} = 6$$

Pour le thème « Annexionisme », le *Belgische Standaard* n'exprime aucune opinion, le nombre de journaux dont il faut tenir compte pour obtenir l'indice moyen est de 5 et non de 6.

TABLEAU 3 — NETTETE DES OPINIONS

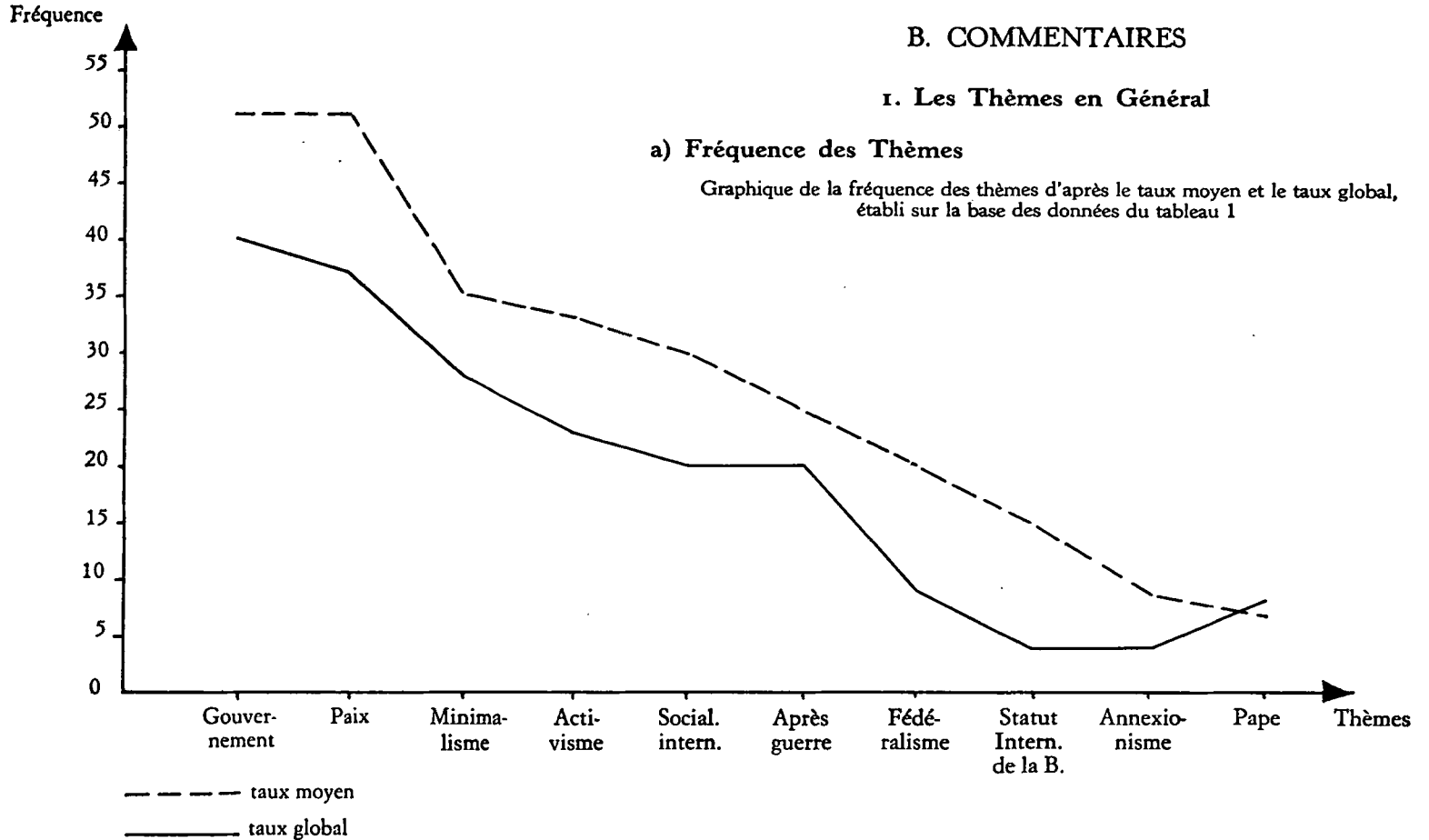
Netteté des opinions exprimée en indices																		
	Paix		Socialisme int.		Pape		St. int. de la Belgique		Annexionisme		Gouvernement		Act - visisme		Fédéralisme		Minimalisme	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
XXe S.		100		100	32		100		100			4		100		100		100
I. B.		90		26		100	100		100		54			100		100		100
B. S.	8			90	100			100	-	-		28		86	34			100
O. V.	100			32		100			100			60		76	100			82
S. B.	100			100		0	0		100			46		100	100			100
O. W.		100		100		100	100				20		78		100	100		6
Indice moyen		14		31	5		0	0			4		27		94	22		15

B. COMMENTAIRES

1. Les Thèmes en Général

a) Fréquence des Thèmes

Graphique de la fréquence des thèmes d'après le taux moyen et le taux global, établi sur la base des données du tableau 1



Comparaison entre taux moyen et taux global

Rappelons que le taux moyen permet de donner un poids égal aux quotidiens et aux périodiques à moindre fréquence, c'est-à-dire le *Socialiste belge* et l'*Opinion wallonne*.

Le profil des deux lignes est sensiblement pareil. Elles descendent toutes les deux, sauf à trois endroits où un trait horizontal remplace un trait oblique (Paix, Après-guerre, Statut international de la Belgique) et à un endroit où la ligne du taux global remonte (Pape); il y a donc quatre modifications dans l'ordre de grandeur des thèmes mais elles sont faibles.

La ligne des taux moyens est plus élevée (sauf à un endroit), ce qui signifie que les deux hebdomadaires abordent les thèmes plus fréquemment que les quotidiens (sauf le thème se rapportant au pape).

En se rapportant au *tableau 1*, il est aisé de découvrir la cause de la hausse du taux moyen; ainsi, elle doit être attribuée à l'influence du *Socialiste belge* pour les thèmes « paix » et « socialisme », de l'*Opinion wallonne* pour les thèmes « activisme », « fédéralisme » et « statut international de la Belgique » à l'influence conjuguée des deux journaux pour le thème « gouvernement ».

Fréquence des thèmes

Deux thèmes dominent largement : le gouvernement et la paix. Il est normal que tous les journaux se préoccupent de l'action et des intentions gouvernementales puisque c'est de lui que partent en définitive les options importantes pour la Belgique et, en cette quatrième année de guerre, il n'est guère étonnant que la question de la paix occupe une grande place dans les journaux; elle est au centre des préoccupations de manières différentes : au début de l'année, à cause des ouvertures tentées en vue d'une négociation, au milieu de l'année quand, le spectre de la défaite écarté, la question se pose de savoir s'il ne faut pas profiter d'une situation militaire améliorée pour obtenir un compromis satisfaisant, en fin d'année quand, la victoire se dessinant, on se demande jusqu'où il faut pousser les exigences de paix.

Les deux thèmes suivants sont le minimalisme et l'activisme, tous les deux liés à la question linguistique; ensemble, ils dépasseraient de loin tous les autres thèmes. C'est donc une question qui a fortement préoccupé nos six journaux en 1918.

Par contre, trois thèmes n'ont apparemment pas retenu l'attention; cependant une distinction est à faire. L'intérêt pour l'action

pontificale est quasi nul, malgré la présence de trois journaux catholiques; sans doute l'appel de Benoît XV date d'août 1917, mais c'est en 1918 que le gouvernement belge y a répondu, nous avons coté également les quelques initiatives humanitaires du Pape et la discussion au sujet de sa représentation éventuelle au Congrès de la Paix; malgré tout, l'intérêt des journaux reste très faible, tandis que pour l'annexionisme et le statut international de la Belgique, leur faible rang est plus que probablement dû à l'action de la censure; d'ailleurs, les opinions sont particulièrement tranchées sur ces deux sujets, ainsi que nous le mettrons en évidence dans le paragraphe suivant. Si le statut international est un peu plus fréquent, c'est dû à la présence de l'*Opinion wallonne* et à sa campagne pour l'alliance franco-belge.

Le thème « Après-guerre » occupe une place relativement faible. Peut-être peut-on l'expliquer en partie par le fait que les journaux ne croyaient pas la paix si proche.

b) Prises de position sur les Thèmes

Il est intéressant de voir sur quels thèmes les journaux prennent position ou inversement, sur lesquels ils adoptent une position neutre.

A partir du *tableau 2*, où nous donnons, pour chaque thème, les taux moyens de neutralité, nous pouvons établir l'échelle suivante :

1) Gouvernement	40 %
2) Socialisme international	34 %
3) Pape	26 %
4) Activisme	24 %
5) Paix	22 %
6) Fédéralisme	16 %
7) Minimalisme	11 %
8) Statut international de la Belgique	8 %
9) Annexionisme	5 %

Le gouvernement arrive en premier lieu avec un pourcentage assez élevé alors que, parmi les journaux analysés, se trouve le *Socialiste belge*, fondamentalement anti-gouvernemental, et trois journaux qui, à cause de leurs objectifs linguistiques, s'opposent fréquemment au gouvernement; malgré cela, le taux de neutralité reste élevé, les journaux limitent donc leurs attaques contre le gouvernement. Sans doute peut-on expliquer cette constatation par l'existence de la censure mais, comme celle-ci laisse passer de nombreuses critiques, l'explication est insuffisante. Il faut probablement y joindre le fait que, quoi-

qu'en disent certains journaux, l'idée d'Union sacrée n'est pas morte et que les journaux évitent de compliquer la tâche gouvernementale par un excès de critiques.

Pour comprendre pourquoi le socialisme international arrive en deuxième lieu, ce qui est étonnant de prime abord, il faut se référer aux opinions des journaux. Nous constatons ainsi que les positions de l'*Opinion wallonne* et du *Socialiste belge* sont totalement opposées et se balancent, le taux élevé de neutralité est donc dû aux quatre autres journaux. Parmi eux, le maximum de neutralité revient à *Ons Vaderland*, qui ne peut ni approuver le socialisme à cause de ses convictions religieuses, ni le désapprouver parce qu'il désire également une paix négociée; le *Belgische Standaard* a une position similaire bien que plus désapprobative; l'opinion de l'*Indépendance belge* est partagée, comme nous l'avons déjà relevé dans l'analyse de ce journal.

Remarquons que les journaux ont des positions très arrêtées, d'une part, sur l'annexionisme et le statut international de la Belgique et, d'autre part, sur le minimalisme, c'est-à-dire sur la question flamande.

c) Netteté des opinions

Le tableau 3 donne des indices moyens pour chaque thème. Sauf l'activisme (indice moyen — 94), les autres indices vont de — 31 à + 22, ce qui signifie que les six journaux étudiés ont des opinions contradictoires. Le cas le plus frappant est le statut international de la Belgique où on arrive au point 0. Seul l'activisme réunit les journaux dans une désapprobation presque totale.

Dans le paragraphe suivant, nous allons voir, en examinant les thèmes séparément, comment se partagent les opinions entre les différents journaux.

2. Les Thèmes en Particulier

Nous avons groupé les thèmes selon les trois sujets principaux qu'ils concernent : la politique extérieure, le gouvernement, la question linguistique.

Dans les tableaux de ce paragraphe, nous mettons en regard, pour chaque journal et pour chaque thème, le taux de fréquence (F), le taux de neutralité (N) et l'indice de netteté des opinions (Op); les deux premiers chiffres sont donc des pourcentages, le troisième est un indice.

A titre de référence, nous donnons :

- pour chaque journal, les taux moyens de fréquence et de neutralité de l'ensemble des thèmes de ce journal ;
- pour chaque thème, les taux moyens de fréquence et de neutralité et l'indice moyen de netteté de l'ensemble des journaux.

a) Politique extérieure

Les cinq premiers thèmes concernent un même problème : la paix et son contenu. Le premier voit la question sous un angle général : guerre « jusqu'au bout » ou paix négociée, les deux thèmes suivants, le socialisme international et le pape, concernent deux tendances pacifistes particulières, les deux derniers, le statut international de la Belgique et l'annexionisme, se rapportent aux exigences belges que la paix doit satisfaire.

Politique Extérieure																	
	Paix			Socialisme internat.			Pape			Statut internat. de la Belgique			Annexionisme			Taux moyen	
	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N
X Xe S.	44	15	- 100	33	24	- 100	14	86	+ 32	10	7	+ 100	10	10	+ 100	22	22
I. B.	52	20	- 90	24	58	- 26	6	12	- 100	5	43	+ 100	2	0	+ 100	22	29
B. S.	31	40	+ 8	13	42	- 90	9	13	+ 100	1	0	- 100	0	-	-	17	25
O. V.	21	44	+ 100	5	80	+ 32	8	43	+ 100	1	0	- 100	1	0	- 100	20	25
S. B.	100	0	+ 100	100	0	+ 100	4	0	0	11	0	- 100	21	0	- 100	42	13
O. W.	57	22	- 100	3	0	- 100	3	50	- 100	53	0	+ 100	20	17	- 20	44	9
Taux et indice moyens	51	22	- 14	30	34	- 31	7	26	+ 5	15	8	+ 5	9	5	+ 4	28	21

Un examen attentif du tableau fait ressortir l'existence de deux groupes de journaux :

1) XX^e Siècle, *Indépendance belge*, *Opinion wallonne*

Leur position est quasi identique sur la paix ; elle est très proche sur le socialisme international, bien que l'*Indépendance belge* ait une opinion moins nette et que l'*Opinion wallonne* ne s'y intéresse que très

peu, et sur le statut international de la Belgique bien que, seul, l'*Opinion wallonne* s'y intéresse beaucoup.

Il y a deux points discordants :

- le XX^e Siècle est favorable au Pape, mais sa position est peu nette et le taux de neutralité est élevé ; de plus, nous savons que le XX^e Siècle n'apprécie guère la politique pacifiste de Benoît XV et qu'il se borne à louer ses initiatives humanitaires ; son désaccord avec les deux autres journaux est donc faible et provient surtout de la différence des conceptions religieuses fondamentales des journaux ;
- L'*Opinion wallonne* est défavorable à l'annexionisme, mais sa position est peu nette et nous savons que le journal souhaite l'union avec le Grand-Duché, mais l'estime irréalisable ; le désaccord n'est donc pas total.

Grosso modo, on peut dire que ces trois journaux sont pour la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire totale, ils sont donc ou fortement opposés ou défavorables aux tentatives pacifistes des socialistes et du Pape ; ils rejettent la neutralité et souhaitent des extensions territoriales (sauf l'*Opinion wallonne* qui accepterait cependant le Grand-Duché).

2) *Belgische Standaard*, *Ons Vaderland*, *Socialiste belge*

Ons Vaderland et le *Socialiste belge* sont très proches l'un de l'autre, mais *Ons Vaderland* s'intéresse moins au problème que le *Socialiste belge* dont les taux de fréquence sont particulièrement élevés, son approbation du socialisme international est faible, tandis qu'elle est totale pour le Pape, alors que le *Socialiste belge* est neutre, mais tous deux en parlent peu.

Belgische Standaard a une position beaucoup moins nette au sujet de la paix et il réproouve le socialisme international.

En gros, ces trois journaux souhaitent une paix négociée et le retour à la neutralité, ils rejettent tout annexionisme.

b) Gouvernement

	Gouvernement			Taux moyen	
	F	N	Op.	F	N
XXe S.	40	58	— 4	22	22
I. B.	60	71	+ 54	22	29
B. S.	34	50	— 28	17	25
O. V.	40	28	— 60	20	25
S. B.	77	26	— 46	42	13
O. W.	77	17	— 78	44	9
Taux et indice moyens	51	40	— 27	28	21

Tous les journaux ont des taux de fréquence et de neutralité largement supérieurs aux taux moyens ; ils font donc tous une grande place au gouvernement dans leurs préoccupations et ils évitent de trop s'engager, sauf l'*Opinion wallonne* dont le taux de neutralité est inférieur au taux moyen.

Seule l'*Indépendance belge* a une attitude approbative. Pour les autres journaux, la netteté de leur opinion est très variable, elle passe de la désapprobation très fréquente de l'*Opinion wallonne* à celle fort rare du XX^e Siècle. Pour situer la position du XX^e Siècle à sa juste place, il faut revenir à l'analyse que nous en avons faite précédemment, montrant une évolution de son opinion au sujet du gouvernement après la chute de Broqueville ; on peut admettre que, si la même comparaison avait été faite pour les six premiers mois de l'année, la position du XX^e Siècle se serait rapprochée de celle de l'*Indépendance belge*.

L'indice moyen est désapprobateur, le gouvernement est donc mal servi par les journaux. Cependant il faut nuancer quelque peu ce résultat en examinant les critiques qui, si elles sont majoritaires, ne détruisent pas certaines approbations peut-être qualitativement plus valables.

Deux actes importants ont été posés par le gouvernement en 1918, concernant la position de la Belgique au sujet de la paix :

- 1^o la réponse au message pontifical précisant que la Belgique n'agirait qu'en plein accord avec les Alliés et qu'elle considérerait, comme conditions indispensables, l'intégrité du territoire belge, l'indépendance politique, économique et militaire, la réparation du dommage subi et des garanties contre le renouvellement de l'agression de 1914;
- 2^o le refus des propositions allemandes en septembre. Or la réponse au Pape n'est critiquée par personne, trois journaux l'approuvent, *Ons Vaderland* n'émet aucune critique sur le fond, l'*Opinion wallonne* et le *Socialiste belge* n'en parlent pas; le refus de septembre est approuvé par tous les journaux (sauf l'*Opinion wallonne* qui n'en parle pas).

En politique intérieure, on peut remarquer aussi l'accord de tous les journaux sur le choix de Cooreman. On ne peut dire qu'il suscite l'enthousiasme, mais partout le ton est bienveillant.

L'annonce de la réunion parlementaire est bien accueillie par tous les journaux, même par le *XX^e Siècle* qui assortit cependant son approbation de certaines réserves : « Certains avaient craint que cette réunion de parlementaires tentât de s'immiscer dans des domaines qui sont de la seule compétence de l'autorité gouvernementale, mais il semble bien que ces inquiétudes soient sans fondement. D'autre part, il n'est pas sans utilité que les élus de la nation puissent faire part au gouvernement des vœux de l'opinion publique... La majorité de nos députés et sénateurs sont en pays envahi... Il ne peut être question de les récompenser de leur courage... en transférant leurs pouvoirs... à la minorité de parlementaires éloignés du pays occupé. Dans ces limites... l'action de nos parlementaires pourra s'exercer utilement... » (1). Evidemment les mobiles du *XX^e Siècle* ne sont pas exactement les mêmes que ceux des journaux qui se réjouissent surtout de la possibilité de rétablir un certain contrôle parlementaire. Quant aux résultats de cette réunion, seule l'*Indépendance belge* se déclare satisfaite, la

(1) N. B., 16 mai, p. 1, c. 3, *Une réunion de parlementaires belges à Paris*, ss.

N. B., 20 juillet, p. 1, c. 5, *L'assemblée de parlementaires*, ss. Même idée que le 16 mai.

Mais F. NEURAY émet le lendemain une idée un peu différente : « Nous croyons qu'il y a lieu de regretter la carence du Parlement... (les parlementaires auraient dû quitter le pays)... ils auraient éperonné le gouvernement, réveillé les fonctionnaires... Car il y a quelque chose de pire que la tyrannie... d'une assemblée parlementaire : c'est le despotisme des hommes conduits par les circonstances à exercer un pouvoir absolu... Vis-à-vis du fonctionnaire déchainé, omnipotent, irresponsable, toute résistance est vaine ».

(21 juillet, p. 1, *Nos parlementaires à Sainte-Adresse*).

plupart des autres journaux ne se donnent même pas la peine d'exprimer une opinion. On a tout lieu de croire qu'ils furent déçus.

Sur Broqueville lui-même, les opinions sont diverses : enthousiasme du *XX^e Siècle*, opposition feutrée de *l'Indépendance belge* qui n'aime pas ce qu'elle appelle « sa manière déplaisante », une certaine bienveillance des journaux flamands qui reconnaissent que Broqueville n'était pas mal disposé à leur égard, opposition du *Socialiste belge* qui parle de dictature et opposition probable de *l'Opinion wallonne* dont la censure supprime tous les passages le concernant.

Parmi les critiques des journaux, l'une est absolument générale, quoique à des degrés divers : c'est celle de la censure politique qui empêche les Belges de s'expliquer et qui occasionne des pertes financières graves quand elle interdit la vente de certains numéros au front. Une critique très répandue aussi c'est la mauvaise organisation gouvernementale avec la multiplicité des commissions et les conflits d'attributions entraînant des lenteurs administratives et une certaine paralysie. Evidemment, les journaux à prédominance linguistique expriment à maintes reprises leur mécontentement de la passivité du gouvernement en cette matière, mais c'est un point de vue propre à ces journaux.

Somme toute, les journaux parlent peu de la gestion gouvernementale. Est-ce mauvaise information ou est-ce manque d'intérêt en cette quatrième année de guerre où une certaine routine s'est installée ? Beaucoup de ministres sont ignorés, Berryer et Hubert, par exemple, ne sont pas une seule fois cités par aucun des six journaux, d'autres le sont extrêmement rarement tels Brunet, Van de Vijvere, Segers, Goblet d'Alviella. De temps à autres, un journal annonce un conseil des ministres, mais il ne fait l'objet d'aucun communiqué. Nous savons par exemple qu'en 1918, le Conseil des ministres a discuté longuement et à plusieurs reprises de la question flamande (1), mais les journaux n'en disent rien. Bien entendu, il n'était pas question de divulguer les incidents insurrectionnels qui furent à l'origine de ces discussions mais, de là à faire le black-out complet, il y a de la marge.

Notons aussi que, bien qu'il leur arrive de rejeter l'Union sacrée en considérant qu'elle n'est plus qu'une fiction, les journaux la respec-

(1) Voir entre autres :

R. VAN OVERSTRAETEN, *op. cit.*, pp. 179 à 183.

Comte CARTON DE WIART, *op. cit.*, p. 333.

J. WULLUS-RUDIGER, *En marge de la politique belge 1914-1956*, Bruxelles, 1957, pp. 367 à 375, procès-verbal du Conseil des ministres du 1^{er} février 1918.

tent dans une certaine mesure. Il y a peu d'attaques acerbes contre le gouvernement ou contre les partis adverses. Il est vrai que, si les Belges se sont regroupés par tendance, il n'y a pas de partis organisés hors de Belgique et que les journaux ne représentent qu'eux-mêmes. Aussi la polémique se borne-t-elle à des controverses entre journaux ou à des attaques personnelles.

c) Question linguistique

Question Linguistique											
	Activisme			Fédéralisme			Minimalisme			Taux moyen	
	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N	Op.	F	N
XXe S.	34	2	— 100	2	0	— 100	6	0	— 100	22	22
I. B.	30	20	— 100	3	29	— 100	6	22	— 100	22	29
B. S.	13	56	— 86	2	0	+ 34	47	24	+ 100	17	25
O. V.	13	26	— 76	26	0	+ 100	78	0	+ 82	20	25
S. B.	36	6	— 100	6	67	+ 100	23	17	+ 100	42	13
O. W.	73	36	— 94	83	0	+ 100	50	0	+ 6	44	9
Taux et indices	33	24	— 94	20	16	+ 22	35	11	+ 15	28	21

Les groupements de journaux varient selon que l'on considère l'activisme seul ou les deux autres thèmes.

1) L'activisme

Tous les journaux condamnent l'activisme avec un maximum de netteté, sauf le *Belgische Standaard* et *Ons Vaderland* dont l'indice de netteté est un peu plus faible; ces deux journaux abordent aussi plus rarement la question et souvent d'une manière neutre, spécialement le *Belgische Standaard*.

2) *Fédéralisme et minimalisme*

La position du *XX^e Siècle* et celle de l'*Indépendance belge* sont similaires ; la seule différence, c'est que l'*Indépendance belge* parle parfois du sujet sans s'engager, ce qui n'arrive jamais pour le *XX^e Siècle*. Remarquons le taux de fréquence extrêmement bas de ces deux journaux.

Les quatre autres journaux s'accordent mais avec des nuances ; ainsi l'*Opinion wallonne* approuve à peine la tendance minimaliste, le *Belgische Standaard* et le *Socialiste belge* parlent très peu du fédéralisme, l'opinion du premier n'est pas nette et le dernier reste très souvent neutre.

3. Les Journaux

a) Groupement par opinions

L'analyse des thèmes montre qu'en faisant abstraction des nuances, on peut répartir les journaux en trois groupes :

1) *XX^e Siècle et Indépendance belge*

Ils sont :

en politique extérieure :

- pour la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire
- contre l'action socialiste
- contre la neutralité
- pour l'annexionisme

en politique intérieure :

- pas opposés au gouvernement (avec les nuances que nous avons signalées)
- contre le *Mouvement flamand*.

2) *Belgische Standaard, Ons Vaderland, Socialiste belge*

Ils sont :

en politique extérieure :

- pour la paix négociée
- pour la neutralité
- contre l'annexionisme

en politique intérieure :

- contre le gouvernement
- pour le *Mouvement flamand*.

3) *Opinion wallonne*

— en politique extérieure :

rejoint le premier groupe, sauf qu'il est opposé à l'annexionisme.

— en politique intérieure :

rejoint le deuxième groupe.

Le clivage des opinions ne se fait donc pas à partir d'options philosophiques ou politiques, mais à partir de la langue ; on ne peut oublier, en effet, que si nous avons pris comme dénomination générale *Le Socialiste belge*, ce journal est bilingue et fait la part égale aux deux langues.

b) Tonalité générale

En examinant la dernière colonne du *tableau 2*, on remarque que le taux moyen de neutralité n'est pas très élevé (21 %), nos journaux ont donc, dans l'ensemble, une position assez engagée.

Les taux des quatre quotidiens (de 29 à 22 %) sont naturellement plus élevés que ceux des deux hebdomadaires (13 et 9 %) puisqu'ils font plus de place aux nouvelles. Ils sont proches l'un de l'autre, ce qui semble dire que leur degré d'engagement est semblable alors que la lecture du texte montre un degré d'engagement plus grand pour le *XX^e Siècle* et *Ons Vaderland*. Cette contradiction s'explique par l'établissement d'un taux moyen qui donne un poids égal à tous les thèmes ; or, les différences de fréquence sont considérables tant pour un même thème, de journal à journal, que, dans un même journal, de thème à thème. Par exemple, le minimalisme qui, en taux moyen, arrive au troisième rang est presque absent des deux quotidiens francophones et presque journalier dans *Ons Vaderland*, le taux de neutralité le plus fort d'*Ons Vaderland* (80 %) est pour le socialisme international dont le taux de fréquence n'est que de 5 %. Un journal très engagé sur certains thèmes qu'il aborde fréquemment peut donc avoir un taux de neutralité moyen.

C. REMARQUES GÉNÉRALES

1. Les Journaux et les grands Principes Wilsoniens

Nous avons vu que les journaux étudiés se répartissent en deux groupes : pour ou contre une paix négociée, ceux qui sont pour une paix négociée étant pour la neutralité et contre l'annexionisme. On retrouve la même division si on examine l'opinion des journaux vis-à-vis des principes généraux énoncés par le président Wilson dans son message de paix de janvier 1918 : suppression de la diplomatie secrète et des barrières économiques, désarmement, ces points ne pouvant se réaliser que grâce à l'organisation d'une Société des Nations. On ne peut pas dire que l'examen des principes wilsoniens tiennent une grande place dans les journaux. Néanmoins, ils abordent à l'occasion la question de la Société des Nations, le *XX^e Siècle* et l'*Indépendance belge* pour s'y opposer ou pour prêcher la méfiance, *Ons Vaderland* et le *Socialiste belge*, au contraire, pour souhaiter sa création.

L'opposition la plus ferme vient du *XX^e Siècle* qui, dès janvier 1918, émet des réserves et la considère comme une utopie (1) ; en juillet et en août surtout, il publie plusieurs articles où il parle de la Société des Nations ou qui lui sont consacrés (2). Il lui oppose le fait que la guerre a développé l'esprit national et non l'esprit international qui devrait lui servir de support moral, que l'application du droit des nationalités multipliera les nations en Europe et qu'il est utopique de croire qu'elles se soumettront toutes aux décisions de la Société des Nations qui n'aura aucun moyen de coercition ; la plus grande objection concerne l'Allemagne qu'il n'est évidemment pas question d'admettre avant qu'elle n'ait expié ses crimes et dont il faut continuer à se méfier même si, châtiée et apparemment amendée, elle se déguise en démocratie, car elle n'en restera pas moins impérialiste et dangereuse.

(1) Voir entre autres :

XX^e S., 7 janvier, p. 1, c. 3-4-5, *Les déclarations de M. Lloyd George...*, ss.

XX^e S., 16 janvier, p. 1, c. 1, *Qui rêvait...*, ss.

(2) XX^e S., 1 juillet, p. 1, c. 1, *Congrès socialiste et Ligue des Nations*, GUTT.

XX^e S., 8 juillet, p. 1, c. 1, *Les « anti-inter »*, GUTT.

XX^e S., 18 juillet, p. 1, c. 6, p. 2, c. 1, *Quel est l'avenir de la S. D. N. ?* J. BANVILLE.

XX^e S., 19 juillet, p. 1, c. 1, *Le comte Burian...*, PERCY.

XX^e S., 27 juillet, p. 1, c. 1-2, *Les dangereuses illusions*, Fernand NEURAY.

XX^e S., 13 août, p. 1, c. 1-2, *Les réflexions de l'Allemagne*, J. BAINVILLE.

XX^e S., 20 août, p. 3, c. 3, *Cette guerre sera-t-elle la dernière ?* ss.

XX^e S., 18 octobre, p. 1, c. 1-2, *C'est l'empire allemand qui doit disparaître*, PERCY.

Ces objections, formulées sur un ton feutré en janvier, sont reprises plus tard dans le style revanchard propre au XX^e Siècle.

L'*Indépendance belge* se contente d'une approbation générale des vues démocratiques de Wilson, mais il publie des extraits de conférence ou de déclarations présentés de manière élogieuse et plusieurs articles de collaborateurs occasionnels opposés ou émettant des réserves sur la Société des Nations. Cela correspond à l'esprit du journal qui évite de trop se mouiller; on peut en déduire que la conception de l'*Indépendance belge* rejoint celle du XX^e Siècle, on retrouve la même idée de châtement et de méfiance (1).

Ons Vaderland par contre affirme la nécessité d'une Société des Nations pour prévenir une nouvelle guerre dans laquelle le perfectionnement des techniques d'attaque rendrait la défense impossible (2).

Il approuve l'appel de Lord Grey pour la Société des Nations bien qu'il n'en dissimule pas les exigences : mise au rancart de l'idée de vengeance, sacrifice de certaines habitudes des États, acceptation de l'Allemagne comme partenaire, mais c'est la seule issue possible si l'humanité veut vivre en paix (3). Il constate que l'idée d'internationalisation et de fraternité humaine est en progrès (alors que le XX^e Siècle déclare l'inverse), que c'est une source de scandale pour les catholiques qu'ils n'aient pas encore agi dans ce sens, alors que ce n'est que la reprise de la « pax christiana » du Moyen Age (4).

Le *Socialiste belge* défend les principes wilsoniens : désarmement, rejet de la diplomatie secrète, arbitrage universel, mais il insiste sur le fait que la Société des Nations doit être démocratique, œuvre non de la bourgeoisie impérialiste mais des peuples, il n'est pas opposé à la participation de l'Allemagne si elle se soumet au désarmement et à l'arbitrage universel (5).

(1) I. B., 2 février, p. 2, c. 4, *Un article de M. le ministre Vandervelde.*

I. B., 4 février, p. 2, c. 1-2, *Pour les matières premières mondiales*, L. TEUGELS-DE VOS.

I. B., 19 février, p. 2, c. 1-2, *Les conditions capitales de la paix*. L. TEUGELS-DE VOS.

I. B., 5 mars, p. 3, c. 1-2, *La conférence de M. P. H. Loyson*, ss.

I. B., 1 juillet, p. 2, c. 1-2-3, *Realpolitik...*, F. VANDE VORST.

I. B., 15 août, p. 2, c. 1-2-3, *Une S. D. N.*, E. HEINZMAN-SAVINO.

I. B., 28 août, p. 1, c. 4, *Un discours du Dr. Solf...*, ss.

I. B., 24 octobre, p. 1, c. 4, *Pour une ligue des nations*, ss.

(2) O. V., 30 mai, p. 1, c. 5, *De Duitsche nieuwe aanvalsbeweging*, ss.

(3) O. V., 25 juin, p. 1, c. 3-4, *De Volkerenbond*, ss.

(4) O. V., 11 août, p. 1, c. 3, *De statenbond*, DESDICHADO.

(5) S. B., 16 février, p. 1, c. 3, *Conférence interalliée de Londres*, ss.

S. B., 20 avril, p. 1, c. 1-2, *Défaitisme*, ss.

S. B., 1 juin, p. 2, c. 1, *La situation générale*, ss.

Belgische Standaard, qui s'occupe peu des problèmes de politique extérieure, se contente d'une mise en garde aux catholiques, car l'idée de la Société des Nations a été lancée par les francs-maçons, alors qu'elle doit reposer sur la loi d'amour et de fraternité de l'Évangile (1). L'*Opinion wallonne* ne fait qu'une allusion à l'importance de définir le caractère national des peuples qui s'y présenteront pour obtenir justice et estime que la Wallonie possède ce caractère national (2).

Un autre principe wilsonien est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou le principe des nationalités. Là aussi, le XX^e Siècle met en garde contre l'application du principe des nationalités, « arme à double tranchant », parce qu'il justifie le pangermanisme (3) et le démantèlement de l'Autriche-Hongrie (4). L'*Indépendance belge* n'en parle quasi pas.

Le *Socialiste belge* défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme base d'une paix démocratique parce que « un peuple libre n'opprime pas un autre peuple » (5) et parce que « dans l'intérêt... du socialisme international, les problèmes du droit des peuples doivent être résolus... dès que l'idée nationale sera satisfaite... le mouvement ouvrier et le socialisme... pourront s'organiser... La classe ouvrière pourra... s'occuper exclusivement des problèmes économiques et politiques » (6).

Belgische Standaard et surtout *Ons Vaderland* parlent beaucoup du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dont ils voient d'abord l'application aux petites nationalités opprimées. Ils s'intéressent donc à l'Irlande, par exemple, et ne manquent pas de rappeler que la Flandre aussi a droit au bénéfice de ce principe. Dans un sens plus large,

S. B., 8 juin, p. 1, c. 1-2, *Le drame mondial*, ss.

S. B., 6 juillet, p. 1, c. 1-2, *La banqueroute de la politique de guerre*, ss.

S. B., 5 octobre, p. 1, c. 1-2, *Notre réponse à Lloyd Georges*, ss.

O. V., 12 octobre, p. 2, c. 1, *La réponse officielle de Wilson*, ss.

O. V., 19 octobre, p. 1, c. 1-2, *Paix universelle*, ss.

(1) B. S., 9 juillet, p. 1, c. 5, *Société des nations*, S.

B. S., 27 septembre, p. 2, c. 4, *Geen vrede zonder Christus*, ss.

(2) O. W., 28 mars, p. 2, c. 1, *Notre caractère national*, ss.

En exergue : « Les Wallons auront-ils la parole dans la L. D. N. de M. Owen? »

(3) XX^e S., 6 février, p. 1, c. 1-2, *L'application du principe des nationalités*, J. BAINVILLE.

N. B., 15 octobre, p. 1, c. 1-2, *Une tradition prussienne*, J. BAINVILLE.

(4) N. B., 21 octobre, p. 1, c. 6, *Le président Wilson...*, PERCY.

N. B., 27 octobre, p. 1, c. 1-2, *Les Belges et la question d'Autriche*, F. N.

N. B., 29 octobre, p. 1, c. 1, *Les convulsions de l'Europe centrale*, J. BAINVILLE.

(5) S. B., 9 novembre, p. 2, c. 3-4, *La justification de notre campagne anti-annexioniste*, ss.

(6) S. B., 8 juin, p. 1, c. 3-4-5, p. 2, c. 1, *Le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, ss.

S. B., 24 août, p. 1, c. 1-2, *L'offensive militaire de paix*.

Belgische Standaard demande que les Alliés soutiennent les peuples de l'Autriche-Hongrie qui réclament l'indépendance, pour donner ainsi le coup de grâce à l'empire austro-hongrois (1), tandis qu'*Ons Vaderland* regrette que les gouvernements alliés reconnaissent trop de gouvernements nationaux sans se soucier du prix extravagant de la réalisation de leurs désirs (2).

L'*Opinion wallonne* est le journal qui s'intéresse le plus au principe et à la vie des nationalités parce qu'il cherche à faire prévaloir ce principe comme base de son système fédéraliste.

Une remarque découle de l'examen de l'opinion des journaux sur le droit des nationalités, c'est qu'en Belgique, deux conceptions se font jour au sujet de la nationalité des Belges : pour les uns, il n'y a aucun problème, les Belges sont de nationalité belge, tandis que pour les autres, il y a, dans l'État belge, deux types d'habitants : les Flamands de nationalité flamande et les Wallons de nationalité française. Trois journaux incarnent ces théories et développent une propagande systématique pour leurs idées. Ils cherchent à définir la nationalité, *Ons Vaderland* et l'*Opinion wallonne* estiment que la langue est un facteur essentiel, tandis que le *XX^e Siècle* croit que nationalité et État se recouvrent. Certains recherchent une position intermédiaire comme Van de Perre dans *Belgische Standaard* qui distingue deux nationalités dont l'une a la langue pour ciment, mais peut s'englober dans une supra-nationalité basée sur des intérêts et un attachement communs. Ces trois nationalismes sont d'importance très différente comme les trois journaux qui les défendent.

En face d'eux se dresse l'internationalisme du *Socialiste belge*. Remarquons qu'il ne s'oppose pas complètement au nationalisme. Il l'admet comme un fait dû à l'aspiration des communautés vers la liberté ; il faut le satisfaire car ainsi les esprits seront libérés pour la lutte pour le socialisme et finiront par abandonner le nationalisme étroit, qui aura perdu sa raison d'être, pour se convertir à l'esprit internationaliste.

Notons que les autres journaux se préoccupent peu de ces questions, l'*Indépendance belge* notamment et, pour autant qu'une lecture rapide nous permette d'en juger, beaucoup d'autres journaux ; pour eux, on est Belge et patriote et ils ne vont pas chercher plus loin.

(1) B. S., 25 juin, p. 1, c. 4-5, *De toestand*, ss.

(2) O. V., 23 octobre, p. 2, c. 1-2, *Ons Woord*, Prétorius.

2. La Question Linguistique

Nous en avons parlé longuement ayant été entraîné, par le choix des journaux, à lui accorder une place proportionnellement plus importante sans doute que celle qui lui revenait. Aussi nous n'ajouterons que deux remarques. L'une concerne les journaux francophones : *XX^e Siècle* et *Indépendance belge*. Il nous paraît important de souligner que ces deux journaux laissent leurs lecteurs dans l'ignorance de l'existence d'un *Mouvement flamand* dynamique et distinct de l'activisme, et qu'ils nient ou minimisent le problème flamand.

L'autre concerne la tendance fédéraliste ou autonomiste. Les journaux qui parlent de l'existence de deux communautés en Belgique ne font que très rarement allusion aux Bruxellois et à ces occasions, ils leur témoignent souvent un certain mépris. C. Huysmans le dit clairement : « Les Flamands assimilés de Bruxelles ne sont au point de vue culturel ni Français ni Flamands... la plus grande partie des Flamands francisés ont empoisonné les rapports entre les deux peuples » (1). Van Cauwelaert parle de l'« hybridische beschaving waarvan Brussel de hoofdzetel is » (2). Van de Perre se propose de prendre, après la guerre, la défense du peuple flamand de Bruxelles en butte à l'offensive de francisation des Bruxellois (3). Du côté wallon, il n'y a guère plus d'estime pour les Bruxellois et l'*Opinion Wallonne*, par exemple, « insiste auprès de nos amis français pour qu'ils rétablissent, en toute occasion, la vérité en ce qui concerne la nationalité des Belges wallons confondue trop souvent avec celle des éléments flamands ou bruxellois » (4); pour ce journal « la prétention... par trois intellectuels bruxellois d'interpréter la pensée de la Wallonie socialiste nous paraît... d'un comique achevé » et il constate que « l'antinomie subsiste entre les socialistes flamands et wallons et plus que jamais apparaît la nécessité d'une fédération des forces socialistes en Belgique : socialistes flamands et bruxellois d'une part, socialistes wallons d'autre part » (5).

(1) S. B., 12 janvier, p. 1, c. 1-2, *La paix de demain...*, C. HUYSMANS.

(2) O. V., 25 avril, p. 1, c. 1-2-3, *Vrede door recht*, F. VAN CAUWELAERT.

« La civilisation hybride dont Bruxelles est le siège principal ».

(3) O. V., 4 janvier, p. 1, c. 1-2, *De gemeenteraadsleden der Brusselsche agglomeratie en de Vlamingen*, Dr. A. VAN DE PERRE.

(4) O. W., 21 février, p. 1, c. 2-3, *Le deuxième anniversaire de l'Opinion wallonne*, ss.

(5) O. W., 16/23 mai, p. 1, c. 1, *Le manifeste de Londres et des Wallons*, ss.

3. L'Après-Guerre

Les journaux se bornent à des idées générales ou à des articles sur des points très particuliers. Il faut remarquer une tendance vers un renouvellement de la vie politique dans le sens d'une moindre dépendance des partis se traduisant de deux manières différentes : au *XX^e Siècle*, par sa doctrine de l'Etat, à l'*Indépendance belge*, par un désir de regroupement de tous les démocrates dans un parti national. Elle est combattue par *Belgische Standaard* qui estime qu'il y aura toujours deux partis en Belgique : pour ou contre la religion, et par le *Socialiste belge* qui relève l'illusion de certains croyant à la diminution de la lutte des classes après la guerre, et qui prône la résistance au cléricalisme. Quant à *Ons Vaderland* et à l'*Opinion wallonne*, leur ambition est de mener leur combat en restant apolitiques.

La réforme du système électoral n'est quasi jamais abordée, sauf par le *Socialiste belge* qui réclame le suffrage universel, et très brièvement par *Ons Vaderland*, qui considère que c'est une question libre mais qu'une réforme dans un sens démocratique est nécessaire. On ne trouve aucune allusion au suffrage féminin.

Remarquons que les deux journaux qui s'occupent assez bien de la reconstruction économique du pays, le *XX^e Siècle* et l'*Indépendance belge* proclament qu'il faut exiger de l'Allemagne la réparation intégrale d'absolument tous les dommages causés par la guerre et manifestent une confiance illimitée dans le fait que l'Allemagne paiera. Ils sont d'un avis opposé sur le principe de la réparation par la Nation sur lequel se base l'A.L. sur les dommages de guerre.

On ne relève pas trace dans les journaux de l'influence qu'auraient pu exercer les pays où les Belges se sont réfugiés. A l'origine, la plupart des journaux se voulaient un point de ralliement entre Belges et beaucoup le sont restés toute la guerre. Cependant on aurait pu imaginer qu'ils se soient davantage intéressés au pays d'accueil, qu'ils en aient comparé les institutions avec celles de la Belgique, qu'ils en aient tiré certaines leçons. On ne trouve rien de semblable, hormis une phrase du *Socialiste belge* constatant que les ouvriers belges à l'étranger ont été convertis à la puissance syndicale en Angleterre notamment (1), à laquelle on peut opposer une remarque de l'*Indépendance belge* sur « les organisations syndicales dont nous pouvons apprécier ici le rôle le plus souvent néfaste » (2).

(1) S. B., 18 mai, p. 2, c. 4-5, *Chronique syndicale*, H. RENIER.

(2) I. B., 15 juin, p. 2, c. 1-2-3, *L'union sacrée*, A. DE LAVAUX.

Les journaux parlent fort peu des Belges demeurés au pays. Ils ont tous une chronique se rapportant à la Belgique occupée, mais elle ne donne que des nouvelles d'intérêt local ou se rapportant au ravitaillement et aux exactions de l'armée allemande, et quelques déclarations patriotiques. On a l'impression d'une coupure complète entre les hommes et les structures du pays et les Belges de l'extérieur. Cette même impression de coupure existe entre l'arrière et le front. Sauf dans *Belgische Standaard* et *Ons Vaderland*, les journaux se bornent au communiqué officiel et à quelques rares récits d'une patrouille ou d'un fait d'arme quelconque. Ils parlent peu du Roi, sauf au moment de la rentrée victorieuse dans les premières villes belges délivrées.

II

LES SIX JOURNAUX ETUDIÉS ET L'OPINION PUBLIQUE

Au terme de ce travail, il faut se garder de la tentation d'une généralisation trop hâtive qui conduirait à assimiler les opinions défendues par les six journaux étudiés et l'opinion des Belges à l'étranger. Or nous n'avons exploré qu'une source parmi d'autres tels que les rapports diplomatiques, ceux des fonctionnaires belges, les mémoires et écrits de contemporains, etc., et de cette source unique, nous n'avons étudié qu'une fraction : six journaux parmi la cinquantaine dont nous avons relevé l'existence, et pendant un laps de temps limité : une année sur les quatre ans et demi de guerre. Des réserves s'imposent donc par la limitation apportée à notre travail dès son départ. De plus, il faut se souvenir du principe général que, si la presse exprime l'opinion publique et qu'elle constitue donc une source valable pour l'historien, elle contribue également à la former ou qu'elle en a l'ambition. Dans le cas de nos journaux, nous devons particulièrement tenir compte de ce deuxième point car nous avons choisi certains journaux dont le but est le prosélytisme. Dans ce cas, ils représentent certes l'opinion d'un groupe mais qui peut être minoritaire et il n'est pas certain qu'ils aient fait de nombreux adeptes.

Il est toujours difficile d'estimer le rayonnement d'un journal et ce l'est encore plus en période de guerre. En effet des journaux peuvent

se maintenir alors qu'ils tomberaient rapidement dans d'autres circonstances. La concurrence entre les journaux joue moins parce qu'à l'étranger, le public n'a qu'un choix très restreint de journaux belges, qu'il est avide de nouvelles et ignore souvent la langue du pays, il achète donc tout ce qui lui tombe sous la main, d'autant plus qu'il se sent isolé et parfois désœuvré. L'appel à des collaborateurs bénévoles et aux contributions financières a des chances de succès plus grandes qu'en temps de paix où on peut plus difficilement considérer le journal comme une œuvre.

Néanmoins, certains éléments d'appréciation subsistent. Par exemple le fait qu'un journal est fréquemment cité ou combattu est un indice de son influence et, appliqué à notre étude, le cas du *XX^e Siècle* nous semble exemplatif. Cependant l'inverse n'est pas nécessairement faux. Ainsi les journaux flamands ne sont pratiquement jamais cités par le *XX^e Siècle* ou par *l'Indépendance belge*, cela ne veut pas dire qu'ils n'expriment pas l'opinion d'un groupe valable ou qu'ils n'aient pas une influence réelle mais sur un autre groupe de Belges que ceux touchés par les journaux francophones; la politique du *XX^e Siècle* et de *l'Indépendance belge* visant à minimiser cette influence et l'importance du groupe qu'ils représentent, il est normal qu'ils ne les citent pas, d'autant plus que la majorité de leurs lecteurs sont incapables de les lire. L'inverse n'est pas vrai, *Ons Vaderland* et *Belgische Standaard* attaquent le *XX^e Siècle*, parce que, répandu au front, il est lu par une part de leur clientèle. On peut donc considérer que le *XX^e Siècle* est lu par un public assez vaste, mais là encore, il faut faire une restriction. Nous avons vu qu'un certain nombre d'exemplaires sont distribués gratuitement au front et que ce journal jouit d'une aide officieuse; la statistique de vente des journaux au front de janvier 1917 (1) qui donne un chiffre notablement plus élevé pour le *XX^e Siècle* (et pour *Het Vaderland*) que pour les autres journaux en témoigne mais, si elle indique qu'il y a beaucoup de numéros du *XX^e Siècle* en circulation, elle n'est pas la preuve qu'il exprime l'opinion d'un nombre équivalent d'individus. De plus, ses rapports avec Broqueville lui donnent la réputation d'être mieux informé que les autres journaux. Ces deux facteurs lui procurent une clientèle qui ne partage pas nécessairement ses idées mais qui se trouve ainsi soumise à son influence. Une chose est certaine : c'est que le *XX^e Siècle* est un des journaux, si pas le journal le plus répandu parmi les Belges de l'étranger.

(1) Voir p. 9.

L'*Indépendance belge*, par contre, semble avoir exercé peu d'influence de par son attitude assez « neutre » que lui reprochent d'ailleurs à l'occasion l'*Opinion wallonne* et la *Patrie belge*, journaux où l'élément de gauche domine. Cependant, on peut se demander si il n'est pas représentatif d'un groupe important de Belges qui ont accepté l'idée d'une union sacrée et ont mis de côté les préoccupations politiques, ne voyant plus qu'une chose : battre l'Allemagne. On peut en trouver un élément de preuve dans le fait que beaucoup de journaux belges ont un point de vue similaire, ce qui n'apparaît pas dans notre étude puisque nous ne les avons pas retenus. Parmi ces journaux, l'*Indépendance belge* s'adresse surtout, semble-t-il, à un milieu bourgeois, en particulier aux industriels et hommes d'affaires, d'opinion libérale au sens large et conservatrice. Si on considère que l'*Indépendance belge* est le seul quotidien libéral qui a paru pendant la guerre et qu'on ne peut lui adjoindre que très peu de périodiques (*Neptune*, *La Belgique indépendante* de Genève, *Dageraad* à partir de juin 1918), on peut conclure que la présence libérale est faiblement représentée parmi les Belges à l'étranger.

Nous pouvons confronter un journal avec les faits, ce qui nous semble particulièrement intéressant pour les journaux flamands. La guerre a été un élément favorable au *Mouvement flamand* existant avant la guerre, se poursuivant et s'intensifiant après la guerre malgré le discrédit que lui causa l'activisme. Pendant la guerre même, l'agitation et les incidents du front belge d'une part, l'activisme en Belgique occupée d'autre part, sont des preuves du dynamisme de groupes flamingants. Aussi l'analyse du *Belgische Standaard* et d'*Ons Vaderland* est intéressante parce qu'elle permet de comprendre la mentalité flamingante, de se rendre compte à la fois des différences et des désaccords qui existent entre eux, mais aussi d'une certaine communauté de sentiments et des hésitations qu'elle provoque chez des Flamands effrayés par certaines audaces, bien qu'affectivement incapables de les combattre et préparés à les admettre plus tard. L'influence grandissante d'*Ons Vaderland* en est un indice. Par leurs polémiques contre les Flamands francisés, on saisit mieux la position de ces derniers. Le nombre de journaux flamands et leur présence dans toutes les régions où se trouvent des Belges est un indice aussi de la force de leur mouvement, que ces journaux soient créés pour défendre la cause flamingante ou pour la combattre.

On ne peut en dire autant de l'*Opinion wallonne* qui semble ne représenter qu'un petit groupe invariable depuis le début, qui a été

désavoué par des membres de l'Assemblée wallonne tel que Piérard, sans compensation sous forme de nouveaux adeptes importants. Sa tentative de rapprochement avec la tendance fédéraliste flamande n'eut aucune suite, elle semblait d'ailleurs vouée à l'échec par, pourrait-on dire, la trop grande opposition de mentalité entre un Wallon francophile et un Flamand flamingant et la difficulté de compréhension mutuelle qui en découle.

Reste le *Socialiste belge* et là, nous savons à la fois par sa lecture, par celle des autres journaux, par les proclamations et les écrits d'autres socialistes belges qu'il ne représente qu'une fraction de l'opinion socialiste et, nous pouvons même l'affirmer, une faible fraction. Cette fraction, on l'a souvent décrite comme révolutionnaire et défaitiste; la lecture du journal en 1918 tend à atténuer ce jugement. Le *Socialiste belge* est le témoin des efforts de Camille Huysmans, après l'échec de Stockholm, pour reconstituer un bloc socialiste qui fasse une dernière tentative pour amener les socialistes allemands à refuser leur collaboration au régime militariste, de son succès partiel chez les socialistes alliés et de son échec vis-à-vis des Allemands. Il est le témoin aussi de sa déception et d'un désir de rapprochement vis-à-vis des autres socialistes belges, accord réalisé dans une certaine mesure lors de la *Conférence interalliée de Londres*. Le journal montre aussi que cette tendance « défaitiste » ne veut pas, en 1918, d'une paix à tout prix et n'hésite pas à dire, au moment des offensives allemandes, que le devoir des socialistes est de se battre. Le journal montre aussi l'opinion socialiste belge fortement divisée, comme l'indique d'ailleurs les différents essais de journaux : l'*Heure belge* et *Le Peuple belge* qui n'arrivèrent pas à se maintenir, *Le Droit des Peuples*, nouvel essai tardif et avec la collaboration française, *Le Métallurgiste belge* en Angleterre, journal syndical peut-être assez proche du *Socialiste belge*. De plus, des socialistes écrivent dans de nombreux journaux, tant belges que français; ils sont, semble-t-il, à la recherche d'une tribune et n'arrivent pas à un accord (1).

Même si des journaux comme l'*Opinion wallonne* et le *Socialiste belge* ne peuvent être considérés comme reflétant une part importante de l'opinion publique, ils constituent néanmoins un facteur historique qu'on ne peut totalement négliger.

(1) Voir par exemple l'article d'Emile Chapelier, ancien rédacteur du *Peuple belge*, paru en Tribune libre dans la *Patrie belge* du 6 juin 1918 (p. 1, c. 1-2-3), intitulé « Pour l'unité du Parti ouvrier belge ». L'auteur déplore ces divergences et cherche des points d'accord.

En situant ce travail à la place modeste qui est la sienne, il nous semble cependant avoir apporté un élément de connaissance dans un secteur, restreint sans doute, mais encore peu exploré à l'heure actuelle.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	III
INDEX DES SIGLES	VI
BIBLIOGRAPHIE	VII

CHAPITRE I

PRELIMINAIRES

1. LES BELGES EN TERRITOIRE LIBRE	I
2. LA PRESSE BELGE EN TERRITOIRE LIBRE	4
A. Généralités	4
B. Liste des journaux et périodiques parus en Belgique libre et à l'étranger pendant la guerre 1914-1918	10
C. Choix des journaux étudiés	20
3. MÉTHODE DE TRAVAIL	23
A. Division et regroupement de la matière journalistique en thèmes	23
B. Méthode d'analyse	24
C. Choix des thèmes et historique des thèmes retenus	27
1) La paix	29
2) Le socialisme international	35
3) Le Pape	39
4) Le statut international de la Belgique	41
5) L'annexionisme	43
6) Le gouvernement	44
7) La question linguistique	48
8) L'après-guerre	56

CHAPITRE II
LE XX^e SIECLE — LA NATION BELGE

A. HISTORIQUE	58
B. ANALYSE DES THEMES	60
1) La paix	60
2) Le socialisme international	64
3) Le Pape	67
4) Le statut international de la Belgique	68
5) L'annexionisme	70
6) Le gouvernement	71
7) La question linguistique	77
8) L'après-guerre	79
C. CONCLUSION	80

CHAPITRE III
L'INDEPENDANCE BELGE

A. HISTORIQUE	84
B. ANALYSE DES THEMES	86
1) La paix	86
2) Le socialisme international	90
3) Le pape	94
4) Le statut international de la Belgique	96
5) L'annexionisme	97
6) Le gouvernement	98
7) La question linguistique	101
8) L'après-guerre	103
C. CONCLUSION	105

CHAPITRE IV
BELGISCHE STANDAARD

A. HISTORIQUE	108
B. ANALYSE DES THEMES	113

1) La paix	113
2) Le socialisme international	117
3) Le Pape	118
4) Le statut international de la Belgique	119
5) L'annexionisme	120
6) Le gouvernement	120
7) La question linguistique	124
8) L'après-guerre	133
C. CONCLUSION	134

CHAPITRE V

ONS VADERLAND

A. HISTORIQUE	138
B. ANALYSE DES THEMES	141
1) La paix	141
2) Le socialisme international	148
3) Le Pape	149
4) Le statut international de la Belgique	150
5) L'annexionisme	151
6) Le gouvernement	152
7) La question linguistique	157
8) L'après-guerre	167
C. CONCLUSION	168

CHAPITRE VI

LE SOCIALISTE BELGE — DE BELGISCHE SOCIALIST

A. HISTORIQUE	171
B. ANALYSE DES THEMES	172
1) et 2) La paix et le socialisme international	172
3) Le Pape	184
4) Le statut international de la Belgique	185
5) L'annexionisme	186
6) Le gouvernement	188

7) La question linguistique	193
8) L'après-guerre	197
C. CONCLUSION	203

CHAPITRE VII
L'OPINION WALLONNE

A. HISTORIQUE	207
B. ANALYSE DES THEMES	210
1) La paix	210
2) Le socialisme international	214
3) Le Pape	214
4) Le statut international de la Belgique	215
5) L'annexionisme	217
6) Le gouvernement	218
7) La question linguistique	225
8) L'après-guerre	235
C. CONCLUSION	237

CHAPITRE VIII
SYNTHESE ET CONCLUSION

I. L'OPINION DES SIX JOURNAUX ETUDIES	240
A. Les données	240
B. Commentaires	248
C. Remarques générales	260
II. LES SIX JOURNAUX ETUDIES ET L'OPINION PUBLIQUE	266

D. 1971/0081/52

S.A. IMPRIMERIE ERASMUS LEDEBERG/GAND

- M. L. Warnotte**, *Etude sur la presse à Namur, 1794-1914*. 1967. (Cahiers-Bijdragen 44.) fr. 565 (abonnement fr. 485)
- Hugo Degraer, Willy Maervoet, Frida Martens, Frank Simon, Anne-Marie Simon-Van der Meersch**, *Repertorium van de Westvlaamse pers, 1807-1914*. 1968. (Bijdragen-Cahiers 48.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- H. De Borger**, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers*. *Repertorium, 1794-1914*. 1968. (Bijdragen-Cahiers 49.) fr. 1.150 (abonnement fr. 980)
- A. Thys**, met medewerking van **G. Bulthé en A.M. Simon-Van der Meersch**, *Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs)*. 1969. (Bijdragen-Cahiers 58.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- R. Messens**, *Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst) 1784-1914*. 1969. (Bijdragen-Cahiers 59.) fr. 780 (abon. fr. 665)
- Paul Gérin & M. L. Warnotte**, *La presse liégeoise de 1850 à 1914*. *Répertoire général*. 1971 (Cahiers - Bijdragen 65.)
- Martine Ryx d'Huisnacht**, *Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIX^e Siècle*. 1970 (Cahiers-Bijdragen 66.) fr. 520 (abonnement fr. 445)
- M. Blanpain**, *Le „Journal de Bruxelles“*. *Histoire interne de 1863 à 1871*. 1965. (Cahiers-Bijdragen 39.) fr. 90 (abonnement fr. 80)
- J. Vander Vorst-Zeegers**, *Le „Journal de Bruxelles“ de 1871 à 1884*. 1965. (Cahiers-Bijdragen 36.) fr. 480 (abonnement fr. 410)
- M.L. Warnotte**, *„L'Ami de l'Ordre“*, *Quotidien catholique namurois de 1839 à 1914*. 1968. (Cahiers-Bijdragen 51.) fr. 210 (abonnement fr. 180)
- N. Piepers**, *„La Revue Générale“ de 1865 à 1940*. *Essai d'analyse du contenu*. 1968. (Cahiers-Bijdragen 52.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- Denise Lambrette**, *Le journal „La Meuse“, 1855-1955*. 1969. (Cahiers-Bijdragen 55.) fr. 220 (abonnement fr. 190)
- I.-L. De Paepe**, *La Réforme, organe de la démocratie libérale (1884-1907)*. (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 64.)

BIBLIOGRAPHIE — BIBLIOGRAFIE

- M. De Vroede**, *Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860*. 1959. (Bijdragen-Cahiers 8.) Uitverkocht
- J. Dhondt & S. Vervaeck**, *Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique*. 1960. 2e éd. (Cahiers-Bijdragen 13.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- D. De Weerd**, *Publications officielles de la Belgique contemporaine*. 1963. (Bijdragen-Cahiers 30.) fr. 650 (abonnement fr. 555)
- Paul Gérin**, *Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831*. 1960. (Cahiers-Bijdragen 15.) Epuisé
- S. Vervaeck**, *Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1831-1865*. 1965. (Cahiers-Bijdragen 37.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- J. De Belder & J. Hannes**, *Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914*. 1965. (Cahiers-Bijdragen 38.) fr. 460 (abonnement fr. 390)

ARCHIVES ECONOMIQUES — EKONOMISCHE ARCHIEVEN

- M. Colle-Michel**, *Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours*. 1959. (Cahiers-Bijdragen 9.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. Colle-Michel**, *Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-Longdoz de origines à nos jours*. 1962. (Cahiers-Bijdragen 24.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- M. Colle-Michel**, *Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne*. 1967. (Cahiers-Bijdragen 46.) fr. 150 (abonnement fr. 130)
- H. Coppejans - Desmedt**, *Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. - Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman*. 1971. (Bijdragen-Cahiers 67.) fr. 115 (abonnement fr. 100)
- Bertrand Gille**, *Crise politique et crise financière en Belgique. Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles (1838-1840)*. 1961. (Cahiers-Bijdragen 19.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- Bertrand Gille**, *Lettres adressées à la maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853)*. 1963. (Cahiers-Bijdragen 33.) fr. 630 (abonnement fr. 535)

SOURCES SUR LES CLASSES SOCIALES — BRONNEN BETREFFENDE DE SOCIALE GROEPEN

- S. Vervaeck**, *De samenstelling van de goeude stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813)*. *Een methodologisch onderzoek*. 1960. (Bijdragen-Cahiers 11.) Uitverkocht

- Solange Vervaeck**, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962. (Bijdragen-Cahiers 22.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- K. Vanden Abeele**, De gedwongen lering van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. (Bijdragen-Cahiers 31.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- H. Balthazar, J. De Belder, J. Hannes, J. Verhelst**. Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIXe eeuw (1794-1914), 2e uitg. 1965. (Bijdragen-Cahiers 18.) fr. 265 (abonnement fr. 225)

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER — GESCHIEDENIS DER ARBEIDERSBEWEGING

- H. Wouters**, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging: 1831-1853. 1964. (Bijdragen-Cahiers 27.) 3 delen. fr. 1970 (abonnement fr. 1675)
- H. Wouters**, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966. (Bijdragen-Cahiers 40.) fr. 540 (abonnement fr. 460)
- H. Wouters**, Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1866-1880. (Bijdragen-Cahiers 60.)
- L. Linotte**, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. (Cahiers-Bijdragen 34.) fr. 280 (abonnement fr. 240)
- L. Linotte**, Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. 1969. (Cahiers-Bijdragen 53.) fr. 260 (abonnement fr. 215)
- J. Bayer-Lothe**, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Ière partie, 1794-1848. 1967. (Cahiers-Bijdragen 45.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- J. Bayer-Lothe**, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Deuxième partie. 1849-1886. 1969. (Cahiers-Bijdragen 57.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- C. Oukhow**, Documents relatifs à la Ière Internationale en Wallonie. 1967. (Cahiers-Bijdragen 47.) fr. 690 (abonnement fr. 590)
- Françoise Mahieu-Hoyois**, L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895) (sous presse) (Cahiers-Bijdragen 68.)

STATISTIQUES — STATISTIEKEN

- Nicole Caulier-Mathy**, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais 1962. (Cahiers-Bijdragen 25.) fr. 240 (abonnement fr. 205)

ARCHIVES POLITIQUES — POLITIEKE ARCHIEVEN

- H. Haag**, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. (Cahiers-Bijdragen 29.) fr. 60 (abonnement fr. 50)

DIVERS — VARIA

- Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique. Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische Hedendaagsse geschiedenis. 1957. (Cahiers-Bijdragen 1.) fr. 85 (abonnement fr. 75)
- W. Theuns**, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959. (Bijdragen-Cahiers 7.) fr. 80 (abonnement fr. 70)
- F. Balace**, La guerre de sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines 1861-1865. 1969. (Cahiers-Bijdragen 56.) fr. 560 (abonnement fr. 460)

MÉMOIRES I.

VERHANDELINGEN I.

- R. Devleeschouwer**, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)

VERHANDELINGEN II.

MÉMOIRES II.

- D. De Weerd**, De Gentse textielbewerker en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)

MÉMOIRES III.

VERHANDELINGEN III.

- Colette Lebas**, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Étude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)

VERHANDELINGEN IV.

MÉMOIRES IV.

- Romain Van Eenoo**, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)